

Antoine Viallet
➤ Acteur en Immobilier d'Entreprise

REVUE DE PRESSE Marseille et ses environs



Photos : Laurent Carte

ÉDITION N° **20**
1^{er} SEMESTRE 2012

www.antoineviallet.com

ASTIME MÉDITERRANÉE - 92 rue Breteuil - 13006 Marseille - Tél. 04 96 200 300 - Fax 04 91 714 026 - E-mail : marseille@astime.fr

SOMMAIRE

- I. LES AMENAGEMENTS URBAINS**
- II. LE LOGEMENT**
- III. L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE**
- IV. LE COMMERCE**
- V. LES TRANSPORTS**
- VI. L'ECONOMIE**
- VII. LE TOURISME**
- VIII. LA CULTURE**
- IX. MARSEILLE VUE PAR LES INROCKUPTIBLES**
- X. LES COMMUNAUTES**
- XI. LE CLUB IMMOBILIER MARSEILLE PROVENCE**

I. – LES AMENAGEMENTS URBAINS

✓ 1. LE MONT-ROSE EN SUSPENS

La Provence – 29.02.2012

✓ 2. CANEBIERE - VIEUX-PORT. C'EST PARTI POUR COINCER

Marseille l'Hebdo – 29.02.2012

✓ 3. SAINT-CHARLES – LOGEMENTS ET EQUIPEMENTS VONT REDONNER VIE A CHANTERELLE

La Provence – 10.03.2012

✓ 4. LA FONTAINE DU COURS JU COULERA AU PRINTEMPS

Marseille l'Hebdo – 21.03.2012

✓ 5. PLAN LOCAL D'URBANISME, QUEL IMPACT POUR LES MARSEILLAIS ?

La Provence – 30.03.2012

✓ 6. AU PIED DE GRAND LITTORAL – DIX HECTARES A AMENAGER

La Provence – 15.05.2012

✓ 7. COSSIMONT, AU CŒUR DES GRANDS ENJEUX

La Provence – 04.06.2012

✓ 8. FEU VERT POUR LA GRANDE MOSQUEE

La Provence – 20.06.2012

Le Mont-Rose en suspens

Au cœur d'une bataille aux dernières municipales, le site reste à reconvertir



Désaffecté par l'Armée et longtemps squatté, le site a enfin été nettoyé. La Ville réfléchit à sa reconversion. / PHOTO ARCHIVES FRANCK PENNAT

Entre ciel et mer, le Mont-Rose, c'est une enclave de 2,6 hectares, un paradis haut perché avec vue imprenable sur la Grande Bleue. Un site jusqu'ici vierge de toute prédation immobilière. Cette colline, pour l'heure inaccessible, sera peut-être bientôt un lieu de promenade pour les visiteurs du futur Parc des calanques.

Jusqu'au milieu des années 90, l'ancienne batterie militaire était occupée par les Télécoms. Puis, elle est longtemps squattée par des routards venus des pays de l'Est. "La cohabitation ne se passait pas trop mal, même s'il y avait des problèmes de bruit et de propreté", rapporte André Robert, dont la maison est située en contrebas. Un grillage sépare sa résidence du Mont-Rose. Une mignonne petite copropriété de 16 logements réalisée par le même architecte que le haut de la colline. Au printemps, l'Armée fait enfin partir les squatteurs.

tent Christian Battini, un voisin du Mont-Rose et Jean Raymond Adjemian, le président du CIQ de Samena.

Le devenir du Mont-Rose avait donné lieu à une véritable foire d'empoigne lors des dernières municipales, Ville et Conseil général se positionnant clairement pour reprendre la colline à l'Armée. Un projet d'hébergement hôtelier avec un espace restauration et des équipements liés à la pratique d'activités ludiques telles que la plongée, l'escalade, le VTT, ou encore des randonnées dans les trois de la municipalité avait même hérisé les poils des associations luttant pour la protection du site, et qui militaient pour la création d'un Parc naturel. Le Réseau écoforum et l'Union calaque littoral (UCL) avaient ainsi dénoncé ce projet et mettaient en avant notamment les nombreuses plantes endémiques (qui n'existent que

Un projet basé sur "l'éco-tourisme" est défendu par la mairie.

dans une zone à l'état spontané) et qui ont une valeur scientifique importante. Seule véritable protection du Mont-Rose, la création d'un Parc naturel des calanques qui se faisait attendre.

Cinq ans ont passé. Pour le Parc, c'est une question de semaines. Le Mont-Rose, lui, appartient finalement toujours... au ministère de la Défense. Il est maintenant à la vente, mais le Conseil général, qui avait promis de sortir le carnet de chèques, a jeté l'éponge discrètement et depuis longtemps. La Ville quant à elle attend la décision du Conservatoire du littoral qui a priorité pour préempter le site: "Il n'est plus question d'y mettre le siège du Parc. On a déjà voté le princi-

pe de la réalisation d'un projet d'éco-tourisme", précise Jean-Claude Gondard, secrétaire général de la Ville. Le Conservatoire du littoral est d'accord mais il n'a pas pris définitivement position. S'il n'a pas vocation à servir de support à ce type de projet, la Ville sera candidate au rachat. C'est alors France Domaines qui fixera les prix en fonction de la destination. "Mais c'est vrai qu'on préférerait mettre l'argent dans les travaux", reconnaît Dominique Tian, le maire de Se-

te. "Aucune nouvelle construction n'y est possible", précise le colonel Philippe Godrin, commandant de la base de défense Marseille Aubagne. "Avec les différentes procédures, le projet n'aboutira pas avant 3 ans", ajoute M. Gondard. En attendant, la Ville a demandé une autorisation d'occupation temporaire pour y mettre un gardien.

Corinne MATIAS, Delphine TANGUY

La Ville fait gardienner le site nettoyé depuis l'automne.

"Le site ouvert aux quatre vents était même devenu dangereux. On appelait la police en permanence. Il fallait le gardienner."

Finalement, le terrain a été nettoyé par l'Armée. "Ils ont sorti 20 tonnes de 20m³ de débris. Depuis l'automne et l'installation du gardien, on est davantage tranquilles", affirme André Robert, même s'il dénonce le manque d'entretien de la première partie du chemin. "Le soir et les week-ends, la route est le lieu de rendez-vous de bandes qui viennent en voiture et laissent leurs déchets. On espère du changement rapidement dans le cadre du Parc des calanques", souhai-



Le site est gardé par une personne qui y vit avec sa famille et un chien. Mais les riverains souhaitent qu'un projet mette rapidement en valeur ce site exceptionnel pour le quartier. / PHOTO CMS

LE COMMENTAIRE de François Fouchier, délégué régional du Conservatoire du Littoral

Demain, un lieu d'éducation à l'environnement ?

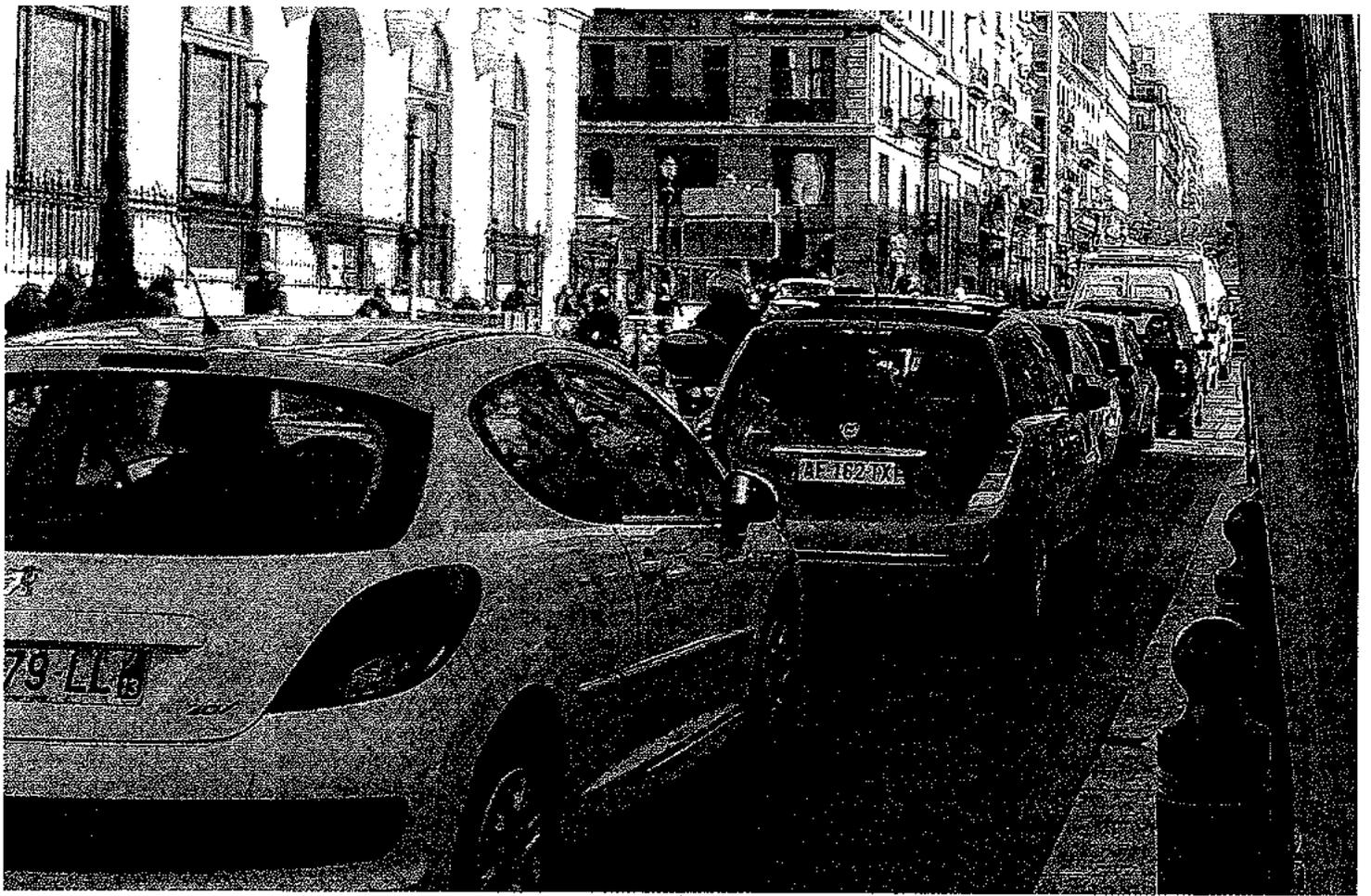
Au Conservatoire du littoral, on ne devient jamais propriétaire sur un coup de tête. "Car voyez-vous, chez nous, un bien devient inaliénable, c'est-à-dire qu'il est à nous pour toujours", sourit François Fouchier, délégué régional du Conservatoire du Littoral. S'il possède ailleurs des farts ou des phares, il n'a que peu de bâti à Marseille, où il a toutefois obtenu l'affectation de plusieurs sites naturels, tels "la Grande muraille de Chine", à la Gineste ou au Mussuguet, sur la route de Cassis, où il achète en ce moment une centaine d'hectares. L'objectif du Conservatoire est de préserver 1/3 des espaces naturels de son territoire: "Ac-

tuellement, nous en sommes plutôt à 15%, il reste beaucoup à faire", admet François Fouchier. Au Mont-Rose, notamment: "C'est un site tout à fait emblématique, avec une vue d'ensemble sur la rade et plus de 2000 m² de plancher. Mais également de très lourds travaux de réhabilitation à engager", observe-t-il, en "dialogue constant" avec la Ville pour "faire émerger" un projet satisfaisant pour les deux parties.

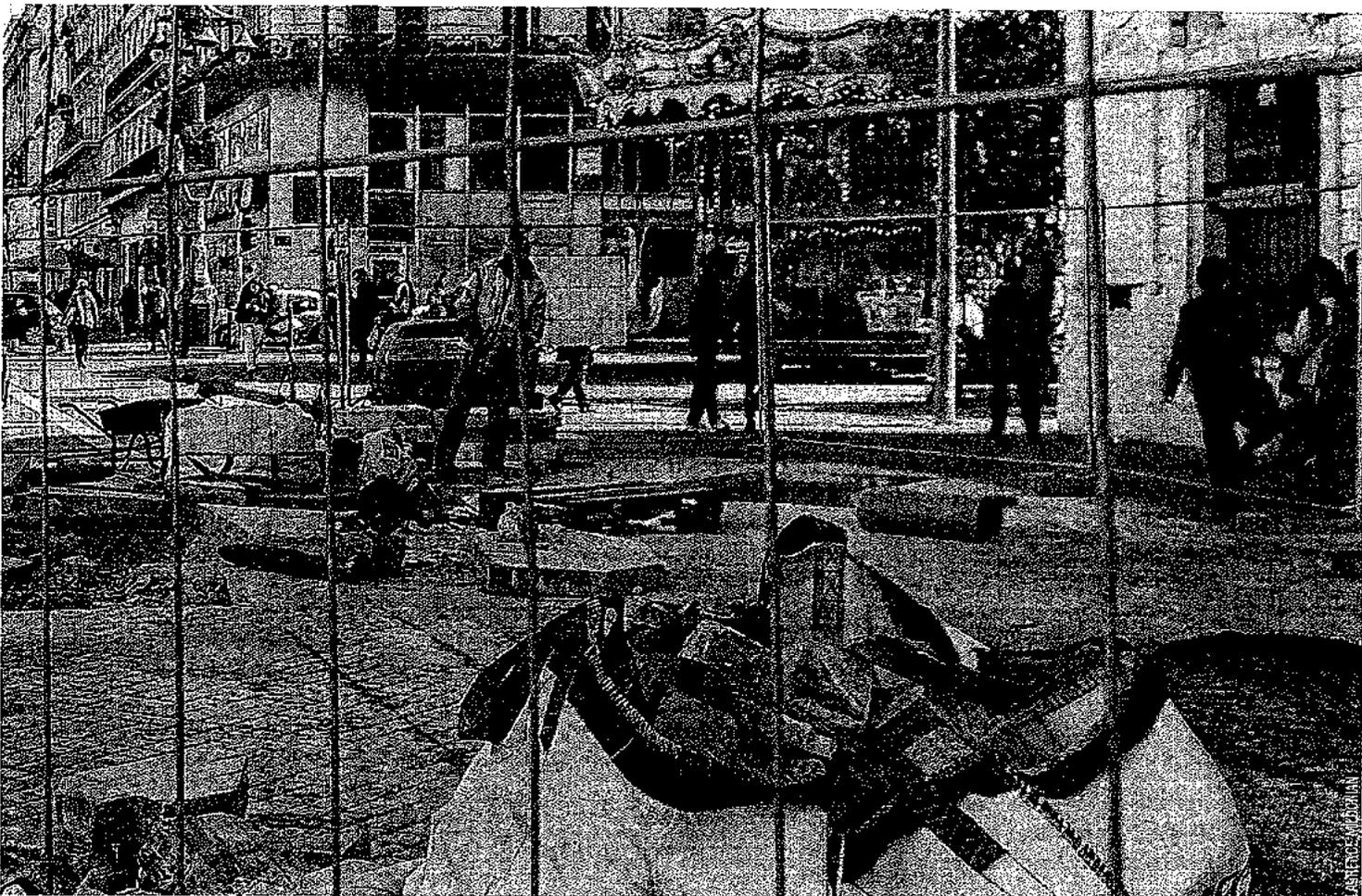
Lieu d'éducation à l'environnement, à l'image de la Maison Ste-Victoire, site dédié à la recherche, quel qu'il soit, celui-ci devra en effet répondre aux critères de valorisation et

de protection de l'environnement qui sont ceux du Conservatoire. Pas question, donc, d'y bâtir un hôtel... "Il faudrait pour cela que la Ville soit propriétaire", précise M. Fouchier.

L'hypothèse la "plus probable" est que l'État cède le site au Conservatoire, qui passerait une convention avec la Ville pour qu'elle en devienne le gestionnaire et finance les travaux. Un montage idéal: il permet à la commune d'économiser le prix de l'achat du site; d'un autre côté, la "marque" Conservatoire du littoral est à même de mobiliser davantage de partenaires financiers autour d'un projet fédérateur et consensuel.



**Canebière - Vieux-Port
c'est parti
pour coïncider**



Dès le 5 mars, le bas de la Canebière est fermé à la circulation et l'artère ne peut plus être descendue en voiture. Cette date qui marque le coup d'envoi des travaux de semi-piétonnisation du Vieux-Port inquiète déjà commerçants, automobilistes et riverains.

Un trou et puis un autre et encore un autre. La Canebière, le quai de Rive-Neuve, le quai du Port, la place Gabriel-Péri: sous la bruyante action des marteaux-piqueurs, les chaussées se muent en gruyère ces dernières semaines, et le ballet des entreprises sous-traitantes n'est pas près de s'arrêter. Lorsque Eugène Caselli, le président PS de la communauté urbaine, Jean-Claude Gaudin, maire UMP de Marseille et Jean-Noël Guérini, président PS du conseil général avaient présenté leur projet commun, premier acte de la gouvernance partagée, de rendre le Vieux-Port semi-piéton, ils savaient que le calendrier serait serré. Et que le chantier ne devrait pas trop perturber 2012, et démarrer en mars après le Forum mondial de l'eau, tout en étant livré avant que débute 2013, année de Marseille Provence capitale européenne de la culture.

Nous y voilà donc. Les travaux préalables se traduisent par des percées qui concernent l'eau, le gaz, ou l'électricité. Premiers concernés: les commerçants, qui doivent supprimer leur terrasse provisoirement, les piétons qui slaloment et les automobilistes contraints de prendre leur mal en patience pour parcourir quel-

Entre le Forum mondial de l'eau et Marseille capitale européenne de la culture, le timing est serré.

ques centaines de mètres. Et dès le 5 mars, le changement sera d'autant plus remarquable qu'il concernera l'artère la plus célèbre de la ville. A partir de ce jour, la Canebière ne partira plus du Vieux-Port, comme le disait la

chanson de Vincent Scotto. Du quai des Belges à la rue Paradis, aucune voiture ne pourra plus circuler: les piétons y seront rois (aux côtés des taxis, bus et vélos). Conséquence directe: il sera désormais impossible de descendre la Canebière en voiture. Pour aller du cours Lieutaud au Vieux-Port, il faudra faire un crochet par le boulevard d'Athènes. Côté commerçants, on ne cache pas une certaine inquiétude. "Nous sommes ravis de savoir qu'il existe un guichet d'information mis à notre disposition depuis le 16 février, mais pour le moment, les questions techniques que nous avons posées sont restées sans réponses", regrette Frédéric Jean Jean, responsable de la brasserie Les Templiers, en face du Centre Bourse. "A dire vrai, on est peu tétanisé par rapport à ce qui va arriver, confirme Vincent Bouffil, président de l'association Canal Sud qui regroupe une quinzaine de commerces de la place aux Huiles. Si le Vieux-Port **DDD**

La Canebière en travaux... voilà qui rappelle la grande époque de l'aménagement du tram. Cinq ans plus tard, c'est la piétonnisation qui est en jeu.

«**DD** devient le grand bazar qu'on trouve boulevard Rabatau, les gens iront voir ailleurs, mais je reste confiant, car on n'est pas sûr du passage mais de la destination.» C'est que le gérant de la boutique Les Minots de Marseille sait de quoi il parle. Il y a quelques années, son magasin Monceau Fleurs, a subi de plein fouet les travaux du tramway, sur le boulevard Sakakini. «*La progression de mon chiffre d'affaires s'est arrêtée net, sans que je puisse pour autant prétendre aux indemnités mises en place pour compenser les pertes dues au chantier, se souvient-il. Mais dès que le tram est entré en service, les affaires ont repris, avec une hausse de 15 à 20%.*»

C'est sous un concert de klaxons que Michel, le cogérant du carrousel la Belle Epoque, sur la place du Général de Gaulle nous fait part de son impatience à l'idée d'une piétonnisation: «*Les travaux nous recouvrent le manège de poussière en permanence, mais quand cette partie*

"On travaille beaucoup avec les touristes. On sera forcément gagnant avec la piétonnisation du Vieux-Port."

Stéphane, tabac-souvenirs sur la Canebière

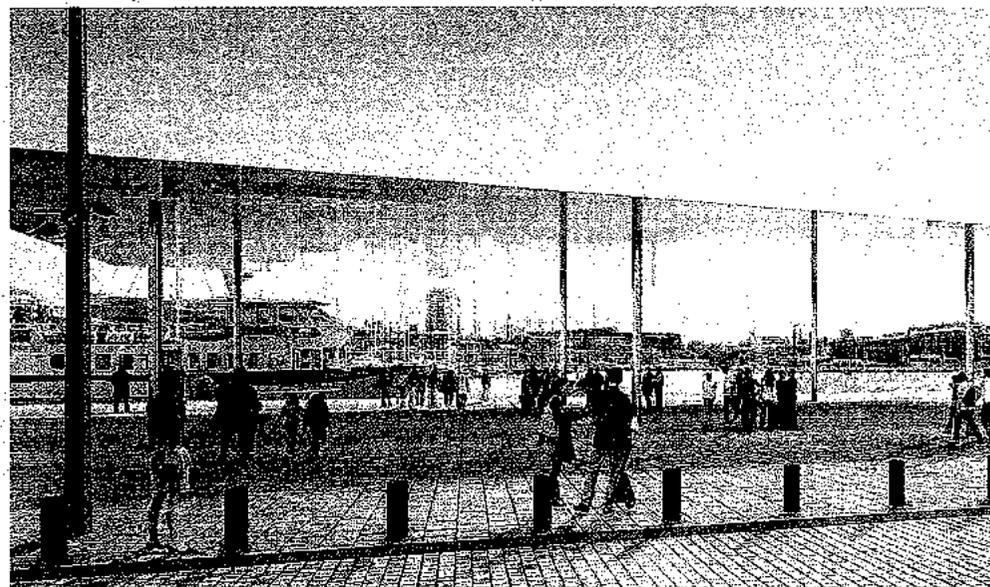
de la ville sera piétonne, ce sera vraiment une bonne chose.» Stéphane, qui gère le tabac-souvenirs près de l'office de tourisme, ne dit pas autre chose: «*On travaille beaucoup avec les touristes et les gens qui sortent du métro. On sera forcément gagnant avec la piétonnisation.*»

La situation est un tantinet plus complexe pour les commerces récemment installés. Jean-Louis Andonian, gérant du restaurant Le Métropole, place Gabriel-Péri, garde le sourire, pourtant «*ça part mal!*» Et pour cause: les travaux d'aménagement de l'enseigne qu'il vient d'acquiescer sont à peine achevés qu'il subit les premiers coups de pioche devant sa terrasse. «*J'ai établi un plan prévisionnel pour cette année, mais c'était avant de savoir que les travaux occuperaient toute la période d'avril à septembre. Et pas moyen pour le moment de connaître avec précision l'échéancier et le découpage des travaux.*»

«*Impossible de savoir à quelle sauce on va être mangé,*» s'interroge aussi Christiane Domergue, à la tête de la chapellerie Feliò, qui a pignon sur rue depuis plus d'un siècle. Il y a dix jours, une tranchée a été creusée par Gaz de France devant sa vitrine. «*Heureusement, nous avons une clientèle très spécifique, on touche du bois pour que la période des travaux ne nous soit pas fatale.*» ■

CENTRE. Du Vieux-Port piéton à Marseille 2013, en passant par l'ouverture dominicale, le challenge est grand pour les commerçants.

2012, l'année de tous les changements



Couvrant 400 hectares, le Vieux-Port semi-piéton est un projet en deux phases qui coûte 80 millions d'euros.

Nombre d'entre eux avaient déjà subi les conséquences des travaux du tramway en 2006 et 2007. «*Des pertes gratuites en ce qui nous concerne de 15 à 20% du chiffre d'affaires,*» témoigne Véronique, gérante du bar tabac qui jouxte la Société des eaux de Marseille au bas de la Canebière. D'autres, comme ceux spécialisés dans l'équipement de la personne, essuient déjà quotidiennement la concurrence de l'achat en ligne. Sans parler des effets stationnement et météo, qui éloignent les clients du centre à la moindre grève des transports comme à la moindre goutte de pluie. «*Dans l'hypercentre on cumule les handicaps, sans parler des loyers très élevés,*» souligne-t-on à Marseille Centre, qui fédère 800 commerces. La semi-piétonnisation du Vieux-Port, c'est pour beaucoup, une sorte de paradis qui nécessite un passage par un

nouveau purgatoire. Associée à l'ouverture dominicale autorisée par le préfet depuis un mois, elle interroge et affole. «*A nous de savoir répondre aux attentes des consommateurs,*» insiste Marseille Centre. «*Cela passe par des animations mais aussi un fort développement de l'accueil et du conseil au client.*»

"Les gros maigriront, les maigres mourront"

L'ouverture des commerces le dimanche se fera à condition que chacun y trouve son compte, ce qui implique d'attirer Marseillais et touristes en ville autour d'un rendez-vous, créer de nouvelles habitudes qui s'accompagnent forcément de changements du côté des transports publics et de mesures destinées à améliorer sécurité et propreté le jour du Seigneur. Quand les grosses enseignes lorgnent sur le superbe espace qu'offrira alors le Vieux-Port une fois piéton et ouvert toute

l'année - un McDo classieux avec McCafé ouvrira l'an prochain sur 600m² de surface à la place du Buffalo Grill, quai de Rive-Neuve -, le coup pourrait s'avérer fatal pour les indépendants du secteur.

Pour encaisser le choc, certains ont pris les devants du côté de la rue Reine Elisabeth: «*Comme le disait Confucius, les gros maigriront, les maigres mourront,*» lance un brin cynique Frédéric Jean Jean, patron de la brasserie Les Templiers. «*Nous avons choisi de ne pas nous laisser abattre et de créer avec les restaurants du coin quatre mois d'animation, de juin à septembre, avec l'ouverture d'une symbolique rue de l'Aïoli (NDLR: lire P.32).*» Ne rien lâcher, tout faire pour séduire le chaland et le fidéliser... le défi est grand et doit être relevé très vite. En 2014, les commerçants de l'hypercentre auront pour rival un nouveau mastodonte, baptisé les Terrasses du Port. ■

Inquiétudes sur le quai



Par où passera le bus à impériale? Nul ne le sait encore.

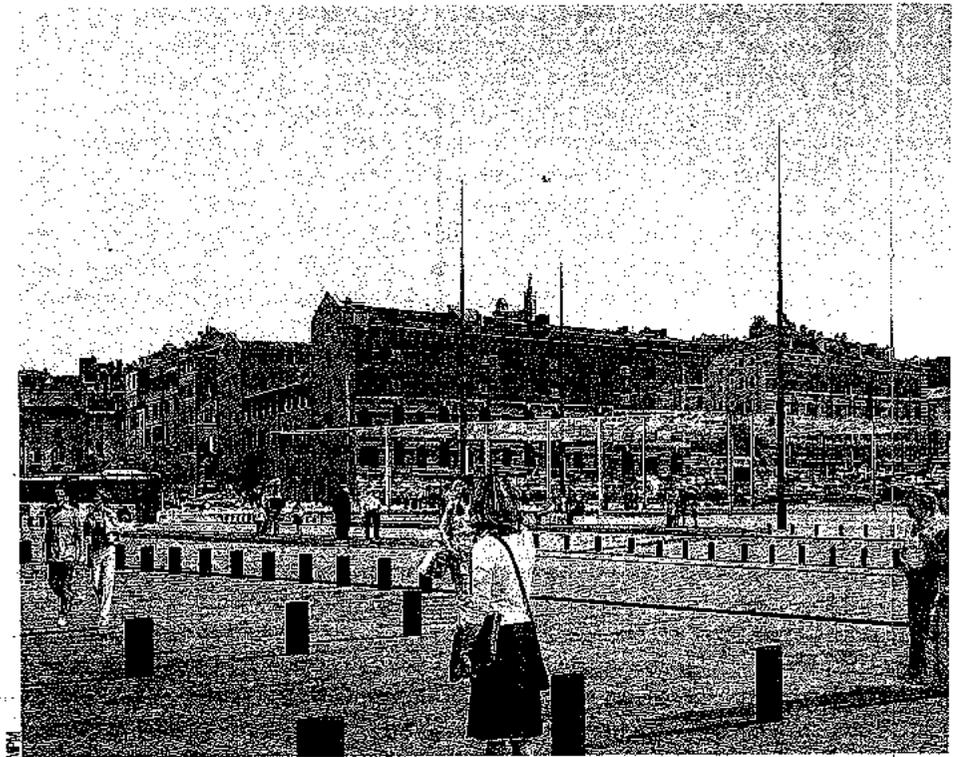
Ils se sentent un peu comme les oubliés du projet. Les Frioulais se posent beaucoup de questions quant à leur devenir durant la phase des travaux, mais aussi après. "On a très peur, on ne sait pas ce que cela va donner car nous n'avons pas été consultés comme ont pu l'être les commerçants du centre-ville", explique Eric Bucciero, président de l'association des commerçants du Frioul. Parmi les inquiétudes figurent notamment toutes les questions liées aux flux des touristes devant embarquer ou débarquer (400 personnes par heure, de 8h30 à 15h30), aux livraisons des colis des résidents comme des commerçants, ou encore à l'accostage des bateaux. "Ajoutez à cela les travaux de la gare maritime sur l'archipel et vous pourrez dire qu'au Frioul, on a gagné les cocotiers!", s'exclame Eric Bucciero.

A la communauté urbaine, on précise que sur le plan d'eau du Vieux-Port, seront installées "des estacades sur lesquelles prendront place les locaux des associations nautiques." Le

ferry-boat ne sera pas impacté durant la première phase du projet. Quant aux déplacements des bateaux, qui ont "fait l'objet de nombreuses concertations", précise MPM, ils seront opérés par tranches successives lors des travaux de mars à fin 2012.

La criée sur le quai du Port

La criée aux poissons sera déplacée du quai des Belges à l'hôtel de ville. C'est d'ici que Marie-Li-se Germain, directrice réseau, assure les tournées touristiques du bus à impériale: "Pour l'heure, on ne sait pas par où pourra passer le bus, quel sera son temps de parcours. On espère pouvoir se caler avec les lignes de la RTM qui continueront d'accéder au Vieux-Port, mais rien n'est fixé et la saison ne va pas tarder à démarrer..." Même incertitude pour le Petit train: "On sera sur le port, mais où... on ne sait pas." Si l'impatience gagne, ces professionnels du tourisme c'est aussi parce qu'ils savent qu'une fois passés les travaux, le paysage leur sera particulièrement favorable. "Ce sera alors tout simplement génial." ■



Les attentes

Les habitants des quartiers concernés s'interrogent sur le plan de circulation et sur les difficultés liées à l'engorgement des boulevards contournant l'hypercentre.

Des difficultés au quotidien et des informations que tout le monde n'a pas encore pris en compte. Dans les secteurs Canebière, Vieux-Port Hôtel de Ville mais aussi Saint-Victor et Endoume, les riverains s'apprentent à vivre de grands changements. Le point noir de ces travaux, la circulation. Si pour certain c'est plutôt un point positif de voir disparaître les voitures et les nuisances qui vont avec, pour d'autres, le début des travaux annonce le début de la galé-

re au volant. "Réduire la circulation de 50 ou 60 % sur le Vieux-Port c'est une bonne chose sur le fond, mais si c'est pour engorger des boulevards qui sont déjà saturés aujourd'hui sans prévoir d'autres solutions, les riverains ne comprennent pas", s'insurge Jean-Claude Rostain, président de la fédération des CIQ du 7^e arrondissement. Le transit habituel entre le Nord et le Sud de la ville qui s'effectuait par le Vieux-Port se fera désormais par les boulevards Charles-Nédelec, d'Athènes, le cours Lieutaud, la Préfecture pour rejoindre les quartiers sud.

La L2, solution de désengorgement?

Les trois principaux secteurs touchés sont tous en accord sur le fait que la mise en service cordonnée de la L2 avec le début des travaux aurait pu éviter bien des problèmes. "Nous sommes atteints par des problématiques différentes entre arrondissements, mais de façon consensuelle, nous avons mis en avant le fait que l'ouverture de la L2 aurait clairement déplacé le flot des véhicules vers l'extérieur pour éviter l'engorgement que nous redou-

A la communauté urbaine, on précise que sur le plan d'eau du Vieux-Port, seront installées "des estacades sur lesquelles prendront place les locaux des associations nautiques."



des riverains

tons tous. Nous attendons de vraies réponses quand à l'impact sur la circulation", analyse le président de la fédération des CIQ du 1^{er} arrondissement. Plusieurs axes semblent inadaptés pour contenir le flux de véhicules supplémentaire et ce tout particulièrement dans le secteur de l'hôtel de ville.

"Comment peut-on imaginer que la rue Caisserie puisse devenir un axe de délestage du tunnel, dont une partie serait en sens unique? Nous ne savons pas trop à quoi nous attendre et nous avons surtout le sentiment de ne pas être écoutés et d'être à la marge de ce projet", ajoute le président de la fédération des CIQ du 2^e arrondissement, Jacques Guipert.

Le 7^e arrondissement asphyxié

Embouteillages, pollution sonore mais aussi de l'air, une partie du 7^e arrondissement appréhende tout particulièrement les travaux de piétonnisation. "Aux heures de pointe des axes comme Charles-Livon, Pasteur ou La Corderie sont saturés, les riverains éprouvent déjà des difficultés pour se déplacer, qu'est ce que ce sera plus

tard ?, se demande Jean-Claude Rostain, et de poursuivre La préfecture de région attire d'ailleurs l'attention de la communauté urbaine sur les effets négatifs du report de trafic sur les boulevards périphériques au Vieux-Port: nuisances, pollutions, perturbations du fonctionnement. Elle note aussi une dégradation de l'exposition des populations à la pollution et donc un problème de santé publique." Face à ces problématiques, les habitants concernés ont proposé d'autres so-

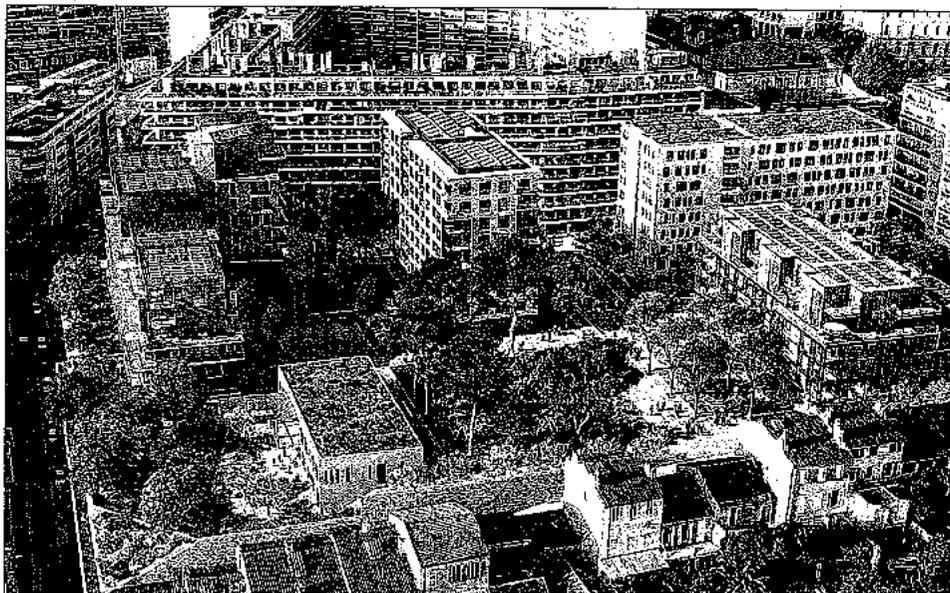
Tramway: aussi le 5 mars

La date du début des opérations a été annoncée officiellement vendredi 24 février par le président de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole lors de l'assemblée plénière, au Palais de la Bourse. Les premiers coups de pioche du chantier d'aménagement de la nouvelle ligne de tramway, entre la Canebière et la place Castellane, via la rue de Rome, seront donnés le lundi 5 mars. ■

lutions, comme le développement des transports en commun pour rejoindre l'hypercentre, la création de parkings supplémentaires en périphérie, maintenir sur le quai des Belges, deux voies de circulation et une voie de bus dans les deux sens ainsi que des places réservées pour les livraisons. Concernant le bassin de carénage, ils proposent en souterrain la création d'un parking notamment en double file devant les hôtels du Vieux-Port et du quartier du Pharo. "La trame circulatoire est un élément important de notre futur cadre de vie sur lequel nous ne pouvons concéder de petits aménagements."

Si la question de la circulation occupe tous les esprits, le projet en lui-même reste largement plébiscité par les habitants qui pourront se réapproprier leur port. Seule ombre au tableau, "l'éventuelle similitude avec d'autres ports comme Liverpool, Bordeaux... Il ne faut pas que le Vieux-Port perde de son authenticité car c'est ce qui fait la particularité de Marseille," conclut Jacques Guipert. ■

Logements et équipements vont redonner vie à Chanterelle



Les architectes ont souhaité un projet aéré, avec des espaces verts et des chemins piétons, ouvert sur le quartier le jour et sécurisé la nuit.

Le projet immobilier sur l'îlot Chanterelle vient de recevoir son permis de construire. Pour redonner vie à ce no man's land de 1,4 hectare, situé entre le bd Flammarion, les rues Grobet, d'Isoard et du Commandant Mage, à 300 m de Longchamp, la Ville de Marseille a choisi la Caisse des Dépôts et Effrages Immobilier Méditerranée. Roland Carta, de l'agence C+T Architecture, qui a transformé le Silo en salle de spectacle, et Jean-Michel Basseti, du cabinet Architectes et associés, qui réaménage le palais du Pharo, conduiront le projet "Parc Chanterelle". Pour les promoteurs, il s'agit de reconstituer un tissu urbain, de ramener de la vie et une occupation

"apaisée" de l'espace, ouvert à tous la journée et sécurisé le soir. Sont prévus 200 logements en accession à la propriété, 176 chambres-étudiants et 575 parkings (à l'achat ou en location à prix préférentiels pour les habitants du quartier). "Le parti pris de l'aménagement est de limiter l'emprise au sol afin de créer des espaces et des aménagements extérieurs aérés et végétalisés (50% d'espace libre, soit 4500 m² au sol). Face à la résidence Massalia, un immeuble massif, il est important de créer un îlot ouvert".

Le quartier bénéficiera aussi de nouveaux équipements publics avec la création d'une circulation piétonne entre Flammarion et Cdt Mage d'une part,

et entre la rue Grobet et d'Isoard d'autre part. Sur le bd Flammarion, on verra de nouveaux commerces de proximité sur plus de 4 500 m². Une crèche sera construite le long de la rue du Cdt Mage, ainsi qu'une salle polyvalente modulable, une maison dédiée à la petite enfance et gérée par l'association de la Providence sera reconstruite; et une emprise foncière a été réservée pour la réalisation d'un groupe scolaire "que nous réaliserons dans la foulée", assure Roland Blum, 1^{er} adjoint UMP au maire de Marseille.

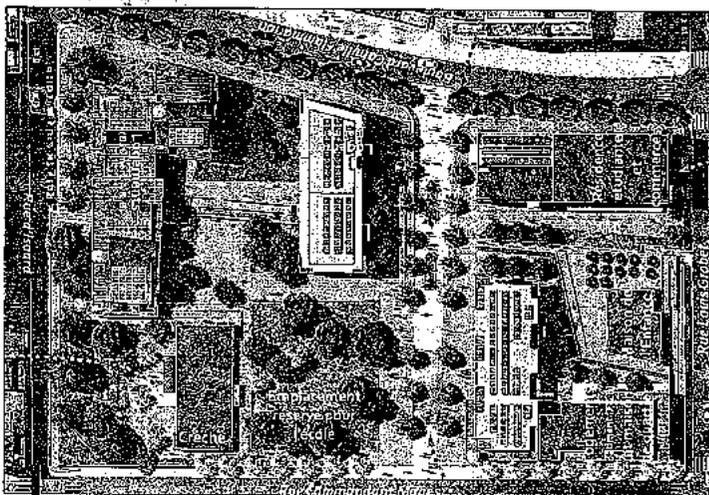
Le développement durable est le fil rouge de Parc Chanterelle. L'espace sera fortement végétalisé au sol et en toiture. 50% d'espaces libres laissés entre les

bâtiments. Le projet aura aussi recours aux énergies renouvelables avec des panneaux solaires thermiques.

Plusieurs modifications ont eu lieu sur le permis, en égard aux recommandations de l'architecte des Bâtiments de France: 2 étages de moins sur les bâtiments les plus hauts (on passe à 7 étages), 10% de surfaces construites en moins (soit 15 logements)... Trouveront-elles grâce aux yeux des opposants au projet? Dans le quartier, on l'estime encore trop haut. Il ne correspond s' tout pas à ce qui leur avait été présenté en 2004: des équipements publics et des parkings. Entre-temps, le site était devenu constructible pour du logement.

Une réunion avec les habitants avait lieu jeudi à l'initiative du maire de secteur. "Mais je trouverai désolant qu'il y ait des recours, note M. Blum. La Ville n'a pas les moyens de ne faire que des équipements publics".

Corinne NATIAS



Les différents équipements, dont la réservation pour le groupe scolaire, figurent sur ce plan de masse.

DES RIVERAINS ET LE MAIRE PS DE SECTEUR OPPOSÉS AU PROJET

"Il faudra faire un recours avant le 29 avril"

Une cinquantaine d'habitants du quartier avaient répondu à l'invitation de Patrick Mennucci, maire PS des 1^{er}-7^e arr. afin de débattre du projet toujours remis en question de l'aménagement du magnifique terrain de Chanterelle. Entouré d'Annick Le Roy, présidente de l'Association pour la protection du site arboré de Chanterelle, et Laurette Lemaire, trésorière, l'élu a répondu à toutes les questions de l'assemblée.

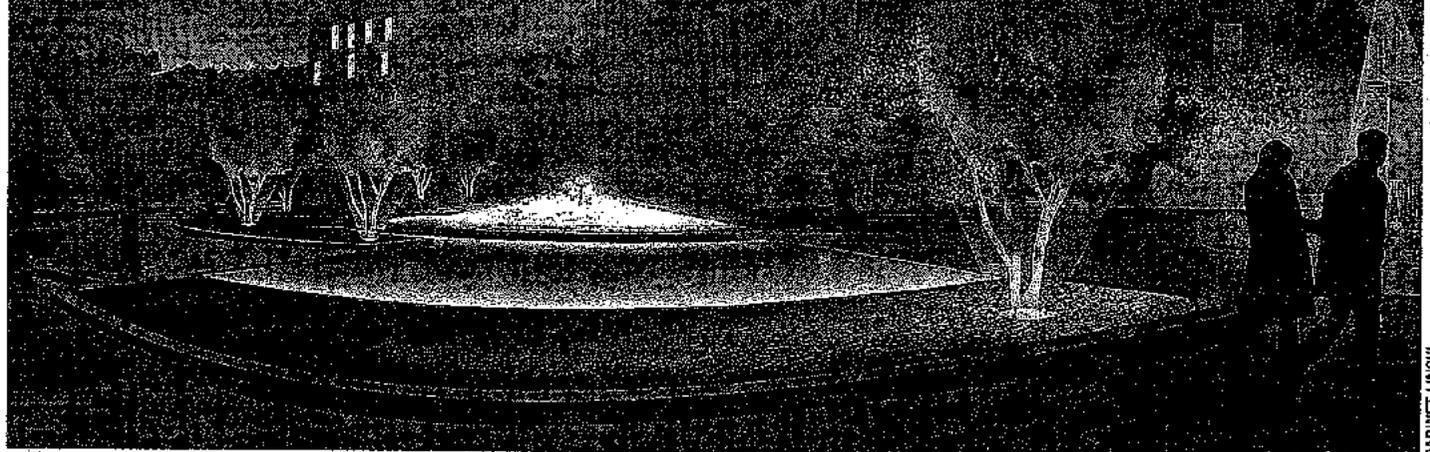
Ce nouveau projet de l'architecte Roland Carta comporte 400 logements (lire ci-dessus). Il conserve l'école, actée au conseil municipal,

mais plusieurs personnes manifestent leur scepticisme car ils avaient eu confiance dans le permis de 2004 et avec les changements apportés ils s'estiment trompés donc pour eux "cela peut encore se reproduire". Ils désirent aussi "revenir aux décisions du conseil municipal de 2004", avec "une école, une crèche, et des espaces verts." Il faut faire appliquer les décisions de 2004" déclarent plusieurs personnes. Il est aussi demandé d'augmenter le nombre de places de parking qui, par rapport au 1^{er} permis, a été diminué. Certaines personnes font égale-

ment remarquer une atteinte à la qualité de vie, la perte de valeur de leurs appartements, avec moins de soleil... "Pourquoi les pouvoirs publics n'ont-ils pas écouté les riverains?" Patrick Mennucci maintient son opposition au projet: "Les gens ont intérêt à agir rapidement, si une action doit être faite, il faut que ce soit avant le 29 avril, après il sera trop tard". Le dernier permis ne lui ayant pas été adressé, il s'intéresse sur la possibilité pour la mairie de secteur de faire un recours et va faire appel à des spécialistes.

Commerçants et acteurs culturels ont trouvé un compromis avec la Ville et MPM pour le déroulement des travaux.

La fontaine de Cours Julien coulera au printemps



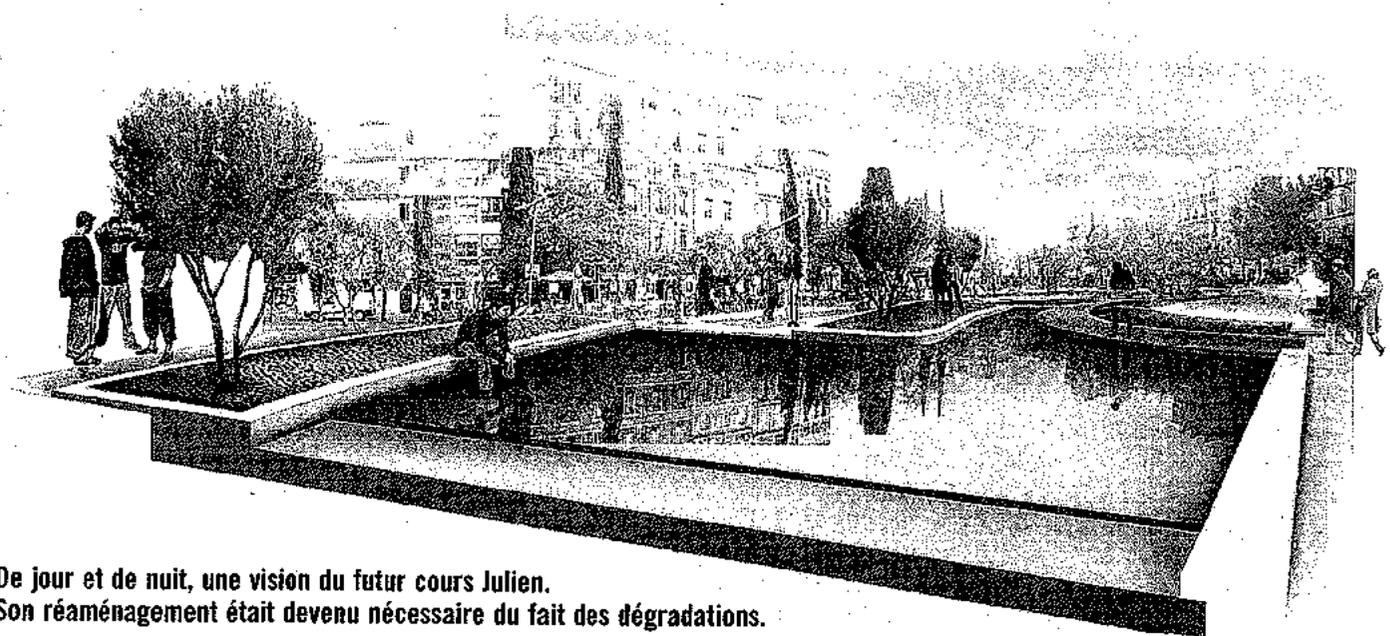
CABINET LINSKI

Le chantier ne peut-il attendre un an de plus? La réponse fut immédiate : non. Il a bien fallu que les participants à la réunion sur les travaux de réaménagement des fontaines du cours Julien trouvent un compromis et que tous y trouvent leur compte. D'un côté, autour de Dominique Tian député-maire des 6^e et 8^e : les représentants de la Ville, de MPM et du cabinet Linski concepteur du projet, de l'autre les représentants de l'association des commerces de la Butte, l'association culturelle cours Julien et Marquage. Pour les pre-

miers tout était plié: le projet est financé à hauteur de 700 000€ par la Ville et de 160 000€ par la communauté urbaine, les appels d'offres ont été lancés et dans deux mois les entreprises seront choisies. Et pas question de voir les financements "repartir" parce qu'ils n'auront pas été utilisés à temps. De l'autre on aurait voulu retarder le chantier à 2014 pour ne pas rater l'opportunité que représente Marseille-Provence 2013 capitale européenne de la culture. Le dialogue un peu tendu au départ a fini par payer puisque les deux parties sont tombées

d'accord sur la période allant du 1er octobre 2012 à la troisième semaine de mars 2013. La journée des plantes de septembre aura lieu, les rendez-vous du plateau les 27 et 28 septembre pourront se tenir et l'emprise du chantier permettra l'installation des terrasses, même si leur superficie est quelque peu réduite. Et pour le mois de mai, sur proposition des élus présents et en accord avec Marseille-Provence 2013 on espère un grand événement culturel qui marquera l'inauguration du cours Julien relooké. ■

Bernadette Spagnoli



CABINET LINSKI

De jour et de nuit, une vision du futur cours Julien. Son réaménagement était devenu nécessaire du fait des dégradations.

Plan local d'urbanisme, quel impact pour les Marseillais ?

La communauté urbaine MPM organise 8 réunions pour présenter les futures règles de construction

Après trois ans d'études, Marseille entre dans la dernière ligne droite de l'élaboration de son Plan local d'urbanisme (PLU). Destiné à remplacer le Plan d'occupation des sols adopté en 2000, ce document sera le mode d'emploi de la construction pour les années futures. C'est lui qui définit notamment si une zone dépend du logement, de l'activité industrielle, des commerces, etc., ou si elle est inconstructible pour protéger l'environnement. De même, il prévoit les hauteurs des immeubles, sujet toujours sensible, ainsi que les créations de places de parking et les réserves foncières pour réaliser des équipements.

Si la philosophie du projet a déjà été présentée à plusieurs reprises, la trame des zonages envisagés est encore une inconnue. D'où l'organisation par la communauté urbaine Marseille Provence Métropole de huit réunions de concertation, la première ayant eu lieu hier soir pour les 6^e et 8^e arrondissements. Elles doivent permettre de mieux faire comprendre le projet en cours d'élaboration, explique-t-on à MPM.

► QUI EST RESPONSABLE ?

Si la communauté urbaine est seule compétente pour élaborer le PLU, la règle dans l'agglomération marseillaise veut que les maires des 18 communes de MPM conservent la main sur leurs territoires respectifs... Une spécificité locale souvent décriée, car elle empêche parfois une approche cohérente entre villes voisines.

Qu'importe, maire UMP de Marseille et chaud partisan d'une multiplication des constructions, Jean-Claude

Gaudin se félicite que "la commission MPM chargée du projet soit composée exclusivement d'élus marseillais". Président PS de Marseille Provence Métropole, Eugène Caselli n'entend toutefois pas être absent du processus, comme il l'a rappelé en début d'année lors de ses vœux à la presse.

► HUIT RÉUNIONS DE PROXIMITÉ

Huit réunions de concertation publique sur le Plan local d'urbanisme de Marseille ont été programmées par MPM, une par arrondissement. Après celle des 6^e et 8^e hier soir, rendez-vous aujourd'hui à 17h30 à la mairie de secteur des 15^e et 16^e arrondissements, par François Billoux. Les autres dates: lundi 2 avril à 17h30 pour les 4^e et 5^e arrondissements à la mairie de secteur (square Sidl Brahimi); mardi 3 avril à 18h30 pour les 11^e et 12^e arrondissements à la mairie de secteur (avenue Bouyala d'Arnaud); mercredi 4 avril à 17 heures pour les 9^e et 10^e arrondissements à la mairie de secteur (boulevard Paul Claudel); jeudi 5 avril à 18 heures pour les 2^e et 3^e arrondissements à la mairie de secteur (place de la Major); mercredi 11 avril à 17 heures pour les 1^e et 7^e arrondissements à la mairie de secteur (125, La Canebière); jeudi 12 avril à 17h30 pour les 13^e et 14^e arrondissements à l'Espace culturel de la Buserine (rue Mahboubi Tin).

► LE CALENDRIER

Une fois passées les huit réunions de proximité qui permettront de recueillir les premières observations des Marseillais, le détail du zonage sera finalisé pour le conseil communautaire



Objet de vives batailles lors de son adoption en 2000, le Plan d'occupation des sols a favorisé une multiplication des constructions. L'élaboration du PLU est donc suivie de très près par les associations et les Comités d'intérêts de quartier.

PHOTO GIULIA RUOPOLLO

L'enquête publique devrait se dérouler au dernier trimestre 2012.

de Marseille Provence Métropole du mois de juin, qui arrêtera le projet de PLU. "L'enquête publique n'est pas encore fixée mais elle se déroulera probablement au dernier trimestre 2012", indiquent les services de MPM.

► SCHEMA DE COHERENCE. L'ENQUETE PUBLIQUE

Peu connu même sous son surnom de "Scot", le "Schéma de cohérence territoriale" est en quelque sorte le grand frère du PLU. Instauré en 2000 par la Loi SRU, il s'agit d'un document d'urbanisme qui programme

les grands axes de développement et d'aménagement à l'échelle d'une intercommunalité. Pour s'en doter, Marseille Provence Métropole n'aura pas été des plus performantes puisqu'après des années d'études, elle arrive enfin au stade de l'enquête publique: elle démarre le 16 avril et se poursuivra jusqu'au lundi 21 mai. Une ultime concertation que les Marseillais auraient tort de négliger: "Le Scot est opposable au plan local d'urbanisme qui n'est en fait que l'application de proximité, rappelle un architecte. Autrement dit, pour influencer sur les règles de construction en bas de chez eux, les habitants et les associations seraient bien inspirés de s'exprimer dès le stade des principes généraux".

Fred GUILLEDOUX

Renseignements: 04 91 99 99 00, www.marseille-provence.com

LES CIQ SUR LA BRÈCHE

"Trop tard quand les travaux commenceront..."

À la tête de la confédération des comités d'intérêt de quartier, Monique Cordier le sait, le temps de concertation légale qui s'ouvre ce vendredi sera "primordial pour dessiner le Marseille de demain". Elle explique pourquoi il est nécessaire que les Marseillais s'intéressent dès maintenant à leur avenir.



Monique Cordier, présidente de la confédération des CIQ, sera particulièrement à l'affût durant la concertation. PHOTO PATRICK ROSETTO

1 À quoi servira la série de réunions publiques qui démarre ce vendredi dans les mairies de secteur?

"Elles nous permettront, à nous, les CIQ, de faire des suggestions à l'Agam (1), MPM, à l'équipe de MM. Valette et Magro,

afin qu'ils mettent au vote un document qui fasse consensus. Ils jouent la transparence, mais il faut absolument que les citoyens se mobilisent sur ces réunions, s'informent et nous fassent remonter leurs interrogations, leurs craintes, leurs souhaits: malheureusement, et c'est ce qui me fait peur, les gens ne bougent que quand les travaux sont devant leur porte! Or, quand le chantier commence, il est trop tard pour parler. Regardez ce qui s'est passé avec la piétonnisation du Vieux-Port: pendant l'enquête publique, on s'est sentis bien seuls... Et maintenant, tout le monde, les habitants, les commerçants hurlent que c'est une folie! C'est maintenant qu'il faut se faire entendre pour dessiner le Marseille que l'on veut pour nos enfants, une ville qui ressemble à quelque chose, qui conserve son charme et ne tente pas d'imiter Barcelone ou je ne sais quelle autre ville."

2 Mais un Plan local d'urbanisme est un document très complexe: est-il vraiment à la portée du plus grand nombre?

"Je vous l'accorde, c'est très dur à lire. Surtout que cette année, toute la nomenclature change! Même pour nous, qui avons l'expérience de cette littérature, c'est ardu. C'est pour ça que je compte beaucoup sur mes présidents de fédération: ils ont participé à plusieurs réunions préparatoires avec l'Agam, des réunions que nous nous sommes battus pour obtenir. Nous serons en séance de conseil d'administration lundi, et ce sera justement une question à notre ordre du jour: comment être pertinents dans notre implication dans ce PLU."

3 Quelle est réellement votre marge de manœuvre pour faire évoluer le PLU dans un sens ou dans un autre?

"Notre marge de manœuvre est petite, c'est vrai. Elle dépendra finalement des Marseillais, de leur mobilisation lors de cette concertation. Mais régulièrement, nous obtenons des aménagements, des modifications: c'est vrai, en dépensant une telle énergie. Nous devons perpétuellement être à l'affût. Je vous promets que je vais leur en poser, des questions (vires)."

4 Sur quels points les CIQ seront-ils particulièrement vigilants?

"On nous dit qu'en dix ans, Marseille va construire 60 000 logements: c'est bien de rendre une ville attractive, mais où iront ces logements? On ne peut pas urbaniser une zone loin de tout transport en commun ou équipement public. Il faut absolument que le PLU et le PDU avancent en harmonie, en cohérence. Et Marseille doit penser sa politique de transport au niveau intercommunautaire, sinon la voiture passera toujours en priorité."

Propos recueillis par Delphine TANGUY dtanguy@la-provence-presse.fr

(1) Agam: agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise, dirigée par Claude Valette (UMP). Également adjoint en charge de l'urbanisme à la Ville de Marseille.

Au pied de Grand Littoral dix hectares à aménager

Vendus, les terrains vont accueillir logements et services



Jamais achevée, en raison des mouvements de terrain, la Zac de Saint-André pourrait enfin repartir d'un meilleur pied. Car le centre commercial reste très attractif. / PHOTOS SERGE ASSIER ET PATRICK NOSETTO

Dix hectares de terrains en terrasse, avec une sensationnelle vue mer; partout ailleurs à Marseille, ces parcelles-là et leurs droits à construire auraient fait saliver les promoteurs immobiliers. Mais les trois plateformes situées au pied de Grand Littoral, ouvert en 1996, sont pourtant, et depuis leur terrassement voici vingt ans, restées des friches. Seulement visitées par les gens du voyage, qui, périodiquement, y stationnent leurs caravanes.

C'est peut-être parce qu'ici, on s'y reprend à deux fois avant de donner le premier coup de pelle. Souvenez-vous. Au début des années 90, alors que pousse sur l'emprise de l'ancienne carrière d'argile des Tuilleries de la Méditerranée le "plus grand centre commercial d'Europe", plusieurs glissements de terrain jettent un voile noir sur le site.

Il faut évacuer en urgence un collage, ferracer puis démolir un

Et si les frères Zidane revenaient un jour près de La Castellane ?

cinéma magnifique. La Zac Saint-André, qui promettait monts et merveilles (un zoo, un espace sportif mené par Éric Cantona, des logements) reste inachevée. Le déplacement de 5,5 millions de m³ de terre - soit l'équivalent de ce qu'on a extrait pour creuser le tunnel sous la Manche! - a-t-il modifié dangereusement la stabilité du terrain? La présence d'eau souterraine a-t-elle été mal évaluée? Les experts fourbissent leurs armes.

Le temps passe et rien ne (se) passe, sauf les caravanes des missions évangélistes: il y a deux ans, un dernier projet, celui de créer un complexe de foot en salle sous la prestigieuse houlette des frères Zidane.

tourne court. Comme les autres, Grand Littoral continue à regarder la mer et à froncer le nez au-dessus de ce no man's land, toujours dans le giron du groupe Eiffage. Et la Ville s'impatiente: c'est qu'elle n'a jamais caché son souhait de voir valoriser ces terrains.

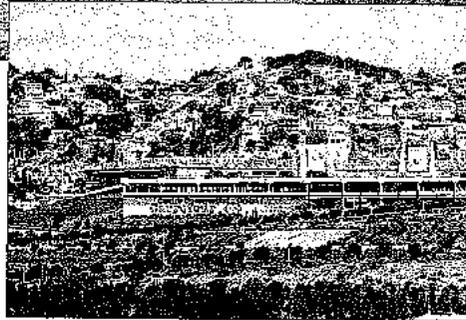
Puls voici 2010-2011. Un autre groupe, bien plus modeste, Résilience - piloté notamment par Xavier Giocanti, le compagnon de l'ancienne ministre UMP Christine Lagarde - mais bien implanté désormais à Marseille lorgne le site depuis longtemps.

La vente se fait, très discrètement. Pour quel montant? Motus. "Mais il y a cinq ans, se souvient-on en mairie de secteur, le prix de 5 à 6 M€ était évoqué." Un bon prix en tout cas, eut égard à "la surface et la situation exceptionnelle" des plateformes pour "pouvoir développer autre chose que du seul logement, une chose ambitieuse, que l'on a rarement vu à Marseille", selon le directeur général de Résilience, et président de la SAS Terrasses du littoral, Gurvan Le Mée.

Avec le cabinet londonien Design international, et l'appui, à Marseille, de l'architecte Catherine Grand-Loiseau, qui avait travaillé dans les années 90 sur le site de Grand Littoral, Résilience mûrit son projet. L'instabilité du sol? Les experts géotechniciens mandatés par le groupe sont "unanimes": oui, on peut construire ici.

A condition de s'en donner les moyens. "À la solution de pose de vérins, nous avons préféré celle d'aller chercher le vrai sol, jusqu'à 45 m de profondeur, avec des pieux. C'est ce qui a d'ailleurs été fait pour bâtir le Le Roy Merlin", remarque Gurvan Le Mée. Le surcoût pour le programme ne serait finalement "que" de 10 à 15 % et "la sécurité garantie".

On sait que le projet mixera logements, bureaux, deux concessionnaires automobiles, sans doute un "drive" pour le



Carrefour voisin (le groupe néerlandais Corio, propriétaire de Grand Littoral, travaille avec Résilience le dossier)... Et des équipements de loisirs, sportifs, le développement d'une activité hippique depuis peu présente à proximité de la coulée verte. Voir même, rêvons un

"Ce sera l'inverse d'un village des marques."

G LE MÉE, GROUPE RÉSILIENCE

peu, le retour des frères Zidane: des pourparlers constants existeraient entre eux et Résilience à ce sujet...

Elabore en "quatre phases" thématiques, le projet serait "en tout cas l'inverse d'un village des marques, tout entier dédié à la consommation, et qui tue le commerce alentour", assure Gurvan Le Mée.

En février, une enquête publique a permis de modifier le Plan d'aménagement de zone (Paz) de la Zac: le commissaire enquêteur a rendu mi-avril un rapport favorable. En mairie, où l'on précise qu'aucun permis de construire n'a encore été déposé, on salue "toute création d'activités et de logements redonnant une dynamique en matière d'emploi". Maire de secteur PS, Samia Ghali voit aussi d'un bon œil l'arrivée des Terrasses du littoral. Mais prudence, elle récusé toutefois un "zonage UBT2" induisant pour elle une urbanisation "beaucoup trop dense et élevée".

Delphine TANGUY

LES DATES CLÉS

- **21 janvier 1992**: la commission départementale d'urbanisme commercial donne son feu vert à la construction de Grand Littoral, "plus grand centre commercial d'Europe".

- **Mars 1995**: un glissement de terrain endommage des maisons en construction. Des familles sont expulsées en urgence.

- **Novembre 1995**: dans la nuit du 6, une maison s'effondre et le collège Barnier et ses 700 élèves évacués en urgence en raison d'un nouveau mouvement de terrain. Le Provençal décrit une "vision terrifiante", avec bâtiments éventrés, en partie effondrés et une voirie "piétée, froissée comme du papier" qui semble avoir subi la force tellurique d'un tremblement de terre. Le 8, le maire, Jean-Claude Gaudin, décide de suspendre le chantier de Grand Littoral. La Zac de St-André est à l'arrêt.

- **Mars 1998**: six des 15 salles du cinéma UGC sont fermées en raison de l'instabilité du terrain.

- **Juillet 1999**: le cinéma est contraint de fermer pour un an. Deux de ses trois bâtiments s'enfoncent de 5 mm par mois dans le sol. Il faudrait encore 90 MF pour consolider le site. Les assureurs refusent. Le multiplexe sera finalement démoli.

- **2003**: Grand Littoral consolide son aile Azur, désertée déjà par les locomotives Toy'n'Rus et Marks & Spencer.

- **2007**: les énormes travaux de consolidation sont finis. La Macif (via sa filiale Tréma) vend le centre commercial à la fondrière néerlandaise Corio. "Ils laissent une zone en ordre", apprécie la Ville.

- **2009**: échaudés par des tractations vaines, notamment avec la ville de Marseille, les frères Zidane, qui pensaient ouvrir un complexe de foot en salle au pied de Grand-Littoral, sur les plateformes en friche, jettent l'éponge et filent créer leur espace aux Milles.

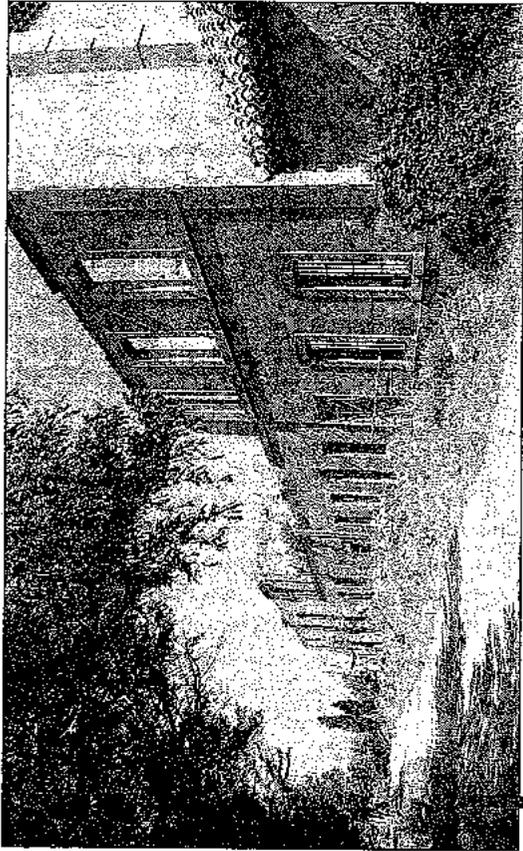
- **2010**: le groupe Résilience rachète à Eiffage les trois plateformes en friche en contrebas de Grand Littoral.

- **Fin 2012**: le groupe entend déposer le permis de son projet "Terrasses du littoral", soit 10ha de services, logements et équipements de loisirs.



Un gigantesque chantier: il avait fallu, dans les années 90, plus de 5 millions de m³ de terre pour combler l'ancienne carrière sur laquelle ouvrirait, en 1996, le centre commercial. / PHOTOS ARCHIVES LP

Cossimont, au cœur des grands enjeux



Construit par les patrons de la Coloniale, cimenterie plus tard rachetée par l'entreprise Lafarge, le domaine Cossimont fut longtemps le lieu de vacances des enfants des ouvriers. Bien qu'en ruines, le site reste magnifique et adoré des pique-niqueurs. Demain, il pourrait devenir une ferme environnementale.

/ PHOTOS D.T.A.

Comme tous les gosses de L'Estaque, Roger Ruzé, premier adjoint (Front de gauche) de la mairie des 15-16, y a des souvenirs façon madeline de Proust. Le domaine Cossimont, construit au début du XX^e siècle pour les patrons de la cimenterie La Coloniale, c'était ce qui se rapprochait le plus du paradis pour les enfants des ouvriers, que le patron d'alors, paternaliste, accueillait en "colonie de vacances". Perdus dans les collines du massif de la Nerthe, la bastide et ses dépendances, bien qu'en ruines, restent aujourd'hui un site magnifique, seulement fréquenté par les randonneurs et les chasseurs. Un havre secret où l'on amène que ceux qu'on aime.

Évoquée lors de la concertation du Plan local d'urbanisme, la cession de la "ferme Cossi-

mont", désormais propriété de l'entreprise Lafarge, comme plus de 20 ha de collines alentours, au Conservatoire du littoral deviendra-t-elle une "ferme d'éveil à l'environnement"? Séduisant sur le papier, tout au moins, la réhabilitation de la bastide est au cœur d'enjeux forts.

Car si en mairie de secteur, on plaide vigoureusement pour la valorisation de ce lieu "un peu mythique, sentimentalement" pour les Marseillais, ce n'est pas pour le seul amour des petits lapins et des bouquets de thym. "Dans le nouveau PLU, rappelle toutefois Roger Ruzé, la Nerthe sera un espace naturel protégé, en zonage NL." Cela renforce certes la protection déjà décidée par l'État pour qui le site présente "un arrière plan paysager remarquable". Mais Claude Vallette, adjoint UMP à l'urbanisme

de la Ville de Marseille le reconnaît, si la cession de la Nerthe au Conservatoire du littoral "est une volonté absolue" de la commune, c'est aussi... dans l'espoir de convaincre l'État que la création d'un échangeur, au Jas de Rhodes, sur la commune marseillaise des Pennes-Mirabeau, ne signifierait pas l'urbanisation de la Nerthe.

"patte blanche"

En contrebas, les carrières de Lafarge concentrent en effet plusieurs projets de développement importants - mais controversés pour la Ville : stockage des containers du Grand port maritime, centre de traitement des déchets inertes issus des grands chantiers marseillais... La réalisation de l'échangeur offrirait un raccourci aux certaines de commissions en rotation entre la ville

et Lafarge. Or, l'État se montre "fiable" sur le sujet : "Si nous lui apportons la certitude que cette route ne sera pas la porte ouverte à des constructions, il pourrait changer d'avis", escompte Claude Vallette. Un passage entre les mains du Conservatoire du littoral sanctuariserait en effet les collines voisines. "C'est vrai, c'est une façon pour nous de montrer patte blanche", reconnaît l'élu marseillais. Lafarge garderait les terrains nécessaires à son activité ; et tout le reste de son actuelle propriété deviendrait un espace protégé, et géré par une collectivité qui pourrait être la Ville de Marseille. Un compromis, donc.

La protection de la nature, a priori paradoxal au développement industriel? Cela fait sourire François Fouchier, délégué régional du Conservatoire du littoral :

"Vous savez, la pression est tellement forte sur des territoires de ce type que tout ce qui est gagné en protection est une victoire. Ce n'est pas un élément de marchandage, nous ne le ressentons pas ainsi ; en effet, rien n'empêcherait aujourd'hui Lafarge d'y développer une activité industrielle!" Mais la présence de poids lourds, si proches, ne resterait-elle pas problématique? "C'est vrai que nous apprécions une zone tampon entre le site protégé et l'activité humaine, mais dans la réalité, en Paca, encore une fois, la pression est si forte que nous y parvenons rarement", ajoute François Fouchier. Alors, très intéressé, le Conservatoire du littoral attend désormais que "le fruit mûrisse". L'après-législatives devrait sonner l'heure de la cueillette.

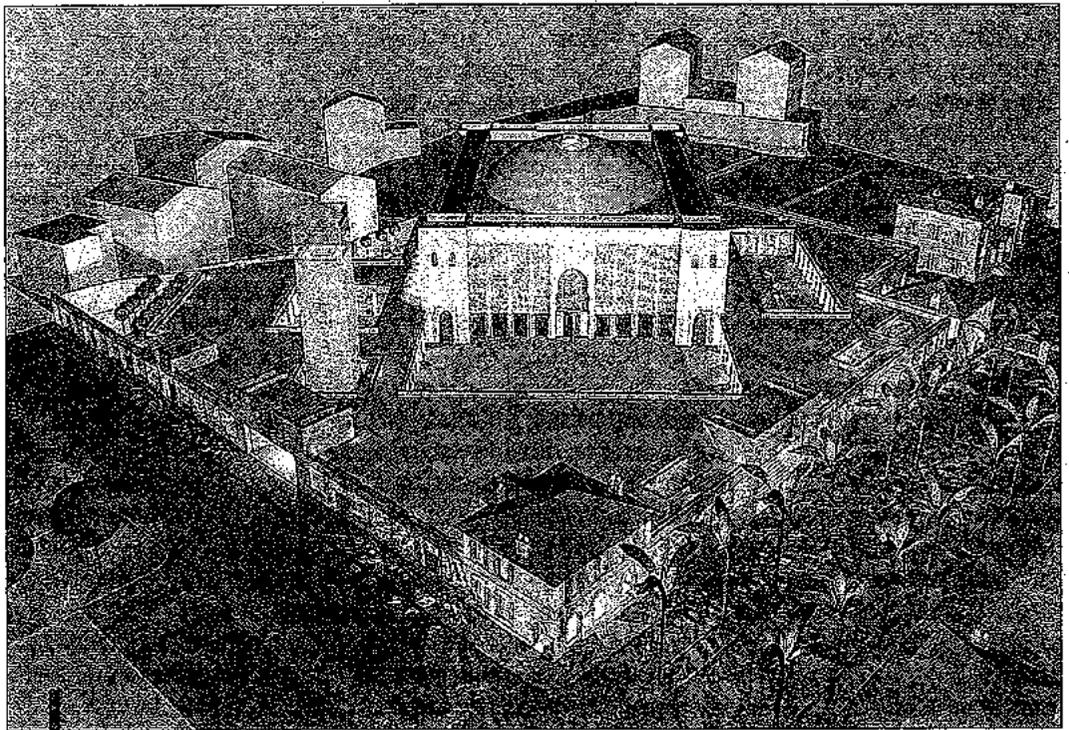
Delphine TANGUY

Feu vert pour la grande mosquée

Hier matin, la cour administrative d'appel a validé le permis de construire

Le dernier verrou a sauté. La cour administrative d'appel a rejeté les demandes de plusieurs sociétés qui réclamaient l'annulation du permis de construire de la grande mosquée de Marseille pour manque de places de parking. En fait, en première instance l'année dernière, ces sociétés (ainsi que les CIQ) avaient obtenu gain de cause. Mais la communauté urbaine, qui a compétence en la matière, fit voter dans la foulée une délibération fixant à 450 le nombre de places. Et ce parking, plus "visible", semble avoir facilité en appel la victoire de l'association "La mosquée de Marseille", qui était défendue par Maître Christian Baillon Passe. Hier, Eugène

Il manquait des places de parking. Dans une délibération MPM en prévoit 450.



Une image de ce que sera la grande mosquée de Marseille la nuit. C'est sur le site des anciens abattoirs de Saint-Louis qu'elle doit être construite. / PHOTO BAM

Caselli, qui pilote le projet en collaboration avec Jean-Claude Gaudin, était le premier à se réjouir: "Cette décision va permettre de lancer les travaux, déclare le président PS de MPM, puisque tous les acteurs, dont la Ville de Marseille et la communauté urbaine qui réalisera le parking, avaient pris les engagements nécessaires à la construction de cette mosquée (...). La grande mosquée de Marseille permettra d'offrir un lieu de culte digne de ce nom aux musulmans de l'agglomération marseillaise, qui l'attendent depuis longtemps. Je me félicite que le consensus et la volonté politique aient permis de surmonter les obstacles pour faire avancer ce projet." Côté opposant, on était évidemment très amer.

Pierre Metras, président du CIQ de Saint-Louis regrettait: "Cette décision est une très grande déception (...). C'est la toute première fois en France qu'il sera accordé un permis de construire

sans que le pétitionnaire n'ait eu à créer une seule place de stationnement. Durant toutes ces longues années de procédures, nous n'avons eu de cesse de répéter que nous n'étions pas opposés au principe de création de la grande mosquée mais que de gros problèmes se posaient en termes d'accès à la zone et de places de stationnement nécessaires."

Aujourd'hui, plus aucun obstacle ne s'oppose à la construction

de l'édifice cultuel dont les travaux pourraient démarrer à la rentrée, dans les anciens abattoirs de St-Louis (15^e). En collaboration avec le Bureau d'Architecture Méditerranée (BAM), l'association "la Mosquée de Marseille", présidée par l'imam Ghoul, doit bâtir un vaste édifice de 2500 m², prévu pour 5000 fidèles. Un petit millier de femmes pourront également prendre place dans la mezzani-

ne de la mosquée qui doit être entourée notamment d'un amphithéâtre, d'une bibliothèque, d'une école coranique et d'un restaurant. La mosquée devrait permettre de réduire la prière de rue en constante augmentation dans les quartiers nord. Reste à trouver les 22 M€ pour le financement. Une autre partie qui ne sera peut-être pas simple à gagner non plus.

Jean-Jacques FIORITO

Où trouver les 22 millions d'euros ?

La justice ayant donné son feu vert, aujourd'hui une question se pose: qui va payer? La grande mosquée de Marseille devrait coûter 22 M€ (ttc) qui doivent provenir uniquement de dons. L'imam Ghoul, qui porte le projet, compte évidemment sur les particuliers. "C'est une mosquée pour les Marseillais", a-t-il toujours déclaré. Mais chacun sait que ces dons-là ne devraient pas représenter grand-chose dans le décompte final. C'est une évidence: l'association "La mosquée de Marseille" doit se tourner vers les pays musulmans. Ce qui avait déjà été fait, il y a un peu plus

d'un an. L'Algérie s'était alors engagée à mettre la main à la poche. Mais c'était l'époque où le président de l'association était Nordine Cheikh. Aujourd'hui, l'imam Ghoul lui a succédé et ils sont nombreux à Marseille à penser que l'Algérie ne donnera plus un centime, même si aucune déclaration officielle de ce pays n'est venue le confirmer. D'autres pays pourraient participer, l'Arabie Saoudite, le Maroc, le Qatar etc... Mais à ce jour, aucun (gros) chèque n'a été déposé sur la table de l'association. Dont les caisses, malgré l'inébranlable confiance de l'imam, restent vides.

II. – LE LOGEMENT

✓ 1. FUTURE TOUR H99 : UN SYMBOLE « PHARE »

La Provence – 23.01.2012

✓ 2. LE PANIER, VALEUR EN BAISSÉ ?

La Provence – 07.03.2012

✓ 3. MARSEILLE. LE PARI DES NOUVELLES TOURS

L'Express – Supp. n°3169 du 28.03.2012 au 03.04.2012

✓ 4. HABITAT INSALUBRE – LA GANGRENE

Marseille l'Hebdo – 25.04.2012

✓ 5. SAINT-MAURONT PREND SON ENVOL URBANISTIQUE

Marseille l'Hebdo – 30.05.2012

Future tour H99: un symbole "phare"

Marc Piétri, (Constructa) évoque sa vision de Marseille. H99, une vraie première...



Par Agathe WESTENDORP

awestendorp@laprovence.presse.fr

Marc Piétri, le PDG de Constructa, fait le point sur la tour H99, livrée en 2015, première tour de logement en France depuis les années 70. Il évoque sans ambages les chantiers effectués sur le secteur d'Euroméditerranée mais aussi l'association Objectif Métropole qui rassemble tous les grands acteurs économiques de la zone. Rencontre, forcément au sommet...

Polo décontracté, chapeau vissé sur la tête, Marc Piétri, PDG du groupe Constructa entre dans le showroom, pardon, l'écrin de lumière et de design, prélude d'un appartement tel qu'on pourra le découvrir dans la tour H99. Ce faux logement témoin d'un blanc immaculé est installé au cœur des Docks. Aucun panneau n'en signale l'existence. Les lieux qui échappent à la connaissance du simple quidam sont décidément à la mode. En attendant, la vue plongeante sur les Terrasses du Port en pleine ébullition est fabuleuse.

► LA PREMIÈRE TOUR DE FRANCE

C'est l'heure de l'offensive. La commercialisation va être officiellement lancée pour le début du mois de février. Officieusement, l'équipe de Constructa a déjà pris son "bâton de pèlerin" pour taper à toutes les portes et cibler dès que possible les premiers profils d'acquéreurs. Des Marseillais de préférence, note-t-on. "Nous sommes dans la phase de séduction", explique-t-on chez Constructa qui a recontacté les préservataires sur une liste de 150 happy few...

Côté travaux, concrètement, le commun des mortels ne peut décrypter grand-chose sur le trou béant coincé entre les deux passerelles de l'autoroute. Les parkings sont terminés. La première dalle devrait être coulée en mai. "C'est la tour la plus avancée en France avec les fondations, et le permis purgé", précise-t-on. La vraie force de l'édifice c'est son caractère unique : elle est la seule tour de logement construite depuis les années 70, en ville de surcroît. Composée en trois unités d'habitation (City View, See View des les 40 m; Sky View), elle va proposer des services de luxe (piscine intérieure et extérieure, espace fitness, système de compression des poubelles, accueil 24h/24...). Le tout entre 6 000 et 11 000€ le m², suivant la vue évidemment. Les règles de l'immobilier semblent affranchies. "On est dans le port, dans la ville, les pieds dans l'eau. C'est l'exception architecturale. On a voulu que H99 soit la référence de notre famille." Et Marc Piétri aime cette idée du beau. "C'est un signe fort de la ville. Sans compter que faire une tour avec son fils architecte (Jean-Baptiste, NDLR), c'est le bonheur." Marc Piétri rappelle aussi le travail de longue haleine : "Quand on vit avec une opération comme ça, c'est vivre avec une femme. Je me suis marié avec les Quais d'Arenc pour dix ans. Après ils seront livrés... Mais j'y habiterai peut-être !" H99 son grand bébé de près de 100 m de haut est aussi le fruit du travail d'artistes allemands, italiens, autrichiens. On doit redonner le goût des matériaux, des prestations. D'où les meubles de cuisine estampillés H99 et spécialement conçus pour. Marc Piétri n'est pas inquiet. "Il faut que d'ici septembre, on ait vendu 80 appartements. Déjà 40 au 1^{er} avril. Je ne suis pas sous pression. En 2002, j'ai décidé de faire les quais d'Arenc : entre-temps il y a eu deux crises et là on est aussi en pleine période électorale. En même temps, on va bénéficier de Marseille 2013, du Forum mondial de l'Eau, l'Euro 2016."

► "LA RÉPUBLIQUE D'EUROMEDITERRANÉE"

Le patron, l'homme qui remodèle un quart de la ville, était en retard pour ce rendez-vous. Normal. L'assemblée générale de

l'association Objectif Métropole s'est achevée plus tard que prévu vendredi matin. Au menu du jour, dépasser les "approches manichéennes sur la sécurité par exemple. On doit avoir une attitude citoyenne, donner l'exemple." Soit. "On a donc évoqué les problèmes de sécurité. Mais cela ne veut pas dire mettre plus de filcs. Il faut que les gens qui y vivent et qui y habitent se conforment à des règles. On devrait faire la république d'Euroméditerranée avec des règles!" Blague à part, Marc Piétri considère que "la vidéosurveillance ne suffit pas" mais "qu'il ne désespère pas d'avoir un commissariat. Il faut travailler sur la communication, mais pas au premier degré. Par exemple faire deux fois par an une fête avec 20 000 personnes dans les rues du quartier de La Joliette. J'aime cette idée de redonner le goût des foires avec bateleurs... Notre communication ce n'est donc pas faire de la pub mais redonner vie."

► ÉGLISE D'ARENCE SAUVÉE

La bonne nouvelle, c'est aussi l'église d'Arenc qui aura droit à une seconde vie. Marc Piétri et l'association Objectif Métropole souhaitent y créer "un lieu plus spirituel que religieux". Vendredi, 210 000 euros ont déjà été prévus pour la réhabilitation. On est donc loin encore des quelque 5 millions d'euros nécessaires à la réhabilitation complète, mais le dossier avance donc. "C'est aussi un élément de la sécurité du quartier. Mais ce ne sera plus une église traditionnelle mais une maison de la sagesse plutôt, un lieu de rencontres et d'échanges. Jean-Claude Gondard est très positif. Si Euroméditerranée n'est pas un vrai quartier avec une vraie vie, ce ne sera pas une réussite."

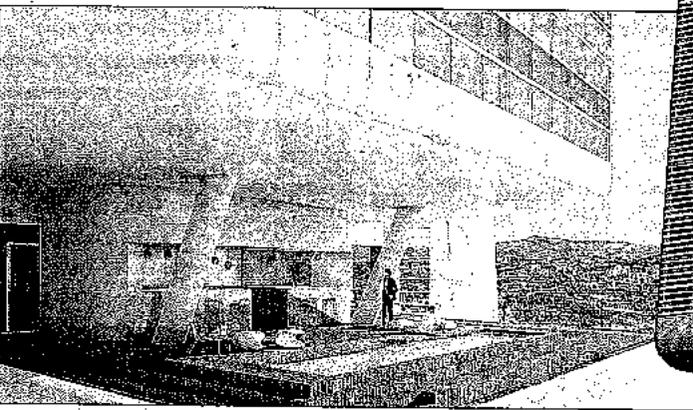
► LA MÉTROPOLÉ ET LA CRISE DU LOGEMENT

"Les banques ne prêtent plus. Si on prend les logements que nous proposons, le Théâtre situé boulevard National, les douze derniers, je les ai vendus trois fois." Comprenez, les particuliers ont essayé de nombreux refus avant d'avoir un crédit. "Cela fait dix ans que je fais de l'accession au logement. On est à côté de la plaque en France. La révolution dans l'immobilier doit avoir lieu : on produit trop cher. Et puis il faut cultiver le goût des autres, ce que l'on fait plutôt bien à Marseille. La construction prend trop de temps, il y a trop de recours, sans compter les problèmes de liquidité foncière et enfin, bien sûr, la gouvernance est trop écartée entre la Ville, la communauté

d'agglomération... L'immobilier est une affaire militaire : un chef, une mission, des moyens. La solution c'est la métropole."

► MARSEILLE

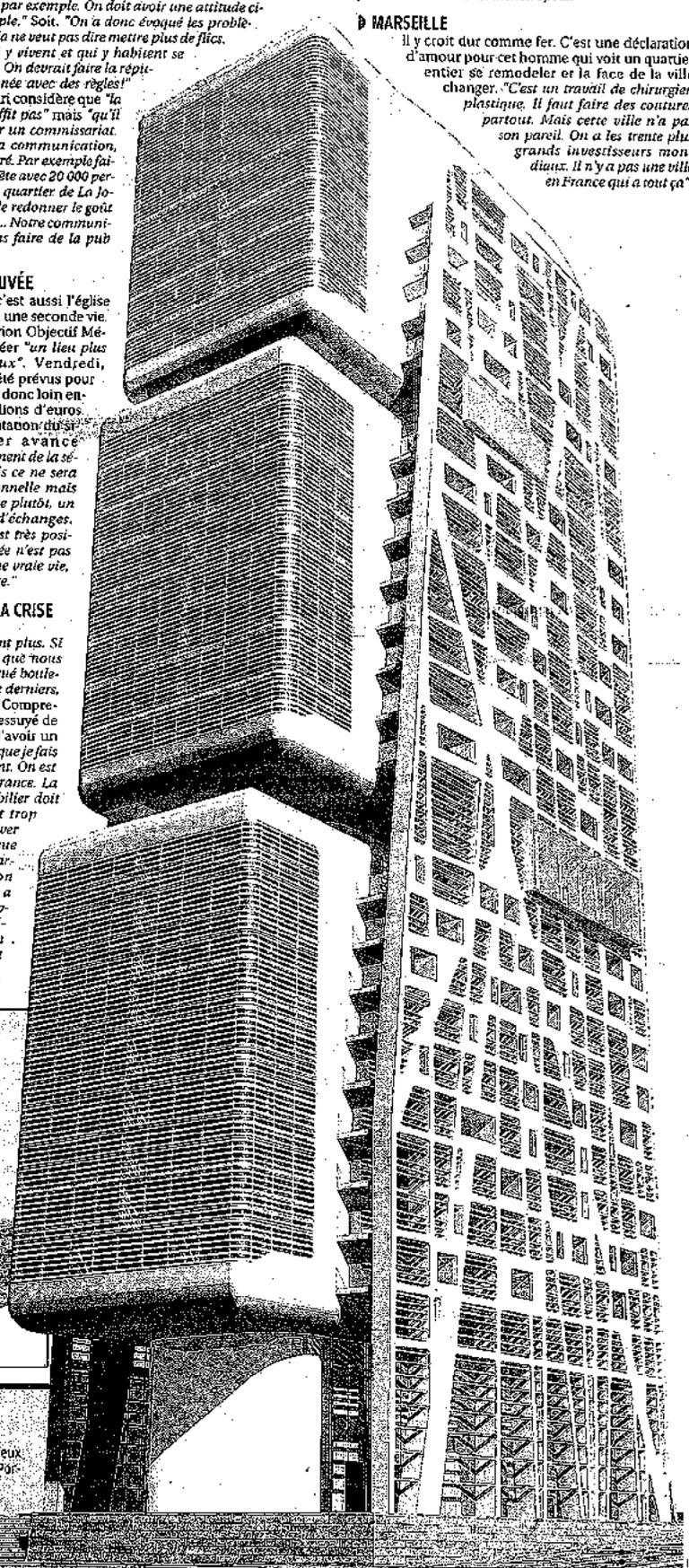
Il y croit dur comme fer. C'est une déclaration d'amour pour cet homme qui voit un quartier entier se remodeler et la face de la ville changer. "C'est un travail de chirurgien plastique. Il faut faire des coutures partout. Mais cette ville n'a pas son pareil. On a les trente plus grands investisseurs mondiaux. Il n'y a pas une ville en France qui a tout ça."



Des Quais d'Arenc à la Porte d'Aix

Dans la globalité, 75% des terrassements pour la réalisation des parkings de l'ensemble du projet sont réalisés. L'ensemble des fondations du Balhazar et de la tour Yves Lion est réalisé. Les fondations parcellaires de La Marseillaise (J. Nouvel) et de la tour H99 (J. Piétri) sont réalisées. Budget total des quatre tours : 450 millions d'euros. Pour les Docks, le permis devrait être déposé d'ici un mois.

A noter, Constructa orchestre aussi de nombreux projets et notamment en primo accession : à la Porte d'Aix avec le Village qui va être livré en avril, Coeur Joliette, Horizon, Schuman, Prado David, Pavillon Bonnard...



Le Panier, valeur en baisse ?

Selon les professionnels de l'immobilier, les prix chutent et l'attrait n'est plus le même. Ce n'est pas l'avis des habitants

Elle n'a pas regagné la capitale. Mais elle a fui le Panier. Elle, c'est une famille de Parisiens venue s'installer dans ce quartier qui, dit-on, ferait rêver au-dessus de La Loire. Mais ces Parisiens-là ont déchanté. "Ils ont connu plein de petits tracas quotidiens, raconte un proche, rues bloquées, salété, bruit, vols, alors ils sont partis en 2006." Adieu le Panier, bonjour Mimet. Cas exceptionnel ? À la Fnaim (Fédération nationale des agents immobiliers), cette mésaventure ne surprendra personne. Lors de son bilan 2011, René Ancellin, responsable de la commission transaction, déclarait que le centre-ville, notamment le Panier et Belsunce, avait "déçu la clientèle de bobos".

Pourquoi ? Lui aussi met en avant les fameux petits tracas. "Du coup, c'est devenu de plus en plus dur à louer. Il a fallu baisser les loyers. Et forcément les investisseurs ont été moins intéressés. Aujourd'hui, on n'achète plus un logement au même prix." À la Fnaim, on parle d'un marché "atone", avec des prix à la baisse donc, qui ressemblent de plus en plus à ce qui se pratique dans l'ensemble de la ville. "Les prix s'harmonisent à Marseille, hormis dans le 3^e où ils restent bas. Les bobos préfèrent aujourd'hui les 4^e et 5^e arrondissements. Fin 2011, on n'a pratiquement pas vendu au Panier." La belle vitrine de Marseille est-elle en train de se fissurer ? Un élu UMP, qui

concrètement un appartement au Panier ? À la Fnaim, on donne l'exemple d'un T3 de 66 m², en bon état, vendu 97 500 €. Le même, au cœur de la cité Consolat (15^e), c'est... 130 000 €.

Faut-il s'affoler ? Dans la population, on a plutôt envie d'en rire (voir par ailleurs). Chez les professionnels de l'immobilier, Agnès assure : "On vend moins qu'il y a sans et on reçoit moins de monde mais ce n'est pas une question de quartier. Toute la ville est touchée. L'origine, c'est la crise de 2008. Puis j'ai l'impression qu'il y a une réten-

"Je bondis quand j'entends que le Panier a perdu son âme."

LISETTE NARDUCCI, MAIRE DU 2-3

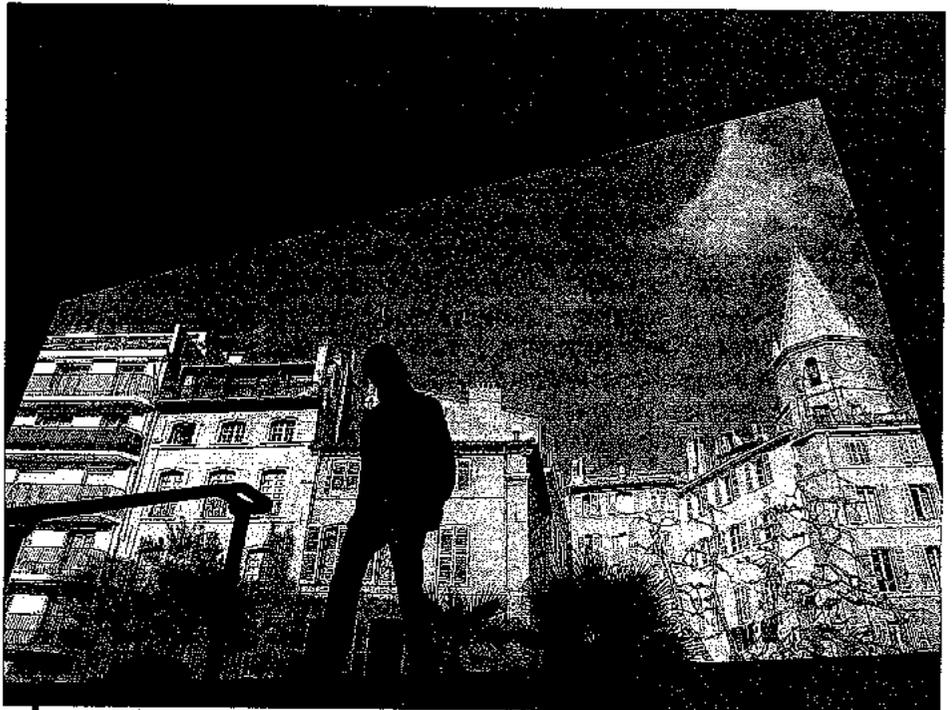
tion de produits. Je crois que les gens attendent 2013 pour vendre. Mais le Panier reste attractif et les prix ne baissent pas. Le Panier est un vieux quartier où il existe une vie que l'on ne retrouvera peut-être pas ailleurs."

Autre défenseur du Panier, le président de son CIO, Jacky Halter : "Je ne vois pas de changement. Oui, la population se transforme. Dans un appartement où il y avait trois familles, on va trouver aujourd'hui un couple avec un labrador. Mais il n'y a pas de fuite. Les occupants, souvent des jeunes retraités en bonne santé, vivent bien. Il y a peut-être des gens qui partent, parce qu'ils croyaient que c'était Montmartre ici, mais c'est une minorité."

Dans l'entourage de Jacky Halter, Minh, artiste d'origine vietnamienne, est peut-être l'habitant qui croit le plus au Panier, elle qui va ouvrir une galerie associative, "La closerie du Panier", où habitants et touristes pourront se plonger, à travers des expos, dans l'histoire du Panier.

Mais le meilleur défenseur du quartier reste peut-être son maire PS, Lisette Narducci : "Il est faux de dire que le Panier va mal. Si on en parle moins, c'est parce qu'on s'intéresse à d'autres choses comme le 14 ou le Vieux-Port, où il y a du changement. Mais ça ne veut pas dire que le Panier n'est pas moins. Il est toujours attractif d'autant plus qu'il y a beaucoup de travaux de réaménagement. Les gens du Panier sont fiers d'y vivre. Je bondis quand j'entends que le Panier a perdu son âme."

JEAN-JACQUES FIORITO



Au Panier, les rues sont actuellement très calmes. Une physionomie habituelle en hiver, diront certains habitants. Pour d'autres, le quartier est en train de perdre de sa vitalité.

PHOTO FRANK PENNANT

"On était 40 Parisiens, la plupart sont restés"

L'âge de la retraite, les tempes grises, les joues un peu pâles peut-être mais ils sont tous sauf moroses. Richard et Michel sont deux Parisiens installés au Panier. Le premier y vit depuis 1998. "Je travaillais au Cereq à Paris, puis il y a eu une délocalisation. On a été 40 à devoir venir travailler à Marseille. Moi, je me suis dit qu'un poste de fonctionnaire au soleil, ça ne se refusait pas. Tout le monde n'a pas pensé la même chose mais on a tous quitté Paris en 1992 et la plupart sont restés à Marseille."



Pour Richard (à droite) et Michel (assis), ici avec Jacky, le président du CIO, et l'artiste Minh, il fait bon vivre au Panier.

PHOTO G.R.

Richard a d'abord opté pour le Corbusier avant de mettre le cap sur le Panier et la rue Sainte-Françoise où il vit aujourd'hui. "Je me souviens qu'en 1992, il y avait des cambriolages et les taxis ne montaient pas à la Place des Moulins mais ça a changé. Le quartier est intéressant. La preuve : cinq appartements se sont libérés dans mon immeuble en deux ans et ils ont tous été occupés."

Michel, ancien responsable d'une agence de communication à Paris, qui s'est installé rue Beaugard, met l'accent sur le côté pratique du quartier :

"Je suis venu habiter au Panier en 2006 et je n'ai plus besoin de voiture. J'ai toujours un sac à dos et je fais tout à pied. Et comme il y a beaucoup de pentes et d'escaliers, je fais du sport. Si j'avais les moyens, je passerais la moitié de mon temps à Paris où j'ai mes enfants mais je suis bien au Panier. Et je ne crois pas qu'on puisse dire que les prix baissent ici. Je vous mets au défi de trouver un T1 à moins de 450 € de loyer. Les appartements restent très recherchés surtout ceux qui sont en étage."

En matière de propriété, Richard et Michel s'accordent à dire que la situation s'est améliorée. Quant aux vols, il s'agitrait d'actes ciblés contre des personnes ayant oublié d'être vigilantes. "Puis les Marseillais sont sympas, assure Michel, contrairement aux Parisiens, toujours pressés..."

J.-J.F.

"Les loyers ont baissé et les investisseurs ont été moins intéressés."

RENÉ ANCELLIN, FNAIM

connaît bien le dossier et qui n'a aucun intérêt à noircir le tableau, va dans ce sens.

"Ce qu'on dit à la Fnaim est vrai à 80%. Au départ, les propriétaires ont été aidés financièrement pour faire des travaux et louer. Le problème, c'est que la gestion urbaine, c'est-à-dire tout ce qui touche à la propreté, la circulation, le stationnement n'a pas suivi. Alors, les locataires sont partis. Les propriétaires, après être restés 9 ans en place comme l'imposait la loi, ont vendu et les nouveaux propriétaires ont loué à des prix plus bas. Le scénario a été le même à Belsunce. Tout a bien fonctionné jusqu'à environ 2004. Depuis, ça se dégrade." Mais que vaut

LA CONTRE-ATTAQUE

Le réseau punchy des femmes du quartier

Pour être plus fort(e)s, soyez uni(e)s ! Précepte vieux comme le monde mais qui devrait faire une fois de plus recette avec ce Réseau féminin et punchy. Et si le Panier ressuscitait grâce à ses femmes ? C'est bien parti tant elles sont joyeuses, déterminées et foncièrement amoureuses de leur quartier. Ainsi est né le réseau Les Femmes du Panier, créé notamment par Eva Chevallier, ethnologue de formation, autrichienne adoptée par Phocée et ex-commerçante. "J'avais avant une galerie de bijoux contemporains donc je connais la problématique des commerces. Et comme on a tous les mêmes horaires, on ne se connaît pas forcément. On avait donc envie de se retrouver et proposer des événements en commun."

Le tout pour faire battre le cœur de ce quartier mythique et pourtant si dédaigné : "Le Panier est le quartier le plus ancien de Marseille mais même les Marseillais n'y viennent pas, sauf à l'occasion d'une expo à la Vieille Charité", souligne Eva. Annie Frassanito, qui depuis plus de sept ans enchante les passants et touristes avec sa boutique "Un seul monde" rue Caisserie, se souvient de deux clients Canadiens "à qui on avait carrément déconseillé de venir. Et puis les événements de ces derniers jours, c'est sûr que cela n'aide pas. Mais on veut lutter contre ça."

La journée des droits de la femme demain, journée de revendication festive, est l'occasion de lancer le réseau. "Pour lutter contre cette mauvaise image, montrer une belle dynamique, une solidarité, il y a quand même aussi un esprit village très sympathi-



Le réseau des Femmes du Panier, c'est bien sûr Eva Chevallier et Annie Frassanito. Une quinzaine de femmes commerçantes et amoureuses de leur quartier le mettent en valeur.

PHOTO THIERRY GARRO

que et plein de gens qui font des choses très intéressantes". Et résultat, quinze femmes galeriste, céramiste, coiffeuse, pharmacienne, responsable d'un salon de thé, d'un snack... se retrouvent au cœur de ce réseau inédit : "On se sent fortes, on a plus de poids. D'autant que toutes, on se sent investies d'une mission d'accueil des gens", précise Annie, qui aiguille toujours les touristes, confie bonnes adresses et bons plans. Toutes deux déplorent "l'abandon de l'espace public. La dernière fois, j'ai fait visiter le quartier en promettant une journée inoubliable. Résultat, on était seuls dans les rues, tout était fermé et on évitait les crotes de chien !", tempête Eva. "Il faut aussi que les habitants du quartier s'impliquent, en faisant vivre nos commerces par exemple ! En période de crise, c'est un engagement". Mangez bio c'est bien, acheter local, c'est pas mal non plus...

Pour tout savoir, il suffit de rejoindre le réseau sur Facebook "Les femmes du Panier". Au programme donc, demain, une foule de propositions à découvrir sur la page : un relooking au dépôt-vente Massalia Shop (27, rue du Panier) ; Carolo du Fantasma dell'Opera (5 place Lorette) propose de siffler un limoncello en découvrant sa collection de prêt-à-porter et d'accessoires italiens et son ami et voisin Andrea, photographe, vous propose de faire votre portrait (20 €). À soutenir, sans modération... même après la journée de la femme !

Agathe WESTENDORP
awestendorp@lapresse-press.fr

MAISON

L'EXPRESS

**DÉFI
GRANDES
ÉCOLES**

➤ WWW.LEXPRESS.FR

MARSEILLE

Le pari des nouvelles tours

- Un symbole de puissance
- La métamorphose du port
- Quais d'Arenc: le nouveau quartier d'affaires

PHOTOS: BORIS ALLIUM/TOUR COACHEM



EN COUVERTURE

MARSEILLE a va

Nom : La Marseillaise
Fonction : bureaux
Architecte : Jean Nouvel
Hauteur : 135 mètres
Livraison : prévue pour 2015
Description : haut de gamme, La Marseillaise sera la plus élevée des tours des Quais d'Arenc.

Nom : Tour horizontale
Fonction : bureaux
Architecte : Roland Carta
Hauteur : 31 mètres
Livraison : prévue pour 2013
Description : face à la mer, un immeuble de 10 000 m² acquis par la Caisse d'Épargne. Ce devrait être le premier bâtiment livré.

nice ses tours

Nom : A définir

Fonction : hôtel

Architecte : Yves Lion

Hauteur : inconnue

Livraison : reportée

Description : la dernière tour du projet des Quais d'Arène attendra. Elle pourrait être moins haute que prévu.

Nom : H99

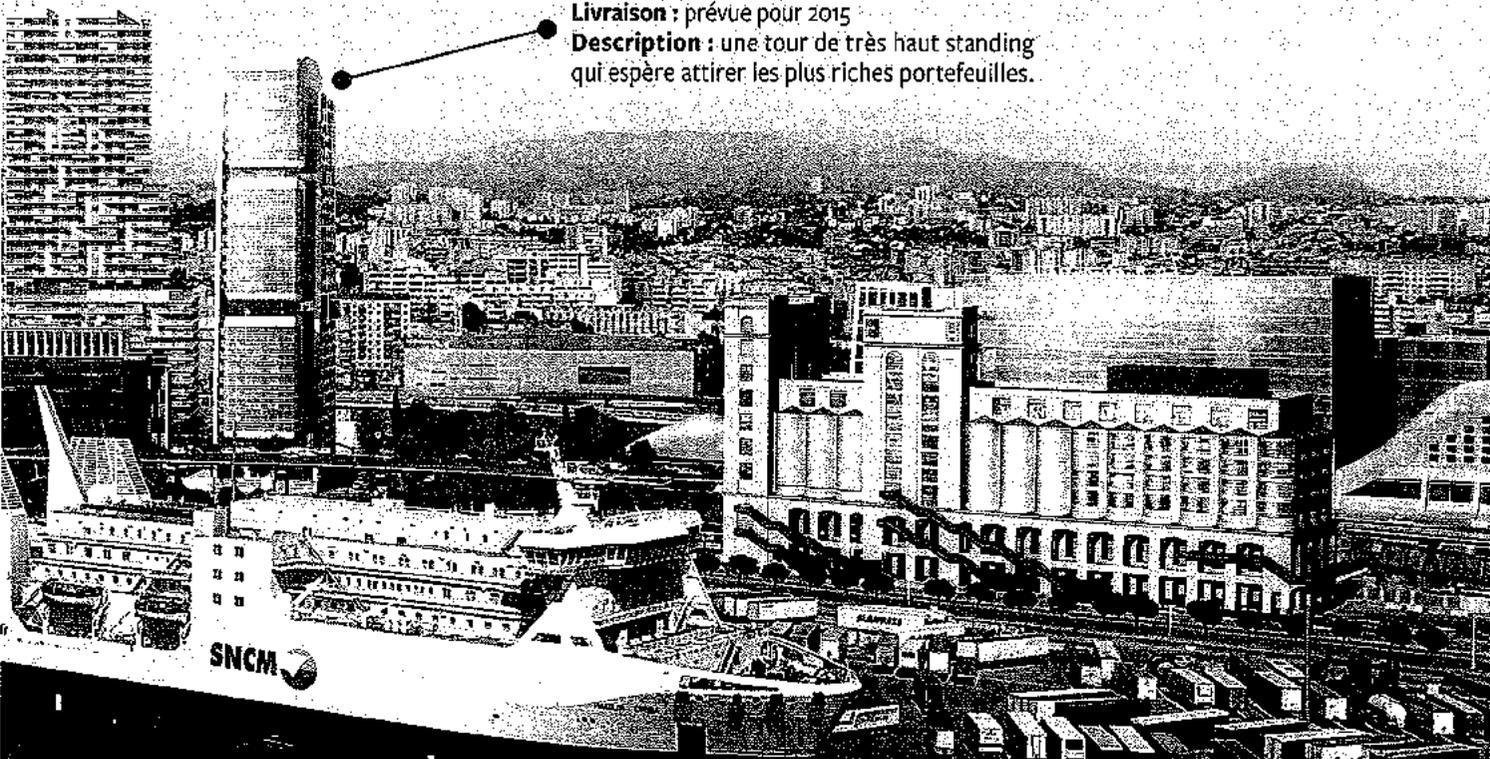
Fonction : habitations

Architecte : Jean-Baptiste Pietri

Hauteur : 99 mètres

Livraison : prévue pour 2015

Description : une tour de très haut standing qui espère attirer les plus riches portefeuilles.



Lancé en 2006, le projet des Quais d'Arènes prévoit d'élever trois gratte-ciel futuristes, bordés par un bâtiment de bureaux tout en longueur. A deux pas de la tour conçue par Zaha Hadid pour la CMA-CGM, ces constructions, qui s'élèveront jusqu'à 135 mètres, consacrent la métamorphose de la Joliette en quartier d'affaires. Le projet est porté par le promoteur Constructa, qui, en 2002, a fait l'acquisition de ces espaces et de leurs entrepôts abandonnés. A la jonction entre le cœur de la ville et les quartiers Nord, il s'inscrit dans le périmètre d'Euroméditerranée. Cet ambitieux programme d'aménagement à réhabilité, depuis une décennie, tout un pan de la zone portuaire. Des architectes de renom ont déjà dessiné le futur visage des Quais d'Arènes. Construire beau et cher, une ambition souvent affichée par ici, à condition de trouver les investisseurs ! Les Marseillais attendent de voir...

DIMITRI MAZZUCHINI ET ROMAIN HAERING

EN COUVERTURE

Des gratte-ciel à Marseille? Du haut de ses 147 mètres, la tour CMA-CGM, achevée en 2010, a impulsé le mouvement. Les trois tours prévues sur les Quais d'Arenc se sont engouffrées dans la brèche.

Annoncée pour 2013, la livraison de ces immeubles de grande hauteur a pourtant déjà été repoussée. Le coût de la construction étant très élevé, le bouclage financier est un préliminaire indispensable avant d'entamer les travaux. Or, à ce jour, seul un bâtiment a trouvé preneur : il s'agit en toute logique du plus petit, du plus bas, et donc du moins onéreux. Cet immeuble de bureaux, dont le nom sera dévoilé dans les prochaines semaines par Roland Carta, a séduit la Caisse d'Épargne. D'un montant de 77 millions d'euros, la struc-

Après plus de 26 siècles d'histoire, une nouvelle ère architecturale semble sur le point de s'ouvrir à Marseille.

ture devrait être livrée et occupée à la fin de 2013, à l'issue de la première phase de travaux des Quais d'Arenc. Au même moment, sont par ailleurs programmées la démolition de l'existant ainsi que la réalisation des infrastructures et des parkings des grands immeubles.

La deuxième phase de construction concerne l'édification effective des trois gratte-ciel, pour un montant total estimé à 350 millions d'euros. La chasse aux investisseurs est ouverte, une étape fastidieuse qui demande du temps. La pré-commercialisation de La Marseillaise, une tour de bureaux conçue par Jean Nouvel, est en cours depuis l'été 2011, tandis que celle de H99 (dont le nom se rapporte à la taille) de Jean-Baptiste Pietri, vient tout juste de commencer. Mais, comme l'explique Paul Colombani, directeur adjoint d'Euromed, « nous ne sommes pas dans un programme classique

puisque'il s'agit d'un immeuble de logements. Le prix au mètre carré gravite ici entre 7000 et 10000 euros. Il faut donc attirer ceux que l'on appelle les « grands comptes », des particuliers aisés qui achèteront sur plan ces appartements de très haut standing. » Plus d'une centaine de demandes d'informations ont déjà été recensées à ce jour. Enfin, le doute plane toujours autour de l'ouvrage d'Yves Lion : hôtel ou non? Marc Pietri, PDG de Constructa et chef d'orchestre du projet, estime qu'il sera « plus rapide à bâtir, mais les hésitations persistent sur le concept de tour-hôtel. Il n'est pas certain que les deux s'accordent, et la hauteur définitive du bâtiment reste encore indéterminée. »

Après plus de 26 siècles d'histoire, une nouvelle ère architecturale semble sur le point de s'ouvrir à Marseille. D'un abri ●●●



ROLAND CARTA « On se damnerait pour participer à un projet comme celui-ci »

L'architecte marseillais du Silo et de l'atrium des Docks a imaginé une « tour horizontale » pour les Quais d'Arenc.

Comment conçoit-on une « tour horizontale » ?

Dans une phrase, il y a le sujet, le verbe et le complément. Et la ponctuation rend le tout compréhensible. Pour moi, l'immeuble sert précisément de lien entre les tours. Parallèle au littoral, il ne doit pas gêner la vision du piéton. Donc, je l'ai monté sur pilotis vitrés. Il a fallu résoudre d'autres casse-tête, comme le bruit avec la passerelle routière, ou le risque de surchauffe, à l'intérieur, l'après-midi. Nous y avons répondu par des doubles façades, constituées d'une vitre et d'un bouclier métallique. Le bruit et la chaleur sont atténués tandis que la paroi reflète le paysage et la circulation. Le toit, enfin, a été envisagé et soigné au même titre qu'une

cinquième façade. Il sera aménagé en jardin japonais sur lequel les futures tours auront une vue plongeante.

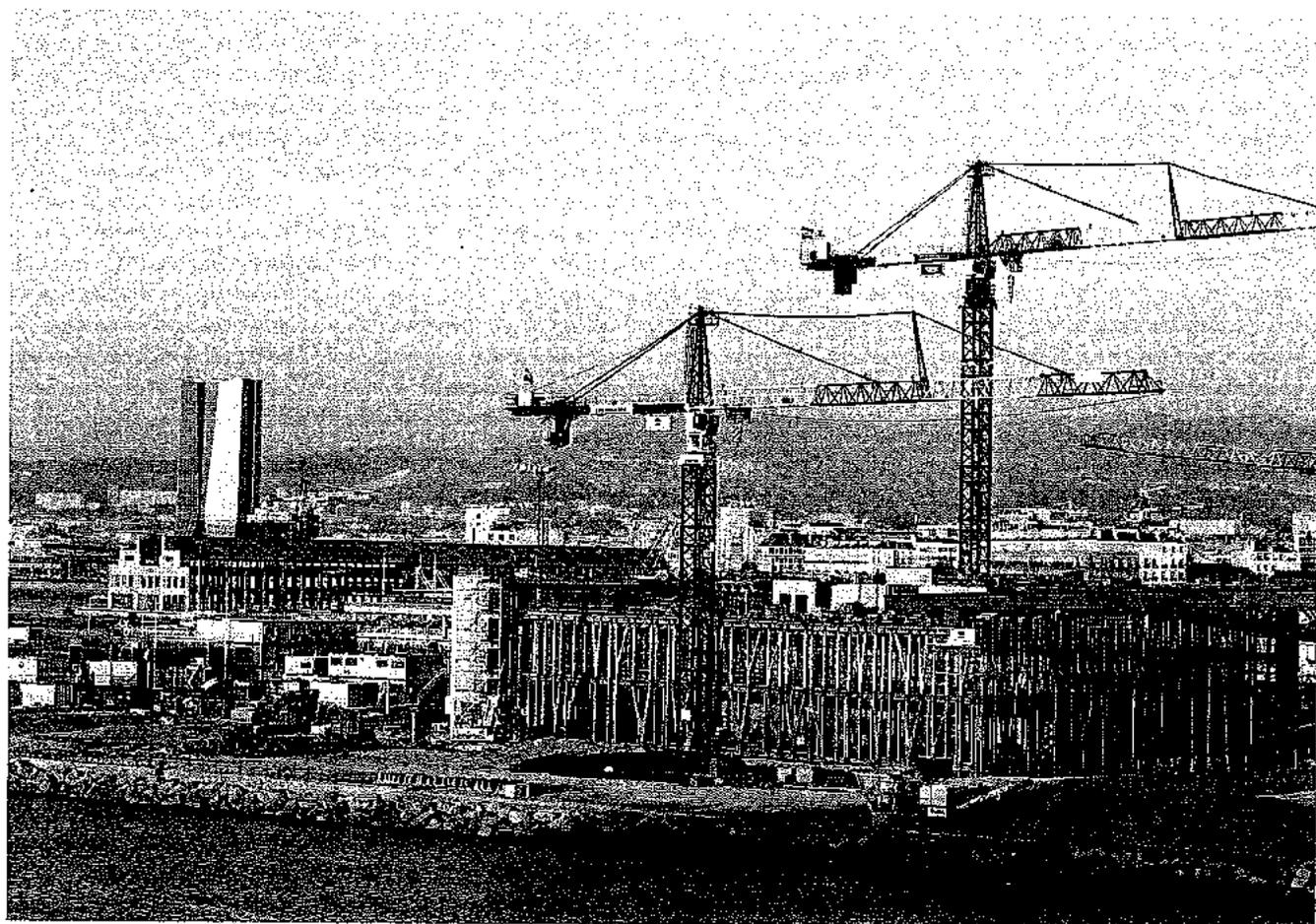
Refuse-t-on une telle occasion ?

Non, on se damnerait pour participer à un projet comme celui-ci ! Laisser une empreinte, dans ce secteur de Marseille en pleine mutation, représente une chance incroyable. Un acteur ne peut pas refuser un rôle dans un grand film. Mais la comparaison avec le cinéma s'arrête là ! Car un spectateur n'ira pas voir le film s'il n'en a pas envie, alors qu'un édifice s'impose à la vue de tous les citoyens. Quand un architecte s'enracine dans une ville, il a une responsabilité, avec son lot de doutes : ne pas se tromper et laisser une trace noble ! Nos Oscars à nous ne sont pas immédiats. Notre consécration est

le classement aux « monuments historiques », même si nous ne nous en préoccupons pas lorsque nous réalisons un édifice. **Marseille opère sa mue, craignez-vous les réactions ?**

Il ne faut pas avoir peur de l'architecture, de l'art en général, ou du progrès. Marseille souhaite devenir une métropole, la capitale d'une vaste région. Elle veut s'affirmer, rayonner, mais ne peut s'étaler davantage. Il faut donc densifier le centre en montant et permettre à la population de réinvestir le cœur de la cité. Ce phénomène est commun à toutes les grandes villes, dont les contours architecturaux sont aujourd'hui redéfinis à partir de la verticalité. Marseille ne fait plus exception. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR VINCENT PIREDDA



●●● de calanque, les marins de Phocée avaient fait un port, cerné par 110 villages qui ont fini par s'agglomérer pour former la deuxième commune de France. Son ossature s'est façonnée au fil des grands travaux. Elle s'est donnée des rues à angle droit au xvii^e siècle pour éviter les embuscades contre les gardes du roi et dégager la perspective. L'époque haussmannienne a ensuite complètement modifié sa physionomie, à l'image de la rue Impériale, devenue rue de la République.

Après la guerre, les rades sont laissées à l'abandon

L'après-guerre bouleverse encore l'urbanisme marseillais. Le port phocéen se vide, s'ankylose, victime de la décolonisation française, de la concurrence du transport aérien et du déclin de l'activité industrielle. Il n'est pas le seul :

MÉTAMORPHOSE

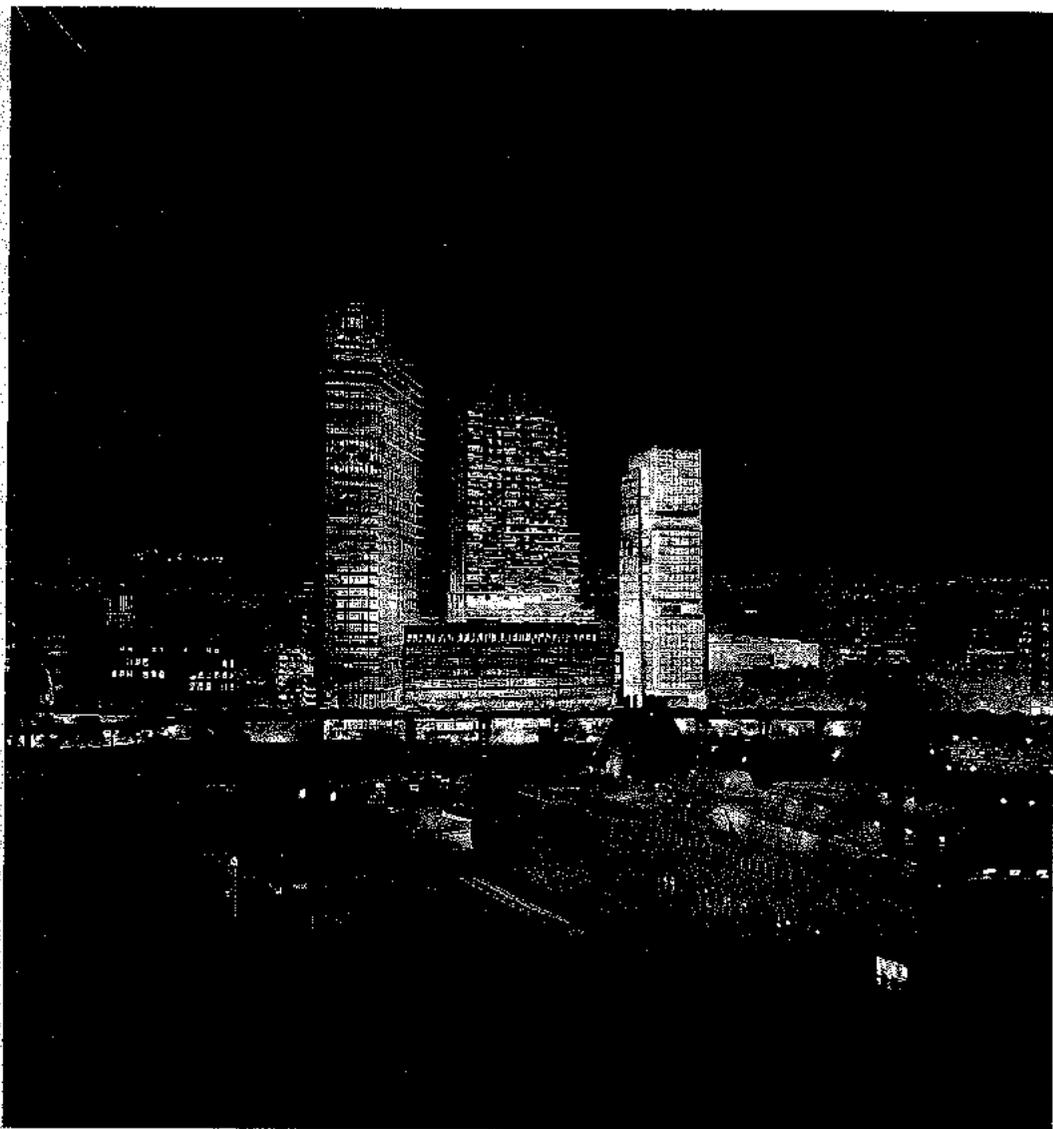
Postées sur le chantier du Mucem, ces grues témoignent de l'ambition d'une métropole en devenir.

de New York à Buenos Aires en passant par Baltimore, la plupart des rades sont laissées à l'abandon. L'animation commerciale se déplace en périphérie, ses rivages sont désertés. « Il est plus facile de construire en campagne qu'en centre-ville, comme il est plus facile d'amputer que de recoudre », explique Marc Pietri. Parsemés d'entrepôts vacants, les docks se ternissent, se rident...

Pourtant, aux États-Unis, la refonte des ports est en marche depuis les années 1980. En Europe, des villes comme Londres et Bilbao suivent le même chemin. La France, elle, a pris du retard, Marseille en tête. Jusqu'en 1995, date à laquelle le programme Euro-méditerranée est lancé, avec pour mission de remodeler un quartier qui a mal vieilli. Le projet des Quais d'Arcen doit parfaire ce processus et marquer un tournant radi-

cal dans le réaménagement du littoral urbain.

Problème : les Français n'aiment pas les gratte-ciel. « C'est vrai, admet Marc Pietri, les tours ne correspondent pas à l'habitat traditionnel de notre pays, à sa grande histoire, contrairement à d'autres endroits du monde où elles sont synonymes de puissance, de réussite économique. » Le centre historique de Shanghai a ainsi été rasé d'autorité pour implanter une forêt d'immeubles de grande hauteur, sans aucun remords de la part des pouvoirs publics. A Marseille, où les autochtones s'expriment traditionnellement haut et fort, les choses sont évidemment plus complexes. Pourtant le projet ne met en danger aucun patrimoine architectural ou naturel, pas même la quiétude des habitants. Et puis, c'était là l'occasion pour la ville de rompre avec l'éta-



CONSTRUCTA

vague, tout particulièrement avec H99, première tour de logements construite en France depuis 35 ans. Les Pietri et leurs associés l'assurent : ils ne répéteront pas les erreurs du passé et se démènent pour faire accepter leur projet par tous les acteurs locaux. Tout en rappelant que trois conditions sont incontournables pour réussir une tour. Un, qu'elle soit d'une facture haut de gamme, car elle n'est viable que pour le haut standing, son coût restant très élevé. Deux, implanter les immeubles sur la rue, leur faire prendre racine directement dans le sol, ne pas les couper de la ville mais les intégrer dans la cité. Trois, obtenir l'aval des habitants. Ce dernier point demande beaucoup de pédagogie, de la part des architectes, des promoteurs, mais aussi des élus et des comités d'intérêt du quartier, très puissants et omniprésents à Marseille.

L'épisode de la rue de la République et le traumatisme des expulsions ont marqué une rupture entre les habitants de la Joliette et les instances d'Euromed. Rachetée au fur et à mesure de sa rénovation par deux organismes de l'immobilier, l'ATEMI et l'ANF, l'artère a été abandonnée par de nombreux locataires qui ne pouvaient faire face à des augmentations de loyer trop importantes. Les « Quais d'Arcenc » ne devraient pas, a priori, suivre le même scénario. A ce sujet, le président de la fédération des comités d'intérêt de quartier du II^e arrondissement de Marseille, Jean-Jacques Guipert, se veut rassurant : « Dans une ville dont l'ambition est d'atteindre les 960 000 habitants, il est normal de construire. Bâtir en hauteur permet aussi de préserver les immeubles et les maisons du Marseille traditionnel ».

Dans l'arène politique, le consensus semble de mise. « Il n'y a aucune réaction négative à propos des nouvelles tours, explique Lisette Narducci, maire PS des II^e et III^e arrondissements. C'est une ●●●

lement urbain, de ne plus repousser ses limites toujours plus loin, avec son cortège d'embouteillages, de pollution et de destruction des espaces naturels. Le sésame avancé par les architectes est maintenant de « construire la ville sur la ville », de créer dans son cœur, les logements, les bureaux, les services et les infrastructures dont les Marseillais ont besoin.

Démesure architecturale et déshumanisation

Ce procédé de régénération urbaine a déjà été éprouvé. Durant les années Pompidou, les bâtiments marseillais poussent, mais avec une esthétique contestable... L'arrivée des Pieds Noirs en 1962 accélère, sans effet d'annonce, la mise en place d'une politique de grands ensembles, réponse rapide au besoin brûlant de logements et d'infrastructures. Une

« folie des hauteurs » stoppée net par le premier grand choc pétrolier. Issus de cette période, les ensembles de la Rouvière (1960-1965), du Roy d'Espagne (entre 1959 et fin 1970), et la Tour Méditerranée (1970) partagent un point commun : ils sont conçus comme des flots montés sur des dalles. Ces grandes esplanades coupées de la rue ont fini par déshumaniser immeubles et quartiers. Quant aux tours « ordinaires » construites un peu partout au nord de la ville, elles se sont vite dégradées. Associée au contexte social difficile des cités, leur image, dans l'inconscient collectif, reste négative. « Le gratte-ciel, un blason à redorer », clament désormais d'une même voix élus et urbanistes. Le bouillant architecte Roland Castro parle même « d'habiter le ciel » ! Marseille compte bien surfer sur cette nouvelle

CONSTRUCTION

L'édification effective des trois gratte-ciel, se monte à environ 350 millions d'euros. La chasse aux investisseurs est ouverte.

« Le gratte-ciel, un blason à redorer », clament désormais d'une même voix élus et urbanistes.

●●● chance pour nos quartiers, pour Marseille, mais cela doit l'être pour nos habitants. A ma connaissance, une seule association s'est manifestée, mais ses attaques se rapportent uniquement à la vue sur la mer. »

Malgré les difficultés, les grands noms de l'architecture ne se priveront pas de mener à bien leurs rêves, à condition qu'ils trouvent l'argent pour les financer. « Il n'y a pas vraiment de risque à promouvoir l'innovation, tempère Rémy Marciano, professeur à l'École nationale supérieure d'architecture de Marseille. La tour, compte tenu de son coût et de la complexité de son édification, doit rester d'avant-garde même cinquante ans après sa construction. On ne peut pas bâtir des gratte-ciel sans le plaisir et le goût d'être dans l'air du temps... »

Quartier d'affaires le jour et no man's land la nuit

Le dernier défi à relever est la dimension humaine de l'ensemble. Autour des docks s'est déjà développée une zone hybride : un quartier d'affaires en effervescence la journée, qui se transforme en « no man's land » le soir venu. Les



ALAIN BORS

SOCIAL

Le dernier défi à relever est humain. Il faudra créer un lien entre cet habitat de haut standing et la population alentour.

Quais d'Arenc pourraient bien connaître le même sort. Pour Marc Pietri, « créer une tour de logements pour des gens qui ne peuvent pas sortir de chez eux, ça n'a bien sûr pas de sens ! Je ne veux pas construire un ghetto pour les riches, mais je n'ai pas de solution miracle, surtout en cette période de crise. Il existera sûrement un décalage avec les habitants des quartiers environnants. Pour ne pas repousser toujours plus loin les moins bien lotis, à

nous de ne pas créer des mondes imperméables. Cela suppose une action collective de la ville, des pouvoirs publics, des aménageurs, des promoteurs, du préfet... » Aller vers la modernité, d'accord ! Mais comment créer un lien entre cet habitat de haut standing et la population alentour ? Comment rétablir un semblant d'équilibre entre les quartiers nord de la ville, touchés par le chômage, et les quartiers sud, plus aisés ? Un vaste chantier de réflexion est ouvert... ●

LE PARI DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Euroméditerranée s'engage à utiliser les ressources naturelles pour produire son énergie : le soleil, le vent... et surtout la mer. Une petite révolution dans la cité phocéenne qui a reçu le label EcoCité de l'État.

EcoCité ! Ce nouveau label, né dans le cadre du Grenelle de l'environnement, récompense tout programme d'habitat dont les systèmes d'énergie sont adossés aux ressources naturelles de proximité. A la clé : des subventions et des allègements fiscaux. L'État a déjà investi près de 40 millions d'euros dans ce projet afin d'encourager le développement durable dans les aménagements urbains à venir, et accompagner les communes concernées. A l'heure actuelle, treize agglomérations en France ont obtenu ce sésame. A Marseille, 6 millions d'euros ont, d'ores et déjà, été débloqués dans le

cadre d'EcoCité. Ils seront notamment affectés à la création du Parc des Ayyalades, couverte verte de 14 hectares qui part des quartiers nord de la ville pour s'étendre vers Euroméditerranée. Le ruisseau d'origine, busé et comblé par la plateforme ferroviaire du Canet, retrouvera l'air libre tandis que les espaces verts feront office de bassin de rétention. Le projet des Quais d'Arenc est, bien entendu, partie prenante d'EcoCité. Beaucoup d'innovations sont toujours à l'étude. Les futurs logements et les bureaux bénéficieront ainsi d'un système commun de climatisation et de chauffage, beaucoup

moins gourmand en énergie. Des économies qui reposeront sur l'exploitation des ressources naturelles à disposition : la mer, le vent et le soleil. D'où l'installation prévisible de panneaux solaires et d'une ventilation naturelle via des éoliennes. Les ingénieurs planchent, par ailleurs, sur une « boucle thaïasso-thermique ». Ce système exploite l'énergie produite par les mouvements de la mer pour apporter de la chaleur en hiver et de la fraîcheur en été. Le béton n'est pas encore vert, mais les solutions écologiques gagnent peu à peu du terrain.

MAJDA ADDOU AMMOUR

Habitat insalubre la gangrène

Un parc locatif obsolète, un taux de chômage élevé, des petits revenus, des populations vulnérables... Marseille cumule les handicaps qui en font une ville en proie au mal-logement.

DOSSIER RÉALISÉ PAR MARION-JEANNE LEFÈVRE

La fausse candidature d'Eric Cantona à l'élection présidentielle et l'appel de la fondation Abbé Pierre aux candidats ont fait entrer de plain pied la question du logement dans la campagne. La fondation estime à 3,6 millions le nombre de personnes mal logées en France. Parmi elles, 600 000 vivent dans des logements "potentiellement indignes" selon le rapport de la fondation, paru en janvier 2012. En matière de mal-logement, Marseille ne fait pas exception. "Nous évaluons à 66 400 le nombre de logements potentiellement indignes dans les Bouches-du-Rhône dont la moitié à Marseille" détaille Fathi Bouaroua, directeur de l'antenne Paca de la fondation Abbé Pierre. Ce chiffre comprend les logements dans les catégories fiscales les plus basses, ainsi que les logements privés habités par des personnes aux revenus très bas.

Ce niveau élevé est dû à l'obsolescence du parc locatif de Marseille, particulièrement dans l'hypercentre. A cela plusieurs raisons, "dans une ville où 50 % des habitants ne paient pas d'impôt, le niveau des loyers ne permet pas aux propriétaires d'engager les travaux nécessaires à

une complète rénovation des immeubles", avance Auguste Lafon, président de l'Union des propriétaires des Bouches-du-Rhône. "Le vrai problème est que 70% des locataires du privé pourraient prétendre à habiter un logement social", déplore-t-il, pointant le manque d'offre de logements sociaux par rapport

"On évalue à 66 400 le nombre de logements potentiellement indignes dans le département, dont la moitié à Marseille."

Fathi Bouaroua, fondation Abbé Pierre

à la demande. Marseille compte pourtant 19,24% de logements sociaux, elle respecte donc presque la loi qui en impose 20%, mais fait face à 75 000 demandes et peine en effet à y répondre. L'héritage historique a également légué au centre-ville de Marseille des petits logements peu adaptés à la demande, et donc délaissés par les familles aux revenus moyens au profit de plus grandes surfaces aux limites du centre.

La mairie fait le même constat et a enga-

gé depuis 2006 un plan d'éradication du logement indigne. Ce plan fait partie d'un protocole partenarial passé avec l'Etat. Il passe d'une part par le soutien financier aux petits propriétaires pour engager des travaux, et d'autre part par l'intervention sur 500 immeubles diagnostiqués comme indignes qui vise à les rendre de nouveau habitables à l'échéance 2017. "Si les propriétaires sont récalcitrants, nous pouvons aller jusqu'à l'expropriation de l'immeuble", explique Arlette Fructus, adjointe au maire chargée du logement. Aujourd'hui, 310 immeubles ont été diagnostiqués indignes, 42 immeubles réhabilités dont 21 en totalité et 53 immeubles sont en phase de travaux. Dans les deux années à venir, l'objectif est de livrer 95 immeubles réhabilités supplémentaires. A titre de comparaison, à Paris, qui compte trois fois plus de logements que Marseille, la mairie a établi un plan similaire en 2001 et est déjà intervenue sur près de 1 000 immeubles.

En terme de logement social, la mairie se fixe pour objectif d'en construire 1 500 par an. En 2011, 1 400 ont été produits, dont 300 relèvent de la reconstitution de l'offre, c'est-à-dire la destruction de logements anciens pour en faire du neuf. **DDD**

►►► Pour Arlette Fructus, qui mène ce projet, "la Ville fait des efforts gigantesques par rapport au budget dont elle dispose, surtout que le logement ne fait en principe pas partie des compétences municipales." La lutte contre l'insalubrité relève en effet de la justice et le financement du logement social de l'Etat et de la communauté urbaine.

"La Ville fait ce qu'elle peut dans des conditions difficiles, accorde Auguste Lafon, mais il faudrait une rénovation urbaine complète pour démolir et reconstruire du logement adapté". Fathi Bouaroua reconnaît lui aussi ces efforts mais "ils sont ciblés sur quelques immeubles, en oubliant un peu les autres. Il y a par exemple autour de la Joliette une vraie politique volontariste de renouvellement urbain, mais le Panier s'en trouve un peu délaissé." Cela revient selon lui à "vider la Méditerranée avec une cuillère en bois."

Péril en la demeure

L'an passé, la Ville de Marseille a pris 91 arrêtés de péril imminent et 94 arrêtés de péril simple. Mais derrière chaque arrêté de péril ne se cache pas un marchand de sommeil. "La plupart des propriétaires d'immeubles insalubres sont des bons Marseillais qui n'ont pas l'euro pour engager des travaux", observe Arlette Fructus, adjointe au logement à Marseille. Des travaux lourds peuvent effectivement coûter plus de 1000€ au mètre carré, selon l'union des propriétaires des Bou-



DELPHINE BANGUI

ches-du-Rhône. Pour son président Auguste Lafon, "les propriétaires ne sont pas toujours responsables de l'insalubrité. Elle est parfois due à des locataires qui n'occupent pas leur logement comme il le faut, notamment qui le suroccupent. Des immeubles se dégradent également à cau-

se de copropriétés où certains refusent de faire des travaux." Mais dans tous les cas "nous conseillons aux propriétaires qui font face à un arrêté de péril de faire les travaux, au plus vite, et si besoin de négocier un délai supplémentaire avec la préfecture", recommande Auguste Lafon. ■

Un taudis photographié en mars 2011 dans le quartier Noailles.

MARCHANDS DE SOMMEIL

Justice dure et prison ferme

En mars, pas moins de trois marchands de sommeil ont dû rendre des comptes à la justice. Ces jugements sont le fruit d'une politique offensive entamée par le parquet de Marseille depuis quelques mois à l'encontre des propriétaires peu scrupuleux. Un hôtelier a été condamné à huit mois de prison avec sursis et 15000€ d'amende pour tromperie sur une prestation de service entraînant un danger pour la santé de l'homme, un autre a été placé sous contrôle judiciaire en attendant son jugement. Le troisième, Manuel Saez a fait l'objet d'une condamnation inédite en France par la sixième chambre du tribunal correctionnel de Marseille le 15 mars dernier. Cet ingénieur EDF de 55 ans et propriétaire de l'immeuble du 29 rue d'Aubagne (1^{er}) purge une peine de dix mois de prison ferme pour avoir hébergé dans des conditions indignes

19 locataires. Le tribunal a également prononcé la confiscation de l'immeuble et interdit au prévenu l'exercice de toute activité immobilière pendant une durée de cinq ans. Le condamné devra en outre verser 5000€ de dommages et intérêts à chacun des locataires. A Marseille, il s'agit de la première peine de prison ferme prononcée à l'encontre d'un marchand de sommeil.

Les constats du service communal d'hygiène et de santé de la ville révèlent que l'ancien hôtel de cinq étages que possédait Monsieur Saez était insalubre, humide à tous les étages, sans sanitaire, les surfaces inférieures à 9 mètres carrés... Il avait fait l'objet d'arrêtés de péril avec obligation de travaux et même d'une interdiction préfectorale d'habiter après qu'un locataire a été retrouvé le crâne fendu au rez-de-chaus-

sée, vraisemblablement à cause d'une chute dans l'escalier, en 2007. La charge d'homicide involontaire n'a pas été retenue contre le propriétaire.

Les locataires de cet immeuble étaient tous bénéficiaires du RMI, invalides ou retraités avec de très faibles moyens. Tous sont considérés par le tribunal comme en situation de particulière vulnérabilité ou de dépendance. "Les victimes de marchands de sommeil sont des personnes qui n'ont pas accès aux circuits normaux du logement, constate Fathi Bouaroua, directeur de l'antenne Paca de la fondation Abbé Pierre, ce sont des gens très pauvres, des personnes marginalisées ou des gens dans des situations administratives limites, comme des familles étrangères sans papiers. Ils sont prêts à tout accepter pour ne pas vivre dans la rue." ■

M.-J.L.

INTERVIEW. Selon Ludovic Leclerc, vice-procureur, et magistrat référent dans la lutte contre l'habitat indigne, les signalements de situations de mal-logement sont en hausse mais encore insuffisants.

"Le nombre de signalements n'est pas suffisant"

En quoi consiste la nouvelle politique offensive du parquet à l'égard des marchands de sommeil, que vous avez contribué à initier ?

"Sous l'impulsion du parquet, le procureur a fait du dossier du logement indigne une priorité de son action. Nous avons constaté un écart important entre l'état réel du parc immobilier et le nombre de poursuites pénales. Seulement 10 à 20 condamnations par an sont prononcées à l'encontre de marchands de sommeil. Le nombre de signalement n'est pas suffisant. Pour y remédier, nous avons entrepris une campagne de communication et de sensibilisation à propos de l'article 225-14 du code pénal. Il punit de 5 à 10 ans d'emprisonnement les propriétaires qui proposent un logement indigne à la location. Cette procédure peut être poursuivie sans arrêté de péril, ce qui écourte fortement le temps de la procédure. Nous souhaitons donc sensibiliser les agents de santé pour qu'ils nous signalent le maximum de situations."

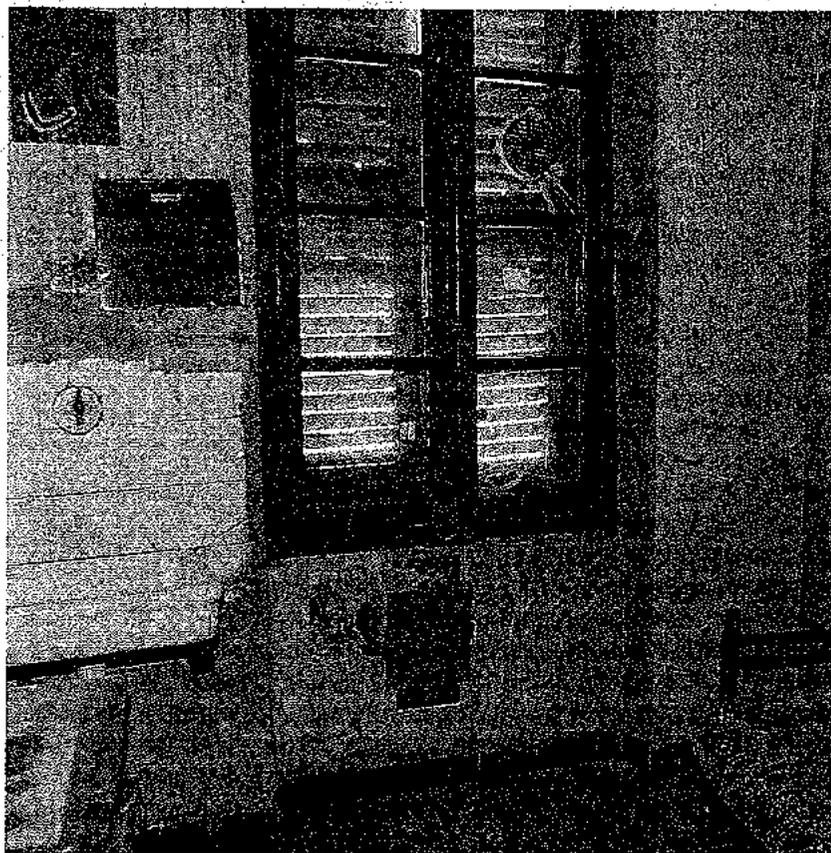
Quels sont les moyens mis en œuvre ?

"Nous avons souhaité traiter du logement insalubre en dehors des institutions telles que la mairie et impliquer les associations et tous les gens potentielle-

ment actifs sur la question du logement. Pour cela, nous avons distribué aux acteurs susceptibles d'entrer en contact avec des locataires mal-logés (médecins, huissiers, forces de l'ordre, pompiers, etc.) une fiche de signalement. Cela fonctionne car 25 signalements ont été émis en quelques semaines. Nous avons en outre créé un Groupe opérationnel de lutte contre l'habitat indigne (Golhi) qui rassemble le parquet, la police, la gendarmerie et les agents de santé. Il se réunit tous les trois mois afin de faire remonter au

"Une fois le signalement reçu, nous commençons une enquête, puis le tribunal correctionnel juge."

parquet les signalements réalisés par le Service communal d'hygiène et de santé et l'Agence régionale de Santé. Une fois le signalement reçu, nous commençons une enquête et c'est ensuite au tribunal correctionnel de juger. Nous travaillons également avec la mairie qui met en place des mesures pour fermer les immeubles et reloger les locataires, nous entretenons de bons contacts avec la mairie."



SOPHIE SPITZER

Pourquoi le parquet ne s'empare de ce problème que maintenant ?

"Le parquet de Marseille travaille sur le dossier du logement insalubre depuis toujours mais un effort a été fait depuis quelques mois. Ce qui a impulsé ce mouvement est que l'habitat insalubre était traité, jusqu'à mon arrivée, par une section en sous-effectif. Il est vrai que l'habitat insalubre est quantitativement peu im-

portant et nous pourrions nous contenter de traiter les plaintes que nous recevons, mais nous avons choisi d'en faire plus et de nous mettre à niveau. Le nombre d'enquêtes a augmenté mais il faut plusieurs semaines pour faire une enquête, puis plusieurs semaines avant le jugement. En 2012 le nombre de condamnations devrait être significatif." ■

Propos recueillis par M.-J.L.

L'article 225-14 du code pénal punit de cinq à dix ans de prison les propriétaires qui proposent un logement indigne à la location.

Les mots du mal-logement

● **Un marchand de sommeil** est un terme courant, non juridique. Il désigne un propriétaire mettant à la location un logement impropre à l'habitation, non conforme à la dignité humaine. Il exploite la détresse de publics très vulnérables, telles les personnes ayant très peu de revenus, avec des statuts de séjour précaires ou en séjour illégal.

● **Un arrêté de péril ordinaire** est engagé par la préfecture lorsque qu'un immeuble présente un danger qui n'est pas immédiat. Le propriétaire a deux mois pour engager des travaux. Lorsque l'immeuble présente des dangers immédiats pour ses occupants ou les passants, la préfecture peut prendre un arrêté de péril imminent. Il se double d'une interdiction d'habiter.



● **La notion d'habitat indigne** englobe l'ensemble des situations d'habitat qui sont un déni au droit au logement et portent atteinte à la dignité humaine. Cette notion recouvre les logements, immeubles et locaux insalubres, locaux où le plomb est accessible (saturnisme), immeubles menaçant ruine, hôtels meublés dangereux, habitats précaires et dont la suppression ou la réhabilitation relève des pouvoirs de police administrative exercés par les maires et les préfets.

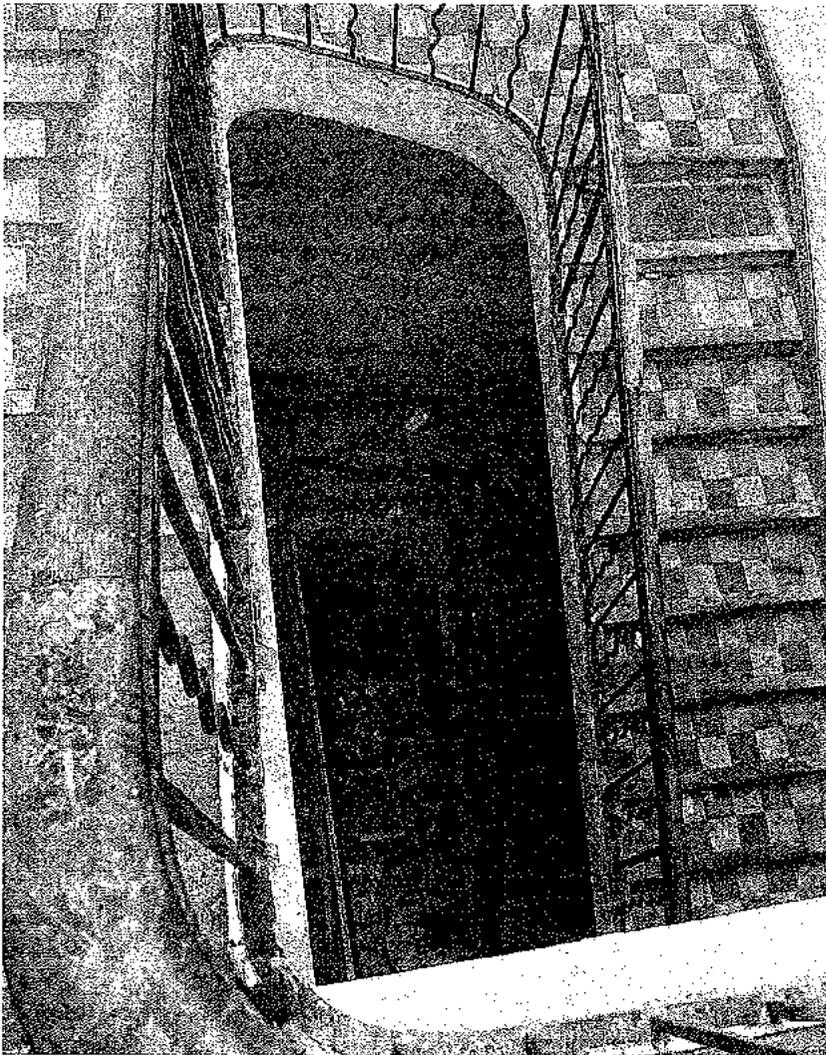
● **Le mal-logement** est une notion popularisée par la fondation Abbé Pierre. Il regroupe les sans-abris, les personnes vivant dans des conditions indignes d'insalubrité ou de surpeuplement, et toutes les personnes éprouvant des difficultés pour accéder à un logement ou en changer.

La détresse habite le 69 de la rue Longue des Capucins

Les habitants de cet immeuble du 1^{er} arrondissement, sous le coup d'un arrêté de péril depuis 2009, se battent contre des propriétaires sourds à leurs appels pour obtenir des travaux ou une solution de relogement.

Dans la rue Longue des Capucins, sur une porte en bois dont il ne reste qu'un seul battant, est inscrit au marqueur noir le numéro "69". Pas besoin de la pousser pour découvrir le hall, ouvert à tous les vents et jonché de déchets laissés par les squatteurs qui l'investissent toutes les nuits. Il faut monter un escalier en bois brinquebalant pour accéder à l'appartement de Mme A. Cela fait quinze ans qu'elle habite ce logement avec ses trois enfants, âgés de 8 à 13 ans. Des trois pièces habitables, il n'en reste qu'une. Le plafond s'est effondré dans la chambre des enfants, la mezzanine n'est plus praticable, la cuisine est glacée et la salle de bains envahie par les moisissures. Malgré les fenêtres qui ne ferment plus, les rats qui entrent régulièrement, le chauffage inexistant, elle n'a commencé les démarches qui pourraient lui permettre de sortir de ce taudis qu'en décembre dernier. "En décembre, quand le plafond s'est écroulé, j'ai eu peur, explique cette femme de ménage à

domicile en pleurs, peur pour mes enfants qui sont tous malades, peur de me faire cambrioler, de me faire agresser en passant dans mon hall." Un arrêté de péril a été déclaré pour tout l'immeuble en 2009, les propriétaires ont bien engagé des travaux, mais seulement sur la façade. Mme A. n'a pas entendu parler de cet arrêté et continue à payer son loyer d'environ 400 €, dont la quasi-totalité est couverte par la caisse d'allocations familiales. Avant qu'un écrivain public lui livre un formulaire de la loi Daloz (Droit au logement opposable), elle ne soupçonnait pas l'existence de telles procédures. "Je suis seule, je ne connais personne ici, je n'ai que mes enfants", déplore-t-elle. Elle sait seulement qu'une voisine a été relogée. Au téléphone, son propriétaire, qui possède pourtant trois autres appartements dans l'immeuble, tente de la convaincre que c'est le chauffage d'appoint qu'elle a apporté qui a "asséché les murs" et dégradé l'appartement. Elle tient bon. C'est Said Kacioui, opéra-



MARION-JEANNE LEFEBVRE

"Quand le plafond s'est écroulé, j'ai eu peur, peur pour mes enfants, peur de me faire cambrioler, agresser..."

Mme A., locataire

teur de l'action SOS Taudis menée par la fondation Abbé Pierre, qui lui explique ses droits et les procédures. Au simple mot de "tribunal", Mme A. s'inquiète : "Non je ne veux pas aller jusque là !" Saïd Kacioui connaît l'immeuble depuis 2008. Les cinq ménages qui l'habitent encore font partie de la quarantaine de cas dont il s'occupe sur Marseille.

Dans l'appartement d'à côté, un jeune homme vit avec ses sœurs et sa mère, dont l'état psychologique est aussi dégradé que les murs de son appartement. Grâce à SOS Taudis, il est plus avancé dans les procédures que Mme A. Il ne

paie plus son loyer et s'est même vu proposer une offre de relogement en HLM dans le cadre de la loi Dalo, "mais dans le 14^e arrondissement, dans une cité, je ne veux pas que mes petites sœurs grandissent là-dedans." Saïd Kacioui lui conseille de visiter l'appartement pour ne pas se voir exclu de la procédure. "Dans le meilleur des cas, une procédure de relogement peut prendre six mois, explique Aude Leveque, chargée de mission chez SOS Taudis, mais si le ménage n'est pas reconnu prioritaire, cela peut prendre le double, voire des années. Sur un même immeuble, on est parfois surpris des cas retenus pour le Dalo et on ne comprend pas toujours la justification du rejet." ■

Marion-Jeanne Lefebvre

L'opération SOS Taudis est un grand chantier lancé par la fondation Abbé Pierre. Ses opérateurs ont pour charge de réparer les logements insalubres ou toute habitation indigne et d'accompagner ses occupants dans leurs démarches. Fondation Abbé Pierre, 16/20, rue Loubon (3^e). ☎ 04 91 50 61 77.

PRATIQUE

Comment aider les victimes de l'insalubrité

Isolées ou vulnérables, les victimes de marchands de sommeil sont rarement informées de leurs droits et des démarches à entreprendre pour sortir de leur taudis. C'est alors aux médecins qui diagnostiquent des maladies liées à l'insalubrité, aux professeurs qui font face à des enfants constamment fatigués et malades ou aux voisins qui détectent des logements impropres à l'habitat d'informer les victimes potentielles de propriétaires peu scrupuleux de leurs droits. Plusieurs procédures peuvent être lancées.

L'arrêté de péril

Le locataire d'un logement estimé dangereux pour la santé de ses occupants ou de ses voisins doit d'abord adresser une lettre à son propriétaire ou gestionnaire. En cas de non-réponse, il peut contacter les services d'hygiène de la mairie. Si ceux-ci constatent l'insalubrité, la préfecture prendra un arrêté de péril dont doivent être informés tous les occupants. Les locataires n'ont alors plus à payer de loyers mais doivent continuer à payer leurs charges. Il existe deux types d'arrêté de péril. S'il est imminent, il est assorti d'une interdiction d'habitat et le relogement est à la charge du propriétaire. Un arrêté de péril classique donne deux mois au propriétaire pour engager des travaux, faute de quoi, la mairie se substitue à lui et commence elle-même les travaux aux frais du propriétaire. Elle en-

tre alors dans la phase coercitive, qui peut aller jusqu'à l'expropriation. Les cas de logement insalubre sont à signaler au service d'hygiène de la mairie. ☎ 04 91 55 32 84.

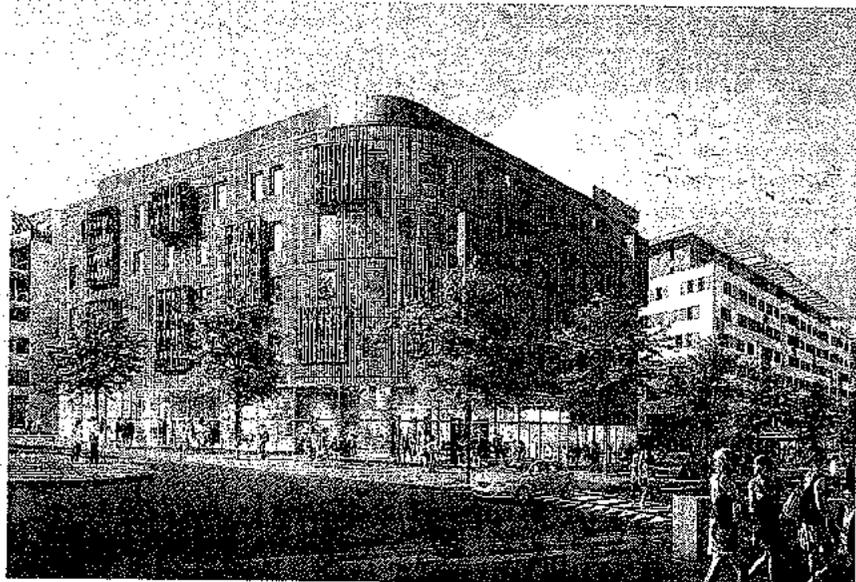
La loi Dalo

Votée en 2007, le droit au logement opposable déclare l'Etat comme garant du droit au logement. Toute personne sans domicile, menacée d'expulsion, ou logée dans un logement insalubre et qui ne peut obtenir par ses propres moyens un logement adapté à sa situation peut saisir une commission de médiation dans son département. Cette commission doit émettre un avis sur le caractère prioritaire ou non de la demande (en fonction de la taille et de la composition du foyer, l'état de santé des personnes...) dans un délai de 3 à 6 mois. Si elle considère la demande prioritaire, elle la transmet au préfet. Celui-ci dispose de 6 mois pour faire des propositions de logement. Passé ce délai, le demandeur peut exercer un recours devant le tribunal administratif. La commission de médiation peut être saisie par un formulaire type à retirer à la Préfecture à l'Union départementale des allocations familiales (UDAF) ou à télécharger sur www.adil.org.
 ● Autres contacts utiles :
 - Fondation Abbé Pierre, 20, rue Loubon (3^e). ☎ 04 91 50 61 90.
 - Un Centre-ville pour tous à la Cité des Associations, 93, La Canetière (1^{er}). mail : info@centrevillepour tous.asso.fr
 - Maison de l'avocat (permanences gratuites), 51, rue Grignan (8^e). ☎ 04 91 15 31 13. ■

LOGEMENTS. Les Docks Libres portés par Nexity donnent un cadre au développement de ce quartier du 3^e arrondissement en lien avec Euromed.

Saint-Mauront prend son envol urbanistique

Défigurée par la cité Bellevue-Félix Pyat, gangrenée par l'habitation insalubre, plombée par une pauvreté extrême, Saint-Mauront (3^e), a vu Euromed 1 puis 2, lui claquer la porte au nez. Avec l'Agence nationale de rénovation urbaine (Anru) et les docks libres, une lueur d'espoir est venue éclairer ce quartier en berne. Depuis 2005, date à laquelle la Ville a acquis, par le biais de l'Établissement Public Foncier Paca, les entrepôts industriels dits des "Docks libres", au 406 bd National (3^e), les bases de la requalification ont été lancées. Mais, il aura fallu attendre sept ans et des dizaines de réunions de concertation pour que la concrétisation de la réhabilitation de ce périmètre délimité par quatre rues (Félix Pyat, National, Salengro



ILLUSTRATIONS RÉACTION ET GOLEEM NON CONTRACTUELLES

Le chantier colossal qui s'annonce donnera naissance à une résidence avec des logements à la vue mer. Une opération urbaine ambitieuse aux Docks Libres.

Les Docks libres sont la base de la requalification de tout le quartier.

et Ferdinand De Lesseps) prenne corps en la structure de la Maison du Projet inaugurée le jeudi 24 mai. Un lieu de rencontres, d'informations et d'accompagnement pour les futurs habitants, les commerçants et les associations porté par l'opérateur Nexity. Promoteur qui attend pour le mois de juin, le permis de construire pour lancer la première phase de son projet dessiné par Roland Carta. Cet ensemble immobilier mixte qui s'étalera sur 70 000 m² et comprendra 210 logements en accession libre, 150 logements sociaux, 130 chambres étudiantes, 1000 m² de commerces et autant d'ateliers, crèche... va transfigurer la zone. "Nous n'avons pas voulu faire des boîtes, au contraire l'architecture est de grande qualité avec des passerelles suspendues, des

jardins potagers destinés aux habitants, il y a un vrai souci d'intégration et d'esthétique, insiste Yves Roy, le directeur général de la Filiale Provence de Nexity. Et avec un m² à 2400€, je pense que c'est le prix le plus bas de Marseille, pour que justement les gens du quartier puissent accéder à la propriété."

Pour faire comprendre cette philosophie d'un nouveau genre, la Maison du projet met tout en œuvre. D'abord en lançant un concours d'art urbain pour les artistes du 2^e et 3^e -- les œuvres retenues seront exposées dans les halls d'entrée --, ensuite en allant informer la population de ce projet ambitieux. "Nous ne voulions pas ouvrir une bulle de ventes et partir, soutient Christelle Pelletti, chargée de la commercialisation. Cette ouverture se fait un mois avant le lancement de la vente, pour aussi informer les futurs acquéreurs sur les possibilités de financement. Souvent, ils ne savent pas qu'entre le chèque 1^{er} logement, les frais de notaire réduits, le prêt à taux 0..., un T3 de 58 m² avec parking leur

reviendrait environ 600€/mois sans apport! Moins cher que leur loyer." Avec de tels arguments, le rêve innovable de certains pourrait devenir réalité dès la fin 2013, date de livraison de la première tranche de 600 logements. La Maison n'était pas ouverte depuis une heure, que ce voisin curieux n'a pas voulu attendre pour venir se renseigner pour une location. Finalement, il est reparti avec un RDV pour une étude de financement pour un achat... ■

Alexandra Cefai

Pratique

La commercialisation du programme ne commencera que le 21 juin. Dans les locaux de la Maison: un show room, un appartement témoin, une carte avec les projets du périmètre, des RDV avec les partenaires... ■ 389, bd National (3^e). Ouvert le jeudi et samedi de 10 à 12h30 et de 14 à 18h et le mercredi et vendredi à partir de 14h.

III. – L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

✓ 1. LE NOUVEAU DEFI DE MARSEILLE

Le Point n°2059 – 01.03.2012

✓ 2. L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE EN QUETE DE NEUF

Tpbm n°909 – 22.02.2012

✓ 3. C'EST PARTI POUR EUROMED CENTER

La Provence – 09.03.2012

✓ 4. QUAIS D'ARENC - LA CAISSE D'EPARGNE CEDE LE BALTHAZAR A AG2R-LA MONDIALE POUR 45 MILLIONS D'€

La Provence – 11.04.2012

✓ 5. LANCEMENT OFFICIEL DES TRAVAUX D'EUROMED CENTER

La Provence – 20.06.2012

Le nouveau défi de Marseille



Euromed II. 500.000 mètres carrés de nou- veaux bureaux attendus.

PAR COLETTE SABARLY

C'est parti. Alors que les 500 000 m² de bureaux déjà construits sur Euromed I sont quasi pleins avec de très faibles taux de vacance (2 à 3 %), Euromed II s'apprête à entrer dans sa

phase opérationnelle. Une bonne nouvelle, car, si la demande reste forte sur Euromed I, les livraisons ont été modestes en 2011. « Nous avons placé 56 000 m² en 2011 contre 83 000 en 2010 », précise Magali Marton, directrice des études France et Europe chez DTZ. Les prix moyens des loyers ? « Il faut compter 168 €/m² pour les biens standard, 215 € pour les valeurs prime, mais 270 € pour les valeurs top », poursuit Lucile de Malet, directrice de DTZ Marseille/Aix-en-Provence. Autant dire que ce marché a besoin de se renouveler. « Sur un rythme normal, nous devrions livrer

Situation. Euromed II est délimité au nord par Cap-Pinède et Les Arnavaux, à l'est par le village du Canet et au sud par la tour CMA-CGM.

20 000 à 30 000 m² par an », indique Paul Colombani, directeur général adjoint de l'Epaem, la société d'aménagement d'Euroméditerranée. Deux grandes opérations devraient être lancées sur Euromed II, fin 2012. Elles couvriront la moitié de ce secteur de 169 hectares, délimité au nord par Cap-Pinède et Les Arnavaux, à l'est par le village du Canet et au sud par la tour de l'armateur CMA-CGM. Au menu : une corniche piétonne le long du port, un parc de 14 hectares bordant le ruisseau des Aygalades et un pôle multimodal de transport à Capitaine-Geze. Pour l'heure, la société d'aménagement s'attaque au parc urbain de 14 hectares. « Ce "parc humide" a vocation à être un régulateur hydrologique qui résoudra de façon écologique les problèmes d'inondation », précise Paul Colombani.

Eco-Cité. Second projet bientôt lancé, l'« îlot démonstrateur ». Cet aménagement de 2,4 hectares se veut une démarche expérimentale innovante d'élaboration d'un modèle d'habitat méditerranéen, durable et reproductible. « Ce ne sera pas une simple vitrine », précise Paul Colombani. Il comportera 400 logements, 20 000 m² de bureaux, des équipements publics. A l'horizon 2030, Euromed II, labellisé EcoCité, comptera 500 000 m² de bureaux et 160 000 m² d'équipements publics générant 20 000 nouveaux emplois ■

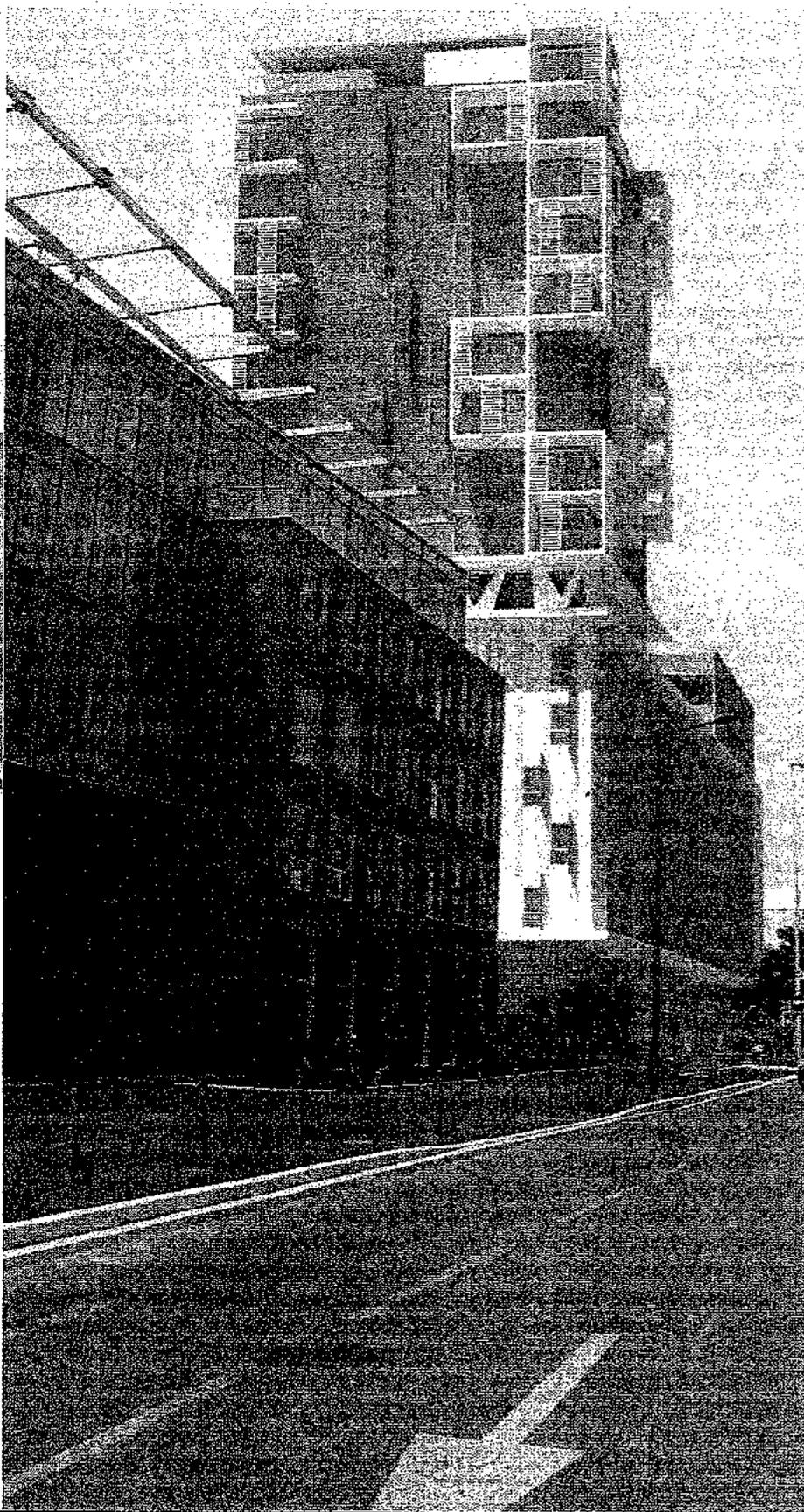
Le plébiscite d'Euromed I

L'informatique (IBM), le transport postal ou maritime (DHL, CMA-CGM), les voyages (Egencia), la restauration (Compass Group)... Plus de 800 sociétés se sont déjà implantées sur Euromed I. « C'est le seul endroit de Marseille où une entreprise peut dénicher 10 000 m² de bureaux », note Magali Marton. Cependant, 85 % des transactions s'effectuent sur des surfaces inférieures à 300 m². Parmi les utilisateurs, de nombreuses banques, compagnies d'assurances, sociétés de conseil, d'ingénierie. Le long des Docks, France Télécom vient de

louer 1 800 m² à 250 €/m² (HT) par an. Au même endroit et pour le même loyer, BCME, filiale du groupe Crédit mutuel, s'est portée locataire de 800 m². Le loyer annuel des 1 100 m² occupés par Bouygues Immobilier, au Grand Large ? De 225 à 250 €/m² (HT). Le groupe Egis a préféré opter pour un immeuble ancien réhabilité, Europrogramme, dont le loyer coûte moins de 200 €/m²/an. Côté investisseurs, le groupement d'achats REM a récemment déboursé 21 millions d'euros pour l'immeuble de bureaux Cap Azur : un bâtiment de 6 étages et 6 000 m² développé par BNP Paribas Immobilier Promotion et livrable l'été prochain ■ c. s.

L'immobilier d'entreprise en quête de neuf

12 0 2 2 1 1 1 1 2



PLUS QUE PAR LA CRISE, LE MARCHÉ DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE SEMBLE AVOIR MARQUÉ LE PAS DANS LA RÉGION PAR MANQUE DE DISPONIBILITÉS DANS LE NEUF ET RAPIDEMENT, HORMIS CERTAINS SECTEURS SPÉCIFIQUES, LOGISTIQUE NOTAMMENT. MAIS HEUREUSEMENT SI L'ON EN CROIT LES PROGRAMMES LANCÉS, LES STOCKS DEVRAIENT PEU À PEU SE RECONSTITUER.

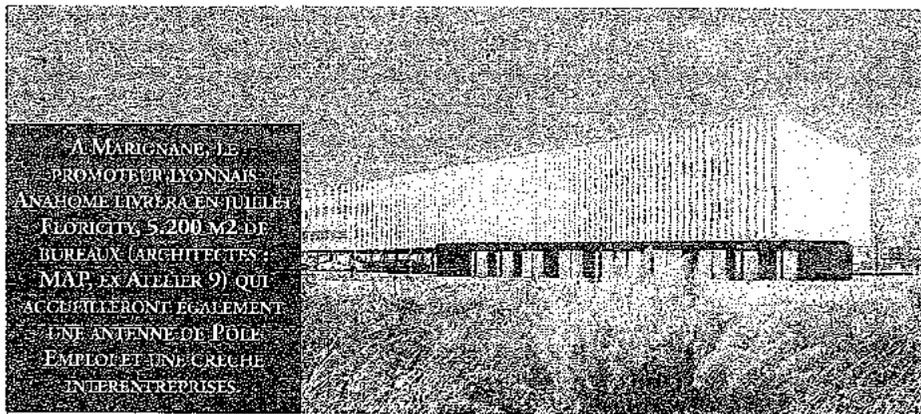
Un marché en quête d'équilibre dans les Bouches-du-Rhône

APRÈS UNE ANNÉE 2011 MARQUÉE PAR L'ATTENTISME DES OPÉRATEURS, DE MARSEILLE À CADARACHE, EN PASSANT PAR AIX ET L'ÉTANG DE BERRE, PLUSIEURS PROGRAMMES PHARES DEVRAIENT ENFIN VOIR LA LUMIÈRE D'ICI LA FIN DE L'ANNÉE. TOUR D'HORIZON.

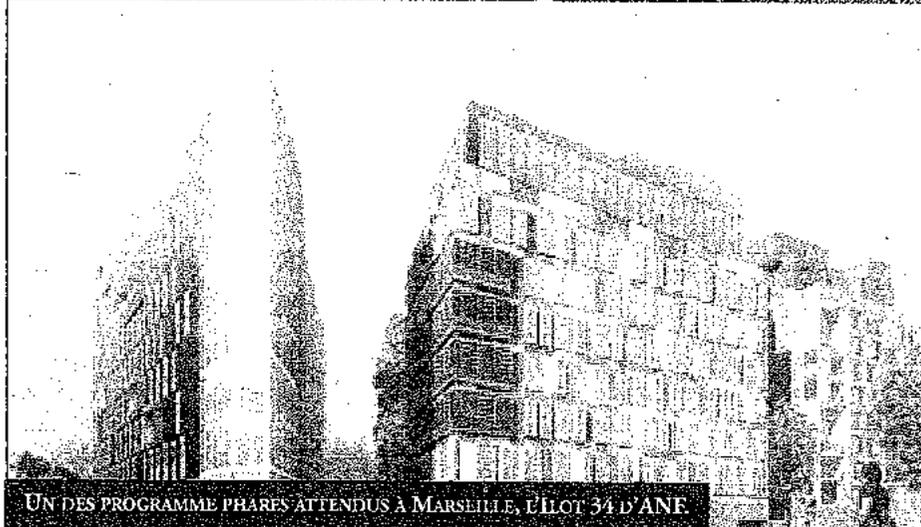
Après le rebond de 2010, le marché de l'immobilier d'entreprise marseillais a subi un nouveau coup d'arrêt en 2011. Avec 56.000 mètres carrés de bureaux placés l'an dernier, les transactions ont chuté de 33 %, un volume qui vaut à la deuxième ville du pays de réaliser sa pire performance de la décennie (lire article en pages 24 et 25). La cause de cette contre-performance ? L'absence de véritable offre neuve sur Euroméditerranée, terre d'élection de la demande. A l'instar du programme Euro-med Center, toujours dans l'attente de ses premiers coups de pioche, il faudra en effet attendre 2014 pour assister à la livraison de nouveaux grands programmes tertiaires (Les Quais d'Arenc, M3 Noailles...) sur le périmètre de l'opération d'urbanisme. Cette pénurie d'offre pénalise évidemment l'activité. Au grand dam des commercialisateurs, qui n'ont pas constaté de véritable essoufflement de la demande en dépit du ralentissement économique. « La plupart des dirigeants préfèrent différer leur déménagement plutôt que de s'installer dans des secteurs moins bien desservis », constate Lucile de Malet, la directrice de l'agence DTZ d'Aix-Marseille. Signe de cet attentisme, « la demande de grandes surfaces de plus de 2.000 m² est restée marginale en 2011, seulement trois transactions ayant dépassé ce seuil », indique Pascal Schori, directeur régional de BNP Real Estate : Dekra sur le parc Valentine Vallée Verte (2.100 m²) Pôle Emploi dans les quartiers Sud de Marseille (2.500 m²) et Air Liquide santé sur le pôle d'activités des Milles (2.300 m²). Quant à l'effet RGPP qui avait boosté la demande des administrations en 2009 et 2010, il s'est tassé, la plupart des services déconcentrés de l'Etat s'étant regroupée dans de nouveaux locaux au cours des derniers mois.

Les investissements en plein boom

Pour les commercialisateurs, ça ne fait aucun doute : les promoteurs ont tort de mettre le pied sur le frein. Car le marché marseillais, comme l'ensemble des marchés



A MARIGNANE, LE PROMOTEUR LYONNAIS ANAHOME LIVRERA EN JUIN LE TROISIÈME 5.200 M² DE BUREAUX (ARCHITECTES : MAP, EN ALLELUI 9) QUI ACCUEILLERONT ÉGALEMENT UNE ANTIENNE DE PÔLE EMPLOI ET UNE CROÛTE INTER-ENTREPRISES.



UN DES PROGRAMMES PHARES ATTENDUS À MARSEILLE, L'ÎLOT 34 D'ARENC



LE FUTUR SIÈGE DÉPARTEMENTAL DE GDF SUEZ À AIX-EN-PROVENCE

régionaux, a tous les atouts pour séduire les investisseurs : « Contrairement à l'Île-de-France qui reste un marché hyper spéculatif, les régions tirent leur épingle du jeu », observe Thierry Laroue-Pont, président de BNP Paribas Real Estate France.

Moralité : « il est temps de relancer la production en blanc ! », s'écrie Thierry Laroue-Pont. Le vieil axiome de la pierre « valeur refuge » revient en pleine lumière avec la crise. Les investisseurs d'ailleurs ne s'y trompent pas : avec un volume de 38,5

milliards d'euros (+ 7%), les investissements dans l'immobilier d'entreprise ont battu un nouveau record sur le vieux continent en 2011. Et avec 17,2 milliards de transactions, la France s'est taillée la part du lion. Marseille a suivi le mouvement avec 340 millions d'euros investis l'an dernier (chiffre BNP RE), un résultat deux fois plus élevé qu'en 2010 (176 M€). Parmi les transactions les plus notables, citons la cession d'Espace Gaymard, immeuble de bureaux de 10.500 m² situé à la Joliette vendu 38 millions par la filiale française du groupe allemand Union Investment Real Estate au groupe Perial (Paris) et la vente de M'Square, autre ensemble récent de 8.860 m² acquis pour une trentaine de millions d'euros par un fonds d'investissement luxembourgeois auprès de son homologue allemand Pramerica. Cet engouement des investisseurs pour les bureaux s'explique aisément : en cette période d'incertitude sur les marchés financiers, la rentabilité de l'investissement dans la pierre reste une valeur sûre : avec un taux de 6,25 % fin 2011, le rendement « prime » de l'immobilier tertiaire demeure hyper compétitif.

Cette logique s'applique également au commerce qui s'arrose la palme de la plus grosse transaction 2011 avec l'acquisition du centre commercial de Bonneveine par Grosvenor : la foncière britannique a signé un chèque de 98 millions d'euros à Unibail-Rodamco pour récupérer dans son escarcelle ce complexe de 26.000 mètres carrés situé dans les quartiers sud de Marseille.

Pour 2012, les commercialisateurs ne sont pas franchement optimistes. Avec 50.000 m² attendus, l'offre neuve restera dans les basses eaux à Marseille. voire carrément déficitaire sur Euroméditerranée où 9.000 mètres carrés seront mis sur le marché (contre 4.000 m² en 2010), essentiellement grâce à la livraison, en août, de l'immeuble Cap Azur, ensemble de cinq étages (6.261 m² avec 101 places de parking) situé rue du Chevalier Paul (2e). Acquis en Vefa par la Française REM (montant : 21 M€), ce programme constitue l'une des premières briques de l'ensemble de 30.000 mètres carrés de surfaces mixtes que développe BNP Paris Immobilier Promotion dans le secteur de la Joliette. L'immeuble conçu par le cabinet d'architectes marseillais Mathoulin & Jardin jouxtera des logements (2.560 m²), une concession automobile (1.700 m²) et des commerces (360 m²), ainsi qu'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) de 81 chambres (4.000 m²).

✎ WILLIAM ALLAIRE

EUROMED CENTER : LE COUP D'ENVOI, ENFIN ?

A portée de grue de la rue Chevalier Paul, c'est un programme emblématique qui devrait enfin sortir de terre en 2012. Véritable arlésienne, l'opération Euromed Center pourrait (le conditionnel s'impose...) voir ses travaux démarrer au second semestre. La convention passée entre les investisseurs Foncière des Régions et Crédit Agricole et l'EPA Euroméditerranée sur la cession du foncier arrivant à échéance fin juin, dans les rangs de l'EPAEM on espère que cette deadline permettra à Cogedim, le promoteur associé, d'entrer en action dès cet été.

Modifié après le krach de 2008 afin de phaser le chantier, le projet dessiné par l'architecte transalpin Massimiliano Fuksas a vu son rendement optimisé avec un ajout de surfaces commercialisables (+ 5.000 m² environ) à la demande des investisseurs. La quête d'économie a conduit les opérateurs à sortir partiellement le parking de 850 places qui sera niché sous le quartier, afin de réduire les travaux d'infrastructure. Autre source d'économie : la tour de bureaux a vu sa hauteur ramenée au dessous de 50 m afin d'échapper aux normes de sécurité draconiennes qui s'appliquent aux immeubles de grande hauteur. Ces modifications ont conduit les promoteurs à redéposer les permis de construire (7 au total). Cette première tranche devrait concerner le parking, l'hôtel Marriott (10.500 m² pour un 4 étoiles de 210 chambres à l'enseigne Courtyard) et un des quatre immeubles de bureaux (49.000 m² au total), celui en forme de « H » (15.000 m² de shon). Dans la foulée, selon le niveau de précommercialisation, les investisseurs pourraient hâter le mouvement et lancer un deuxième lot de 10.000 m². Une perspective qui réjouit les dirigeants d'Euroméditerranée, ces derniers n'ayant guère plus d'offre tertiaire neuve à proposer à moyen terme (2012-2013), hormis les 10.000 m² du Balthazar, le premier immeuble des Quais d'Arc enquis par la Caisse d'épargne.

LES QUAIS D'ARENCE COMMENCENT PAR LE BAS

Autre projet phare, Les Quais d'Arc, programme de tours porté par Constructa, a lui aussi commencé à entrevoir la lumière. Après avoir signé début 2010 un accord avec la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse pour l'acquisition (25 millions d'euros), par cette dernière, qui l'a depuis revendu à AG2R, du premier immeuble du programme, le plus bas (10.000 m², pour 30 mètres de haut), le promoteur a lancé, à l'été 2010, les travaux de creusement du parking souterrain (600 places). Désormais bien avancé, ce chantier piloté par Vinci Construction va se poursuivre avec la construction du Balthazar (signé C+T) dont la livraison est attendue au premier trimestre 2013 (montant des travaux : 14,5 M€ HT). La Caisse d'Epargne qui intervient là en tant qu'investisseur a semble-t-il été rassurée par le promoteur qui compte d'ailleurs y déménager son siège administratif aujourd'hui installé dans l'immeuble Coeur Méditerranée, à quelques hectomètres de là.

Cette première phase représente un investissement de 77 millions d'euros. Quant au coup d'envoi de la seconde phase, la plus spectaculaire, celle qui concerne les trois IGH, il reste conditionné à l'avancement de la commercialisation. Constructa Urban Systems, la filiale de Constructa qui pilote l'opération, aurait dégoté des investisseurs et réuni les investissements nécessaires à financer la construction de la tour de bureaux conçue par Jean Nouvel. Le promoteur serait également en pourparlers avancés pour signer un bail avec le groupe Accor en vue d'installer un Novotel de 150 chambres et une résidence hôtelière (10.000 à 15.000 m² au total) dans cette tour appelée à être la plus haute du programme (135 mètres pour 35.000 m²). Si ces négociations aboutissaient, les travaux pourraient alors démarrer avant la fin de l'année 2012 pour une livraison trois ans plus tard. Quant à la tour H99, tour de logements signée de Jean-Baptiste Pietri, son horizon semble, lui aussi, en passe de s'éclaircir : après avoir engrangé une centaine de pré-réservations d'appartements, Constructa compte organiser plusieurs show-rooms au second semestre afin de lancer définitivement la commercialisation (dans une gamme de prix assez haute, elle aussi, de 5.500 à 11.000 euros le m²) de la première tour de logements à être érigée dans l'Hexagone depuis trois décennies.

DES DOCKS VERSION COMMERCES

Juste à côté des Quais d'Arenc, Constructa est également à la manoeuvre pour redynamiser l'appareil commercial des Docks, navire amiral du quartier d'affaires de la Joliette. Lors du dernier Mapic, en novembre 2011, Emmanuel Duchange, le directeur général de Constructa Urban Systems, a levé le voile sur ce projet de réaménagement. Le menu concocté pour le compte de la banque américaine JP Morgan, propriétaire de 66.000 des 80.000 m² du site, prévoit de transformer le rez-de-chaussée de ce mastodonte de 365 mètres de long en vaste galerie marchande (21.000 m²). Le concept ? Faire de l'immeuble « un lieu de rencontre qui vive 6 jours sur 7 » en draguant la clientèle des cols blancs (3.500

salariés sur le site) et des croisiéristes (750.000 en 2010). Avec l'appui des architectes transalpins de l'agence 5+1AA (Gênes), Constructa déposera prochainement les demandes d'autorisation afin d'ouvrir le bâtiment sur la ville. Cette ambition passera par le réaménagement de ses accès, en créant quatre entrées latérales, notamment sur la rue des Docks, axe qui longe les nouveaux immeubles de bureaux construits au cours de la dernière décennie. Et elle se déclinera sur un mode commercial puisque le projet se traduira « d'ici à l'été 2013 » par « l'installation d'environ 80 boutiques moyen-haut de gamme » (50 % restauration, 30 % services et équipements de la personne et de la maison et 20 % culture/loisirs) dont les vitrines seront largement ouvertes sur les rues voisines (montant estimé de l'investissement : 50 M€). Cette nouvelle offre sera répartie en trois secteurs clefs incarnés chacun par une locomotive : « le port » et son « concept store », « le village » avec son « grand magasin » et « le marché », sorte de « souk culturel » regroupant une halle mêlant marché de produits frais, un restaurant et une grande librairie. Autre programme phare : le projet de reconversion de l'îlot 34, près du futur hôpital Paré-Desbief, un ensemble d'an-



ciennes friches industrielles qu'ANF a rasé pour aménager une opération de 26.000 m². Au printemps 2011, la foncière a lancé les travaux de ce projet HQE conçu par l'architecte Roland Carta. Fin 2013, cette opération d'un montant d'environ 50 M€ agrégera un hôtel de 128 chambres à l'enseigne B&B (1 étoile plus, architecte : Rémy Marciano), une résidence pour personnes âgées de 108 studios (Les Jardins d'Arcadie), 54 appartements en location, 1.000 m² de commerces de proximité, 13.000 m² de bureaux en deux lots de respectivement 8.000 et 5.000 m² et un parking de 300 places.

LE GROUPE LAZARD LANCE HELIOPOLIS II À CHÂTEAU-GOMBERT

À Château-Gombert, après la livraison en 2011 d'Héliopolis, programme mixte de 4.400 m² de bureaux et d'activités, le groupe Lazard s'apprête à lancer un second ensemble de 7.085 m² en blanc. Le programme, baptisé Héliopolis II (architecte : Cardete et Huet), sera érigé d'ici 2013 sur une parcelle de 1,4 hectare du technopôle qui jouxte l'entreprise Cybernetix. Comme pour Héliopolis I, le promoteur cible les PME en quête de locaux à la vente ou la location à partir de 250 m². Dans les quartiers Est, la principale opération a pour décor l'écrin de l'ancienne usine Nestlé de la Valentine (XI^e arr.). Propriétaire d'une partie du site (20 ha), le fonds australien Goodman European Business Park Fund (GEBPF) a livré il y a deux ans 13.750 m² de bureaux/activités dans les locaux restructurés du bâtiment Bourbon, pièce centrale de cette friche industrielle conçue par Fernand Pouillon. Malgré le parti pris écolo de la restauration (l'ensemble du bâti répond à la norme HQE) pilotée par le cabinet d'architectes anglais « AFR » (Aukett, Fitzroy & Robinson) et de la position idéale du complexe à proximité d'une bre-

telle d'accès à l'autoroute A50 (Marseille-Aubagne), la commercialisation s'avère plus délicate que prévu, puisque près de 5.000 m² de surfaces restent disponibles. Ce manque d'engouement a d'ailleurs conduit le promoteur à ne pas se précipiter pour lancer les locaux neufs qui doivent constituer la seconde phase du programme (65.000 m²). Sur les zones franches, l'incertitude qui planait sur le devenir du dispositif a freiné les ardeurs des investisseurs. Malgré la prorogation des carottes fiscales jusqu'à la fin 2014, les projets de construction se font plus épars. Le plus notable est porté par le groupe marseillais R&B Promotion. Celui-ci s'apprête à réaliser un programme de 870 m² sur le site de l'ancien dispensaire départemental, rue Condorcet, au coeur de la ZFU Nord-Littoral (I16e). D'ici la fin 2012, le bâtiment sera entièrement réhabilité pour accueillir des bureaux et des commerces (à la location). Et la vocation initiale du lieu devrait être en partie préservée avec l'installation annoncée d'un laboratoire d'analyses et d'une permanence de médecins urgentistes.

Le coût de la panne à Marseille



LE PARC VALENTINE VALLÉE VERTÉ SOUFFRE DU MANQUE DE TRANSPORTS EN COMMUN.

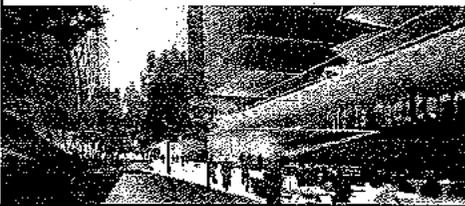
LE MARCHÉ MARSEILLAIS DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE A SUBI UN SÉRIEUX COUP DE FREIN EN 2011. EN CAUSE, LE MANQUE D'OFFRE NEUVE ET ATTRACTIVE. UNE PÉNURIE QUI A VU L'AGGLOMÉRATION MARSEILLAISE SE PLACER DERRIÈRE MONTPELLIER EN MATIÈRE DE TRANSACTIONS. ET 2012 S'ANNONCE DANS LA MÊME LIGNÉE...

Le marché marseillais de l'immobilier d'entreprise fait grise mine. C'est le constat qui ressort de la dernière note de conjoncture annuelle de DTZ. « Avec 56.000 m² de bureaux placés en 2011, dont un tiers dans le neuf, Marseille a réalisé sa plus mauvaise année depuis 10 ans », constate Lucile de Malet, directrice du département bureaux de DTZ à Marseille. Pour la deuxième ville du pays, le coup d'arrêt est brutal après la reprise enregistrée en 2009 et 2010. La cité phocéenne se classe très loin derrière Lyon (259.000 m²), Toulouse (130.000 m²). Et elle est également devancée par des métropoles régionales moins importantes comme Rennes, Bordeaux (70.000 m² chacune) et même Montpellier (50.000 m²). Pour Lucile de Malet, ce creux s'ex-

plique par « l'absence criante d'offre neuve, notamment sur Euroméditerranée », cible privilégiée des chefs d'entreprise. En 2011, il ne s'est ainsi placé que 18.800 m² de bureaux sur le périmètre de l'OIN, un score en chute de 62 % par rapport à 2010. Et le neuf ne représentait que 14 % de ce résultat (2.630 m²), un niveau quasi anecdotique. Autre signe de l'atonie du marché, 85 % de la demande exprimée en 2011 (78.000 m²) concernait des petites surfaces, inférieures à 300 m².

Pénurie d'offre neuve

Quant à l'offre immédiatement disponible, elle a continué à gonfler pour atteindre 137.600 m² (+ 27 %) fin 2011, niveau le plus élevé de la dernière décennie. Le stock atteint des sommets puisque le niveau de l'offre marseillaise représente 2,5 fois le volume des commercialisations enregistrées en 2011 (1,5 sur la France). L'offre neuve à venir reste rare (45.000 m²), voire marginale sur Euroméditerranée (10.100 m² contre 20.600 m² en 2010). Une situation que déplore la directrice de DTZ, qui pointe « une incohérence entre l'offre et la demande », de nombreux programmes étant situés hors du champ de radar des entreprises. « La



LA CONSTRUCTION DU TANT ATTENDU EUROMED CENTER VA-T-ELLE ENFIN DÉMARRER ?

clef pour les gros projets de plus de 100 salariés, c'est la desserte en transport collectif. Les dirigeants préfèrent différer un projet de déménagement plutôt que d'aller s'installer dans un secteur mal desservi par le réseau de TCSP », observe Lucile de Malet qui cite en exemple « la ville de Montpellier où l'on aménage le tramway avant les bureaux ». Ce déficit pénalise les secteurs excéntrés comme la vallée de l'Huveaune. « Vous avez un programme comme le Longchamp (4.900 m²), près de l'échangeur de Florian, à Pont-de-Vivaux, qui a du mal à être commercialisé pour ces raisons-là. On a les mêmes difficultés sur le Parc Valentine Vallée Verte : là, il a fallu que Goodman, le propriétaire, accepte de revoir ses tarifs à la baisse - de 150 à 135 euros le m²/HT HC - pour que l'on réussisse à boucler l'installation de Dekra (2.100 m²) », explique la directrice de DTZ Marseille.

Les valeurs locatives résistent

Dans ce tableau morose, les valeurs locatives marseillaises ont bien résisté, avec une légère hausse sur les surfaces neuves et les surfaces de seconde main. Seuls les loyers de l'offre de première main reculent (160 euros/m²/an), du fait de la localisation de l'offre hors d'Euroméditerranée. Les loyers « prime » ont continué à progresser pour atteindre 215 euros/m²/an, avec des pointes de 250 euros/m² aux Docks, voire 270 euros/m² au Silo.

Parmi les transactions les plus importantes du semestre : Pôle Emploi qui a regroupé ses troupes dans de nouveaux locaux dans les quartiers Est (1.600 m²), Sud (2.500 m²) et dans le centre ville (1.000 m²). Citons également Dekra (2.100 m²) à la Valentine, France Télécom (1.850 m²) sur Euroméditerranée et EFS (1.400 m²) dans les quartiers Sud.

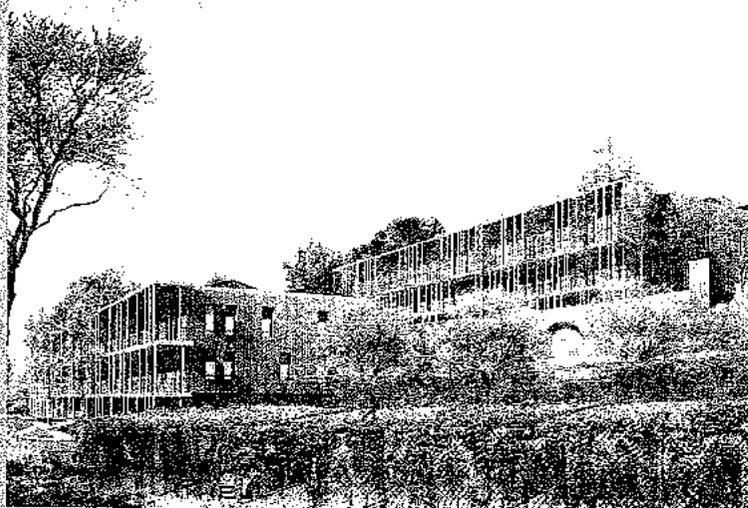
L'investissement en plein boom

Autre signal positif. Avec 402 millions d'euros transactés en 2011, le marché de l'investissement a connu un fort rebond en 2011 : le chiffre est en effet 5,6 fois plus élevé que celui de 2010 (72 M€). Ce rebond est à mettre sur le compte des bureaux qui représentent 63 % des montants investis. Parmi les transactions les plus notables, on peut citer la cession de M'Square, immeuble de 8.860 m²

aujourd'hui occupé l'ARS et la Draaf. Cet ensemble récent situé boulevard de Paris, au coeur d'Euroméditerranée (3e), a été vendu une trentaine de millions d'euros par le fonds d'investissement allemand Pramerica à un de ses homologues luxembourgeois. Ce regain des investissements s'explique par la faible volatilité des prix : les taux de rendement prime de bureaux marseillais demeurent très compétitifs, à 6,25 % fin 2011. Enfin, pour 2012, DTZ prévoit une amélioration « grâce au retour des transactions de plus de 5 000 m² ». Mais, il n'y a pas de miracle à espérer en raison des faibles perspectives de livraisons neuves sur Euroméditerranée : d'ici à fin de l'année, seulement 9.000 m² de bureaux devraient être mis en service sur le périmètre de l'opération. Pour le retour de la croissance, il faudra attendre 2013 avec la livraison des immeubles phares : Euromed Center, le Balhazar sur les Quais d'Arenc, M3/Noailles... ↳ W. A.

LES LOCAUX D'ACTIVITÉ ET LA LOGISTIQUE EN PLEINE FORME

A contre-courant du marché tertiaire, le marché des locaux d'activité s'est maintenu en 2011 avec plus de 161.000 m² placés. La demande exprimée par les entreprises, stable d'une année sur l'autre, s'est recomposée en se renforçant sur le créneau des surfaces supérieures à 2.000 m². Fin 2011, l'offre immédiate des locaux d'activité enregistre une légère hausse (+11 % par rapport à 2010) et atteint 247.000 m² avec une qualité de produits hétérogène. Les loyers et les valeurs à l'acquisition sur les produits neufs très bien placés sont orientés à la hausse. Enfin, le marché marseillais de la logistique a connu un rebond significatif dans le sillage de plusieurs transactions en compte-propre, opérées sur des bâtiments de grand gabarit. En 2011, il s'est placé près de quatre fois plus d'entrepôts qu'en 2010, 234.000 m² contre 62.000 m². Ce résultat exceptionnel est à mettre sur le compte de la grande distribution qui a plébiscité les zones de Fos-Distriport et de Saint-Martin-de-Crau, à l'instar de Maison du Monde qui ouvrira en mars une plate-forme de 35.000 m² sur Distriport, à l'arrière du terminal conteneurs, pour y fixer ses flux maritimes à l'importation. L'enseigne de décoration a également pris une option pour un entrepôt de 84.000 m² sur la zone de la Feuillane, une extension qui ferait de Fos sa base principale de distribution en Europe du Sud. Autre arrivée notable, Mattel. Le fabricant de jouets américain prendra possession d'un entrepôt de 36.000 m² sur Distriport au printemps. L'implantation de cette plate-forme, qui sera opérée par Geodis, a donné lieu à une mise en concurrence avec le port de Barcelone. Revers de la médaille, ces très bons résultats ont pour conséquence directe une forte contraction de l'offre d'entrepôts alors qu'aucune construction en blanc ne se réalise aujourd'hui. Le stock d'offre immédiate est donc asséché (69.000 m² fin 2011) et peu d'offres neuves de grand gabarit sont aujourd'hui disponibles sur la région. ↳ W. A.



■ AIX-EN-PROVENCE

Nexity et Inea parient sur les bureaux en bois

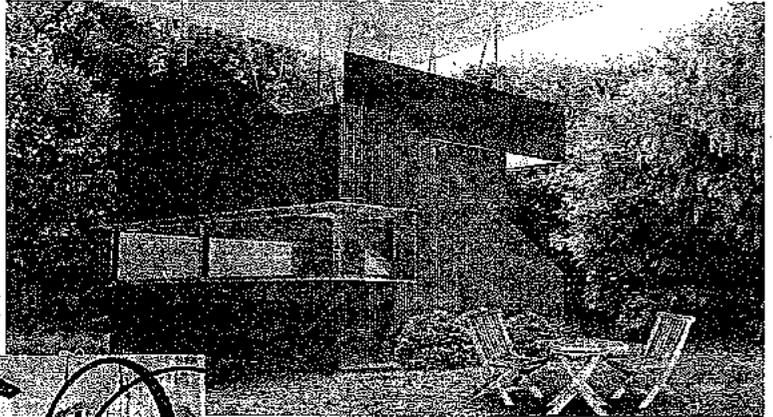
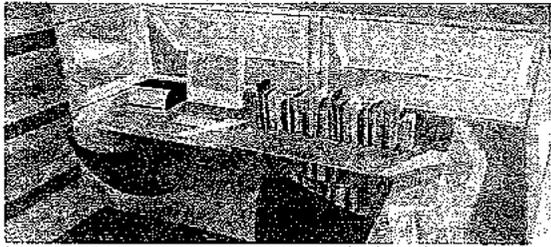
NEXITY A SIGNÉ, EN NOVEMBRE 2011, UNE PROMESSE DE VENTE AVEC FONCIÈRE INEA (GENEVILLIERS, 92) POUR L'ENSOLEILLÉE, UN PARC TERTIAIRE À ÉNERGIE POSITIVE QUI DOIT ÊTRE ÉRIGÉ AUX PORTES D'AIX-EN-PROVENCE.

Destiné à la location, cet ensemble de 5.759 m² se composera de 4 bâtiments accessibles aux personnes à mobilité réduite allant de 1.195 à 2.160 m², d'un parking de 140 places couvertes par une protection végétale, et d'un parc à vélos. Les immeubles de deux étages chacun, proposeront des plateaux modulables de 720 m² au maximum. Le projet porté par une société ad hoc, la société Canton 7 (Paris), verra le jour d'ici le début 2013 sur une parcelle de 3,9 hectares située chemin de Piboules, dans le secteur de l'Ensoleillée, à l'entrée sud de la ville, près d'un espace boisé classé et des grands axes de communication (RD 65 et autoroutes A51 et A8).

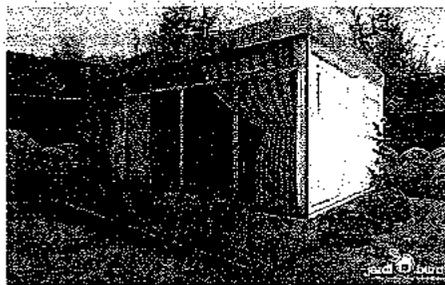
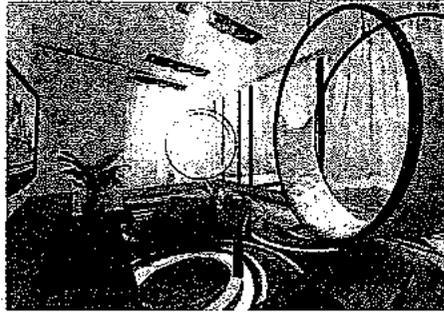
L'opération sera la première déclinaison en région Paca du nouveau concept Ywood Business, programme expérimental portant sur la construction d'immeubles tertiaires en bois lancé par le promoteur fin 2009. En avance sur les réglementations, ce parc tertiaire écolo conçu par les architectes du cabinet Tangram (Marseille) et Samuel Poutoux (Villejuif, 94) utilise une structure en bois massif et des équipements sélectionnés pour leur performance énergétique : panneaux photovoltaïques en toiture, pompes à chaleur réversibles air-eau, luminaires à détection de présence, brise-soleil orientables électriques. Le projet, dont le bilan carbone est excellent, vient d'être classé « Niveau d'Or » au titre

de la démarche « Bâtiments exemplaires méditerranéens » instiguée par l'Ademe, le Conseil régional Paca et l'association et pôle Bâtiments durables Méditerranéens (BDM). L'opération impliquera par ailleurs l'aménagement d'ouvrages annexes : voie de desserte, réseaux et bassin de rétention des eaux pluviales..., autant d'infrastructures qui représenteront un investissement d'environ 922.000 euros HT, financés à hauteur de 57 % par le promoteur au titre d'une convention de « projet urbain partenarial » (PUP), nouvel instrument financier qui permet aux collectivités de faire porter la charge du préfinancement des équipements publics aux aménageurs. ↳ W. A.

Le bureau au jardin, nouvelle tendance



Misant sur le développement du télétravail qui concerne déjà un actif sur quatre aux Etats-Unis et se développe de plus en plus dans les pays anglo-saxons, économies d'énergie notamment obligent, une jeune entreprise toulousaine, Jardiburo, s'est lancée, comme son nom l'indique, dans le bureau préfabriqué façon cabanon de jardin et ne nécessitant donc pas pour son installation de permis de construire si d'une surface inférieure à 20 m² (une déclaration préalable avant travaux reste cependant nécessaire). Cette société propose 6 modèles différents de bureau de jardin, modulables et présentés comme éco-responsables. Pour leur installation, qui ne prend pas plus d'une semaine, c'est leur fabricant qui s'occupe de tout, de la livraison aux finitions en passant par le montage. Conçus par un



cabinet d'architecte, ils peuvent être en bois, en alu ou en plaques laminées, disposer d'une terrasse, d'un toit suspendu ou non, de bords arrondis... Plus étonnant, il existe même un modèle entièrement... cylindrique ! Diverses options sont ainsi proposées. Avant tout destinés aux télétravailleurs, ces bureaux de type mobil-home peuvent également répondre aux besoins d'autres actifs désireux de disposer d'un bureau à proximité de leur maison car, bien entendu, encore faut-il posséder l'espace extérieur nécessaire pour son implantation. Les tarifs varient selon le modèle, les matériaux et les options choisis. En moyenne, le tarif est de 1 600€/m² pour un bureau livré et monté.

✉ J. PH. P.

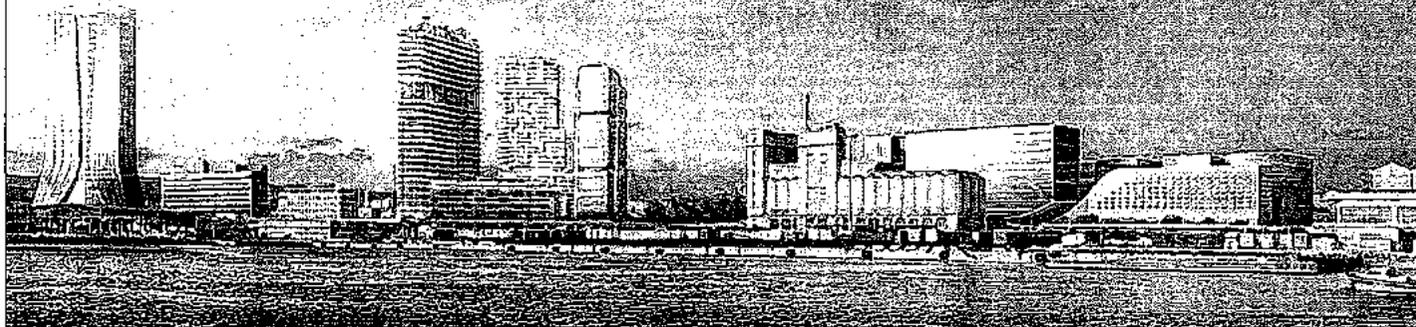
L'EST DE L'ÉTANG DE BERRE EN PÔLE

A Marignane, la communauté urbaine Marseille Provence Métropole a bouclé la commercialisation de la première tranche du Parc des Florides (20 ha). Ce projet qui a pour navire amiral Marlog, la nouvelle plate-forme logistique d'Eurocopter livrée en 2010 par Barjane et exploitée par le groupe Daher, représente au total un gisement d'environ 87.000 m² de shon (dont les 55.000 m² de Marlog). Dans les mois qui viennent, deux nouvelles pièces devraient venir étoffer ce pôle d'activités. Geprim lancera la première tranche des travaux d'un village d'entreprises HQE dédié aux entreprises de la filière aéronautique. Le programme, conçu par l'architecte Bruno Miranda, sera aménagé sur une parcelle de 3,6 ha cédée par MPM. Au total, la filiale de Nexity compte réaliser près de 17.000 m² de locaux industriels et tertiaires en blanc, répartis en neuf bâtiments de 1.500 à 2.000 m² chacun, avec 265 places de parking. « On misera sur une architecture valorisante, moderne, respectant les critères d'écoconception et où chaque utilisateur pourra développer sa propre identité, le tout dans un grand confort de vie », précise Frédéric Chabrol, PDG de Geprim Entreprise. Au printemps, le promoteur attaquera le chantier d'un premier lot de deux bâtiments de 1.800 m² chacun (3.600 m² au total donc) en vue d'une livraison pour le début 2013. Vocation industrielle oblige, les bâtiments auront des dimensions adaptées à l'installation de grandes uni-

tés ou d'ateliers avec une hauteur libre de 7 mètres sous plafond. « Les lots, vendus à la découpe ou loués, seront modulables à souhait, acceptant tous les usages en rez-de-chaussée, sans aucune partie commune », indique le promoteur. Toujours dans le même périmètre, le promoteur lyonnais Anahome accompagne le mouvement avec la construction de Floricity, un ensemble de bureaux de 5.200 m² (architectes : MAP, ex Atelier 9). Le programme composé de deux immeubles BBC (à la location ou à la vente) est érigé sur une parcelle de 1,1 ha, moyennant un investissement de 12 millions d'euros. A sa livraison, prévue en juillet prochain, il accueillera une antenne de Pôle Emploi, une crèche inter-entreprises de 60 lits (620 m²) et des bureaux d'études. Enfin, l'émergence de ce cluster aéronautique séduit des acteurs du secteur qui investissent les Florides pour y réaliser en propre de nouvelles unités. Symbole de cet engouement, le groupe Bonnans (sous-traitant d'Eurocopter spécialisé dans la mécanique de précision) compte y délocaliser son siège social marseillais et des locaux de production (5.600 m² au total). Le bureau d'études lyonnais Akka Technologies va suivre le même mouvement en s'installant dans un immeuble neuf de 2.700 m² réalisé par Cardinal Investissement (concepteur : Z Architecture, Lyon).

C'est parti pour Euromed center

C'est à Cannes lors du Marché international de l'Immobilier que ce projet de 73 000 m² de bureaux et de commerces a été relancé. Début des travaux en juin. Seule incertitude: le multiplexe de Besson



La "sky line" ou "front de mer" comme l'a traduit Guy Teissier. En somme, le visage de Marseille qui se tourne enfin vers son port. Le Marché international des Professionnels de l'Immobilier a permis de faire une présentation détaillée de tous les projets de la ville. Une vitrine incontournable. / PHOTO DR

Sans Euromed Center, il manquait cette petite étincelle de vie... a voulu préciser hier Guy Teissier. C'est sans doute emporté par la liesse collective et le plaisir d'annoncer une signature attendue, que le président d'Euroméditerranée a oublié Docks et Terrasses du Port dans le même secteur. Il n'empêche.

La Foncière des régions et Predica, partenaire à égalité dans le projet, ont signé un accord avec Euroméditerranée confirmant l'investissement de quelque 300 millions d'euros avant-hier. Avec à la clé, donc, l'acquisition des terrains l'Euromed Center pour y construire, ses 73 000 m² dont 51 000 de bureaux mais aussi son hôtel à étoiles, le tout avec des normes HQE. Et c'était "la" nouvelle de l'édition 2012 du Mipim. En direct de la Croisette ensoleillée.

Une vraie surprise car autant dire que l'Euromed Center fait figure d'Arlésienne dans ce quartier où les grues poussent comme des champignons. Même la nuit. Pour célébrer cette signature, les investisseurs Predica et la Foncière des régions mais aussi pour les promoteurs associés, le Crédit Agricole Immobilier promotion et Alterea

Cogedim étaient présents sur le stand. Olivier Estève, directeur général délégué de la Foncière des Régions a voulu en personne apporter la bonne nouvelle: "Le chantier va démarrer en juin avec la construction du parking de 847 places. Dans la foulée, au-dessus sera construit le premier immeuble de bureau (sur les quatre) sur 15 000 m² puis l'hôtel de 210 chambres qui va fermer la future place de la Méditerranée". Coup de théâtre quand même: ce ne sera pas forcément un hôtel Marriott (la dis-

tribution pour toutes les personnes qui vont travailler". Concernant justement les immeubles: "Notre vocation est de garder ou de les louer même s'il n'est pas exclu d'en vendre un dans le lot. Nous avons des discussions avec des utilisateurs".

Devant tous ces changements, et l'incertitude concernant le multiplexe de Luc Besson, va-t-on garder... l'architecte? "Oui, c'est toujours Massimiliano Fuksas qui est aux manettes adossé à des cabinets marseillais". Mais pour proposer une éventuelle livraison du projet en 2014, il faudra Predica-Foncière a dû changer ses plans.

"Comme il y a toujours un recours concernant le multiplexe, nous avons donc renoncé du projet pour isoler du reste des bâtiments". L'architecte a donc reçu ses dessins et les investisseurs peuvent ainsi annoncer le premier coup de pioche en juin... Mais pas de multiplexe en vue. "Il faut attendre de pouvoir lever les recours. Il ne s'agit que d'une guerre commerciale d'exploitants. On ne désespère pas car ce multiplexe a tout son sens. Ce sera un travail un peu plus au long cours".

Agathe WESTENDORP
westendorp@laprovence-pressc.fr

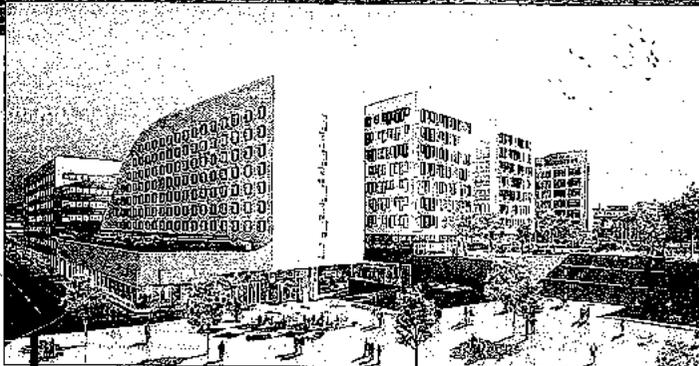
Le multiplexe de Luc Besson a été séparé du reste du projet à cause d'un recours...

La discussion est toujours en cours). "Nous avons effectivement ouvert le marché à d'autres chaînes internationales mais toujours pour un hôtel quatre étoiles. C'est un équipement très important du projet global. Il y aura également 2 000 m² de commerces dans la rue centrale. Ils prolongent ceux des Docks et seront en pied d'immeuble. Il ne s'agit que de services, de restaura-

LA LONGUE HISTOIRE D'UN PROJET

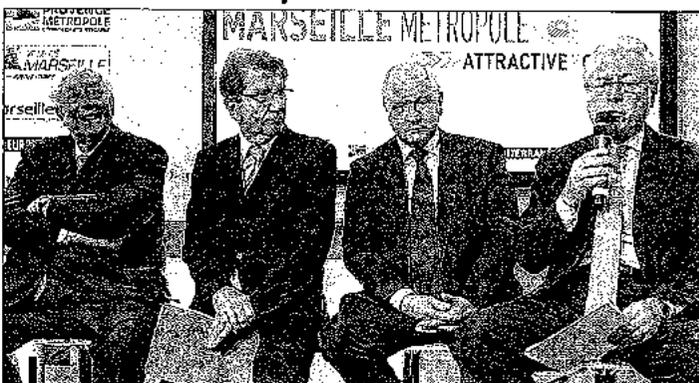
Même Jean-Claude Gaudin a lancé: "Luc Besson nous avait fait attendre pas mal de temps". Depuis 2006 en fait, car le multiplexe en forme de dauphin de 14 salles, 3 000 salles de concert, pour 10 millions d'investissement, dessiné par Massimiliano Fuksas comme le reste de l'Euromed Center, est depuis lors dans les cartons. Pourtant, la Commission départementale d'équipement commercial (COEC) a autori-

sé la création du multiplexe, dont la livraison était annoncée pour 2013. Mais la décision a aussitôt été attaquée en justice par UCG Méditerranée, exploitant de 70 salles dans le sud-est. Jean-Claude Gaudin a tempêté contre "ces recours qui nous empêchent de construire". D'ailleurs Roland Blum a déposé une proposition de loi contre ça, ces forces occultes qui freinent ce que nous décidons!"



Situé en prolongement des Docks, boulevard de Dunkerque, face à la place de Méditerranée, l'Euromed Center va enfin voir le jour. En partie seulement. Car pour le multiplexe, il va falloir vraiment patienter. Le recours n'est toujours pas levé... / PHOTO DR

Ils se sont unis pour le meilleur...



Jean-Claude Gaudin, maire UMP de Marseille, Guy Teissier, président UMP d'Euroméditerranée, Jean-Claude Terrier, directeur général du Grand Port de Marseille et Eugène Caselli, président PS de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. / PHOTO A.W.

Sur le stand de Marseille Métropole au Palais des festivals, c'était déjà un peu les fiançailles, prémices d'une union à quatre entre la Ville, MPM, Euroméditerranée et le Grand Port de Marseille. Jean-Claude Gaudin (UMP) évoquait sa "joie d'être ensemble avec tout le monde", Eugène Caselli (PS) a rappelé qu'avant au Mipim "on était que trois", Guy Teissier (UMP) a souligné, en regardant à sa gauche Jean-Claude Terrier "que ce n'était pas un hasard" s'ils étaient côte à côte "alors que pendant longtemps on se tournait le dos". Bref, une "envie d'avancer ensemble même si on ne va pas voter pour le même candidat à la présidentielle". Du "foisonnement des chantiers" en passant par l'exposé complet des projets fabuleux en cours ou à venir pour Marseille (le Vieux-Port, l'Écocité, l'opération du Grand centre-ville qui va concerner 8 arrondissements), l'heure était à la contemplation, à l'accolade, aux éclats de rire. Et au Carlton, le déjeuner proposé par Constructa qui redessine un quartier entier, a pris des allures de fête de famille. À la table des quatre mariés, les acteurs finalement du Marseille d'aujourd'hui et de demain. L'union était scellée après l'annonce à y a quelques jours en préfecture du "pacs" (comme le répète Marc Piétri) du Port et d'Euroméditerranée. A.W.

LA PRÉSENTATION

H99 et son architecte Jean-Baptiste Piétri



Marc Piétri, P.-d.G. de Constructa, était tout simplement ému au Jarmes mais surtout très fier de présenter en détail la tour H99, fleuron des Quais d'Arènes, et dessinée par son fils Jean-Baptiste Piétri. C'est aux côtés d'Emmanuel Duchange, directeur général Constructa Urbans System, qu'il a décrit ce "rêve", la réalisation de la première tour de logement en France depuis les années 70. Une tour dédiée aux Marseillais par Marc Piétri, ce "patriarche, fils prodigue" revenu des États-Unis selon Guy Teissier. Lui qui préfère à la "sky line" chère à Constructa le terme "front de mer", un brin plus provençal. À noter quand même que la fabuleuse tour qui est depuis peu en commercialisation a augmenté ses tarifs! Côté m², il faut ajouter à chaque étage quelques centaines d'euros de plus pour toujours osciller entre le City view et le Sky view entre 6 000 et 11 000€ le m². Enfin pour les Quais d'Arènes, côté hôtel cette fois, des négociations seraient en cours avec Accord, Hyatt et Oceanis... A.W.

LES COULISSES DE CANNES

Digue, c'est dingue! On nous promet bien sûr dès 2013 l'ouverture de la digue du large au commun des mortels. Et jusqu'à Arènes! Une aubaine. Et un juste retour des choses.

Propositions décentes. Le Mipim est toujours l'occasion de faire des propositions. La preuve. Guy Teissier a lancé tout sourire: "Eugène Caselli se fera un plaisir de financer la place de la Joliette!". Jean-Claude Gaudin a proposé "que le gouvernement se préoccupe de la L2". Et Eugène Caselli de suggérer: "Il n'est pas normal que le port soit sur

deux intercommunalités". Ça, c'est fait!

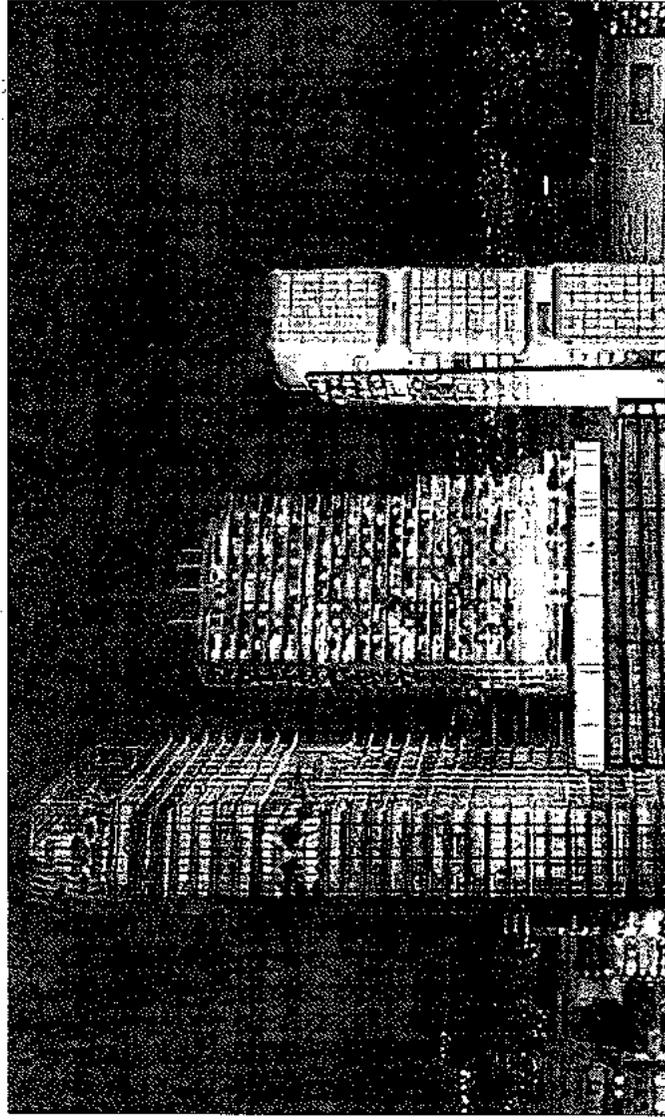
Paacca. Un mot qui revenait sans cesse: une ville "apaisée". Ah... Seul le maire a rappelé "ces faits divers malencontreux et nauséabonds".

Faites le pont. Est-ce le re-retour de la passerelle? Une "corniche" a été évoquée pour un cheminement des Docks à la rue de Ruffi, le tout en hauteur. Arg!

Le recours (bis). La nouvelle victime serait cette fois le Tokyo Inn prévu sur le chantier de l'A7-Leclerc. Bigre!

La Caisse d'Épargne cède Le Balthazar à AG2R-La Mondiale pour 45 millions d'€

L'immeuble Le Balthazar n'est pas encore sorti de terre mais il a déjà été revendu! La Caisse d'Épargne Provence-Alpes Corse (Cepac) a officialisé la vente: elle a cédé à AG2R La Mondiale pour 45 millions d'euros l'immeuble Balthazar acquis en 2010 auprès de la Banque populaire... pour sembler-t-il 25 millions! Une belle affaire pour "un bébé conçu avec Marc Piétri", a lancé Alain Lacroix, président du directoire de la Cepac, face au PDG de Constructa, présent avec Emmanuel Duchange, directeur général de Constructa Urban Systems mais aussi l'architecte Roland Carta. "C'est Marc qui m'a présenté Euroimed en me montrant l'ensemble des projets." Marc Piétri, grand prêteur promoteur des Quais d'Arenc, a pour l'occasion distribué à chacun des signataires un maillot de l'OM attitré.



L'immeuble dessiné par Roland Carta est au cœur même des Quais d'Arenc, entouré par les tours de Jean Nouvel, Yves Lion et Jean-Baptiste Piétri. 10 000m² de bureaux livrés a priori en 2014. /PHOTO DR

les deux", note Alain Lacroix. L'immeuble Balthazar, qui prend place sur 10000m², sera livré en 2014. Il serait loué déjà aux deux tiers... et pourrait tout être occupé à terme par Constructa, voire même par AG2R: "Avoir notre siège au Balthazar est une hypothèse...", souffle André Renaudin qui rappelle qu'avec cette opération, l'entreprise fait de Marseille son deuxième bassin d'investissement et troisième bassin d'emplois du groupe avec quand même 570 salariés.

Le futur siège d'AG2R?

Une acquisition sous le signe d'une longue relation puis qu'Alain Lacroix et André Renaudin, directeur général d'AG2R La Mondiale se connaissent depuis notamment le projet Eurallie, désormais troisième quartier d'affaires de France après La Défense et La Part-Dieu. Autant dire que pour les deux dirigeants, Euroméditerranée a un air de déjà-vu... "C'est vrai que l'on connaît ce type d'opération tous

les deux", note Alain Lacroix. La Cepac conserve quant à elle un patrimoine immobilier conséquent dans sa volonté de tenir un rôle crucial d'investisseur de l'économie régionale. "Notre souhait est d'être un catalyseur dans cet objectif de rendre possible une opération qui conditionne en fait tous les Quais d'Arenc". La Cepac, avec plus de 33 000m² de bureaux, commerces et hôtels est l'un des principaux financeurs sur ce secteur. Et la Cepac ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. "Nous réinvesti-

rons sur la zone en plus de l'hôpital Desbief par exemple dont nous avons assuré le montage financier, au même titre que pour les immeubles de Prédica et de la Foncière des Régions au cœur de l'Euroméditerranée. Et nous sommes déjà le troisième investisseur privé d'Euroméditerranée. Et nous tenons à ce rôle d'aménageurs, d'arrangeurs et d'investisseurs dans le cadre de grands projets".

Agathe WESTENDORP
awestendorp@laprovence-presse.fr

Lancement officiel des travaux d'Euromed center



Ils débutent par la dépollution du site situé entre La Joliette et Arenc avant la construction du parking et d'un premier immeuble

Avant tout travaux, la dépollution va démarrer: 3 m de terre sur tout le terrain seront enlevés parallèlement à la construction du parking, et la commercialisation.

PHOTO CYRIL SOLAHER

Le ballet des camions est trompeur. C'est avant tout la place de la Méditerranée qui prend forme, à vive allure d'ailleurs. Car côté entrée Nord des Docks c'est carrément l'effervescence. "On distingue clairement l'espace info d'Euroméditerranée qui va remplacer début 2013 celui qui est dans les Docks à l'heure actuelle", explique Pascal Crambes, responsable sourcing et développement à la Foncière des régions d'un grand geste. Suit l'escalier, imposant, jouté par le théâtre de la Minoterie en devenir. À côté, enfin, il faut imaginer les 70 000 m² (dont 47 800 de bureaux R+7) de l'Euromed Center.

La Foncière des régions a fait hier le déplacement pour fêter l'acquisition il y a quelques jours du terrain de l'Euromed Center (le permis de construire est purgé). Le montant de la vente s'élevait à quelque 8 millions d'euros. L'objectif de la Foncière porteur avec Prédica de ce projet - qui représente un investissement de l'ordre de 250 à 300 millions d'euros - est de lancer officiellement le début des travaux du pôle d'affaires et de services entre le boulevard de

Dunkerque et celui du Littoral. Les contrats de promotion ont aussi été signés avec le Crédit agricole immobilier et Altarea Cogedim. L'espace va inclure quatre immeubles de bureaux HQE et BBC, un hôtel quatre étoiles de 210 chambres (Mariotti n'est pas validé, l'enseigne est donc toujours inconnue), 2 500 m² de commerces, et un parking de 846 places. Pour l'instant, les immeubles portent de jolis noms en forme de lettres... H, L et H2: "Nous n'avons pas encore tranché pour les noms... Il y aura une voie créée spécialement entre les immeubles avec des commerces. Il faut s'imaginer l'hôtel qui fera l'angle" et se tiendra quasiment pile en face du Silo. "Et juste à côté un autre immeuble de bureaux suivi d'un jardin de 5 000 m²". Tout va débuter par la dépollution du site (2,6 ha), puis le parking et le premier immeuble. Au printemps 2013, les promoteurs lanceront les travaux du premier des quatre immeubles avec une commercialisation assurée par DTZ et BNP Paribas Real Estate. La livraison du premier immeuble devrait intervenir au premier trimestre 2015.

Agathe WESTENDORP



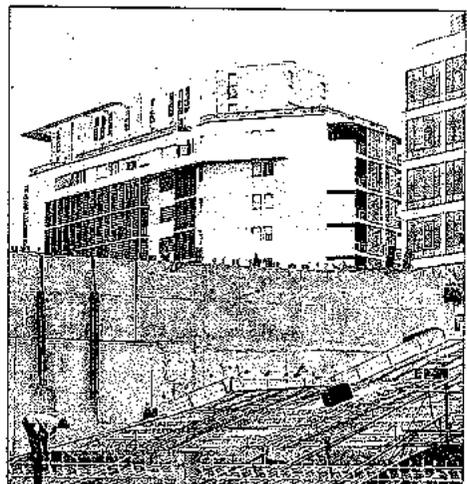
À gauche, l'hôtel quatre étoiles de 210 chambres, des commerces. Et les immeubles de bureaux.

PHOTO OR

Projet Besson : jugement à la fin du mois

Le multiplexe continu d'entretenir le suspense! Côté justice: "Le prochain jugement en appel a lieu à la fin du mois. On ne pourra pas être jugé sur la forme. On veut aller au bout de la procédure pour montrer que le projet a sa place. C'est un engagement vis-à-vis de Besson", précise Pascal Crambes. Techniquement, le projet: "Toujours signé par l'architecte italien Massimiliano Fuksas, a été détaché de l'ensemble bureaux-hôtel-jardin à cause du recours déposé contre le projet en 2008 par Raoul Aubert, patron d'UGC Méditerranée. Depuis, on a redessiné, repensé le projet. On est en train de le chiffrer." Car Luc Besson,

opérateur du projet avec sa société, Europarcorp, a un "appétit d'ogre. Ce multiplexe est à l'image du cinéaste. Mais gare à trop de dépenses... D'ici la fin de l'année, la Foncière devrait savoir si le projet de Besson est trop farfelu. "C'est que... c'est très avant-gardiste. Et d'après nos études, on n'en fera pas forcément plus de recettes avec...". Pas toujours facile de faire le point car "Luc Besson on ne le voit pas! On travaille avec ses troupes. Et ils savent qu'il demande le mouton à cinq pattes! Mais on est positif. C'est un projet haut de gamme qu'il faut sortir. Lui aussi pourrait être livré en 2016". A.W.



La place de la Méditerranée ouvre le bal avec déjà l'escalier qui jouté le futur théâtre de la Minoterie.

PHOTO CS.

MARS 006

IV. – LE COMMERCE

✓ 1. LA RUE SAINT-FE RESTE LA PLUS CHERE DE LA VILLE

La Provence – 28.02.2012

✓ 2. LE FUTUR DE LA MODE S'AMARRERA AUX DOCKS DE MARSEILLE

LSA n°2218 – 08.03.2012

✓ 3. MARCHÉ AUX PUCES : ORGANISEZ-VOUS !

La Provence – 10.03.2012

✓ 4. UN BATISSEUR NOMME ZIDANE

L'Equipe Sélection – 24.03.2011

✓ 5. HOT DOG, SHOW DEVANT !

La Provence – 28.03.2012

✓ 6. LA FNAC ET STRABUCKS A L'AEROPORT EN 2013

La Provence – 10.06.2012

COMMERCE

La rue Saint-Fé reste la plus chère de la ville

Trop de commerces va-t-il tuer le commerce à Marseille? C'est la grande question pour les années à venir, marquées par une floraison de nouveaux centres commerciaux aux quatre coins de la ville. Rue de la République, Prado-Vélodrome, Capelette, les Docks, les Terrasses du Port bien sûr: la plupart des gros projets de nouveaux centres commerciaux étant désormais bien amorcés, il semble pourtant que le marché reste équilibré. C'est l'analyse qu'en livre la Fédération nationale de l'immobilier (FNAIM 13), au vu du bilan 2011 des transactions commerciales. *"Malgré un contexte économique difficile, Marseille suscite l'intérêt. Les commercialisateurs et investisseurs restent confiants"*, constate Nicolas Vivier, chargé du commerce à la FNAIM.

La deuxième bonne nouvelle, c'est que le marché semble s'équilibrer géographiquement. Ainsi, en 2011, le centre-ville est resté une valeur sûre: *"les enseignes de luxe sont toujours demandeuses, les enseignes nationales et internationales sont aussi en recherche permanente"*, indique Nicolas Vivier, qui souligne que *"la rue Saint-Ferréol reste la plus attractive et la plus chère de Marseille"*. 2011 a notamment été marquée par l'arrivée de Monoprix rue Montgrand, de Carrefour City place de Rome, d'un



Malgré la concurrence des projets de centres commerciaux, le centre-ville, ici la rue St-Ferréol, reste attractif. / PHOTO S. MERCIER

Sushi Shop place Lulli, de Dinh Van, rue Davso. Deux bémols toutefois pour le centre, qui pourraient peser lourd dans la balance face aux futurs centres commerciaux périphériques: *"le morcellement des surfaces commerciales et le manque de locaux de grandes dimensions freinent les mutations"*. Autre problème récurrent: *"les difficultés de stationnement pour les livraisons sur toutes les artères où passe le tram"*.

Concernant la rue de la République, les doutes qui pesaient en 2010 semblent levés grâce à l'arrivée de "locomotives": Mo-

noprix sur la 1^{er} partie, Mac Donald's sur la 2^e.

L'implantation de ces grandes enseignes populaires, ainsi que le retour des commerces de proximité en pied d'immeubles confirment la remise en cause de la vocation de la rue de la République, initialement dédiée au moyen et haut de gamme.

À noter enfin que, toujours d'après la FNAIM, les noyaux villageois restent très convoités par les enseignes de proximité (boulangers, cavistes, opticiens, restaurateurs).

Sophie MANELLI

Le futur de la mode s'amarrera aux Docks de Marseille

Immeuble emblématique de Marseille (13), construit en 1856, les Docks abriteront fin 2013, sur 17 000 m² et deux niveaux 80 boutiques, services et restaurants. Le tout ouvert sept jours sur sept.

Ils vont enfin devenir commerciaux! En attendant, sur leurs 365 mètres de long et 7 niveaux, les Docks de Marseille (13) restent avant tout des bâtiments de bureaux (avec 3 500 salariés). Malgré plusieurs tentatives d'implantation, en rez-de-chaussée, de commerces, services ou salles d'exposition, depuis leur réhabilitation dans les années 90, les chalands marseillais ne les fréquentent pas. Mais fin 2013, le projet de JP Morgan Asset Management Europe, propriétaire, et du groupe Constructa, devrait changer la donne. Et même en faire un phare de l'opération d'intérêt national Euroméditerranée, à côté d'autres programmes à vocation commerciale comme les Terrasses du Port, la rue de la République ou les Voûtes de la Major.

« D'abord un lieu populaire! »
« C'est parce que de nombreux projets se déploient entre la Joliette et le Vieux-Port que nous sommes convaincus de sa réussite future, explique Peter Reilly, directeur général de JP Morgan Asset Management Europe. Toutes les métropoles s'articulent autour de centres d'attractivité forts. C'est le tour de Marseille. »

À ceux qui redoutent que les commerces se cannibalisent les uns les autres, ou que le pouvoir d'achat des habitants ne suffise pas à les faire prospérer, Marc Pietri, PDG de Constructa, réplique: « Nous ne serons pas en



La rénovation des deux premiers niveaux des Docks de Marseille s'inscrit dans l'opération d'intérêt national Euroméditerranée, à côté d'autres programmes à vocation commerciale.

LE PROJET EN CHIFFRES

- **50 millions d'euros** d'investissement
- **24 650 m²** de Shon, dont 17 000 m² de surfaces commerciales
- **80 commerces** sur deux niveaux
- **45 %** d'alimentation; **35 %** de prêt-à-porter, déco, design; **20 %** de culture-loisirs
- **45 %** d'enseignes locales, **40 %** nationales, **15 %** d'enseignes internationales
- **1,47 million** de clients potentiels à moins de trente-cinq minutes

Source: JP Morgan

concurrence. Nous voulons implanter les concepts qui feront la mode de 2014-2015. Notre ambition est d'en faire un lieu populaire comme Marseille. Pas d'élite!» La création d'un pôle édition-photo-arts (1 000 m²) servira de vecteur d'attraction. «Hier, des cinémas, des Virgin Megastore, motivaient les déplacements de clientèle. Aujourd'hui, elle préfère des formes de "souk culturel"», confie Emmanuel Duchange, directeur général de Constructa Urban Systems. Dessinée par l'architecte Alfonso Femia (agence 5 + 1 AA), cette «révolution douce et sentimentale à dimension héroïque» débouchera sur trois secteurs thématiques. «Le Port» abritera 4 250 m² de boutiques de mode, de musique, de design, et restaurants de saveurs du monde. «Le Village», sur 8 500 m², proposera des services (pharmacie, téléphonie, optique...), un centre

de fitness, du prêt-à-porter... Sur 4 250 m², «le Marché» se déclina en une halle de produits biologiques de 1 000 m², une librairie, un restaurant bio...

Enrayer la fuite des clients

Le tout, ouvert sept jours sur sept jusqu'à minuit, bénéficiera d'animations festives et culturelles, et sera connecté aux technologies et réseaux nouvelle génération, grâce à un partenariat avec Orange. «En 2001, les Marseillais dépensaient 1,2 milliard d'euros hors de leur ville. En dix ans, nous en avons récupéré la moitié, mais il manquait encore 200 000 m² de surfaces commerciales sur notre territoire. Cette carence se comble pour rapatrier ces clients et en attirer de nouveaux», se réjouit Solange Biaggi, adjointe au maire de Marseille, en charge du commerce et du centre-ville. ■■

JEAN-CHRISTOPHE BARLA,
À MARSEILLE

Marché aux puces : organisez-vous !

Euroméditerranée l'affirme : l'espace commercial demeurera sur le secteur ; les commerçants doivent se regrouper

Des rumeurs, des faux plans et des prises de position farfelues. Les commerçants légaux qui travaillent sur le marché aux puces en ont entendu de toutes les couleurs depuis qu'est connue l'extension

d'Euroméditerranée II. Certains promettant, sans fondement, que ce site historique et "exotique" de Marseille serait même rasé pour laisser place nette à de nouveaux équipements. "Faux, archi faux," ont expliqué d'une même voix, hier matin, le président d'Euroméditerranée, Guy Teissier (UMP) et la sénatrice-maire des 15^e et 16^e arr., Samia Ghali (PS).

Une rénovation complète

Les rares commerçants présents sont ainsi rassurés. Les décideurs se sont engagés à leur signifier par écrit que "les Puces continueraient à exister". Mais, bien évidemment, après une rénovation complète pour plus de sécurité et un meilleur ac-

"Le projet de François Leclercq, ce ne sont que des orientations, tout ne sera pas validé."



Le futur marché aux puces devra répondre à des normes d'accueil et de sécurité plus adaptées. Mais cet espace commercial restera bien sur le site.

PHOTO EDONARD COULOT

cueil. Mais alors, quid du propriétaire des lieux ? "La rénovation se fera avec ou sans lui ; il faudra sûrement démolir pour mieux reconstruire, réorganiser des parkings, des allées mais cela ne se fera pas sans vous" assure Samia Ghali. Et d'expliquer à plusieurs reprises que ces dizaines de commerçants représentent "le poumon économique du 15^e-16^e arr., que ce marché aux puces nourrit des milliers de familles de Marseille et d'ailleurs". Si ces commerçants veulent toutefois se faire mieux entendre, ils devront s'organiser, créer une vraie association, présenter leurs réels chiffres ! Être transparent, aussi.

C'est un des messages forts

qu'ont voulu faire passer les parlementaires auprès de ceux qui font vivre ce lieu prisé chaque fin de semaine par des milliers de clients de tous horizons.

Une échéance à 10 ans

L'aménagement d'Euromed 2, des ports à Arenes et les Crottes, est un projet global avec une échéance à 10 ans. "C'est la rénovation d'une ville à l'échelle de La Ciotat, avec plus de 30 000 habitants" rappelle Guy Teissier. Avec un marché aux puces qui aura donc toute sa place. La concertation officielle sur Euromed 2 débutera en septembre prochain. À ce jour, rien n'est

donc "ficelé" pour les puces comme pour le reste. À un intervenant bien informé sur la présentation du projet de l'architecte spécialisé dans les aménagements urbains, François Leclercq, le président d'Euroméditerranée a été clair : "Ce ne sont que des orientations qui ont été validées mais tout ne se fera pas. Même s'il y a la création d'un palais des événements et d'un lycée international, le marché aux puces aura toute sa place".

Effectivement, dans ce document, François Leclercq évoque l'îlot XXL, "un espace dédié aux grands événements/pôle commercial. Cet îlot prend plu-

ce aux environs du marché aux puces et peut accueillir en plus d'une partie de ce dernier une Arena, une place publique dans laquelle de 2 hectares ou encore des hôtels. À proximité se trouve le marché aux puces sur lequel sera conservé un pôle commercial fort, principalement dédié à l'alimentaire et la brocante".

Mais les commerçants ont bien entendu le credo de Guy Teissier : "écouter avant de décider". D'ici septembre et les trois coups de la concertation, ils ont le temps de s'organiser pour que le marché de demain ne se fasse pas sans eux. La balle est aussi dans leur camp.

ERIC ESPANET



Les commerçants ont retenu la volonté d'Euromed et de la mairie des 15^e-16^e de conserver ce marché dans le secteur.

PH. N. VALLAUR

"Être gagnant-gagnant dans cette affaire"

Le président d'Euroméditerranée, Guy Teissier (UMP) et la sénatrice-maire des 15^e-16^e arr., Samia Ghali (PS), dans un bel esprit républicain, au-delà de leur appartenance politique, ont parlé d'une même voix, hier matin. Face aux commerçants, les deux parlementaires ont martelé qu'ils voulaient "avancer sur ce territoire pour l'intérêt de la ville". Et Guy Teissier d'affirmer que dans cette affaire "il fallait être gagnant-gagnant". Sans langue de bois, le "patron" de l'établissement public a rappelé que "les puces continueront à exister mais pas comme aujourd'hui. Il y aura une rénovation en profondeur et tout ce qui n'est pas licite sur le marché et ses alentours, ça ne restera pas". Samia Ghali a abondé dans le même sens que son collègue UMP : "Nous, on est là pour écouter puis décider avec les commerçants qui travaillent sur le marché, ceux qui paient leurs loyers, leurs patentes. Les gens qui sont là illégalement et causent tous les débordements qu'on connaît sur le marché aux puces devront cesser leurs activités".

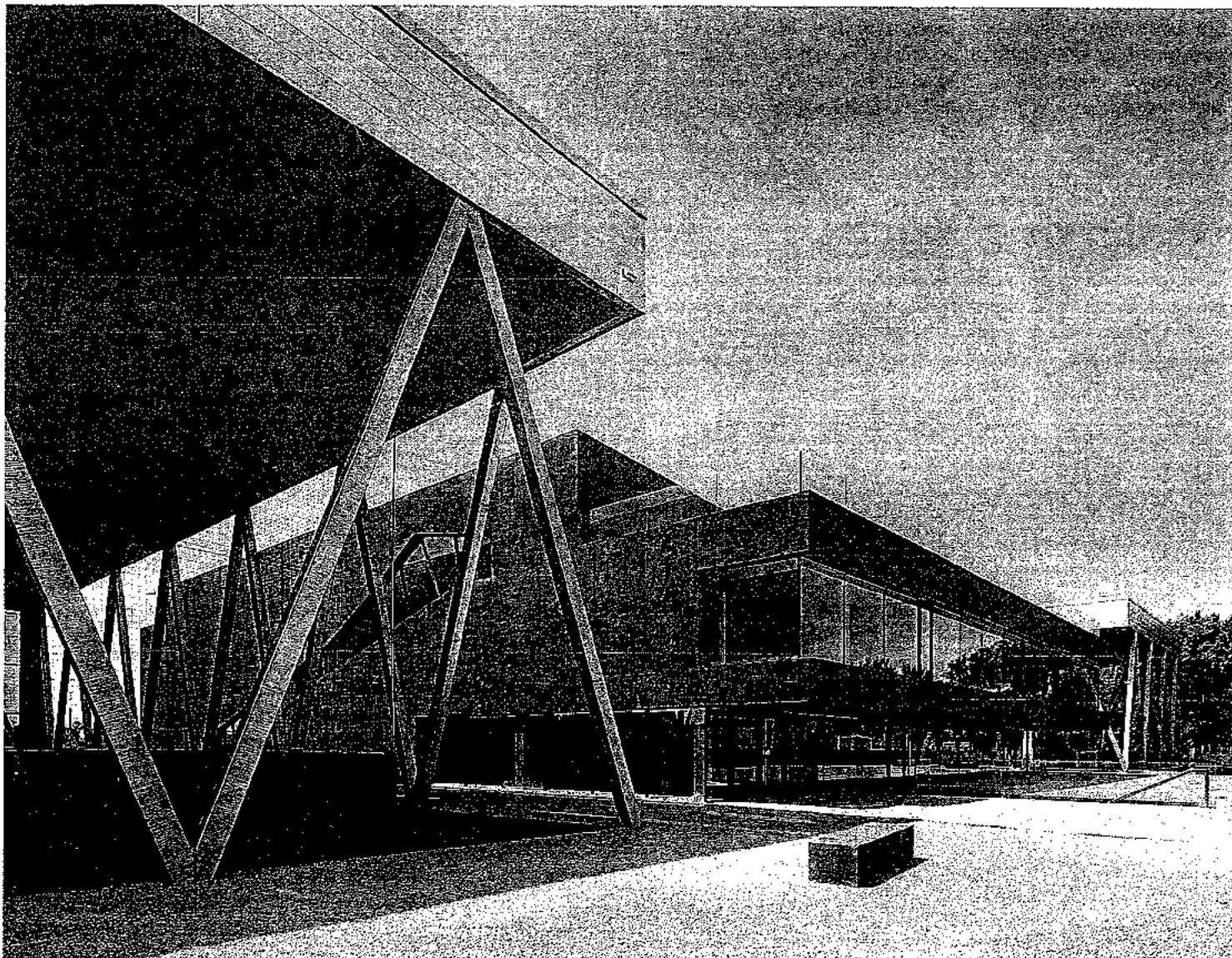
Les deux responsables politiques n'ont pas manqué d'expliquer qu'à ce jour "rien n'est fait, encore moins décidé ; il n'y a pas le début du commencement d'un projet", tordant ainsi le cou à toutes les rumeurs infondées.

E.E.



Guy Teissier (UMP) président d'Euroméditerranée et Samia Ghali (PS), sénatrice-maire de secteur ont parlé d'une même voix.

PH. N. V.



Un bâtisseur nommé Zidane

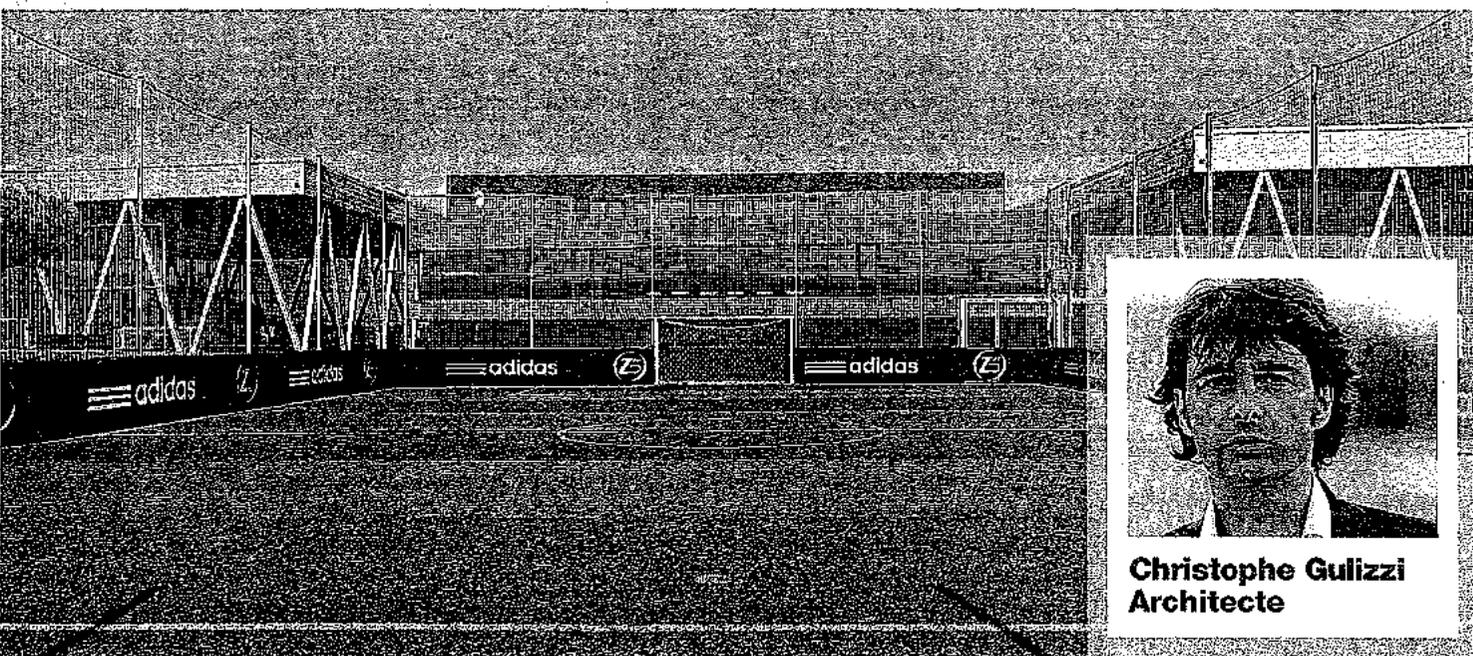
Le Complexe Z5, créé à Aix-en-Provence par Zinedine Zidane, ses frères et Robert Sichi, révèle une architecture pensée dès l'origine pour accueillir le foot à 5. Une réussite qui pourrait bien faire école.

→ gement, etc. Et c'est exactement ce que l'on ressent en jouant sur ces terrains ». Autre aspect marquant de cet ensemble hors-normes, Zinedine Zidane voulait un bâtiment exemplaire sur le plan sportif et architectural, mais également sur le plan environnemental : « Dépasser les normes en vigueur n'est que prendre un peu d'avance sur celles à venir dans le but de mieux respecter notre environnement ». Résultat, le Z5, certifié bâtiment basse consommation (BBC), a aussi reçu le label « Bâtiment durable méditerranéen » et a été nommé comme l'un des cent bâtiments exemplaires de l'année 2011 en région Paca. Il y a, c'est sûr, un effet Zidane dans le succès rencontré par le Z5. L'ancien n°10 vient à Aix environ une fois par mois et quand il est là, il est très disponible avec les clients, se faisant volontiers prendre en photo.

« Ouvrir un complexe dans le sud, où tout a commencé pour moi était une évidence, se souvient-il. Cette nouvelle pratique footballistique me rappelle le football de mes débuts, spontanéité, générosité et convivialité. Le foot à 5 est un sport différent du football à 11, il permet de toucher plus souvent le ballon dans un espace réduit tout en ayant d'excellentes sensations. C'est à la fois un retour aux sources mais aussi un avenir pour le football ».

Les dimensions des terrains et du mobilier sportif du Complexe Z5 sont le résultat de quatre années d'essais et de mise en situation. Une installation qui n'a pas vocation à devenir une référence, mais qui sera, espèrent ses concepteurs, rapidement déclinée dans d'autres villes françaises et, pourquoi pas ?, dans d'autres pays. ■

« Un projet porteur de sens »



Christophe Gulizzi
Architecte

Le Z5, certifié bâtiment basse consommation (BBC) a aussi reçu le label « Bâtiment durable méditerranéen » et a été nommé comme l'un des cent bâtiments exemplaires de l'année 2011 en région Paca.

Comment s'est déroulé votre premier contact avec Zinedine Zidane, ses frères et Robert Sichi ?

Le premier projet présenté avait été refusé par la ville d'Aix-en-Provence. C'est là que je suis entré dans l'aventure. J'ai essayé de faire passer en priorité le plaisir, l'émotion et la générosité. J'ai envoyé le projet à Nordine et Farid Zidane une semaine plus tard, ainsi qu'à Zinedine à Madrid. Un mois et demi après, le permis était déposé !

Quels ont été vos rapports durant les travaux ?

Zinedine Zidane a été un interlocuteur permanent, je le voyais tous les 15 jours, avec ses frères et Robert Sichi, ami et associé de la famille. Zinedine Zidane un patron, quelqu'un qui sait décider et aller vite. Et même si j'adore le foot, je n'ai pas travaillé en fan. Peut-être parce que sur le coup, je n'ai pas mesuré l'enjeu...

Quel a été votre axe de travail ?

Je me suis demandé comment matérialiser l'aura d'une telle icône. La réponse passe par la mise en scène de l'accès au site, dans le positionnement du bâtiment sur sa parcelle et par un vocabulaire architectural spécifique. Le bâtiment en béton noir est le centre de gravité du complexe, de la même manière que tout s'articule autour d'un n°10 sur le terrain. Sobre et charismatique à l'extérieur, simple à l'intérieur, ce bâtiment est rempli de générosité. Le soleil y entre directement, la lumière naturelle est d'ailleurs le matériau le plus utilisé ici.

Ce bâtiment aurait-il une âme ?

Une telle architecture traduit la personnalité d'un homme, Zinedine Zidane. Entrer dans l'univers Z5, c'est enlacer un rêve, c'est côtoyer une idole. C'est un travail sur l'inconscient collectif, un projet vitrine porteur de sens.

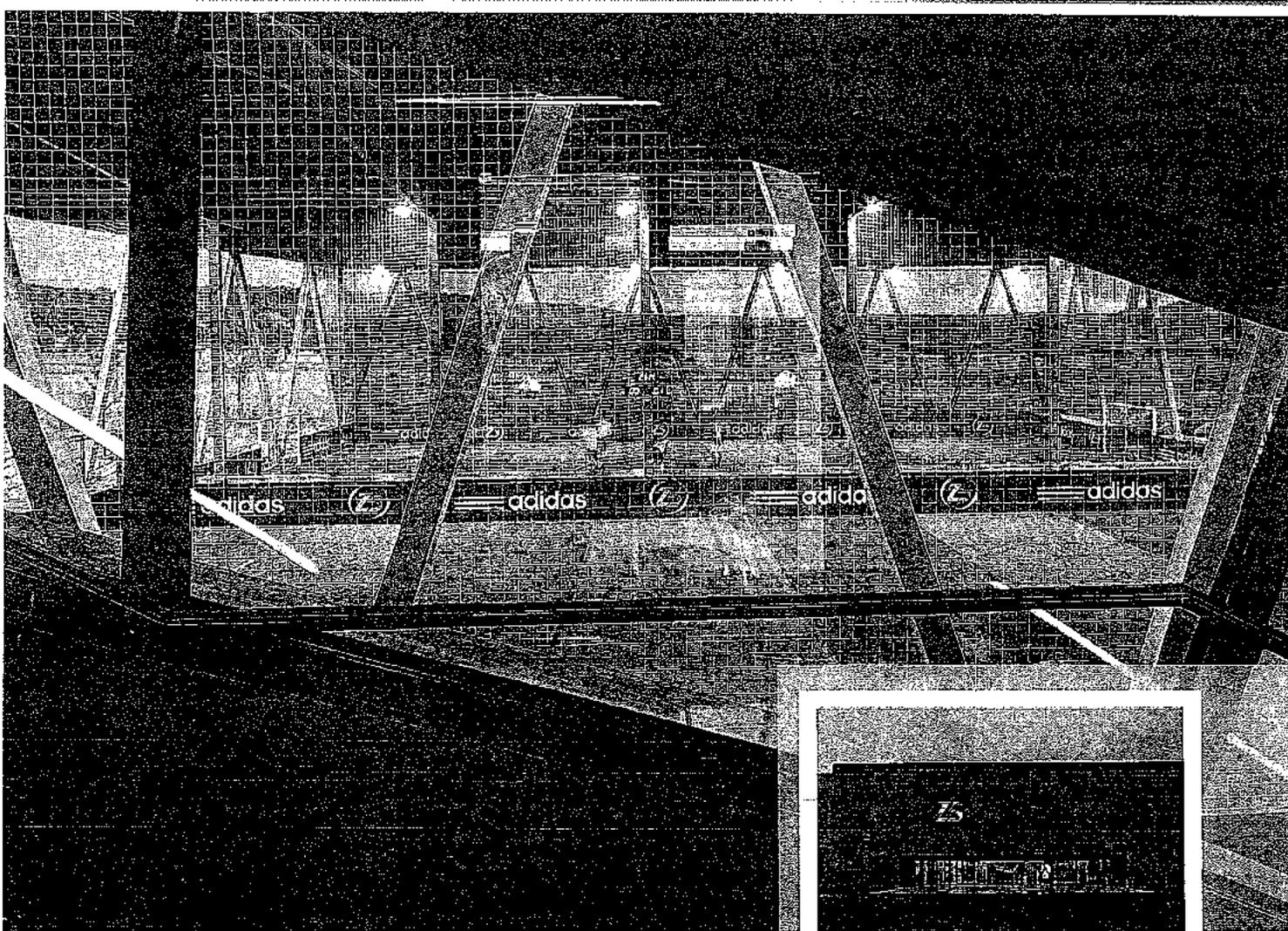
Les contraintes environnementales ont-elle compliqué votre travail ?

Non, c'était même l'un des points clés du projet. J'ai eu une approche basée sur le bon sens, sur l'exposition au soleil. Suivant une organisation traditionnelle de maison à patio méditerranéenne, on est dans un rapport permanent de l'ombre à la lumière. Le Complexe Z5 est un bâtiment en béton, non doublé par l'extérieur, qui assume son statut, sans camouflage végétal. Et l'architecte des bâtiments de France est intervenu avant les travaux, car le bâtiment est situé dans une zone classée.

L'aura de Zinedine Zidane a-t-elle aidé ce chantier ?

Avoir Zidane comme maître d'ouvrage, c'est un vrai moteur qui catalyse les énergies.

Infos : www.z5complexe.fr



Le complexe peut se résumer en quelques chiffres : 17 000 m² de surface totale, 7 terrains de foot à 5 dont 3 couverts, 1 terrain de « baby foot », 4 200 m² de pelouse synthétique, 630 mètres linéaires de panneaux autour des terrains.



TOUT EST VENU D'UNE IDÉE qu'ont eue en 2005 Nordine et Farid Zidane, les deux frères de l'ancien international, ainsi que leur ami Robert Sichi, qui souhaitaient créer un complexe de football à cinq. Un sport phénomène dont on parlait alors assez peu. Premier site envisagé, Marseille, bien sûr. Mais des contraintes de faisabilité ont imposé le choix d'Aix-en-Provence et du pôle d'activités des Milles. « Notre volonté était de construire un complexe pour toute la famille, avec un public le plus large possible, expliquent Farid et Nordine Zidane. Avec les différentes activités proposées, chacun doit pouvoir s'y faire plaisir, autant les enfants que les parents ». Entré en jeu, Zinedine Zidane a insisté pour fixer lui-même la taille des terrains (32x20 m), afin de garantir les meilleures sensations.

La société BEC Construction, le maître d'ouvrage, et les différentes entreprises impliquées dans la construction du Complexe Z5 vont alors jouer serré pour permettre au bâtiment de sortir de terre en un temps record. A ce stade, la rencontre avec l'architecte Christophe Gulizzi s'avère déterminante. C'est lui qui met en musique la partition imaginée par les frères Zidane (lire en page suivante). Inauguré en juin dernier, le complexe peut se résumer en quelques chiffres : 17 000 m² de surface totale, 7 terrains de foot à 5 dont 3 couverts, 1 terrain de « baby foot », 4 200 m² de pelouse synthétique, 630 mètres linéaires de panneaux autour des terrains. En plus des sept terrains, voilà un centre sportif complet avec son restaurant, un espace fitness, un centre de baby gym, un institut de beauté, un médecin nutritionniste et même une hypnothérapeute. Qui sont les clients ? Des familles, bien sûr, des groupes d'amis, des entreprises du département, pour lesquelles a été organisé un championnat baptisé « Pro League », et le mercredi après-midi des centres sociaux, des clubs de foot, des centres aérés...

La notion de plaisir est omniprésente dans la création de ce complexe.

Un chantier express

Novembre 2009 : Premier contact entre la famille Zidane et Christophe Gulizzi
24 décembre 2009 : Dépôt du permis de construire
Juin 2010 : Début des travaux
20 juin 2011 : Fin des travaux
23 juin 2011 : Inauguration du Complexe Z5.

« Le football m'a beaucoup apporté, raconte Zinedine Zidane. A l'ari de ma carrière, j'ai annoncé que je souhaitais désormais rendre au football une partie de ce qu'il m'avait offert ; c'est à dire du plaisir avant tout. Ne parlez pas de futsal, il s'agit là de pratiquer le foot à 5. La différence. Alors que le futsal est très réglementé, sous l'égide de la FFF, le fc à 5 repose sur une pratique libre, en auto-arbitrage, avec le moins de contraintes possible, sans besoin d'une licence. Une pratique dédiée aux loisirs et au plaisir, du débutant au joueur de haut niveau. Au nuance, alors que le futsal se joue sur des terrains de handball, le fc à 5 se joue sur du gazon synthétique dernière génération, le terrain est entouré de panneaux, ce qui évite au ballon de sortir. Un moyen maximiser le nombre de buts et les occasions pour chaque joueur toucher le ballon, ce qui participe grandement à la convivialité de sport diablement moderne.

Volonté environnementale

Les dimensions retenues pour chaque terrain ne doivent rien au hasard. « Elles sont le fruit d'une réflexion et d'une expérience, explique Nord Zidane. Nous voulions un terrain sur lequel on puisse retrouver tous gestes du football à 11, tir, passe courte ou longue, transversale, déga »

Hot dog, show devant!

Copains d'enfance, ils ont créé à Marseille la société "Manhattan's Hot dog" : déjà 60 points de vente en France

Quand vous allez à New York, vous ramenez une paire de baskets collector ou le dernier gadget tendance. Laurent Spinazzola et Serge Padovano, eux, reviennent avec une idée géniale : faire débarquer le véritable chariot à hot dogs en France. "On y était tous les deux en 2001", raconte Laurent. On a trouvé le concept super, facile à importer et pas si cher à lancer. Depuis toujours, les deux copains de Saint-Louis (167), "plus que potes" d'ensemble, avaient envie de "lancer ensemble un projet professionnel", mais Laurent après avoir pensé faire médecine, est parti travailler dans le resto familial, à Aix; Serge, lui, est chef de marché chez Danone. "Mais sinon on ne se quitte pas, on est comme un vieux couple", plaisante Serge. Aujourd'hui pères de famille, ils ont installé fermes et enfants à Sèvres, à trois minutes des uns de chez les autres.

Pendant trois ans, les garçons vont multiplier les aller-retours entre Marseille et New York, affiner leur affaire, dénicher la recette du hot dog ("Une saucisse 100% pur bœuf sans peau et un pain broché non sucré introuvables en France"). En région parisienne, un industriel parvient à fabriquer "la" saucisse cherchée par le tandem; un boulanger espagnol fournit le petit pain. Aux USA, Laurent et Serge se font fabriquer quatre premiers chariots

chromés, beaux comme là-bas. Manhattan's Hot dog est né.

On est en 2004. "On a alors démarché les villes pour avoir l'autorisation de vendre dans la rue", raconte Laurent. Marseille a refusé et la seule à nous avoir dit oui, ça a été Aix." Cette première implantation, les copains la voient comme

Du bd Haussmann à la rue St-Fé, les sandwichs américano-marseillais sont partout ce printemps.

"un laboratoire". "Il fallait voir si le palais français était prêt".

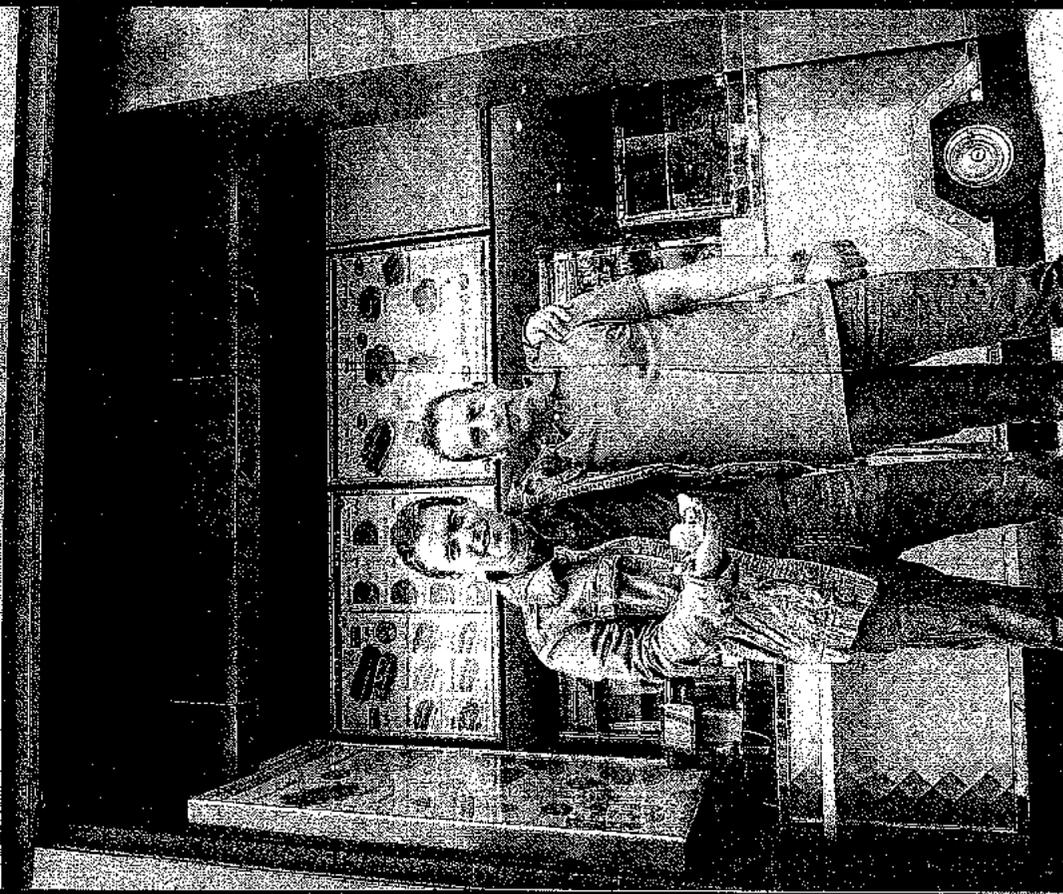
En 2008, sur les salons professionnels, bingo. Les gros comptes, comme le palais omnisports de Bercy ou Pathé cinéma affluent. La carte s'étoffe de bagels et délicieux des-

serts new-yorkais (muffins, donuts). Deux ans plus tard, s'ajoutent aux chariots des points de vente franchisés en "boutique", comme au centre commercial de Lyon Part Dieu. Aujourd'hui, Manhattan's Hot dog, c'est 1,5 M€ de chiffre d'affaires et 60 points de vente en France, dont la prestigieuse terrasse des Galeries Lafayette, bd Haussmann, à Paris, ou le Publicis Drugstore des Champs-Élysées. Mais l'ouverture qui rend Laurent et Serge les plus heureux, c'est celle de ce matin : au 38, rue Saint-Ferréol, "la rue où on a traîné tous les samedis après-midi, quand on était ados", ils lancent leur premier take-away marseillais, 18m², six personnes au service et des chromes astiqués comme les flancs d'un bolide. Du hot dog chou-moutarde au bagel au pastrami, c'est l'Amérique, réinventée par deux Marseillais, qui vient narguer, à dix pas... le géant Mc Do! Et les petits gars de St-Louis ne vont pas en

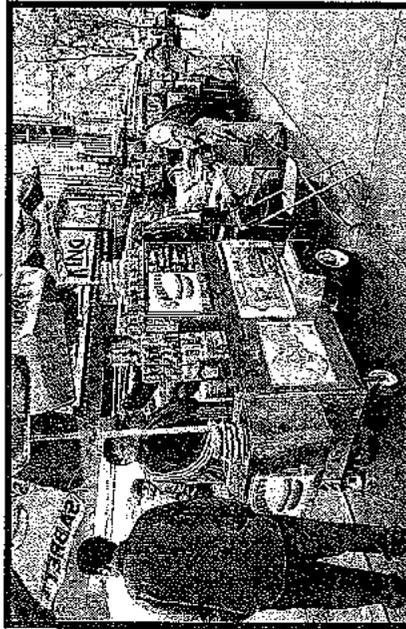
rester là: "On veut être sur tous les gros projets commerciaux, comme les Terrasses du Port", prévient Serge. Et peut-être bien trouver une place dans "Marsaille 2013", qui fera la part belle à la street-food: après le carton parisien du Camion qui fume, c'est le chariot à hot dog marseillais qui va faire le buzz!

Delphine TANGUY

Manhattan Hot dog,
38 rue St-Fé, de 9h à 20h.

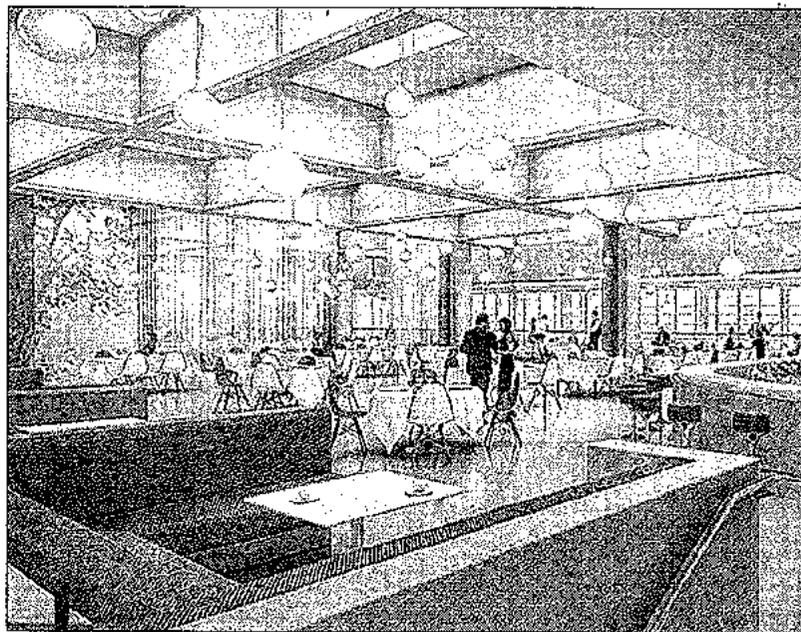


Serge Padovano et Laurent Spinazzola, 36 ans tous les deux, sont amis depuis les bancs de la 6^e, à Saint-Louis. Ils ouvrent ce matin leur première boutique marseillaise. / PHOTO D.T.A.



A New York, pas un trottoir sans son chariot à hot dogs. Une formule qui a tapé dans l'œil des amis marseillais en 2001. / PHOTO D.T.A.

La Fnac et Starbucks à l'aéroport en 2013



L'aéroport s'offre un relooking en profondeur. À la clé un accueil royal, des boutiques et des restos tendance. / PHOTO DR

L'aéroport Marseille Provence en partenariat avec Autogrill et Relay vient de lancer les grands travaux qui devraient pour le moins révolutionner le site. Un programme qui nécessite 7 millions d'€ de budget et devrait selon la direction de MP générer à terme 52 emplois supplémentaires.

La Compagnie de Provence côté boutique

D'ici janvier 2013, 30 boutiques et restaurants seront rénovés ou verront le jour et notamment deux Starbucks, deux Brioche Dorée, deux Class'croûte, un nouveau restaurant "Chef en Provence" en partenariat avec la Villa des Chefs d'Aix, un OM Café, une Fnac, un Casino Shopping.... De sérieuses enseignes donc pour un chantier de 7 mois qui commence à peine. Le tout à un moment clé de l'histoire de l'aéroport qui connaît la plus forte affluence de son histoire grâce à l'ouverture de 30 lignes directes supplémentaires depuis le début de l'année. Pour éviter trop de désagrément, MP a prévu d'échelonner les chantiers avec dès cet été l'ouverture des premiers points de vente: le Starbucks du hall 1, les boutiques Relay, La Compagnie de Provence dans le hall 2. Les restaurants actuels comme la Brasserie Flo ou le Café Debout ferme-

ront progressivement, idem pour les boutiques dans les halls publics comme dans les salles d'embarquements. Pendant cette période, sept kiosques provisoires de restauration rapide assureront l'offre. Fin août, dans le hall 4, ouverture du second Starbucks avant celle d'un Food Court, une salle de restauration commune à quatre comptoirs: une Brioche

7 millions d'euros de budget et 52 emplois supplémentaires.

Dorée, un Joosbayoo (bar à jus de fruits frais, soupés...), Tazio (cuisine italienne), et Beaudévin (cuisine française) avec vue sur les pistes! La fin de ces travaux sera marquée par l'ouverture du restaurant Chefs en Provence (ex-brasserie Flo), resto gastronomique qui invitera des chefs étoilés et vaisseau amiral des restos de l'aéroport dont la terrasse sera ouverte sur le rez-de-chaussée du hall 1 avec vue sur les collines de Vitrolles... Pour les infos en temps réels, les usagers peuvent aller sur le site internet ou même consulter la page Facebook.

A.W.

www.mp.aeroport.fr
www.mp2.aeroport.fr

V. – LES TRANSPORTS

✓ 1. UN JOUR A MARSEILLE

Marseille l'Hebdo – 04.01.2012

✓ 2. ET VOICI LE BUS DES MERS...

La Provence – 28.02.2012

✓ 3. PROXI-POUSSE CHANGE DE BRAQUET

La Provence – 20.04.2012

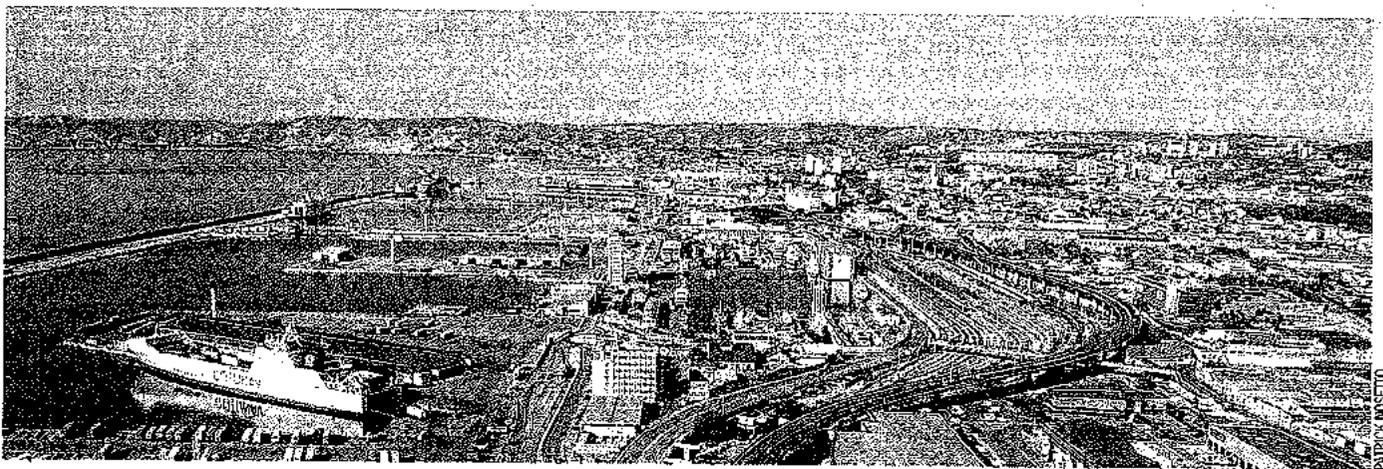
✓ 4. BATOBUS – CA FLOTTE... UN PEU

Marseille l'Hebdo – 07.03.2012

✓ 5. LA CANEBIERE DIT OUI AU VELO !

La Provence – 26.04.2012

Un jour à Marseille



PATRICK MOSSETTO

TRANSPORTS URBAINS

1,445 million de déplacements en voiture chaque jour

● 600 000 personnes sont transportées chaque jour par les 2 lignes de métro, les 2 lignes de tramway et les 77 lignes de bus. 81 000 km sont parcourus quotidiennement pour l'ensemble métro + tram + bus.

● 25 300 voyageurs sont contrôlés, 450 infractions tarifaires sont constatées par les 190 agents de lutte contre la fraude qui sont répartis tous les jours sur le réseau.

● Les transports collectifs restent un enjeu environnemental sur les 500 000 déplacements pendulaires (qui entrent et sortent au sein de Marseille Provence Métropole), 292 000 ont lieu au sein de la commune de Marseille. Le déplacement moyen est inférieur à 4 km, l'émission de CO₂ est de 101 g. par km parcouru. Les 208 000 déplacements autres que Marseille- Marseille sont de 39 km en moyenne et majoritaires dans les émissions de CO₂: 131 g. par km parcouru.

● En totalité et en dehors des déplacements pour le travail 1,445 million de déplacements en voiture particulière sont effectués chaque jour dans la ville. Le tunnel Prado-Carénage absorbe 44 000 véhicules/jour, ils sont 40 000 pour le tunnel de la Joliette, inauguré en mars dernier.

● Les résultats de l'enquête ménage déplacements de 2009 indiquent 117 000 déplacements



FREDERIC SPOER

motorisés par jour entre Marseille-Aix plus le nord de la métropole ; 128 000 déplacements entre Marseille et Aubagne plus l'Est de la métropole et 126 000 déplacements entre Marseille et Berre plus l'ouest de la métropole.

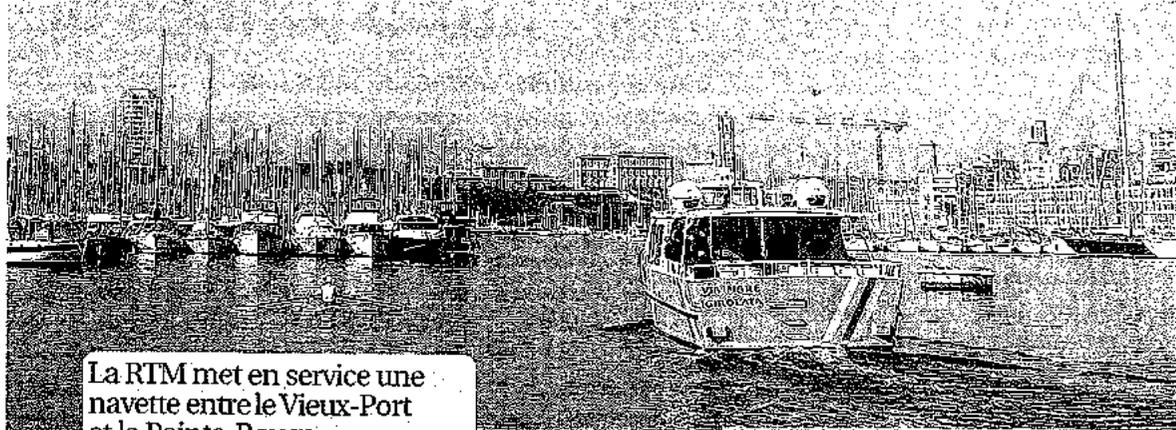
● Marseille compte quelque 30 000 places de parking et plus de 13 000 places payantes sur la voirie. 19 % des ménages possèdent deux voitures ou plus.

● Quelques Marseillais préfèrent la marche à pied ou le vélo. Il se loue, en moyenne, 1 900 bicyclettes par jour. ■

**493 m³ de super et
1 600 m³ de gazole
sont brûlés chaque jour
par les automobiles.**

Et voici le bus des mers...

Un bateau à Marseille. Quoi de plus banal? Mais un bateau gratuit, c'est plus rare. Cette semaine, les Marseillais vont pouvoir prendre celui qui naviguera entre le Vieux-Port et la Pointe-Rouge. Par la volonté d'Eugène Caselli, président de la communauté urbaine et de l'élu communiste Christian Pellicani, qui défend le projet depuis des années, la navette va être mise en place jeudi, dès 7 h. Une petite révolution des transports dont on espère qu'elle soulagera le trafic sur la corniche. "Le but est de changer les habitudes explique l'élu, de passer de la voiture au bus. En terme de temps, on avait fait un essai qui avait montré que le parcours s'effectuait en 30 minutes. Là, pour des raisons de sécurité,



La RTM met en service une navette entre le Vieux-Port et la Pointe-Rouge.

La navette sera gratuite pour les abonnés de la RTM.

Deux batobus de 100 places environ, dont le "Girolata" (en vert), effectueront la navette entre le Vieux-Port et la Pointe-Rouge tous les jours de 7h à 19h, soit treize voyages dans chaque sens. À partir de la mi-mai, les rotations augmenteront. La dernière navette partira à 22 h. / PHOTOS PATRICK ROSETO

on passera à 40 minutes." Mais comment tout cela va-t-il fonctionner?

À partir du 1^{er} mars donc, une navette effectuera le trajet Pointe-Rouge - Vieux-Port de 7h à 19h. Treize voyages dans un sens et treize dans l'autre, qui seront gérés par la RTM, mais assurés par Véolia. Car, évidemment, on ne va pas mettre un chauffeur de bus aux commandes d'un bateau. La rotation sera quotidienne et il ne s'agira pas d'un gadget, autrement dit d'un simple petit essai comme on l'avait fait pendant la Coupe du monde 98. L'expérience sera menée pendant plus de six mois. Mieux. Parce qu'en été, le trafic automobile est insupportable sur la Corniche, on augmentera le nombre de rotations à partir du 15 mai et on mettra en place des navettes de nuit.

En gros, on pourra passer une soirée sans voiture: embarquement au Vieux-Port, cap sur la Pointe-Rouge, un verre de rosé sur la plage et retour avec la dernière navette de 22h, sans le risque de souffler dans un ballon de la marée haussée.

Qui vous contraindrait alors à mettre le cap sur l'Évêché. Le

15 septembre, l'expérience, qui coûtera 2 M€ à MPM, s'achèvera. Mais elle pourrait être renouvelée à la même période de l'an prochain, puis pérennisée si elle est couronnée de succès. Une bonne nouvelle déjà pour les 10 millions de touristes attendus en 2013 pour les grandes festivités de l'année culturelle. Les bateaux maintenant? Véolia ou plutôt sa filiale, la Société Varoise des Transports (SVT), en mettra deux en service, pouvant accueillir chacun près de 100 passagers (contre 200 pour les navettes du Frioul). "Pour le lancement, on en attend 700 par jour, prévoit Christian Pellicani, mais il y a un potentiel de 4000 usagers entre la Pointe-Rouge et le Vieux-Port."

Le meilleur pour la fin: les tarifs. Les abonnés de la RTM, ceux qui possèdent la carte Transpass, pourront embarquer gratuitement. Les autres paieront 2,5 € à aller et autant au retour. Mais à la communauté urbaine, on espère bien que ces navettes incitent encore plus de Marseillais à s'abonner à la RTM. Ce qui leur donnera peut-être ensuite la possibilité d'aller à... l'Estaque. Car MPM

n'exclut pas de rallonger l'itinéraire vers le petit port, via la Joliette et la Calade.

Sur ce parcours, on aurait un potentiel de 2500 voyageurs. Mais l'extension sera peut-être plus compliquée car on "but" sur le Grand port maritime de Marseille. Peut-on passer à l'intérieur où la vitesse est limitée? On n'en est pas encore là. Pour l'instant, on va tester les Marseillais côté sud.

Elle effectuera 13 voyages/jour, dans les deux sens, de 7h à 19h.

En priant pour que le mistral ne vienne pas noyer l'enthousiasme de MPM. Mais peut-être se rassurera-t-on avec le rapport annuel d'activité de la navette du Frioul, qui ne mentionnerait que 70 annulations sur 5959 rotations en 2010 à cause du mistral. "Puis le plus important n'est pas le vent, assure un dirigeant de Véolia, c'est la qualité du service, soit le bateau."

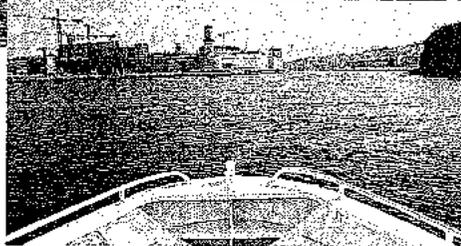
Alors, les Marseillais vont-ils se ruiner vers les batobus? Mais

existe-t-il un gain de temps par rapport au bus? Pas forcément au printemps, le trajet s'effectuant également en une quarantaine de minutes avec le métro (entre le Vieux-Port et le Rond-Point du Prado) puis le bus 19 (vers la Pre-Rouge). Quant au 83, la ligne de la Corniche, elle peut également rivaliser. Mais au printemps seulement. En juillet et août, comme le 19, c'est le "bus de la mort". Reste la tentation d'abandonner la voiture sera peut-être grande.

Un 15 août, en partant de la Pre-Rouge, on a plus vite fait d'aller à Nice, par la Gineste, que sur le Vieux-Port par la Corniche. Puis, quoi de plus agréable que de se rendre en ville en bus des mers? Un bus qui ne sera bloqué ni par les bouchons, ni par les accidents, ni par les manifs. Reste à savoir si on pourra se garer à la Pre-Rouge avant d'embarquer.

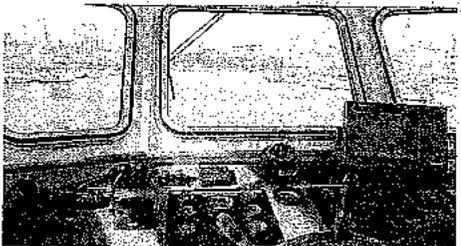
Jean-Jacques FIORITO

L'élu communiste Christian Pellicani organise une conférence sur le batobus ce mercredi 29 février, à 18h, au Grand Cercle du Littoral, 186 avenue de la Madrague de Monredon (8e).



VEOLIA AUX COMMANDES

Véolia desservait le Frioul. Véolia desservira la Pointe-Rouge. Mais il ne s'agira pas de la même filiale. Si Frioul se s'occupe des îles, c'est la Société Varoise des Transports (SVT) qui aura en charge la nouvelle ligne pendant six mois renouvelables. Cette filiale mettra deux bateaux à la disposition des Marseillais: le *Girolata* et le *Paul Ricard*. Ce dernier sera remplacé en juin. Les deux bateaux navigueront à une vitesse d'environ 18 nœuds (plus de 30 km/h) sauf dans les ports où elle sera de moins de 5 nœuds.



LES 3 QUESTIONS au directeur de la RTM

Pierre Reboud: "On fait l'expérience, puis on verra"



Pierre Reboud, directeur de la RTM. / PHOTO G. RUOPPOLO

C'est un agent de Véolia qui l'assure: "A Marseille, on n'exploite pas le bord de mer." A la demande de la communauté urbaine, la RTM va donc combler le vide. C'est Pierre Reboud, directeur de la régie, qui sera à la manœuvre.

On attendrait un minimum de 700 passagers par jour. Est-ce la bonne estimation?

Où, dans les études qui ont été faites, c'est le chiffre que l'on possède. On va mettre en place un système de validation et on regardera avec attention le nombre de passagers. On a déjà 100 000 abonnés à la RTM même si tous ne circulent pas entre le Vieux-Port et la Pointe-Rouge.

Avec ces navettes, dont l'expérience doit durer plus de six mois, l'organisation des bus peut-elle être modifiée?

On ne touchera pas aux bus qui continueront à circuler normalement. On veut observer ce qui se passe. Si c'est un échec, on abandonnera. Si c'est un succès, on devrait continuer et faire évoluer ce transport. On fait l'expérience et on verra. Avec deux millions d'euros, c'est une opération coûteuse dont on ne sait pas ce qu'elle va donner. Mais cette idée d'expérience me plaît bien.

Rien n'est encore décidé mais pourtant on entend déjà parler d'une extension vers l'Estaque...

On verra plus tard mais on sait déjà que l'Estaque poserait un problème. La rade nord étant moins protégée du vent que la rade sud. Il y aurait la possibilité de passer par le grand port maritime mais la vitesse y est limitée. On ne pourrait pas aller vite car ça provoquerait des dommages aux ouvrages. Puis, il faudra effectivement vérifier qu'il y a le potentiel humain, des passagers autres que les pendulaires, c'est-à-dire ceux qui se déplacent seulement pour aller travailler.

Proxi-Pousse change de braquet

La petite coopérative développe sa flotte



Célia Guéri pédale depuis 2009 sur son rickshaw. Elle a créé la coopérative de consommateurs Proxi-Pousse.

Au début, les gens richenaient. Des femmes juchées sur des trois-roues transportant Marseillais et touristes à la force du mollet? On leur avait promis des claques, des crises d'asthme dans les bouctions, des bleus et des genoux en sang. Une guerre sans merci avec les taxis. Cramponné à son (de plus en plus) cher volant, le Marseillais a pourtant dû se rendre à l'évidence: entrés dans son champ visuel en 2009, les rickshaws de Proxi-Pousse n'ont pas quitté le paysage.

Bien au contraire: la petite coopérative de consommateurs vient même de "lever" 30 000 €

après de mécentes et investisseurs tels que les Villages clubs du soleil, Une cigale...

La Région s'était déjà laissée convaincre dès 2011 par ce service "utile à forte valeur sociale". Des coups de pouce qui permettent à Proxi-Pousse de peu à peu développer sa flotte: deux nouveaux rickshaws devaient venir la compléter en avril. "30 000 € de plus nous permettraient de mon-

ter à huit véhicules", précise Jacques Bernard, président de la coopérative. Multiplier les engins, c'est aussi assoier sa visibilité, après laquelle courent déjà les annonceurs. "On est à un tournant de notre développement", constate-t-il encore.

Créée par Célia Guéri, plasticienne et décoratrice de théâtre, tombée un jour en arrêt devant l'émission *Des Racines et des ailes* ("J'ai vu cette ville au Népal où tout le monde circule à pousse-pousse, ça m'a semblé parfait pour Marseille, qui sature de ses voitures"), Proxi-Pousse a su trouver sa voie: celle du tourisme. Pour ne pas heurter les taxis

Proxi-Pousse a su trouver sa voie: celle du tourisme.

"En mairie, on nous avait dit: c'est super ce que vous faites, mais débrouillez-vous avec eux", sourit Jacques Bernard, elle a développé des circuits (la Corniche, le Panier, la Belle-de-Mai, Notre-Dame-de-la-Garde) "à la demande". On ne hèle donc pas les pédaleuses de Proxi-Pousse dans la rue, on réserve sa balade et on devient ainsi aussi, de fait, adhérent de la coopérative (5 € l'adhésion, puis 6 € le quart d'heure de course). Les touristes raffolent de ce mode de déplacement aussi exotique que doux qui se faufile partout. Cette année, la coopérative développe aussi avec la fédération de com-

Les investisseurs privés entrent au capital de la société.

merçans Marseille centre un service de livraison de courses et marchandises (comme à Lyon, Tendance presque) et intéressés de plus en plus l'événementiel (festivals Mimi et Latcho Divaino, Printemps de l'art contemporain, Portes-ouvertes Consolat, Train des idées, foire de Marseille...). "On renvoie une bonne image", constate le président de cette jolie entreprise.

Ah et puis on vous révèle un secret: les mollets de Célia et des autres sont un petit peu... aidés. Les rickshaws, distribués par une société toulousaine, sont tous équipés d'une discrète assistance électrique. De quoi filer dans les côtes raides de Marseille. Et hop, voilà l'argument "on est obligés de prendre la voiture, ici, c'est trop penru pour les vélos" qui vient de se faire dégommer en plein vol.

Delphine Tanguy
dtanguy@laprovence-presse.fr

Proxi-Pousse, www.proxi-pousse.org
proxi-pousse@gmail.com
07 60 93 23 10 ou 09 81 46 40 07

PHOTO CLOTILDE GRANDJULOT



Batobus ça flotte... un peu

Depuis le 1^{er} mars, la navette maritime assure la liaison entre le Vieux-Port et la Pointe-Rouge. Notre journaliste Alexandra Cefai a participé à la première traversée. Reportage.

9 h 45 On se hâte pour pouvoir embarquer dans le batobus, en ce premier jour de mise en service par MPM. Dans la course contre la montre, impossible ou presque de repérer parmi les stands de poissons, la minuscule porte d'embarquement sur laquelle a été apposé une tout aussi "rikiki" pancarte. Sans signalétique, il s'agit d'aiguiser son sens de l'observation.

Bingo! De noir vêtu, un employé est là en train de bavarder avec des passants curieux de cette nouvelle navette maritime. "Excusez-moi, où achète-t-on les tickets?" "Après les barrières, là". Les minutes défilent et le précieux sésame se fait attendre pour monter à bord du *Girolata* dont la coque verte opère comme un gyrophare en alerte. A la gare maritime de Vaolia, la file d'attente où se mêlent passagers pour le Frioul, le château d'If et la Pointe-Rouge (?) s'étire. Un seul guichet et pas plus de panneau d'information concernant la fameuse liaison Vieux-Port

/Pointe-Rouge. Décidément, le sort s'acharne. Un quinquagénaire moustachu conscient de l'urgence passe devant tout le monde. On lui emboîte le pas. Notre titre de traversée à 2,50€ en main, on court vers le ponton pour sauter dans le batobus. Il

"On finit souvent le travail à 18h ou 19h, impossible alors d'attraper le batobus."

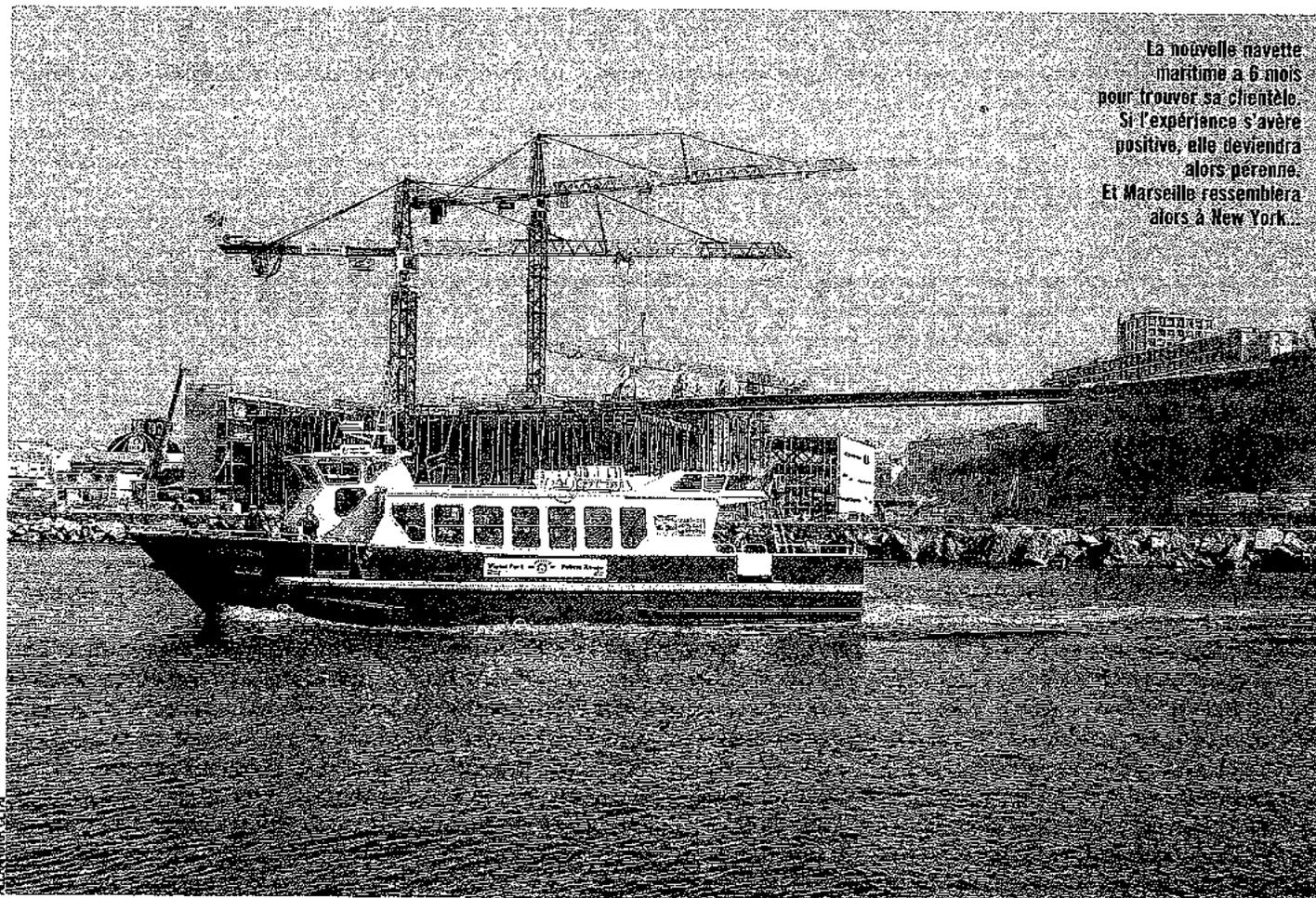
Une habitante du 8^e travaillant rue St-Fé

était moins une. Un contrôle inopiné des affaires maritimes a sauvé la mise des retardataires. A bord, on prend place aux côtés d'une centaine de Marseillais en goguette, des touristes, des marins et des agents RTM à "l'agachon" pour répondre aux questions et noter les remarques. Si d'aucuns râlent parce qu'ils ont cru pouvoir bénéficier de la gratuité accordée aux seuls abonnés RTM et attributaires de cette gratuité, la plu-

part attendent surtout de ce voyage inédit d'en prendre plein les mirettes. "C'est une promenade superbe que l'on n'a pas l'habitude de faire, s'émeut Jacqueline, une jolie mamie qui fait juste l'aller-retour. On découvre la ville autrement". Ce n'est certainement pas Julia, cette Italienne fraîchement débarquée à Marseille qui la contredira. "Au-delà de la balade géniale, s'émerveille-t-elle avec un délicieux accent, nous allons bronzer sur une terrasse."

Un groupe de filles en route pour une pause café, des marcheurs prêts à partir pour une randonnée dans les calanques... tous ont une bonne raison d'emprunter le nouveau batobus. "Pour nous marcheurs, c'est une aubaine, cela veut dire que nous gagnerons en temps de marche dans les massifs, se réjouit Jean-Louis. C'était nécessaire trop de gens se plaignent de la circulation sur la corniche". Sa compagne Béatrice pense aux touristes égarés "souvent mal renseignés, ils prennent deux bus, le métro, là ils pourront directement se rendre sur les plages!

La nouvelle navette maritime a 6 mois pour trouver sa clientèle. Si l'expérience s'avère positive, elle deviendra alors pérenne. Et Marseille ressemblera alors à New York...



Puis, c'est un vrai plus pour 2013 et à plus court terme pour les commerçants".

Parions, qu'à partir du 15 mai, quand les rotations s'allongeront jusqu'à 22 h, les bateaux feront le plein à l'heure de l'apéro évitant à tout amoureux du rosé une escale forcée à l'Evêché. "Il me tarde ces petits moments privilégiés qui me feront sentir en vacances, soupire Viollette, maman trentenaire. Là j'avais juste l'envie de découvrir". La même curiosité chez Jean-Patrick : "Cela ouvre d'autres horizons et rend une partie de la ville bien plus accessible. Avec ce moyen de transport qui donne une autre dimension au transport en commun, on est à côté de tout. Ce bateau est une alternative". Sans lui, il ne serait sans doute pas parti à l'assaut de la plage avec Louis et Jules, trottinette et ballon. C'est justement pour ce type de sortie familiale que Josette Chanon, la présidente du CIQ de la Pointe-Rouge se réjouit. Dès potron-minet, elle est venue sur le quai du petit port de son quartier pour assister au ba-

lai des arrivées et départs de la navette (deux par heure). "Cela fait 10 ans que l'on demande ce bateau. Ils nous avaient dit qu'il n'y aurait personne, or je vois qu'il est plein. C'est encourageant pour les commerces. Et cela va désengorger notre quartier asphyxié, surtout l'été, par les embouteillages. Je suis certaine que cela va bien marcher pour les touristes maintenant reste à savoir si les gens vont l'utiliser pour aller travailler." C'est le souhait de cette habitante de la Grotte-Roland qui travaille rue Saint Fé. "En cette période, par rapport au transport "classique",

je perds un quart d'heure, mais je gagne en tranquillité.

L'été, le bus mettra trois fois plus de temps, alors oui, c'est génial. En revanche, pour les travailleurs, les heures ne sont pas adaptées, regrette Brigitte, vendeuse. On finit souvent le travail à 18h ou 19h, impossible dans ce cas d'attraper le batobus et on n'a pas envie d'attendre le prochain qui part une heure après. S'ils décalaient de 15 minutes, ce serait vraiment super." En parlant d'heure, il est 11 h 40, et le voyage se termine... à regret. ■

Alexandra Cefai

BLOQUÉES AU PORT

Seulement quatre jours après sa mise en service, la navette entre le Vieux-Port et la Pointe-Rouge est restée au port, lundi 5 mars, en raison du fort mistral qui soufflait sur Marseille. Comme elle, la plupart des liaisons maritimes de la rade ont aussi été suspendues: la navette des îles du Frioul ou encore le ferry-boat

Les espoirs de MPM

Si Christian Pellicani conseiller municipal communiste à la Ville est le porteur du projet, Eugène Caselli, président de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM), malgré les controverses, l'a rendu possible. "C'est une alternative au bus et à la voiture dans un secteur où la clientèle potentielle existe grâce à un bassin de près de 200 000 habitants. Nous sommes dans une optique de développement durable, de fait cela implique une notion de rentabilité relative. Pour autant nous attendons 700 usagers en moyenne, cela veut dire des recettes qui viendront se déduire de l'investissement de 1,8 millions d'euros." ■

La Canebière dit oui au vélo!

D'abord banni par un arrêté, le deux-roues revient finalement en force avec à la clé une zone à 30 km/h

Va te faire semi-piétonniser, espèce de Vieux-Port". Voilà la dernière insulte que les vélocipèdes de tous bords lançaient il y a peu sur le blog du Collectif cyclistes Enragés (CCE). Faute de pouvoir changer, la donne.

Car le lifting engagé du Vieux-Port faisait frémir - en plus des coups de gueule des commerçants - certains adeptes de la petite reine. Motif: la circulation à vélo avait tout simplement été rayée de la carte du secteur du Vieux-Port. Spécialement la sacro-sainte Canebière.

C'est ce que stipule noir sur blanc l'arrêté municipal de la Ville de Marseille (n° CIRC 1201921 du 29.02.2012) rédigé par la division de la réglementation avec - selon M. Miolito du Collectif des cyclistes enragés (*lire ci-dessous*) "la délicatesse d'un demi-de-mêlée".

En résumé nous avait-on précisé à l'époque à l'Hôtel de ville: "Le vélo sera soumis aux mêmes conditions de circulation que la voiture ou n'importe quel véhicule: pas de circulation sur la Canebière du boulevard d'Athènes à la rue Paradis, ni de la rue Paradis vers le quai de la Fraternité, ni du Vieux-Port à la rue Beauvau".

Et pendant ce temps, le collectif... enrageait: "Le Vieux-Port devait être piéton. Il est devenu semi-piéton pour faire cohabiter tous les usages dans leur jolie formulation d'"espaces partagés". Oui, mais voilà, coup de théâtre! Mercredi dernier, MPM a fait machine arrière en mettant en lumière "une erreur technique". Excl. l'arrêté diabolique.

Le vélo sera soumis aux mêmes conditions de circulation que la voiture ou n'importe quel véhicule.

"Des Réformés au quai de la Fraternité, la Canebière aura une circulation des vélos dans les deux sens d'ici un mois", affirme-t-on désormais au siège de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. Sur toute la partie depuis la Chambre de commerce, il n'y aura pas de marquage spécifique et sur le reste, les vélos emprunteront les couloirs de bus".

Car voilà, cette volte-face signe aussi l'avènement d'une cohabitation offi-



Depuis l'église des Réformés jusqu'au quai de la Fraternité, la canebière devrait avoir une circulation des vélos dans les deux sens d'ici un mois maximum. PHOTO NICOLAS VALLAURI

LE COMMENTAIRE de M. Miolito, du collectif des cyclistes enragés

"Sur le Prado, on se fait de belles frayeurs"

Pour M. Miolito du collectif des cyclistes enragés, les "espaces partagés" chers à MPM ne suffisent pas forcément. "Par exemple sur le Prado, avec les piétons, on se fait de belles frayeurs. Et par ailleurs, les couloirs de bus ne sont pas forcément une solution. Un bus s'arrête souvent et avec le vélo, ce sont deux véhicules qui n'ont pas la même dynamique de circulation. Sans parler des taxis qui ont encore une autre logi-

que. Et puis, arrêtons de parler des modes doux. Il faut comme au Canada parler des modes actifs et inclure aussi le roller, la trottinette".

Au mois de mai, ce devrait être le mois du vélo avec une manifestation (peut-être plus positive que prévue au final) et la célèbre Fête du vélo le 29 mai sur la Corniche.

Recueilli par A.W.

cialisée: celle des bus et des vélos. "Les vélos pourront aussi circuler tout autour du Vieux-Port dans les deux sens". Pas de piste cyclable à l'horizon, sauf "une petite de toists" devant l'Hôtel de ville... "La loi prévoit des aménagements cyclables mais pas de nécessité absolue d'avoir des pistes". Subtile mais efficace réponse de MPM.

L'espace entre le Vieux-Port et le boulevard urbain pourrait faire l'objet d'une "zone 30" avant Noël.

Deuxième coup de théâtre qui intéresse aussi les véhicules: tout l'espace entre le Vieux-Port et le boulevard urbain (non compris) pourrait faire l'objet d'une zone 30 avant Noël prochain! Ainsi, boulevard de la Corderie, rue Breteuil, rue Paradis, rue de la République...

Toutes ces décisions comme autant de pistes dans le cadre du PDU révisé - et approuvé en 2013 - et du schéma directeur des modes doux (qui intéresserait même les petites communes) annexé au PDU.

Ouf! Les cyclistes ont donc en grande partie retrouvé le sourire. Philippe Cahu, du Collectif Vélos en Ville, en tête. "C'est une très bonne nouvelle dans le sens où elle confirme nos discussions avec MPM spécialement sur les voies de bus. Et bien sûr par rapport à la Canebière, c'est une bonne chose. Même si c'est... logique!".

Une bonne chose qui va permettre d'accélérer le processus global. "On va essayer de faire avancer les dossiers à d'autres endroits pour que d'autres voies de bus soient ouvertes aux vélos comme c'est le cas avenue de Toulon: boulevard Bailly, Salengro, boulevard de la Corderie. Il ne faut pas généraliser. Cela ne vaut pas le coup par exemple sur le Prado ou sur Michelet mais il faut faire du cas par cas. Il faut surtout faire le point sur le boulevard d'Athènes. Nous avons déposé un recours sur l'ensemble du boulevard urbain. Et pour les recours concernant avenue Dessautel et deux autres voies, la justice nous a donné raison. MPM doit aménager l'espace".

À bon entendeur.

Agnathe WESTENDORP
awestendorp@laprovence-press.fr

LE PARTENARIAT

Le Vélo Decaux intégré au réseau RTM



Le Vélo à Marseille, c'est 5 500 abonnements mensuels sur un total de 1 000 vélos et 130 stations. PHOTO JEAN-ÉRIC ÉLY

MPM a noté une nette augmentation de l'utilisation du vélo depuis 10 ans. Le Vélo by Decaux représente, lui, un budget de 3 millions d'euros pour MPM et concerne 5 500 abonnements mensuels sur un total de 1 000 vélos et 130 stations en ville.

La nouveauté c'est l'intégration de l'abonnement vélo à la carte RTM. Le cycle devient un prolongement naturel du métro-bus-tramway. Les plus grosses utilisations concernent les pôles de correspondance comme Castellane ou le Rond-Point du Prado. MPM serait en discussion pour que la location du vélo soit étendue plus tardivement (après minuit).

En dans le même temps, ce "vélo lourd, inadapté à Marseille", pourrait bien disparaître à terme. "Il a permis à l'époque de rendre le vélo visible à Marseille. Mais d'ici 8 ans, échéance du marché, on décidera quoi faire", murmure-t-on à MPM.

A.W.

VI. – L'ECONOMIE

✓ 1. CEUX QUI ONT LE POUVOIR A MARSEILLE

L'Expansion n°772 – Mars 2012

✓ 2. LE MIN DES ARNAVAUX FETE SES 40 ANS

La Provence – 20.03.2012

✓ 3. LA RUE DE LA REPUBLIQUE EST DE NOUVEAU A VENDRE

La Provence – 21.04.2012

✓ 4. 51000 EMBAUCHES EN PROJET

La Provence – 11.05.2012

✓ 5. « ON CROYAIT QUE LE PORT DE COMMERCE ETAIT MORT... »

La Provence – 10.06.2012

✓ 6. LE PORT A SON RYTHME DE CROISIERE

La Provence – 24.06.2012

LE MAGAZINE QUI DONNE DU SENS À L'ÉCONOMIE

L'Expansion

www.lexpansion.com

CEUX QUI ONT LE POUVOIR À MARSEILLE

Politique / Entreprises / Recherche / Culture



N° 772 - MARS 2012 - 5,50 €



EXPRESS ROULARTA

M 09744 - 772 - F: 5,50 €



Marseille

Les pilotes du changement

DOSSIER RÉALISÉ PAR SOPHIE PAMS

MARSEILLE n'est ni de droite, ni de gauche, c'est une ville populaire », lance Jean-Claude Gaudin, maire UMP depuis 1995. Siègne de la préfecture des Bouches-du-Rhône, la cité phocéenne rassemble quelque 850 000 habitants et 45 000 entreprises. Capitale de la Provence, la deuxième ville de France attire 5 000 personnes de plus chaque année. Et le premier port national est en plein changement. Depuis les années 90, les collectivités cherchent à dynamiser la ville. Secteurs public et privé ont récemment investi 7 milliards d'euros dans Euroméditerranée, quartier d'affaires d'envergure au cœur de la ville. « Marseille doit figurer dans les 20 capitales économiques européennes », affirme Jacques Pfister, président de la chambre de commerce et d'industrie.

La désignation de la cité phocéenne comme capitale européenne de la culture 2013 a fédéré tous les acteurs locaux. Un élan sur lequel la ville entend s'appuyer pour poursuivre sa mutation économique.

Pour accéder à ce top 20, la cité phocéenne avait besoin d'un coup de pouce. Le 12 mai 2009, Bruxelles l'a officiellement désignée comme capitale européenne de la culture, devant Lyon, Toulouse et Bordeaux. En 2013, 500 manifestations seront organisées sur un territoire allant d'Arles à La Ciotat, pour un budget de 98 millions d'euros. « Pour la première fois, une démarche culturelle contraint l'ensemble des acteurs du département à se réunir », se réjouit Michel Pezet, conseiller général socialiste délégué à la culture. Etat, entreprises et collecti-

vités locales ont investi 600 millions d'euros dans des équipements culturels, comme le musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée.

« Le monde économique s'est engagé à investir 15 millions d'euros dans l'événement », annonce Nicolas Barthe, secrétaire général de l'UPE 13. La Société marseillaise de crédit et Eurocopter ont chacun déboursé 1,5 million d'euros pour devenir partenaires officiels de la manifestation. L'investissement est de taille, tout comme l'enjeu : « 15 millions de visiteurs sont attendus, et 1 euro investi devrait en rapporter 6 », explique Jean-François Chougnet. Le directeur général de Marseille Provence 2013 mise sur 658 millions d'euros de retombées économiques. Eugène Caselli, président de la communauté MPM, résume l'objectif des acteurs majeurs de la ville : « Après une métropole de la culture, Marseille doit maintenant devenir une vraie métropole économique. »

Les 15 poids lourds de l'économie locale

Dans le transport et les services maritimes, l'immobilier ou le commerce, ces entrepreneurs dynamisent l'activité de la deuxième ville de France et, au-delà, de la région.

1 JACQUES SAADÉ, LE GÉANT DU TRANSPORT MARITIME. Troisième armateur mondial de transport maritime en conteneurs, CMA CGM dessert 400 ports dans le monde et réalise un chiffre d'affaires de 10,8 milliards d'euros (2010). Il emploie 18 000 personnes, dont 4 200 en France. Le groupe a inauguré en 2010 son nouveau siège social, dans la plus haute tour de Marseille (coût : 300 millions d'euros). A l'origine de cette épopée : Jacques Saadé, d'origine libanaise, diplômé de la London School of Economics et fondateur, en 1978, de la Compagnie maritime d'affrètement avant de racheter, en 1996, la Compagnie générale maritime.

2 JACQUES PFISTER, LE COACH ÉCONOMIQUE DE LA VILLE. « Je souhaite faire entrer la cité phocéenne dans les vingt premières villes économiques d'Europe », affirme Jacques Pfister, 62 ans. A la tête de la CCI de Marseille Provence (CCIMP) depuis janvier 2011, le patron de Jap Services gère un budget annuel de 200 millions d'euros. Diplômé de l'Insead, il a créé le Top 20, club de réflexion auquel adhèrent les grandes entreprises de Marseille.

3 LUTZ BERTLING, L'ALLEMAND AUX MANETTES D'EUROCOPTER. Diplômé de génie mécanique, l'homme d'affaires allemand Lutz Bertling est devenu, à 44 ans, en octobre 2006, le président d'Eurocopter, premier fabricant d'hélicoptères civils du monde. Située à Marignane, la société a généré en 2011 un chiffre d'affaires de 5,4 milliards

d'euros, en hausse de 12,5 % en un an. Implantée dans 21 pays, elle emploie 20 000 personnes et fêtera ses 20 ans cette année.

4 JEAN-LUC CHAUVIN, LE FÉDÉRATEUR DES ENTREPRENEURS. Le patron de la société Otim Immobilier a pris en juin 2010 la présidence du Medef départemental et de l'Union pour les entreprises des Bouches-du-Rhône (UPE 13). Ce Marseillais de 41 ans au franc-parler a fait augmenter le nombre d'adhérents de 30 %. L'UPE 13 vient de lancer un réseau social pour les 75 000 chefs d'entreprise des Bouches-du-Rhône.

5 CHRISTIAN LEFÈVRE, LE CAPITAIN À LA BARRE DE BOURBON. Ce quinquagénaire a commencé sa carrière chez Bourbon comme officier, en 1982. Le capitaine de première classe de la navigation maritime en est devenu le directeur général en janvier 2011. « Le leader international des services maritimes à l'offshore pétrolier opère 437 navires et prévoit, d'ici à 2015, une flotte de 600 unités », assure Christian Lefèvre. En 2011, Bourbon a dépassé le milliard d'euros de chiffre d'affaires et affiche une croissance de 18,6 % en un an.

6 PHILIPPE SAVINEL, LE ROI DU PASTIS. Dans le Groupe Pernod-Ricard dès 1985, Philippe Savinel devient PDG de Ricard en 2005. Le leader de l'anis (475 millions d'euros de chiffre d'affaires, 20 % du marché des alcools purs en France) emploie 1 000 personnes,

dont 400 au siège social, à Marseille. « Nous devons maintenant digérer la hausse de la TVA de 15 % sur l'alcool », explique Philippe Savinel. Il prévoit déjà une répercussion sur les prix à la consommation.

7 MARC PIÉTRI, LE PROMOTEUR SANS FRONTIÈRES. Ce diplômé en droit public aux allures de baroudeur festif préside Constructa depuis trente ans. Le groupe de services immobiliers, dont il est le principal actionnaire, possède cinq filiales et emploie 190 salariés. Promoteur des Sofitel à New York et à Washington, Constructa s'est implanté aux Etats-Unis de 1981 à 2005. « Après 1,7 milliard d'euros de projets réalisés, j'ai préféré quitter un marché trop spéculatif », justifie le PDG de 65 ans.

8 VINCENT MONNOT, LE RESTAURATEUR DES VOYAGEURS. Autogrill vient de fêter ses dix-huit ans en France, dont quinze dans la cité phocéenne. La filiale du groupe italien, leader mondial de la restauration aux voyageurs, génère un chiffre d'affaires de 271 millions d'euros. Vincent Monnot, 44 ans, en est le directeur général depuis 2009. « Nous sommes fiers d'être à Marseille, nous allons même construire un nouveau siège social », annonce ce passionné de rugby. Autogrill-France vient d'investir 4 millions d'euros dans l'aéroport de la ville.

9 EMMANUEL BARTHÉLEMY, LE BANQUIER DU MIDI. « La banque régionale permet une proximité relation-



nelle », décrypte Emmanuel Barthélemy, président du directoire de la Société marseillaise de crédit depuis 2005. Après avoir passé vingt-deux ans au CCF, le vice-président de l'UPE 13 a rejoint la SMC en 1998. Depuis septembre 2010, la banque est une filiale du Groupe Crédit du Nord. Fin 2012, elle reprendra les 54 agences du groupe dans la région Paca, en plus des 144 qu'elle possède déjà.

10 MICHÈLE BLANC, LA TORRÉFACTRICE PHOCÉENNE. C'est par un coup de foudre au Vélodrome que commence l'histoire des cafés Henry Blanc. Michèle y rencontre son mari. Ils rachètent une épicerie en 1978. Trente ans plus tard, la marque Henry Blanc est distribuée dans toute la région Paca et compte 120 salariés pour 14 millions d'euros de chiffre d'affaires. Le couple prévoit l'ouverture d'une septième boutique à Marseille et quinze nouvelles embauches.

11 JEAN-BRICE GARELLA, LE CHEF D'ENTREPRISE PLEIN DE STYLE. En 1970, son père crée la marque de prêt-à-porter Garella. Jean-Brice Garella dirige aujourd'hui l'entreprise familiale, au chiffre d'affaires de 38 millions d'euros, dont il a ouvert le capital il y a cinq ans « pour pérenniser l'activité ». L'autodidacte de 40 ans est aussi président de la Maison méditerranéenne des métiers de la mode et donne des cours dans le master de mode internationale de Marseille.

12 JEAN-DANIEL BEURNIER, LE PRO DES TÉLÉCOMMUNICATIONS. C'est en 1988 que Jean-Daniel Beurnier fonde Avenir Télécom. Spécialisée dans la téléphonie et les gadgets multimédias, la société, présente dans douze pays, emploie aujourd'hui 2 500 personnes et affiche un chiffre d'affaires de 564 millions d'euros.

© S.P.

Et aussi

Jean-Philippe André, 53 ans, est le patron d'Haribo-France SA depuis 2006. La société emploie 825 personnes, dont la moitié à Marseille. « Cela me prend deux fois trente-cinq heures », plaisante cet ancien directeur général de Danone et d'Heineken.

Bernard Belletante, nommé en 2008, est le directeur d'Euromed. En dix ans, l'école de commerce a triplé son nombre d'élèves, et ses ressources sont passées de 16 à 50 millions d'euros. Elle fusionnera avec Bordeaux Management School début 2013.

Jean-Claude Terrier, 59 ans, dirige le port de Marseille depuis 2008, premier port français, avec un trafic global en 2011 de 88 millions de tonnes.

Les 15 politiques aux commandes

Majoritaires au sein des collectivités locales, les socialistes escomptent bien emporter la mairie, bastion de la droite depuis dix-sept ans. Mais, au sein même des partis, l'échéance de 2014 aiguise toutes les ambitions.

1 JEAN-CLAUDE GAUDIN, L'INDÉBOULONNABLE PATRON. Dans son bureau au Vieux-Port, Jean-Claude Gaudin est entouré de photos de Nicolas Sarkozy. « C'est mon ami et je le soutiens de tout cœur. » Le sénateur de 71 ans a pourtant démarré aux côtés du socialiste Gaston Defferre. Elu à la mairie de Marseille depuis quarante-sept ans et maire depuis 1995, l'actuel président du groupe UMP au Sénat se félicite d'avoir fait baisser le chômage de 21,6 à 13 %. Il s'interroge sur un quatrième mandat de maire et donnera sa réponse courant 2013, « selon le contexte politique du moment ».

2 ROLAND BLUM, L'ÉLÉPHANT DE L'UMP. Vingt-neuf ans au conseil municipal et vingt-six à l'Assemblée nationale ont convaincu Roland Blum : « La politique est une maladie incurable. » Le premier maire adjoint de Marseille a d'abord été chargé des affaires sociales puis du développement économique, en 2008. Après avoir été élu six fois député sans interruption, Roland Blum a décidé de ne pas se représenter en 2012. Il sera candidat dans le sixième secteur aux prochaines municipales.

3 JEAN-NOËL GUÉRINI, L'EMBARRASSANT CACIQUE PS. Sénateur et président du conseil général des Bouches-du-Rhône depuis 1998, Jean-Noël Guérini est soupçonné d'avoir favorisé son frère, Alexandre, dans l'attribution de marchés publics. En juillet 2011, il est contraint de laisser son poste de président de la fédération PS des Bouches-du-Rhône. Mis en examen, il délègue

sa présidence du conseil général en septembre. La direction du PS a appelé à sa démission, ce qu'il a refusé.

4 MICHEL VAUZELLE, LE BARON SOCIALISTE TITILLÉ. Ancien garde des Sceaux et ancien maire d'Arles, il est à la tête du conseil régional depuis 1998. Quatre fois député d'Arles, l'élu PS de 67 ans se représente en 2012. Il a été entendu comme témoin assisté dans l'affaire des associations fantômes. En 2007, plus de 700 000 euros ont été détournés, malgré la création d'une inspection générale des services au sein du conseil régional. « C'est difficile d'observer les actes des 5 000 personnes qui travaillent ici », se justifie Michel Vauzelle.

5 SAMIA GHALI, LA SÉNATRICE QUI CROIT AUX QUARTIERS NORD. Cette conseillère municipale depuis 2001 a connu la consécration en 2008 en étant élue sénatrice PS et maire des XV^e et XVI^e arrondissements. « Le développement de la ville ne pourra se faire que par ce secteur, à la fois proche de Marignane, de l'autoroute et du port », affirme Samia Ghali, qui est aussi chargée du logement social à la communauté Marseille Provence Métropole (MPM).

6 RENAUD MUSELIER, L'ÉLU EN QUÊTE DE CONSÉCRATION. Le député UMP, ancien secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et adjoint délégué à Marseille Provence 2013, a été nommé en septembre 2011 à la tête de l'Institut du monde arabe. En 2008, il avait été battu de justesse par Eugène Caselli à la pré-

sidence de la communauté urbaine MPM. « J'ai été trahi par mes amis », assène l'ancien premier maire adjoint de Marseille. A 52 ans, il briguera l'hôtel de ville en 2014.

7 EUGÈNE CASELLI, L'HOMME DU CONSENSUS. « Gérer une communauté urbaine, c'est travailler en collaboration avec 18 maires », explique le président socialiste de MPM, élu en 2008. Selon l'ancien premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, la clé de la réussite se trouve dans la création d'une métropole qui fédérerait les communautés de MPM, Aix, Aubagne et Martigues.

8 CAROLINE POZMENTIER, LA MADAME SÉCURITÉ. En 2008, cette avocate a fait son entrée en politique comme adjointe déléguée à la sécurité. « Engagement et expérience ne vont pas forcément de pair », explique la patronne des 240 policiers municipaux. En 2011, Caroline Pozmentier a déposé un arrêté contre la mendicité. Elle veut installer environ 1 500 caméras de vidéosurveillance d'ici à 2013.

9 PATRICK MENNUCCI, LE CHEF DE L'OPPOSITION MUNICIPALE. Garagiste pendant douze ans, Patrick Mennucci a changé de voie. En 2008, l'ancien directeur adjoint de la campagne présidentielle de Ségolène Royal a raflé à la droite la mairie des I^{er} et VII^e arrondissements de Marseille. Candidat aux législatives, il se dit disponible pour les municipales, face à Eugène Caselli. « J'en ai envie et je pense avoir la com-



pétence pour », affirme le président du groupe d'opposition Faire gagner Marseille au conseil municipal.

10 MARTINE VASSAL, L'ENTREPRENEUSE RECONVERTIE. Après avoir dirigé l'entreprise familiale pendant quinze ans, Martine Vassal se lance dans la politique. Adjointe aux emplacements publics en 2001, conseillère générale en 2002, elle est aussi adjointe à la qualité de la ville depuis 2008, et chargée de l'organisation du Forum mondial de l'eau, en mars 2012, à Marseille.

11 SÉBASTIEN BARLES, LE DOCTEUR VERT. Le conseiller municipal de 38 ans a d'abord milité au sein de la Ligue des droits de l'homme et d'Amnesty International. Depuis mai 2011, Sébastien Barles est porte-parole régional d'Eu-

rope Ecologie-Les Verts. « Il faut sortir du système clientéliste, assène le docteur en droit public. Marseille est en attente d'une respiration écologique et citoyenne. » Aux législatives, il s'opposera à Patrick Mennucci dans la quatrième circonscription.

12 DANIELLE LAMARQUE, LA LETTRÉE VERSÉE EN CONTRÔLE BUDGÉTAIRE. Malgré son agrégation de lettres classiques, l'énarque s'est toujours intéressée à la gestion des structures publiques. Présidente de la cour régionale des comptes depuis 2005, Danièle Lamarque exerce un contrôle budgétaire sur les 2 405 comptes des collectivités de la région Paca. « 24,7 milliards d'euros sont surveillés, c'est l'équivalent du budget de l'enseignement supérieur ! » s'exclame-t-elle. © S.P.

Et aussi

Michel Pezet, candidat malheureux aux élections municipales à Aix en 2008, est conseiller général des Bouches-du-Rhône depuis 1998. Délégué à la culture, l'avocat marseillais et ancien président PS du conseil régional est optimiste quant à l'avenir de sa ville.

Eric Diard, 46 ans, est maire de Sausset-les-Pins depuis 2001. Elu député UMP en 2002, il a déposé fin 2011 une proposition de loi en faveur d'un service garanti dans les transports aériens, lors des grèves du personnel.

Frédéric Dutoit, président du groupe communiste à la mairie, a été le dernier député PC de Marseille, de 2002 à 2007. Il est le candidat du Front de gauche aux élections législatives dans la cinquième circonscription, face à Renaud Muselier.

Les dix chercheurs à la pointe

Biologistes, géologues, astronomes, mathématiciens, ils portent haut la réputation des grands laboratoires de recherche de la cité phocéenne.

1 ÉRIC VIVIER, LE DÉFENSEUR DE L'IMMUNITÉ. Ce diplômé d'une école vétérinaire a exercé cinq ans avant d'occuper un poste de doctorant à Harvard. « Je suis plus intéressé par l'étude des défenses de l'organisme que par le fait de soigner des chats », plaisante le professeur des universités à Aix-Marseille. Directeur du centre d'immunologie à Luminy, labélisé CNRS et Inserm, il supervise 17 laboratoires et 250 personnes. Après avoir découvert une nouvelle façon de stimuler l'immunité pour combattre les tumeurs, il travaille maintenant sur l'élaboration d'un traitement.

2 JEAN-GABRIEL CUBY, LE PISTEUR D'ÉTOILES. Chercheur, professeur et astronome, Jean-Gabriel Cuby a connu plusieurs carrières. L'agrégé de physique a participé à l'élaboration d'un des plus grands télescopes du monde, installé au Chili à la fin des années 90. En 2002, il a découvert une des trois plus lointaines galaxies connues à l'époque. Après avoir exercé en Allemagne et au Chili, Jean-Gabriel Cuby a intégré le laboratoire d'astrophysique de Marseille en 2003. Il dirige depuis le 1^{er} janvier 2012 cette structure, au budget annuel de 4 millions d'euros.

3 MUSTAPHA OULADSINE, LE PRONOSTIQUEUR DE DÉFAILLANCES. Créé en 2002 par un regroupement d'équipes de recherche, le Laboratoire des sciences de l'information et des systèmes fédère aujourd'hui plus de 200 personnes. Après l'avoir intégré en 2001, Mustapha Ouladsine le dirige



depuis 2008. Le doctorant en automatique centre ses recherches sur le pilotage et la surveillance des systèmes complexes, dans les transports et l'industrie. Ses équipes travaillent sur les bilans de santé des hélicoptères et des bateaux, en partenariat avec Eurocopter et la Direction générale de l'armement.

4 NATHALIE FAVRETTO-CRISTINI, LA SPÉCIALISTE DES ONDES. Après ses études d'acoustique, Nathalie Favretto-Cristini consacre onze ans à la géoscience. En septembre 2008, elle intègre le Laboratoire de mécanique et d'acoustique, dont elle est directrice adjointe depuis janvier 2012. Elle s'attaque à la propa-

gation des ondes sismiques entre les milieux géologiques. « Nous caractérisons les sols pour trouver des réservoirs d'hydrocarbures ou de CO₂ », explique la chargée de recherches au CNRS. La structure de 135 personnes s'installera en 2014 sur le technopôle de Château-Gombert.

5 BERNARD COVA, L'AVANT-GARDISTE EN MARKETING. En 1995, en pleine vague de marketing axé sur l'individualisation, sa théorie du marketing tribal étonne. Mais, quinze ans plus tard, la plupart des entreprises l'appliquent. « Certaines, comme Lego ou Alfa Romeo, travaillent même en partenariat avec des communautés de consommateurs », avance Bernard Cova, enseignant-chercheur à Euromed depuis 2005. Il est en parallèle professeur visitant à l'université Bocconi de Milan.

6 NICOLAS THOUVENY, LE SCIENTIFIQUE DE LA TERRE ET DE L'ENVIRONNEMENT.

Après avoir été chercheur au Centre européen de recherche et d'enseignement des géosciences de l'environnement, il en est devenu le directeur en 2010. Le laboratoire, sous la tutelle d'Aix-Marseille Université et du CNRS, étudie la dynamique de la surface terrestre et les processus naturels gouvernant le climat. « Nous regardons comment l'activité humaine interagit avec ces processus », ajoute le professeur des universités.

7 DIDIER RAOULT, LE DÉTECTEUR DE BACTÉRIES.

Le biologiste a découvert en 2003 le Mimivirus, plus gros virus connu à l'époque. Depuis le début de sa carrière, cet homme de 58 ans a identifié plus de 100 microbes. « Je ne sais pas quelle est ma découverte la plus importante, je les aime toutes », affirme Didier Raoult. Depuis 2008, le médecin de formation dirige l'unité de recherche en maladies infectieuses de Marseille. Le grand prix Inserm est venu récompenser en 2010 l'ensemble de son travail.

8 GILLES LACHAUD, LE MATHÉMATICIEN ÉMÉRITE.

Directeur de l'Institut de mathématiques de Luminy de 2004 à 2011, Gilles Lachaud a dû laisser son poste à 65 ans. Mais pas question de ne plus travailler. Le nouveau directeur de recherches émérite du CNRS participe à la mise au point de protocoles de cryptage, utilisés pour assurer la sécurité d'une communication ou d'un paiement par carte bancaire. © S.P.

Et aussi

Jean-Paul Borg, 46 ans, est spécialisé dans l'identification des anomalies moléculaires. Depuis 2007, le biologiste est directeur de recherche, à l'Institut Paoli-Calmettes. Le centre, entièrement dédié à la lutte contre le cancer, emploie 250 chercheurs.

Pierre-Guy Hourquet, 43 ans, a été nommé directeur de la recherche à Euromed en janvier 2012. Ancien professeur de management à l'Essec et à l'Edhec, ce chercheur en sciences de l'entreprise développe les partenariats avec les PME des environs.

Les 5 têtes d'affiche de la culture

1 JEAN-FRANÇOIS CHOUGNET, LE HÉRAUT DE MARSEILLE PROVENCE

2013. Dès sa sortie de l'ENA, en 1981, Jean-François Chougnat choisit le ministère de la Culture. Après avoir travaillé au centre Pompidou et dirigé le musée Berardo à Lisbonne, il devient, en avril 2011, directeur général de Marseille Provence 2013, capitale européenne de la culture. 98 millions d'euros ont été investis dans 500 manifestations culturelles et 50 structures seront construites ou rénovées pour l'événement. « Nous attendons 15 millions de visiteurs en 2013 et 658 millions d'euros de retombées économiques. »



2 PAPET J, LE CHANTEUR DE REGGAE PROVENÇAL.

« Je n'aime plus le café français depuis que je me produis en Italie et au Brésil », plaisante René Mazzarino, alias Papet J. Depuis 2006, l'artiste a sorti deux albums et fait des tournées en solo. Il continue d'appartenir à Massilia Sound System, groupe de reggae marseillais



fondé il y a vingt-sept ans pour défendre la culture provençale. « Nous luttons contre l'uniformisation, nous sommes des amplificateurs de murmures », affirme le chanteur de 52 ans, révolté par la mondialisation et l'industrie du disque. Le groupe a prévu une vingtaine de dates pour l'été 2012.

3 BÉATRICE DESGRANGES, L'ÂME DU FESTIVAL MARSATAC.

Au début des années 90, trois étudiants marseillais rêvent de créer un espace dédié à la culture musicale de leur ville. En 1999, la première édition du festival Marsatac rassemble



1200 personnes. En 2011, ils sont plus de 28 000 spectateurs, et le budget atteint 1,3 million d'euros. « Marsatac apporte une vision moderne de Marseille, au-delà des cigales et de la pétanque », explique Béatrice Desgranges, productrice et cofondatrice. La diplômée de l'ESC-Nice est également directrice d'Orane, association fondée en 1998 pour encadrer le festival et d'autres créations artistiques.

4 ALAIN ARNAUDET, LE DÉRI- CHEUR DE TALENTS.

Après avoir dirigé le centre culturel français au Brésil, puis au Cambodge, Alain Arnaudet s'est installé à Marseille. Il y dirige, depuis juillet 2011, le Système Friche Théâtre, une association créée



en 1990 qui accueille plus de 70 structures de théâtre, danse et musique. La Friche vient d'engager 30 millions d'euros dans de grands travaux de rénovations. « Elle doit être l'emblème culturel de Marseille aux niveaux national et international », affirme le diplômé de gestion, âgé de 45 ans.

5 BRUNO SUZZARELLI, LE DIRECTEUR DU CHANTIER MUCEM.

L'ancien inspecteur général des affaires culturelles a été nommé en septembre 2009 pour diriger les travaux du futur musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (Mucem), qui ouvrira ses portes au printemps 2013 sur trois sites d'une surface de 40 000 mètres carrés. Le projet, d'un coût de 184 millions d'euros, est l'un des plus importants de l'année européenne de la culture. « C'est un joli défi, il faut constituer une équipe, construire un programme et respecter les délais », détaille l'énarque. © S.P.



Les 5 figures des grandes familles

De l'artisanat local à l'ingénierie mondiale, ces Marseillais ont repris avec succès le flambeau de leurs aînés.



1



2



4



3



5

1 PHILIPPE RENOUX-CARBONEL, L'ARTISAN SANTONNIER. Dès l'âge de 15 ans, Philippe Renoux-Carbonel quitte l'école pour travailler dans l'atelier de santons de son grand-père, ouvert en 1935. Après sa mère Danièle, Philippe prend le relais en 1993. « Nos pièces sont entièrement conçues à la main, dans le respect de la tradition », assure l'homme de 53 ans. Avec 40 salariés et 160 000 santons fabriqués à l'année, Santons Marcel Carbonel atteint un chiffre d'affaires de 1,6 million d'euros. « Il ne faut pas que le métier se perde, c'est trop beau », s'inquiète celui qui voit déjà son fils lui succéder dans quelques années.

2 ÉLISABETH COQUET-REINIER, L'EXPERTE DU MULTISERVICE. En 1924, Hippolyte Reinier crée une société de nettoyage à Marseille. Son fils Louis est aujourd'hui président du conseil de surveillance d'Onet SA. Sa petite-fille, Elisabeth Coquet-Reinier, préside la

holding Reinier depuis 2008. « Je voulais devenir biologiste, puis j'ai fait un deal avec mon grand-père », se rappelle la diplômée en gestion. Et

sa fille de 30 ans est directrice déléguée à la stratégie depuis trois ans. Le groupe de services en propreté, sécurité et ingénierie nucléaire a réalisé en 2010 un chiffre d'affaires de 1,4 milliard d'euros. Implanté dans dix pays, il emploie 57 000 salariés, dont 2 900 à Marseille.

3 HERVÉ ROFRITSCH, L'HÉRITIER DE LA PÉTANQUE. Le célèbre jeu provençal est né en 1907 mais, dès 1904, Félix Rofritsch fabrique des boules cloutées en bois. Ses fils Marcel et Fortuné mettent au point en 1936 la boule en acier aux reflets bleutés qui donnera son nom à l'entreprise. Le fils de Marcel, Maurice, dirige La Boule bleue lorsqu'un incendie ravage l'atelier, en 1987. Hervé, quatrième génération de la famille, rejoint la société en 1994. « Tout était détruit, on a mis quinze ans à remonter la pente », raconte son dirigeant depuis 2005. La Boule bleue compte

5 salariés et fabrique 45 000 boules chaque année pour un chiffre d'affaires de 800 000 euros.

4 PATRICK DAHER, LE CHAMPION DE L'INDUSTRIE. Fondée par Paul Daher en 1863, l'entreprise est toujours restée aux mains de la famille. « Mon grand-père, mes deux oncles, puis moi, énumère Patrick Daher : 250 actionnaires du groupe sont reliés à mon arrière-grand-père. » Le diplômé de l'Essec fait ses armes pendant quinze ans au sein du groupe Daher avant d'accéder à son sommet en 1991. La société de services et de transports maritimes a depuis élargi son activité à la fabrication industrielle. Équipementier de premier rang dans l'aéronautique et le nucléaire, Daher emploie 7 500 personnes dans 14 pays et génère un chiffre d'affaires de 850 millions d'euros. « Il a triplé en six ans », se réjouit le financier de 62 ans. En juin 2011, le groupe a ouvert à Marseille une usine logistique dans laquelle travaillent 600 personnes.

5 LUCIE MAUREL-AUBERT, DU BARREAU À LA BANQUE. En 1929, Robert et Pierre Maurel créent leur banque à Marseille. Elle fusionne en 1964 avec celle des Martin. Bernard Maurel, le fils de Robert, est depuis président du conseil d'administration de la compagnie financière Martin Maurel. Sa fille Lucie, vice-présidente, l'a rejoint il y a dix ans. « J'ai exercé ma profession d'avocate d'affaires pendant quinze ans avant d'intégrer la banque à la demande de mon père », explique-t-elle. La structure emploie 472 personnes, dont 225 à Marseille, et affiche un produit net bancaire de 89 millions d'euros en 2010.

© S.P.



Sur le carreau du Cours Julien ou de la Plaine, il y avait une vraie vie "de village" puis en 1972, les premières voitures arrivent au Min des Arnavaux pour de nouvelles activités. Autre temps, autres mœurs. / PHOTOS UP

Le Min des Arnavaux fête ses 40 ans

Le 20 mars 72, après des décennies passées à la Plaine et au Cours Julien, le "ventre de Marseille" mettait le cap au nord

Aujourd'hui, le Marché d'Intérêt National (Min) Marseille Provence Métropole des Arnavaux fête ses 40 ans. Ce marché "de proximité, moderne et polyvalent a su se moderniser et se mettre aux normes", comme l'explique son président, le 1^{er} adjoint au maire UMP chargé des affaires économiques, Roland Blum. "Une ville dans la ville un complexe stratégique essentiel pour un territoire où nous voulons maintenir les activités agricoles" pour Eugène Caselli, le président PS de la communauté urbaine Marseille Provence métropole. Quand, à la fin de l'hiver 72, importateurs, grossistes et paysans prenaient le chemin d'un vaste terrain situé aux Arnavaux, peu de responsables ima-



Sur le site des Arnavaux plus de 800 personnes travaillent chaque jour dont près de 300 dans les fruits et légumes. / PHOTO NICOLAS VALLAURI

Les chiffres clés	
- Le 20 mars 1972, le MIN des Arnavaux ouvrait officiellement.	
34	Le nombre d'hectares des terrains concédés.
267	Le nombre de producteurs de fruits et légumes.
43	Le nombre de grossistes et permanents.
815	Le nombre d'emplois sur le site dont 284 dans les fruits et légumes.
1 205	Le nombre d'entrées journalières sur le site.
1,6	En million, le nombre d'habitants des Bouches-du-Rhône, des Alpes de Haute-Provence et du Vaucluse concernés par ce Min.
306 346	En tonnes, les quantités commercialisées en 2010 (derniers chiffres connus).
390 045	En millions d'euros le chiffre d'affaires de l'ensemble des opérateurs.

"En temps de crise, il est inadapté de faire des dépenses pour cet anniversaire." LA DIRECTION

ginaient que, 40 ans plus tard, ce Min deviendrait la fourmillière que l'on connaît chaque nuit. Un ballet incessant de camions, des marchandises de toutes sortes avec ces tonnes de fruits et légumes qui se vendent mais aussi des fleurs et des plantes en pot dans une ambiance parfois bon enfant, souvent studieuse. "Le Min, c'est une divers-

sité de populations, des produits et des ambiances d'un mois à l'autre", note dans le bulletin interne de ce mois José Penalver, de la société Blampin.

Sur les carreaux, dans les entreprises, tout le monde se connaît, ou presque. Certes, l'ambiance n'est plus celle de la Plaine ou du cours Julien (lire ci-dessous) mais le "ventre de

Marseille" a changé de braquet. Dans le volume des affaires comme dans celui des relations clients-professionnels. Pour voir battre le pouls du Min, outre le travail quotidien intense, la pause déjeuner au restaurant "La Gratinée" est aussi symptomatique du changement de mentalités. "Aujourd'hui, sur le Min, il y a

davantage de profils chef d'entreprise que producteurs ou grossistes des années 60-70", témoigne un ancien qui a su s'adapter à une nouvelle vie.

Quand les Arnavaux sont nés, d'autres marchés de ce type avaient déjà changé de lieux et d'habitude. Cavailon, Avignon et bien sûr Paris. "Toutes proportions gardées, il y a 40 ans,

notre passage du centre-ville de Marseille au Min, c'est un peu ce qui s'est produit pour les professionnels des halles de Paris vers Rungis", précise Jean-Louis Gardair dont la famille est dans les fruits et légumes depuis 109 ans. On est alors décidément bien loin de ce 20 mars 1972 où *Le Provençal* écrivait: "C'était inévitable, face aux véhi-

cules qui avançaient au pas sur deux files paralysant la circulation sur la voie montante de l'autoroute Nord, de la porte d'Aux aux Arnavaux, la direction du marché d'intérêt national de Marseille a dû bousculer le règlement, ouvrant les portes avant l'heure".

Éric ESPANET (avec le service documentation)

LE TÉMOIGNAGE Jean-Louis Gardair (Uniprim)

"On a gagné en modernité mais perdu en identité"

Jean-Louis Gardair, gérant d'Uniprim, avec sa sœur et son frère, est dans les fruits et légumes depuis 50 ans. Il a connu le déménagement de la Plaine et du cours Julien vers les Arnavaux en mars 1972. Avec passion et gouaille, il évoque l'avant et l'après Min. Déjà, à l'âge de 8 ans, il se levait la nuit pour regarder travailler sur le carreau ses parents et leurs collègues. "Quand je serai grand je ferai comme eux", expliquait-il.

Aujourd'hui, à l'âge de 68 ans, Jean-Louis Gardair se souvient de "cette vie de village, cette identité qu'il y avait sur le cours Julien. On menait une vie à part, la nuit et le jour, tout le monde était à la même enseigne. On faisait 90 heures par semaine, il n'y avait pas de barrière sociale. En partant aux Arnavaux, on a gagné en modernité, en confort mais on a perdu en identité en vivant dans le béton. Aussi, il y avait les partisans du changement, les professionnels les plus gros. Ceux qui avaient les reins moins solides étant plutôt contre ce départ".

Et de se rappeler le bon vieux temps, celui où sa famille est dans le milieu depuis 1909. "Il y avait des commissionnaires en fruits et légumes; les producteurs leur portaient la marchandise, retenant une commission sur les ventes. C'était l'époque où la marchandise se vendait de gré à gré".

On trouvait aussi sur le carreau du cours Julien "les dames partissanes". Elles n'avaient pas de magasin et vendaient en gros les fruits et légumes. Puis à partir de 8 heures jusqu'à 13 heures, place aux "femmes du marché" qui s'occupaient du détail. "Avant guerre, il y avait 1 000 vendeuses de ce type jusqu'au département, c'est comme ça qu'on appelait la descente du cours Julien", note encore M. Gardair.

Sur la Plaine, place Jean-Jaurès, de 1 heure du matin jusqu'à 7 h, c'était une grosse animation sur le marché des producteurs de la ceinture marseillaise. À partir de 7 h, ces mêmes vendeurs reprenaient leurs casquettes de paysans et partaient travailler pour une deuxième journée... à la campagne. Des tranches de vie qui, avec le déménagement vers les quartiers nord, ont disparu.

Toutefois, "le Min des Arnavaux, est une fenêtre vers plus de diversité, de qualité et de fraîcheur" comme le remarque Flavien Faus de la société éponyme.

La rue de la République est de nouveau à vendre

Eurazeo songe à céder sa filiale ANF qui gère un patrimoine immobilier

La rue de la République, avec ses façades haussmanniennes qui peu à peu reprennent vie, se retrouve de nouveau sous les feux de l'actualité. Selon nos informations, le groupe Eurazeo, une société d'investissement cotée en bourse, s'appêterait à céder sa filiale ANF Immobilier dont il détient 51,6% du capital. Une affaire que Marseille regarderait de très loin, si la filiale en question ne possédait près de 185 000 m² d'immeubles mixtes de très grande qualité dans la partie basse de l'artère historique, n'était le partenaire de plusieurs grands projets au sein d'Euroméditerranée et ne disposait d'importantes réserves foncières (voir ci-dessous).

Pour l'heure, Eurazeo ne souffre mot. Contacté directement, l'investisseur fait répondre "qu'il ne commente pas les rumeurs". Chez ANF, la réponse est aussi "pas de commentaire". Mais dans un rapide échange, Alain Lemaire, à la tête du conseil de surveillance d'ANF, précise cependant "qu'une assemblée générale des actionnaires va se réunir le 3 mai". Une réunion à laquelle sera présenté un document de référence incluant le rapport financier pour l'année 2011. Rien de plus normal. Le 15 mai, une autre assem-

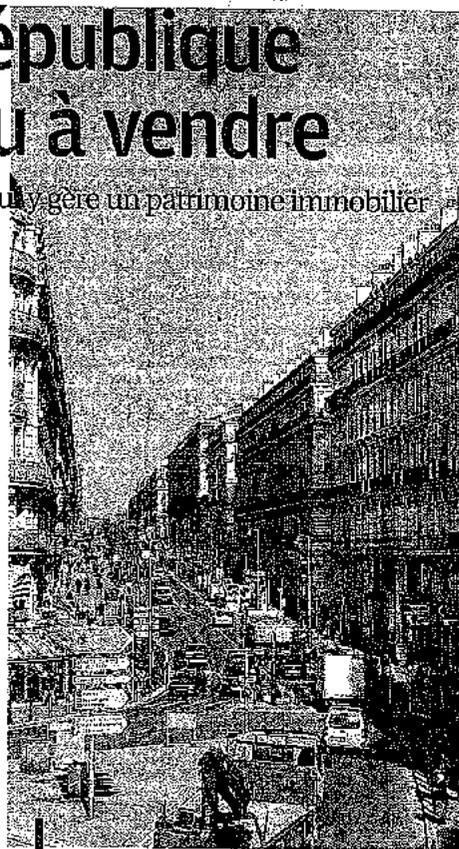
blée est programmée chez Eurazeo. C'est à partir de ces deux échéances qu'on pourrait en savoir plus.

Pour l'heure, les fuites font état d'une mission confiée il y a deux mois à la banque Lazard afin qu'elle trouve des repreneurs pour ANF. Toujours selon nos sources, cinq investisseurs auraient déjà déposé une offre. Parmi eux, des anglo-saxons. D'où cette réflexion d'un proche du dossier: "Si jamais la rue de la République tombe dans des histoires de vente à la découpe, ça va faire du bruit". Façon de dire que la Ville de Marseille n'acceptera jamais la mise en œuvre d'une telle démarche.

Reste à savoir pourquoi Eurazeo a eu cette idée de se séparer de sa filiale qui travaille à Marseille, Lyon et Bordeaux, et gère les murs de la chaîne hôtelière B&B. "Marseille n'est pas en cause dans cette affaire, juge un professionnel qui souhaite conserver l'anonymat. Mais peut-être que pour Eurazeo, il est temps de réaliser ses mises et de passer à autre chose. Si elle se concrétise, cette démarche obéira à une démarche purement financière. Le problème, c'est que la rue de la République, ce n'est pas n'importe quoi".

Jean-Luc CROZEL

lkrozel@laprovence-presses.fr



La rue de la République. L'artère reprend vie en étant un trait d'union entre le Vieux-Port et Euroméditerranée. / PHOTO F. PENNANT

Une artère impériale qui cherche sa voie depuis son percement en 1864

La rue de la République - anciennement rue Impériale - a été construite sous le Second Empire, entre 1862 et 1867, au moment où la ville de Marseille connaît une forte croissance de sa population.

Percée dans les vieux quartiers afin de relier le centre à ses ports, elle répond à un mode de réaménagement urbain amorcé, au sein de la capitale, par le préfet Haussmann. Malgré la qualité du cadre bâti, la Compagnie immobilière, alors

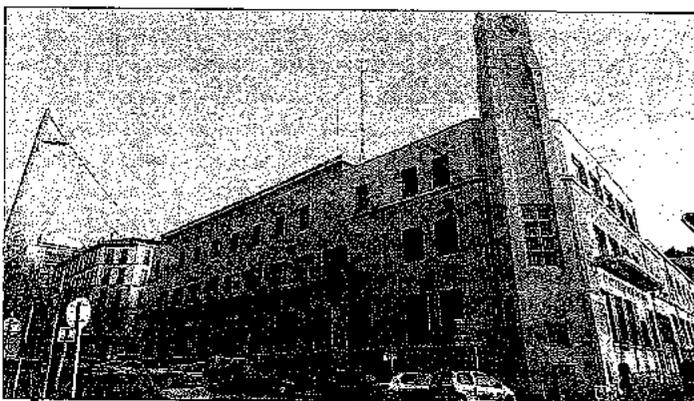
propriétaire, peine à vendre, puis à louer les appartements. La totalité du parc de la rue de la République n'est occupée qu'en 1890.

Un siècle et demi plus tard, un vaste projet de réaménagement urbain piloté par l'établissement public Euroméditerranée concerne à nouveau la rue de la République. Deux grands propriétaires possèdent l'artère. Son patrimoine est alors séparé en deux: celui de rue Impériale dont

le nom devient société immobilière marseillaise et celui de Danone, vendu par rue Impériale et de moins bonne qualité.

Cette partie, qui est celle d'Atemi aujourd'hui, est revendue en 2002 au Strasbourgeois P2C, qui ne tient pas ses engagements et qui revend en juillet 2004 à Lone star. De son côté, la société immobilière est fusionnée avec le patrimoine d'ANF, filiale du fonds d'investissement français Eurazeo.

On retrouve ANF dans le rachat à la SNCM de son siège historique



Le siège de la SNCM, un bâtiment art déco de 20 000 m² qui porte encore les lettres de la Compagnie Générale Transatlantique, a été vendu pour 19 millions d'euros. / PHOTO FRÉDÉRIC SPEK

Un dossier peut en cacher un autre. Nouvelle illustration du rôle joué par Eurazeo-ANF au sein du périmètre Euroméditerranée, avec cette transaction bouclée le 28 février dernier avec la vente par la SNCM, de son siège social du boulevard des Dames. Une opération voulue par la compagnie maritime et son actionnaire Veolia Transdev, parce que l'actuel bâtiment art déco de 20 000 m² sur plusieurs niveaux qui abrite aussi 16 logements - mais oui -, est jugé "totalement inadapté aux nécessités d'une exploitation rationnelle".

L'affaire a donc été conclue pour un montant de 19 millions d'euros avec une société baptisée JDML. Elle rassemble, outre Eurazeo-ANF, le groupe Biffare. C'est lui qui construira dans un délai

de deux ans, le futur siège social de la SNCM sur un terrain de 8 000 m² pris sur les réserves foncières qu'ANF Immobilier possède au sein du périmètre Euroméditerranée. En l'occurrence, le lieu de construction se situera juste à côté du futur hôpital Ambroise Paré.

Que deviendra alors le siège historique construit en 1928 pour l'ex-Transat, dont la transformation sera étroitement surveillée par la Ville? "Nous sommes d'accord pour une opération comportant un hôtel, un casino, des commerces et des logements. Nous attendons maintenant qu'on nous présente un cahier des charges", répond le premier adjoint Roland Blum. Un autre chantier en perspective.

SON IMPLANTATION

Impossible de dissocier ANF Immobilier d'Euroméditerranée. ANF rue de la République rime, en grande partie avec, des immeubles haussmanniens favails, des trottoirs élargis, 200 arbres plantés, un parking de 600 places et une desserte qui rend jaloux n'importe quel boulevard. 1 412 logements ont ainsi été loués en 2011, dont une partie de meublés. Il resterait encore 32 506 m² d'habitation vacante, surtout sur la partie centrale de la rue. La relocation des surfaces vacantes représenterait un potentiel de 4,3 millions d'€, sans oublier les 40 000 m² de bureaux (loyer moyen de 182€/m²).

ANF prévoit dans le secteur de la rue Montolieu, la construction, d'ici 2014, de deux immeubles. Avec des enseignes comme H&M ou Star bucks; le redéploiement commercial est au cœur du sujet avec des loyers estimés à environ 2,8 millions d'€.

Plus largement, ANF Immobilier va aussi développer sur le terrain mitoyen du nouvel hôpital Ambroise Paré un programme de 26 000 m² de bureaux, logements, hôtel, résidence seniors, commerces, parkings, le tout avec une certification HQE. Les loyers futurs sont estimés à 4 millions d'€.

Enfin, ANF poursuit sa politique de commercialisation dans le quartier Pavillon-Vacon avec le premier Casino Shopping en France, mais aussi un immeuble de bureaux boulevard Rabatau.

51 000 embauches en projet

C'est ce que prévoit, pour les Bouches-du-Rhône, l'enquête sur les besoins en main-d'œuvre réalisée par Pôle emploi. 21 000 sont sur Marseille, 9 900 sur Aix.

Plus facile de parler emploi dans une période de crise où les chiffres du chômage ne cessent de progresser. Au niveau national, où le seuil de 10% a été atteint avec plus de 4 millions de personnes à la recherche d'un emploi, dans notre région, où 369 259 personnes, dont 159 798 pour le seul département des Bouches-du-Rhône, étaient inscrites sur les listes de Pôle emploi au terme du mois de mars. Pourtant, malgré la hausse régulière enregistrée ces derniers mois, laquelle est révélatrice des incertitudes qui pèsent sur les entreprises, "la création d'emploi existe toujours". Et c'est pour mieux le cerner que le service public vient de publier pour la dixième année, son enquête annuelle sur les besoins en main-d'œuvre. Un travail réalisé par bassin d'emploi auprès de 142 000 établissements. C'est à partir des réponses fournies par 28 000 et des compléments téléphoniques, que le profil de l'année 2012 a pu être dégagé. Mettant en évidence 149 600 intentions de recrutements. Dont

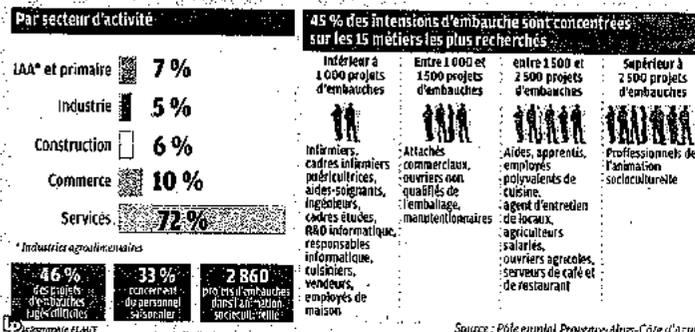
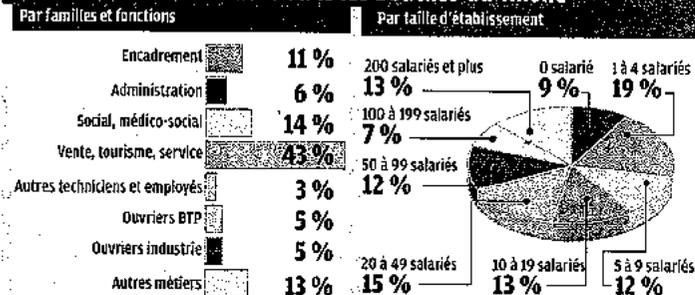
51 380 dans les Bouches-du-Rhône, n°1 régional en terme d'intentions. L'intégralité de l'étude, disponible sur les sites pole-emploi.fr et laprovence.com, montre que dans ce département, 45 % des intentions de recruter concernent 15 métiers (infographie) qui s'avèrent être les plus recherchés.

En tête, l'animation socio-culturelle, l'aide à domicile et l'aide ménagère. Le métier de cuisinier est aussi très demandé. Les services (72 %) arrivent en tête des secteurs qui recruteront le plus, suivis du commerce. Sans surprise, les familles de métiers les plus dynamiques se retrouvent dans la vente, les services et le tourisme (43 %), les fonctions sociales et médico-sociales, ainsi que l'encadrement. Enfin, les établissements de moins de 1 à 4 salariés, avec ceux dont l'effectif varie de 20 à 49 personnes, sont les plus nombreux à indiquer leurs intentions de recruter en 2012.

Jean-Luc CROZEL

Retrouvez les vidéos sur LaProvence.com

Les intentions d'embauche dans les Bouches-du-Rhône



Source : Pôle emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur

LES PARTICIPANTS

- **Pôle emploi**, Philippe Bel (directeur régional), Boris Orcei (statistiques, études et évaluations), Michèle Nicol (directrice adjointe des politiques de communication).
- **Afpa**, Jean-Luc Le Clech (directeur régional), Eric Gras (directeur commercial et développement).
- **CCIMP**, Virginie Delmas (développement, emploi, formation), Monique Brisco (communication et action culturelle).
- **Euromed**, François Lassalle-Cottin (programme dirigeants et managers).
- **Groupama**, Dominique Schiavi (directrice de la communication).
- **RTM**, Denis Costopoulou (directeur des ressources humaines).
- **La Provence**, Marc Auburtin (directeur général délégué), Philippe Minard (directeur de la rédaction).
- **Eurosud**, Eric Langlois (directeur de la Régie).

PAROLES DE PARTENAIRES

"La principale difficulté est la relation au travail"

Il y a certes des métiers en tension et l'étude sur les besoins de main-d'œuvre montre aussi que les entreprises peuvent rencontrer des difficultés pour certains métiers. C'est par exemple le cas pour les attachés commerciaux et certains ingénieurs et cadres d'étude, ou encore pour du personnel soignant. Mais pour autant, "pour ce qui nous concerne, la principale difficulté reste la relation au travail", explique Denis Costopoulou, le directeur des ressources humaines de la RTM. Nous recrutons principalement des conducteurs de bus et des vérificateurs et on utilise souvent la méthode de recrutement par simulation. On trouve, mais la question c'est: vont-ils rester? Cela pose la question du profil et de la sélection qui doivent être appréciés aussi finement que possible. Cette difficulté de la relation au travail, "Groupama qui recrute des commerciaux et use pour cela de ses réseaux, ne la rencontre pas", répond Dominique Schiavi.

"Il faut rendre les métiers attractifs, notamment ceux qui concernent l'industrie et les anciennes technologies et rendre davantage fluide la relation au métier. C'est ce qui a été fait dans le bâtiment", préconise Jean-Luc Le Clech (Afpa). Du côté de la Chambre de commerce où l'on prête une oreille attentive aux besoins des PME, "l'intérêt se porte notamment sur les mutations et la manière de s'adapter. Il faut une gestion prévisionnelle et la formation des jeunes au moyen de l'alternance permet à chacun de toucher les réalités du doigt", rapporte Virginie Delmas (CCIMP).

PÔLE EMPLOI Philippe Bel (directeur régional) et Boris Orcei (service statistiques et études)

Être plus proche des besoins et du terrain



À l'origine de l'étude, Pôle emploi Pa-ca. D'entrée de jeu, Philippe Bel, directeur régional du service public, souligne "que Pôle emploi ne crée pas l'emploi. Mais qu'en revanche, il a pour mission de travailler sur les embauches". Une mission de tous les jours, opérée grâce à un réseau de 71 agences et à la mobilisation de 3 900 collaborateurs.

En 2011, ils ont traité plus de 2,5 millions de dossiers et il a fallu répondre à 2 millions d'appels téléphoniques. Auxquels s'ajoutent les 300 000 émanant des employeurs. Pour ce qui concerne l'autre volet, celui des indemnités, il a fallu examiner 808 000 dossiers avec, au bout, le versement de 2,2 milliards d'allocations chôma-

ge. "Dans 95 % des cas, une décision réclame moins de quinze jours."

L'an passé, 300 000 offres d'emploi ont été diffusées sur le territoire régional. Une masse qui ne représente cependant que 20 % du marché des recrutements. "La particularité", c'est que 70 % des postes sont pourvus par le réseau et les relations", explique Philippe Bel.

Depuis la fusion des ex-ANPE et des Assedic, Pôle emploi s'est mis dans la peau d'un gestionnaire des flux et d'un accompagnateur des demandeurs d'emploi. "Avec la crise, il a fallu revoir la feuille de route et personnaliser les services apportés. On s'est rapproché du territoire, on a pris la décision d'être plus proche du terrain et des besoins. L'appui à la recherche d'emploi prend la forme d'un accompagnement. Nous avons aussi mis en place des agences dédiées. Par exemple pour la restauration. C'est la même chose pour les entreprises dont il faut connaître plus finement les besoins", poursuit Philippe Bel. Une stratégie qui, par exemple, a conduit à la mise en œuvre de contrats de sécurisation professionnelle, ou à la création des clubs 20 Ambition qui fon-

ctionnent sur le principe d'un conseiller tuteur pour 12 jeunes qui s'impliquent dans la recherche d'un emploi.

L'enquête sur les besoins de main-d'œuvre, rendue publique hier, s'inscrit dans cette démarche. Elle passe au crible le tissu économique, incluant tous les établissements, le secteur privé comme celui public. L'objectif étant de mieux apprécier l'état de l'offre afin de mieux y répondre. "L'étude sert aussi de baromètre. 60 % des employeurs sont satisfaits de la manière dont Pôle emploi répond. Il y a cependant un bémol sur la bonne sélection des candidats. Ce qui ramène à l'accompagnement", conclut Boris Orcei.

J.-L.C.

"On croyait que le port de commerce était mort..."

Les bassins de Marseille ouvraient leurs portes hier. Une véritable révélation



Le GPMM a offert à ses invités une opportunité rare: découvrir de l'intérieur l'activité des bassins Est.

/PHOTOS PATRICK NOSETTO

Énorme succès populaire, cette année encore, pour les journées portes ouvertes du Grand port maritime (GPMM) qui ont attiré près de 9 000 personnes durant quatre jours dans les deux bassins de Marseille et de Fos, soit près du double de l'affluence de l'an dernier. Une hausse de fréquentation que le GPMM avait d'ailleurs anticipée, affrétant les deux plus gros bateaux des compagnies maritimes qui proposent habituellement des promenades en mer au départ du Vieux-Port: l'*Helios* d'Icard Maritime et l'*Ilhène* de Croisières Marseille Calanques.

Une visite par voie maritime qui outre l'agrément d'une mini-croisière gratuite, présente l'avantage de découvrir de l'intérieur l'activité des bassins portuaires, aux plus près des navires en opérations commercia-

les. Avec en prime, hier, l'escale de l'un des plus grands paquebots jamais reçus à Marseille, le *Norwegian Epic* (330 m), et les commentaires au micro de l'un des meilleurs spécialistes des questions portuaires: Christophe Piloix, directeur des opérations du GPMM.

Ce dernier captait d'ailleurs toute l'attention de son auditoire en rappelant quelques notions fondamentales: avec un trafic annuel de 90 millions de tonnes de marchandises, Marseille-Fos est le 1^{er} port de France et de Méditerranée, le 4^e d'Europe et le 3^e plus grand port pétrolier de la planète derrière Houston (Texas) et Rotterdam (Pays-Bas).

En regagnant la terre ferme, 1 h 30 plus tard, Marc, Cathy et leur fille Estelle n'en revenaient toujours pas. Bien que résidant dans le 10^e arrondissement, ils

n'avaient encore jamais pu pénétrer à l'intérieur de l'enceinte portuaire. "On pensait que le port de commerce était mort. C'est une vraie bonne surprise. Les projets autour de la forme 10 sont impressionnants, tout

Les invités du port ont pu approcher au plus près le paquebot géant "Norwegian Epic".

comme le développement des croisières et la logistique qu'elles nécessitent."

Venu en voisin du 1^{er} arrondissement avec son épouse Céline, Vincent a particulièrement apprécié cette sortie: "Je suis très satisfait car c'est exactement ce que je cherchais: une

présentation à la fois technique et économique du port, notamment de ses marchés de niche qui sont passionnants. Il est vrai qu'avec le directeur des opérations comme guide, on ne pouvait pas mieux tomber".

"Je ne savais pas que le port de Marseille était aussi connu dans le monde et avait tant d'influence", ajoute Camille, 10 ans, leur fille aînée qui était du voyage avec sa cadette Lucie.

Venus spécialement d'Aix-en-Provence, Rose-Marie et Georges ont été eux aussi impressionnés: "Quand on longe le port en voiture, on ne peut pas imaginer qu'il est aussi étendu et qu'il s'y passe autant de choses." Et d'avertir: "L'an prochain, on visitera les bassins de Fos. Il paraît que c'est dix fois plus grand!"

Philippe GALLINI

Le port a son rythme de croisière

950 000 passagers sont attendus cette année et les armateurs veulent aller plus loin. Une aubaine pour la ville

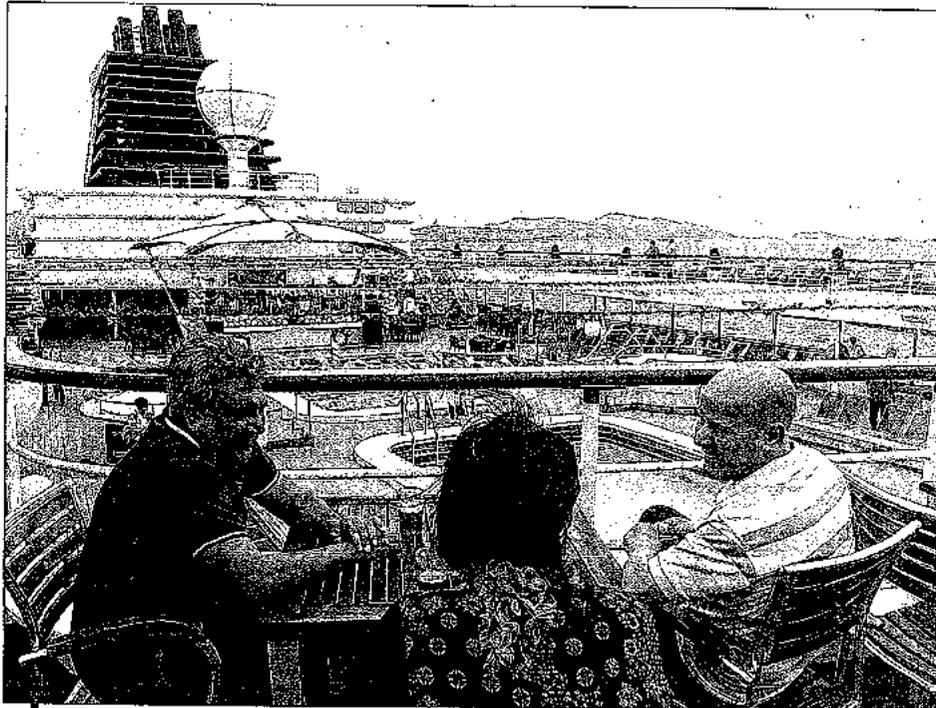
Il s'agit de milliers de croisiéristes à descendre des navires qui font escale dans le port de Marseille. La gare maritime Marseille Provence croisière terminal (MPCT), vibre au rythme des vagues humaines qui se pressent vers les cars et les taxis qui attendent à l'extérieur. Avec eux, les visiteurs découvriront Marseille et la Provence, avant de rembarquer au terme de l'escale.

Cela fait quatre ans que le MPCT a pris ses marques. Construit par le Grand port maritime de Marseille (GPMM), il a été concédé à une société d'exploitation dont les actionnaires sont les trois principaux armateurs qui opèrent en Méditerranée: MSC, Costa Crociere

"Depuis 2008, le nombre des croisiéristes a été multiplié par deux."

et Louis Cruise. Le GPMM avait envisagé de se joindre à eux afin de marquer son soutien à l'activité croisière, mais cela ne s'est pas concrétisé.

Hier, Giacomo Costa Ardissonne, le président du MPCT, a dressé un premier bilan des quatre années écoulées depuis la mise en service de la gare maritime. "Le trafic qui était de 530 000 passagers en 2008 sera cette année proche du million. En 2013, ce seuil sera dépassé. Donc le nombre des croisiéristes a été multiplié par deux. C'est un succès. Bien sûr, les retombées pour la ville de Marseille sont importantes, puisqu'une étude de la Chambre de commerce estime qu'un passager dépense environ une centaine d'euros." Giacomo Cos-



Une croisière au départ de Marseille. Ici, à bord de l'Horizon (Croisières de France).

/PHOTO BRUNO SOULLIARD

ta Ardissonne fait aussi remarquer que le MPCT n'est pas fréquenté que par les navires des armements actionnaires. "D'autres nous font confiance et sont nos clients. Ainsi Norwegian Cruise ou Royal Caribbean. Du coup la fréquentation ne se limite pas au week-end qui représente 60% de l'activité: elle s'étale aussi sur la semaine. Il en résulte un meilleur équilibre. Mais ce

que je veux dire, c'est que le MPCT est devenu une référence." Lorsqu'il démarra en 2009, le projet repose sur un investissement de 8 millions d'euros. "Quatre millions ont d'ores et déjà été investis et nous entendons poursuivre", indique le président du MPCT. Pour cela, les trois partenaires envisagent d'investir dans un nouveau terminal qui prendra la place

d'un hangar. Une fois construit, il disposera de 3000 m² dédiés aux passagers et de 3000 m² consacrés au traitement des bagages. S'ajoutera à cela un parking de 10 000 m². "Avec cela, Marseille deviendra un port de croisière majeur en Méditerranée, mais aussi dans le monde. Ce modèle intéresse d'autres acteurs qui songent à nous cloner", dit encore Giacomo Costa Ardis-

sonne. De nouveaux actionnaires pourraient-ils, alors, entrer au capital du MPCT? La réponse tombe: "Hormis le port, c'est non."

Mais les armateurs voient plus loin et pour eux, le port de Marseille ne doit pas se limiter à accueillir des passagers. Il doit aussi offrir des garanties de sécurité et des services appropriés. C'est à ce stade que l'activité

SACHEZ-LE

LE TOURISME

Il amène près de 4 millions de personnes à Marseille et sa région. Ce qui permet de maintenir 15 000 emplois. Les retombées globales sont estimées à 700 millions d'euros. Elles devraient atteindre 1,2 milliard en 2015.

LES CROISIÈRES

Elles ne représentaient que 80 000 passagers début 90, en représenteront 1 million en 2013. Chaque passager dépense sur la ville une somme évaluée à 100 € minimum. À noter enfin que Marseille est devenue le 1er port de France pour les têtes de ligne (départ et retour).

UNE ESCALE

Supprimée, elle entraîne un manque à gagner important car la croisière suppose une logistique sans faille. Le plus important étant de tenir les horaires. L'an passé, 37 escales ont été supprimées, soit 137 000 passagers qui n'ont pu être accueillis par le port de Marseille.

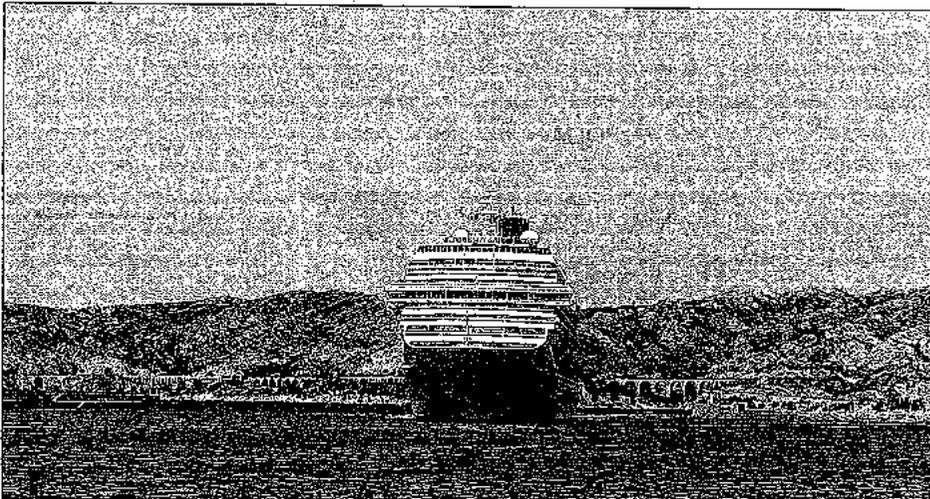
LE MPCT

Il est détenu pour 40% par MSC, pour 40% par Costa et pour 20% par Louis Cruise. À noter que pour cette saison, Louis Cruise a supprimé ses escales sur Marseille.

Jean-Luc CROZEL
jcrozel@laprovence-presse.fr

LA TAILLE DES NAVIRES AUGMENTE

35 millions d'euros pour élargir la passe Nord



Le Costa Serena, un géant des mers puisque sa longueur approche les 300 mètres, entrait hier dans le port de Marseille. On mesura l'ampleur des risques par fort mistral en raison de l'insuffisance de l'espace entre la digue du large et la digue Sud Ouest

/PHOTO J.-L.C.

L'essor des croisières à Marseille passe par l'ouverture d'un grand chantier: celui relatif à l'élargissement de la passe nord. Une étape jugée cruciale par les armateurs, qui esiment qu'avec l'accroissement de la taille des navires qui se rapproche des 300 mètres (ils n'étaient que 15% en 2006, ils sont 60% aujourd'hui et ils seront 80% en 2015 à avoir cette dimension), les risques d'accident s'accroissent par fort vent. Or à Marseille, au-delà de 25 nœuds (environ 50 km/h), les manœuvres deviennent délicates pour de telles unités. Plusieurs commandants de bord préfèrent d'ailleurs mettre le cap sur le port de Toulon dont l'approche est jugée plus clémente.

Les handicaps du port de Marseille sont ses digues. Dans le cas de la passe Nord,

sont concernées celles de Saumaty, près du môle Léon Gourret où a été construit le terminal croisière MPCT, et celle du Sud Ouest qui fait face à l'Estaque. Enfin, est aussi concernée l'extrémité de la Grande Jetée.

Pour faciliter l'entrée des navires dans le port, Christophe Pilois, en charge du développement des opérations du Grand port maritime de Marseille (GPMM), explique qu'un projet fait consensus. "Il consisterait à réduire les digues de Saumaty et du Sud Ouest d'une cinquantaine de mètres, ce qui augmenterait la largeur de la passe. Mais comme cela provoquerait une plus grande influence de la houle dans les bassins, il a été imaginé de prolonger la Grande Jetée de 90 mètres vers le large. Compte tenu de la profondeur qui à cet endroit atteint 25 mètres,

ce projet s'annonce technique. Il a été évalué à 35 millions d'euros. Une somme que le port de Marseille ne peut pas prendre seul en charge. C'est pourquoi nous demandons la participation de collectivités locales et de l'Etat." Une démarche saluée par Roland Blum, le premier adjoint de la ville de Marseille estimant "qu'un chantier de ce type ne peut qu'être porteur de croissance."

Le projet, qui sera lui aussi soumis au conseil de surveillance du GPMM, qui doit se réunir le 29 juin, devra dans tous les cas faire l'objet d'une concertation. Après quoi, trois années de travaux seront nécessaires. "Mais d'ores et déjà, une étude a été lancée", précise Christophe Pilois. Une certitude: si le port ne fait rien, la manne des croisières ira ailleurs. Et il y a urgence.

J.-L.C.

POUVOIR RÉPARER

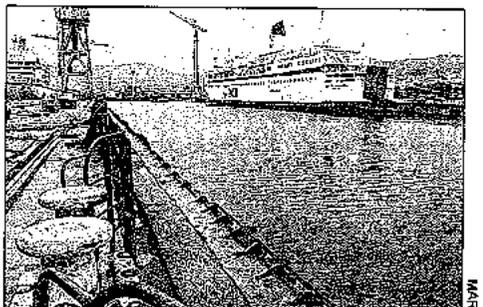
La forme 10 va enfin retrouver une utilité

Les armateurs sont formels: l'un des plus beaux atouts du port de Marseille, c'est sa grande forme de radoub, la forme 10. Avec ses 465 mètres de longueur et ses 85 mètres de large, elle avait été construite en début de la décennie 70 et mise en service en 1975 afin d'accueillir les plus grands pétroliers du monde. Las, cet outil unique en Méditerranée a été la victime collatérale des chocs pétroliers.

Avec l'augmentation de la taille des navires de croisière, elle suscite de nouveau l'intérêt et est donc appelée à reprendre du service. Au terme d'un appel d'offres, le Chantier Naval de Marseille qui est une filiale de l'italien San Giorgio del Porto de Gènes, a en effet été désigné comme lauréat par le Grand port maritime de Marseille (GPMM). Associé à sa maison mère, au chantier Mariotti qui aménage des navires de croisière de petite taille et au chantier STX de Saint-Nazaire, Chantier naval de Marseille entend donc surfer sur la vague et amplifier la renaissance de la réparation navale marseillaise. Le projet ne part pas de rien: depuis que l'italien a succédé à l'espagnol UMN en avril 2010, l'activité a repris des couleurs. Rien que l'an passé, 14 navires ont été traités dans les formes 8 et 9 concédées à Chantier naval de Marseille. Mieux: les opérations qui ont été effectuées sur 7 bateaux de croisière ont mis en évidence les compétences de la place.

Une fois désigné, le lauréat est donc entré en négociation exclusive avec le GPMM. Celui-ci donnera son feu vert le 29 juin prochain, lors d'un conseil de surveillance. Du coup, après remise en état, la forme pourrait être opérationnelle fin 2014.

J.-L.C.



La forme 10, conçue pour recevoir les plus grands pétroliers du monde, va reprendre du service

/PHOTO SUZELAUNE RUCCOLO

VII. – LE TOURISME

✓ 1. MAMMA SHELTER HOTEL FUNKY

La Provence – 27.02.2012

✓ 2. CES SUPER-PAQUEBOTS QUI PORTENT LE LABEL « MARSEILLE »

La Provence – 01.03.2012

✓ 3. CATALANS : NOUVEAU PROJET POUR LE FUTUR HOTEL

La Provence – 17.03.2012

✓ 4. L'ETE ENCORE SOUS LA LOI DU SILENCE ?

La Provence – 29.05.2012

✓ 5. SUIVEZ CE « GREETER » POUR DECOUVRIR MARSEILLE

Marseille l'Hebdo – 30.05.2012

✓ 6. L'ESCALE BORELY, 20 ANS ET APRES ?

La Provence – 10.06.2012



Mama Shelter hôtel funky

Un hôtelier au look de rabbin hip-hop: Purbaniste Cyril Aouizerate, associé du clan Trigano, est aussi un businessman averti.

FFIL 07A

Le 5 avril, 127 chambres designées par Starck rue de la Loubière (6^e)

Au printemps, pour être hype, on ira tous dormir chez maman. Rue de la Loubière (6^e), dans un Notre-Dame du Mont passablement endormi, le *Mama Shelter* (2^e du nom, après celui lancé avec succès à Paris, en 2008) s'annonce déjà comme l'hôtel le plus funky de la ville. Cette espièce de "kibboutz urbain", désigné par Philippe Starck et porté par le clan Trigano (Serge, le père, Benjamin et Jérémie, les fils), nous dévoile ses coulisses pour la première fois. Visite dans les pas de leur associé, Cyril Aouizerate, urbaniste, philosophe et créateur de ce concept qui décoiffe - actuellement également au chevet de la Cité de la Mode, pour la Ville de Paris.

UN BRUNCH AVEC MOS DEF

"À l'extérieur, on a voulu garder quelque chose d'un peu industriel, on n'est pas allés dans le pastiche de l'immeuble marseillais mais vers quelque chose de très urbain. À l'intérieur, ce sera plus coloré que le *Mama* de Paris, avec des graphs. Au rez-de-chaussée, une cuisine ouverte sur un resto de 160 couverts, un bar, de grandes tables à partager... Il y aura une scène live, pour des sets DJ du jeudi au samedi et parfois pour le brunch du dimanche. Je ferai venir mes copains Mos Def, De la Soul, Afica Bambaataa. On aura une terrasse à l'arrière et un parking en sous-sol. Dans les étages, 127 chambres, toutes avec lmac, lit king size, kitchenette. Ce ne sera pas un *Mama* au tabais."

TOUT CE QU'ON A ENVIE DE MANGER À MARSEILLE

Alain Senderens supervisera la carte, et ce sera Guillaume, qui bosse déjà sur le *Mama* de Paris, aux fourneaux. On aura

un barbecue argentin de 9m de long sur lequel on grillera tout ce qu'on a envie de manger à Marseille, poissons, viandes, légumes... Là, on négocie avec un pêcheur marseillais pour lui acheter sa pêche du jour. On aura des plats méditerranéens, sans tomber dans les clichés de la bouillabaisse ou je ne sais quoi... La carte fera aussi de la mixité sociale, avec des plats à 36."

PAS LÀ POUR STRESSER LES GENS

"On avait prévu d'ouvrir fin 2011, ce sera finalement le 5 avril 2012. Là, on attaque les peintures, les meubles arrivent. Le chantier s'est quasiment arrêté six mois, quand on a découvert des nappes d'eau souterraines: dans ce quartier, il y en a partout. Pour les nuisances créées par le chantier, je peux vous dire qu'on a été très fermes avec le promoteur, très radicaux. On n'est pas venus ici pour stresser les gens, ils seront dédommagés."

LA BOUCHERIE DES TONTONS

"Je suis né à Toulouse mais jusqu'à mes 18 ans, je suis venu en vacances ici, dans ce quartier. Mes oncles, de la famille Zanna, tenaient des boucheries vers le cours Julien. Je connaissais très bien la rue de la Loubière. Moi, je marche au feeling alors quand j'ai choisi cet emplacement, j'ai pensé à montrer le Marseille que j'ai toujours aimé, dans son jus, au sens noble! Ici, il y a un lien social qui tient, une grande diversité sociale et culturelle. À Paris, le XX^e arrondissement où l'on a implanté le premier *Mama Shelter* ressemble beaucoup à ce coin de Marseille. J'aime cette ville parce qu'elle n'est pas lisse, elle a quelque chose aussi du Broo-



klyn que j'aime, de Boerum Hill. Ici, on m'a dit: va plutôt sur Euroméditerranée. Mais Euroméditerranée, moi ça ne m'évoque rien, c'est le dernier de mes désirs. Ici, je me sens bien."

CENT PERSONNES À RECRUTER

"Je m'en occupe avec Jérémie Trigano, on s'y est mis il y a un mois et demi: on va tout d'abord recruter 80 personnes, une centaine pour l'été. Si on ouvrait une usine de roulement à bille, c'est sûr, on aurait le Premier ministre à l'ouverture! On travaille avec le Pôle emploi, à Marseille, et beaucoup par le bouche à oreille, le réseau. Bob (ex-Bobolivo) est un peu notre

éclairé. Ce qu'on veut, c'est se différencier sur le service: on veut proposer des réponses hyper rapides aux souhaits des clients. On aussi demandé aux blogueurs marseillais Anaïs et Pedro (www.anaïs-et-pedro.com) de réaliser un petit guide des bons plans du quartier, de Baïlle à la Plaine."

UN BON MIX DE CLIENTS

"À Paris, le *Mama Shelter* a un bon mix de clients, entre le business et le tourisme. Ici, on va travailler les formules week-end, avec des prix démarquant à 69€ la nuit, lenter des packages. Marseille sera le deuxième *Mama*, avant Lyon, Bordeaux, Istanbul, Los Angeles..."

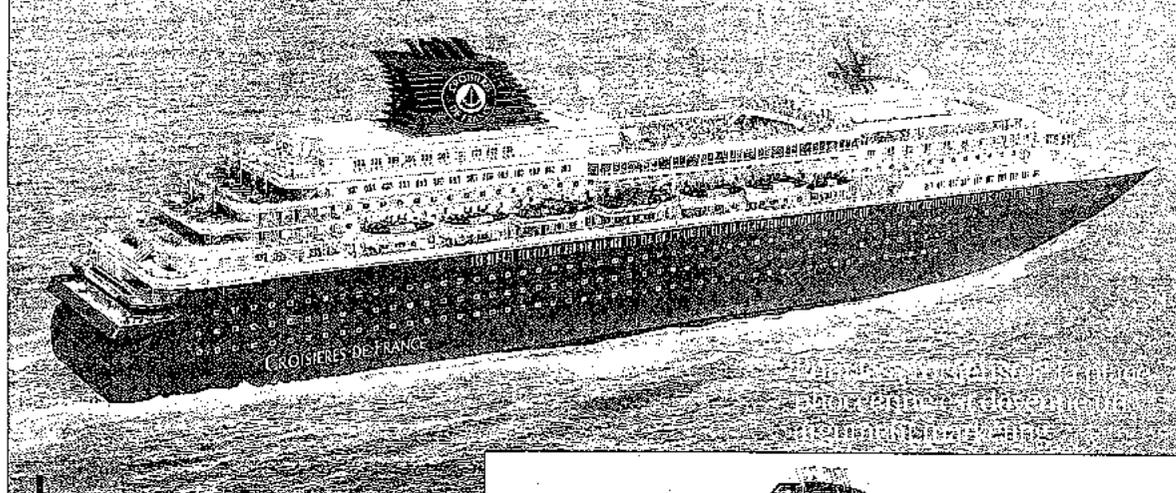
Recueilli par Delphine TANGUY



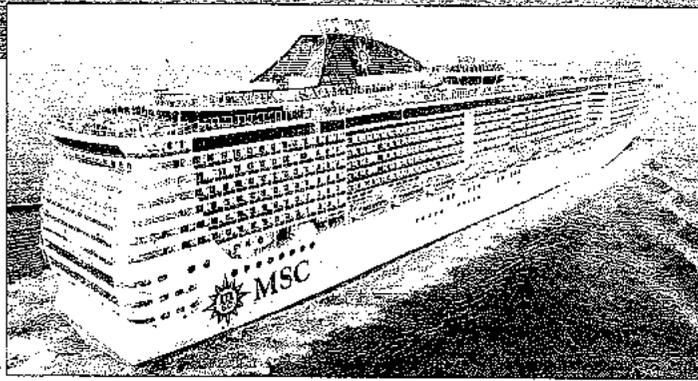
Ouvert en 2008 rue de Bagnollet, au fin fond du XX^e arrondissement de Paris, le *Mama Shelter* est un énorme succès depuis les premiers jours. Le "Mama" marseillais n'en "sera pas la décalcomanie" mais retrouvera les fondamentaux de la recette initiale.

PHOTOS

Ces super-paquebots qui portent le label "Marseille"



Le paquebot "Pacific Dream" va être transformé dans la cité phocéenne pour devenir "l'Horizon" (ci-dessus). Et c'est de cette même ville que partira sa croisière inaugurale, le 8 avril, à droite, le "MSC Divina". Cette ville flottante de 5 700 âmes dont 4 300 passagers, sera baptisée à Marseille le 26 mai. /PHOTOS OR



En matière de croisières, Marseille a plus que jamais le vent en poupe. Et pour les compagnies qui arment les plus grands paquebots du monde, la tendance du moment est de baptiser, inaugurer ou présenter leurs nouvelles acquisitions dans la cité phocéenne. Une ville portuaire et touristique qui constitue désormais une sorte de label international reconnu à la fois par les armateurs et leurs clients.

ment de renommée mondiale. Avec le *Divina* qui vient étoffer l'offre des MSC *Fantasia* et MSC *Sinfonia*, la compagnie a prévu d'effectuer 56 croisières au départ de Marseille en 2012.

L'autre événement phare de cette première partie de saison est la venue le mois prochain dans les eaux phocéennes, du paquebot *Pacific Dream*, appartenant au groupe espagnol Pull-

Pour le MSC *Divina*, futur navire amiral de MSC Croisiers, le compte à rebours a déjà commencé puisque le baptême de ce géant de 333 m de long capable d'accueillir 5 700 personnes dont 4 300 passagers, est prévu le 26 mai prochain au terminal croisières du môle Léon Gourret. Une cérémonie qui s'annonce d'ores et déjà historique par son ampleur mais également par le nombre et la qualité des personnalités attendues sur les quais, à commencer par la star hollywoodienne Sophia Loren, marraine du bateau.

Confiée au CNM, la transformation du "Pacific Dream" sera réalisée à Mourmelon

mantur. Le navire qui sera confié pendant près de quatre semaines au Chantier naval de Marseille (CNM), va être complètement refondu et transformé pour renaitre sous le nom d'*Horizon*.

Exploité par Croisières de France, l'une des filiales du Pullmantur dont il deviendra d'ailleurs le navire amiral (Ndlr: en remplacement du *Bleu de France*, vendu fin 2011 à Saga Holidays), l'*Horizon* effectuera sa toute première croisière com-

merciale le 8 avril au départ de la cité phocéenne. Il sera inauguré quelques semaines plus tard, et lui aussi en grande pompe, le 28 avril, au môle Léon Gourret.

Grâce à ce navire de 721 cabines, Croisières de France va pouvoir proposer à ses clients un départ de Marseille chaque dimanche, du 8 avril au 7 novembre, devenant l'un des opérateurs phare de la place.

Avant MSC et Croisières de France, d'autres armements fameux avaient choisi Marseille pour médiatiser l'entrée en flotte de leurs nouveaux navires. Ce fut notamment le cas du groupe Costa avec le *Sereno* en 2007 ou encore de la Compagnie du Ponant, filiale de la CMA CGM, qui avait inauguré ses deux derniers paquebots *Austral* et *Boréa*.

12 ESCALES INAUGURALES CETTE ANNÉE

Bien qu'une partie importante de la programmation de l'année 2012 ait dû être revue en urgence suite aux accidents des *Costa Concordia* et *Allegro*, la saison des croisières sur le port de Marseille devrait permettre d'accueillir environ 360 escales de paquebots et près de 900 000 passagers. Une année qui sera surtout marquée par les escales inaugurales de 12 navires et non des moindres, preuve de l'attrait grandissant de la Méditerranée et de la place phocéenne en particulier pour les armements internationaux. Parmi ces premières escales, on retiendra celles du *Costa NeoRomantica* (le 25 avril), du *Seabourn Sojourn* (le 1^{er} avril), de l'*Horizon*, de l'*Oceania Riviera* (le 15 avril), du *Hambourg* d'Happag Lloyd (le 26 mai), du *MSC Divina*, du *Carnival Brise* (le 29 mai), du *Grandeur of the Seas* en tête de ligne (le 1^{er} juin), du *Columbus II* (le 6 septembre), du *New Amsterdam* (le 25 septembre), du *Serenade of the Seas* (le 2 octobre), et du *MSC Magnifica* (le 28 octobre). Happag Lloyd dont la montée en puissance sur Marseille pourrait conduire à la mise en place d'une tête de ligne dès 2013. À noter également l'effort réalisé par Costa Croisières afin de minimiser l'impact de ses fortunes de mer sur son engagement marseillais: 12 des 15 escales du *Concordia* ayant pu être remplacées. Restent en suspens les 21 autres escales que devait effectuer l'*Allegro*.

UNE ÉTOILE SUR LA PASSERELLE Sophia Loren, figure de proue de MSC Croisiers



Marraine du *Divina*, l'actrice est depuis quelques années le porte-drapeau de la compagnie MSC, présidant les cérémonies qui marquent l'entrée en service de chaque nouveau navire. Née en 1934, Sophia Loren reste l'une des dernières grandes stars hollywoodiennes, ayant tourné dans une soixantaine de films en Italie et aux États-Unis entre 1950 et 2010, dont *La paysanne aux pieds nus*, aux côtés de Belmondo, qui lui vaudra l'Oscar de la meilleure actrice en 1960. En 2006, elle a posé pour le fameux calendrier Pirelli, devenant cette année là, à 71 ans, la doyenne des modèles à y avoir figure...

LES 4 QUESTIONS à Jacques Truau, président du Club de la croisière

"C'est un signal fort des opérateurs"

1 Comment expliquez-vous cet intérêt particulier des opérateurs de croisières pour l'escale phocéenne ?
Dans nos dernières enquêtes de satisfaction, 90 % des passagers internationaux se disent satisfaits de leur passage à Marseille. Or, ce taux correspond très exactement à celui qu'exigent les opérateurs pour valider une escale plutôt qu'une autre. Un tel score les incite donc non seulement à y revenir mais à y développer leurs activités. Marseille apparaît d'ailleurs désormais quasi systématiquement dans la "short-list" des compagnies lorsqu'elles préparent leurs programmes d'escales.



Jacques Truau.

permet également de recevoir une foule d'agents et de distributeurs qui assureront la promotion des circuits "via Marseille", sur le marché français.

2 Mais pourquoi baptiser ou inaugurer ici les paquebots ?
C'est un message des opérateurs pour se positionner sur le marché européen et plus encore sur le marché français dont le taux de croissance est de 12 à 13 % par an et qui va probablement franchir le cap des 800 000 passagers l'an prochain. C'est un signal fort qui témoigne d'une volonté de se positionner par rapport à une escale particulière. Cela

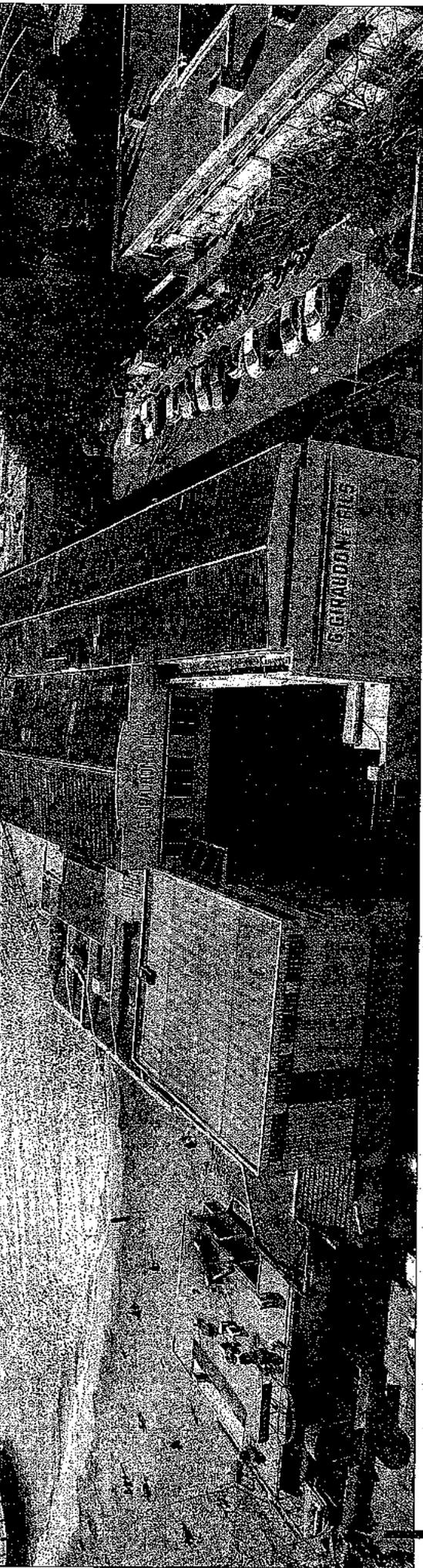
3 Dans les faits, comment cela se traduit-il ?
L'an dernier, entre les mois d'avril et de novembre, 70 % de la flotte mondiale des paquebots de croisière étaient réunis en Méditerranée. De très grands armateurs se positionnent sur ce marché, à commencer par le géant américain Carnival qui depuis deux ans est présent dans sa propre pavillon et non plus sous celui de ses filiales. En 2013, il disposera de deux navires et effectuera 20 escales à Marseille.

sent sous son propre pavillon et non plus sous celui de ses filiales. En 2013, il disposera de deux navires et effectuera 20 escales à Marseille.

4 Dans ce contexte, quels sont les atouts de Marseille ?
C'est une place portuaire reconnue dans le monde de la Croisières. On apprécie notamment ses importantes capacités réceptives, notamment sa possibilité de traiter cinq grands navires simultanément. En Méditerranée, les ports qui peuvent afficher un tel potentiel se comptent sur les doigts d'une main.
Propos recueillis par Ph.G.

Catalans: nouveau projet pour le futur hôtel

A la demande de la Ville, l'opérateur privé a revu sa copie. Le nouvel édifice, un 5 étoiles, sera plus petit et moins haut. Un consensus est recherché



Au premier plan, les anciens établissements Giraudon vendus 4,5 M€ à un opérateur privé qui veut y construire un hôtel. Son projet initial a été retoqué. Le nouveau s'intégrerait mieux dans le site. / PHOTO FRÉDÉRIC SPEICHER

En annonçant jeudi soir en conseil d'arrondissements que le projet de l'hôtel des Catalans a été retiré et qu'un nouveau projet existerait", Patrick Mennucci, maire PS des 1^{er} et 7^e arr., a jeté un pavé dans la mer ! "Pour moi et pour les riverains qui se sont battus contre ce projet, c'est déjà une victoire", note l'élu qui, en cette période électorale, ne cache pas sa satisfaction.

Du côté de la mairie, on affirme qu'effectivement un nouveau projet est bien entre les mains de Jean-Claude Gaudin et de ses proches

collaborateurs. "Notre volonté d'édifier un hôtel reste entière et forte. C'est la Ville qui a demandé à l'opérateur privé de revoir sa copie puisque le maire n'a pas trouvé le premier projet conforme à ses attentes, notamment en matière de hauteur", tempère Yves Moraine, président du groupe UMP au conseil municipal.

Et si, à ce jour, ce projet n'a pas encore été rendu public, on sait qu'il comportera moins de chambres (une centaine au lieu de 150 environ) et surtout sera moins haut. "Le toit de ce futur établissement ne dépassera pas celui du Cer-

"Notre volonté d'édifier un hôtel reste entière et forte."

YVES MORAINÉ (UMP)

cle des Nageurs, tout proche", précise M. Moraine.

Cet hôtel, nouvelle mouche, sera un 5 étoiles haut de gamme, plus longidinal que sur le précédent projet, et devrait donc mieux s'intégrer dans le site des Catalans. "Il faudra modifier le Plan Local d'Urbanisme, c'est de la

compétence de MPM. On veut donc convaincre le président Caselli et que cela se fasse dans la concorde, pour l'intérêt général et loin des prises de positions partisans", note l'entourage de Jean-Claude Gaudin.

Justement, interrogé hier, Eugène Caselli, président PS de la communauté urbaine estime qu'il "faut trouver un consensus. Pour l'heure je prends connaissance du nouveau projet, je vais le regarder, en discuter avec le maire de Marseille, celui de secteur et s'il s'intègre dans le site, apportant ainsi une valeur ajoutée aux Catalans et à

Marseille, il est difficile de s'y opposer après une large concertation avec la population." Ce projet privé a pour but de booster l'offre hôtelière de la 2^e ville de France sans oublier de nombreux emplois à la clé. "Ceux qui veulent faire ici un équipement public, comment peuvent-ils le financer ? Il n'y a pas d'argent" s'agace M. Moraine.

Dans le quartier, ce nouveau redoublement autour du futur hôtel des Catalans va être différemment commenté. Il pourrait être officiellement présenté après les élections à venir.

ÉRIC ESPANET

L'été encore sous la loi du silence ?

Après les multiples interdictions et fermetures des spots vedettes de 2011, la saison s'annonce nuancée...

Unique au monde : à Marseille, même les fiestas en plein mer, celles qui avaient sorti la saison estivale du coma profond l'an dernier, dérangeant le voisinage. C'est Christian Mellon, l'organisateur des fameux "Apéros du bateau", qui raconte dans un grand éclat de rire : "La semaine dernière, nous avons eu une réunion avec les autorités pour préparer la saison. Là, on nous a expliqué que notre bateau ne devait plus passer à moins de 500 mètres du Frioul pour ne pas gêner le voisinage et la reproduction... des oiseaux! Sinon, on se fera arraisonner par la police maritime. Nous passerons donc à 501 mètres". Mieux : les joyeux troubles lanceront, le 11 juin, un autre rendez-vous phares. Nom de code? "Les Canisses des Catalans". Concept? Des sets musicaux févreaux sur la terrasse de la pizzeria, côté plage. "Pour ne pas s'attirer les foudres du voisinage", se sent obligé de préciser Christian Mellon, "nous mettrons les baffes à l'intérieur et on veillera à ce que le son ne dépasse pas un certain niveau".

Dernière l'ironie et la prudence, une évidence : la traque et les interdictions en série subies l'an dernier par la plupart de ceux qui ont tenté d'animer l'été ont laissé des traces. On parle là de la Cabane du Roucas et de la Buvette Disco, deux spots très prisés par la jeunesse branchée de la ville, qui ont été



Se déhancher au bord de la piscine en sirotant des cocktails : ce sera de nouveau possible! Le Sportbeach, célèbre rendez-vous de l'escalé Borély, a eu le droit de rouvrir sa terrasse durant la nuit. C'est le seul établissement marseillais qui y est autorisé. Un comble.

"Après la manière dont on a été traité l'an dernier, je ne vais pas trop me mouiller."

"Avoir réalisé les travaux nécessaires". On parle des Djs du Soleil des Massilia sound System, deux historiques vedettes locales empêchées de se produire dans les bars de leur ville. On parle encore, pour ne citer qu'eux, de La Brise, du Sport's Beach, du Bistro Plage, tous victimes de l'application zélée d'un arrêté préfectoral daté de 2000 prohibant les musiques amplifiées en extérieur... Une hécatombe qui aura transformé l'été 2011 en une déprimante chasse aux oiseaux de nuit, jusqu'à inciter des jeunes élus de droite et de gauche à se mobiliser. Jusqu'à provoquer une inédite manifestation des noctambules en colère... Sans véritablement peser sur les autorités. Autant dire, donc, qu'à l'approche d'une nouvelle sai-

son, l'humeur n'est pas des plus légères. "Après la manière dont on a été traité l'an dernier, je ne vais pas trop me mouiller", confirme Paul Virgo, qui a décidé de suspendre "à regret" sa Cabane et sa Buvette. "La même semaine, on a eu six descentes de police parce qu'on mettait un peu de son en terrasse, embayé-t-on au Bistrot Plage, désormais, les djs et la musique, c'est fini. On trouve ça triste pour une ville comme Marseille". De leur côté, les gars du Massilia, qui s'étaient interrogé à haute voix sur "ce qu'on voulait vraiment faire de Marseille?", ont pour l'heure rien programmé dans la cité phocéenne. Lassés. Quant au Petit Pavillon, il confirme, avec une extrême prudence, que "des réunions ont eu lieu

"Dans l'optique de 2013, on ne peut pas se permettre d'avoir un littoral mort."

avec Grenouille" pour renouveler les apéros électroniques... "à condition qu'un accord soit trouvé avec les institutions". Espoir : cette entente est également prônée par Didier Réault, adjoint à la Mer (UMP), qui a prévu une rencontre avec les autorités maritimes pour que "l'autorisation d'occupation temporaire" délivrée au restaurant soit "prolongée dans la durée". Le but? "Qu'ils puissent investir sans épée de Damoclès au-dessus de la tête dans des tra-

vaux de modernisation". Et de poursuivre : "Plus généralement, je pense qu'il faut aider les propriétaires à se mettre aux normes pour que les consommateurs de soirées et les riverains puissent trouver leur compte". Autre éclaircie dans la grisaille, l'investissement d'un nouveau lieu à ciel ouvert, le Fort Saint Nicolas, pour un festival détonnant fin juin. Mais aussi, l'accord trouvé entre les pouvoirs publics et les établissements de l'Escalé Borély (voir ci-dessous), qui devraient donc pouvoir exercer sans crainte. "Je crois que dans l'optique de 2013, et plus généralement pour la dynamique de Marseille, termine Didier Réault, on ne peut pas avoir un littoral mort". Reste, désormais, il le laisse vivre.

Laurent D'ARCONA

LES 3 QUESTIONS à Dominique Tian

"Sortir de la schizophrénie"



PHOTO CYRIL SOLLIER

Maire des 67^es, Dominique Tian (UMP) gère un secteur au cœur de la vie nocturne. Mais qui refuse souvent de jouer cérole...

1 L'an dernier, dans votre secteur, plusieurs événements nocturnes ont été interdits. La saison 2012 sera-t-elle aussi sinistère?

Concernant l'été dernier, il faut préciser des choses. Ce qui a été interdit, ce sont des organisateurs qui produisaient de la musique extérieure sans autorisation et qui bénéficiaient d'une certaine tolérance depuis des années. Des autorisations qui sont par ailleurs délivrées par la seule préfecture. Je crois que dans un souci

d'équité par rapport aux lieux qui font les choses dans les règles, il était normal d'intervenir.

2 Mais des établissements historiques comme le Petit Pavillon ou le Sport's Beach ont également eu des annulations...

Concernant toutes les enseignes de l'Escalé Borély, une solution vient d'être trouvée. Elles pourront organiser des soirées cet été à condition de faire des travaux de sonorisation. Plus généralement, oui, il manque des lieux de nuit à Marseille. Je pense que le J4 et la zone portuaire pourraient facilement remplir ce rôle, avec, comme à Barcelone, la construction de complexe nocturne loin des habitations.

3 Reste que le projet municipal de grande discothèque est au point mort. Et qu'on vous rétorquera que vous êtes favorable à des animations, chez les autres...

Il se passe déjà énormément de choses sur les plages! Et les riverains du Prado, comme ceux du port, ne peuvent pas à eux seuls supporter toutes les nuisances sonores. Un moment, il faudra bien trouver une solution concertée pour sortir de la schizophrénie entre des habitants qui revendiquent légitimement leur tranquillité et une ville, qui, dans l'optique de 2013, a grandement besoin de lieux pour faire la fête. En tout cas, cet été ne s'annonce ni triste ni lugubre. L.D'A.

Propos recueillis par L.D'A.

Dance floor au Sportbeach ou... à La Major!

Enfilez vos lunettes, et séchez vos larmes! Car c'est peut-être un des lieux emblématiques de la nuit marseillaise qui va sauver les fêtes de l'été 2012.

Le Sport Beach à l'Escalé Borély prépare en effet un retour attendu, ayant enfin l'autorisation de sonoriser l'extérieur de sa terrasse. Un soulagement pour le patron Dominique Pencillo, après deux dernières saisons "en intérieur".

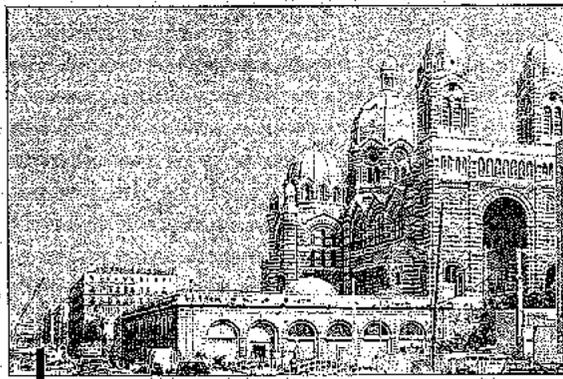
"Une aberration pour un établissement en bord de mer qui n'est plus, qu'un lointain souvenir. Après plusieurs mois de concertation, un projet cohérent a été mis en place pour sauver l'activité économique de l'Escalé Borély

Une boîte de nuit dans un blockhaus de 10 m de haut? Pourquoi pas!

et permettre à tous, commerçants et riverains de vivre, se reposer et s'amuser en parfaite harmonie", explique-t-il.

"La Sogima gestionnaire de l'Escalé Borély, la Ville, l'office de tourisme et la Préfecture de police ont réalisé un cahier des charges destiné aux établissements de l'Escalé Borély exploitants désireux de diffuser de la musique d'ambiance ou festive. Ce document a fixé les limites acoustiques perceptibles et a préconisé les aménagements propres à absorber le son et limiter sa diffusion vers l'extérieur".

Ainsi, dès le 2 juin, les fans vont pouvoir fêter le retour du dance floor la té-



Les idées les plus farfelues sont étudiées. Notamment faire la fête sous les voûtes de la cathédrale La Major.

PHOTO GUILLAUME RUPOPOLLO

te dans les étoiles. Et la Voile aurait aussi obtenu l'autorisation. Mais à quel prix! Le Sportbeach a joué le jeu et a réalisé des investissements conséquents: "En tout, nous avons fait quatre études acoustiques. Sans parler du nouveau mur acoustique, une palissade avec système de relief pour casser les ondes. Tout a été mis en œuvre pour aller au-delà des requêtes, respecter la tranquillité du voisinage".

Pour Maxime Tissot, directeur de l'office de tourisme, "cette charte pourrait prendre la forme d'un arrêté municipal". Et surtout cette initiative servira à donner une nouvelle impulsion: "Les

élus ont analysé le problème de la nuit marseillaise. C'est une priorité de la municipalité avec aussi des règles à respecter".

La vieille idée de boîte de nuit vers le J4 est de nouveau à l'honneur. Et les idées les plus improbables sont sérieusement étudiées: "Nous travaillons sur le projet de transformer l'ancienne base de sous-marins à l'entrée de la porte 4, un blockhaus de 10 m de haut, pour en faire un lieu nocturne en cherchant des investisseurs. Et nous étudions aussi un projet d'aménagement sous les voûtes de la Major".

Agathe WESTENDORP

TOURISME SOLIDAIRE. Motivés par les rencontres, l'amour de leur ville ou par la pratique d'une langue, des bénévoles locaux font visiter Marseille aux étrangers.

Suivez ce "greeter", pour découvrir Marseille

"Marseille Provence Greeters a besoin de *chateurs!*" Hein? Traduire *"cherche bénévole bavard, amoureux de Marseille pour organiser des visites de la ville sympas et gratuites"*. Né à New York dans les années 90, le phénomène des "greeters" (hôtes, accueillants), qui font visiter leur quartier et ses recoins aux vacanciers, a gagné Marseille. Ces locaux qui connaissent le Panier, les calanques, le cours Ju, la colline de Consolat, Sugiton... comme



"Le cœur de la balade, c'est bien la rencontre entre un touriste et un Marseillais."

Rabiha Benaïssa

Se sentir comme un poisson dans l'eau à Marseille ? Prenez RDV avec l'association Marseille Provence Greeter qui s'inscrit dans le programme de Marseille capitale culturelle.

leur poche, emmènent en balade quelques personnes désireuses de sortir des sentiers battus et de sentir la vraie vie des autochtones! Anecdotes, bons plans et infos historiques nourrissent ce Marseille épicé, Marseille sardinade, Marseille en escaliers, Marseille du ballon rond, Marseille en échafaudages, Provence en chemins de traverse, Marseille 15-16 avec la coopérative Hôtel du Nord... bref, ce Marseille différent raconté et chéri. "On n'est pas une succursale de l'office de tourisme, on ne remplace pas sa visite guidée. Nos

deux heures de balade sont vraiment l'opportunité de découvrir un quartier "au quotidien" et parler à un habitant, explique Rabiha Benaïssa, la présidente de "Marseille Provence greeters". On prend le prétexte d'un thème car le cœur de la balade c'est bien la rencontre entre un touriste et un Marseillais."

Résultat, des moments uniques qui enthousiasment de plus en plus les voyageurs en quête d'authenticité. "Une formule très agréable pour visiter une ville en dehors de toute idée de groupe, témoigne Brigitte, une

Suisse en goguette. Nous avons apprécié le contact, le caractère personnel de la visite et la générosité tout à fait inhabituelle, offerte par notre greeter. Merci pour ce beau cadeau!"

En prime, ces guides bénévoles, contactés via leur site internet concoctent à ces touristes d'un autre genre des visites, gratuites, pile dans leurs goûts et leurs envies. "C'est vraiment la passion de la ville, de notre territoire qui nous anime, alors nous ne faisons pas payer, reprend Rabiha Benaïssa, responsable de la presse étrangère au CRT de PACA. Reste que les dons, selon l'appréciation sont possibles et font fonctionner l'association." Dans l'air du temps, la formule qui "relève de l'économie sociale et solidaire" cartonne avec au minimum une visite par jour. Si bien que les quarante greeters marseillais ont été obligés de ne répondre qu'aux sollicitations des étrangers et de lancer un appel aux bénévoles (lire ci-dessous). Tenté par cette belle aventure? ■

Alexandra Cefai

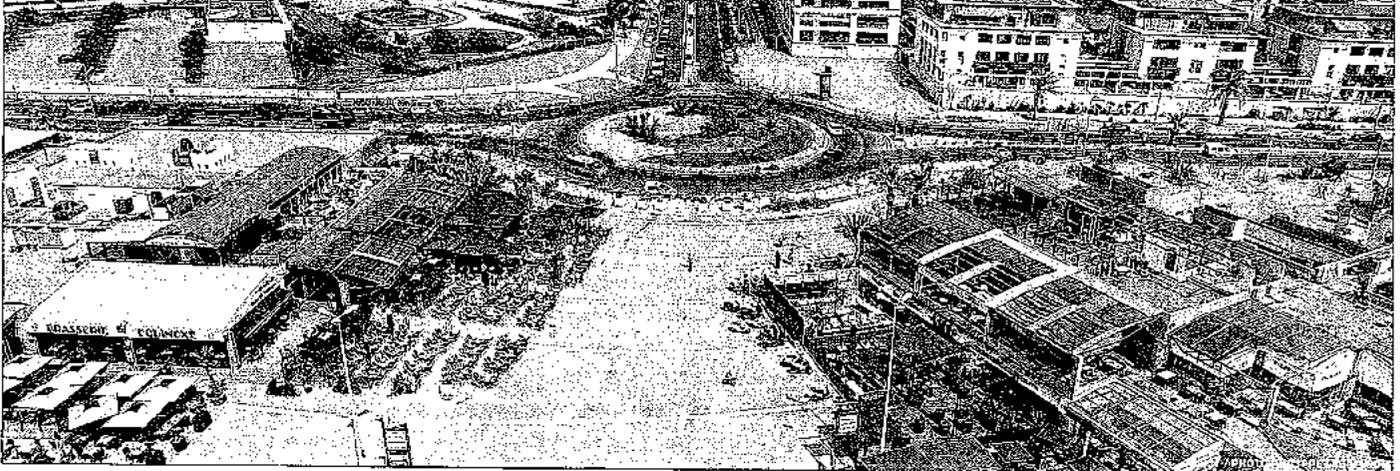
Oyez, oyez bénévoles !

Pour devenir "Greeter", il suffit d'avoir du temps (minimum 1 fois par mois en dehors des deux mois de vacances) et l'amour de la ville. Chacun choisit un quartier, une zone dans la ville avec un thème qui l'intéresse: l'Histoire ou les petites histoires de son quartier, le shopping la musique... Rien de conventionnel ou d'officiel donc, tout se fait au "feeling". Et souvent se termine par un verre à partager! ■

☎ 06 09 06 96 00. www.marseilleprovencegreeters.com

L'Escale Borély, 20 ans et après ?

Après deux décennies, le site balnéaire affiche un bilan assez favorable. Mais son avenir reste en suspens...



Aucune festivité d'envergure prévue, à l'exception d'un classique feu d'artifice du 21 juin prochain, au soir de la fête de la musique. Et un concessionnaire historique, la Sogima, aux abonnés absents à l'heure de dresser le bilan de son colossal programme immobilier de 3 800 m² qui devait, disait-on à l'époque, transformer les plages et l'esplanade de Bonneveine en "hot azuréen digne des stations balnéaires les plus cinquantées de la Côte". Une sorte de "nouvel Ibiza qui va attirer des foules de touristes", spéculaient même les plus emballés. Rien que ça...

Reste que 20 ans après une inauguration qui avait rassemblé, en juin 1992, plus de 4 000 personnalités triés sur le volet - dont le maire Robert Vigouroux (PS) et son principal opposant de l'époque, Jean-Claude Gaudin (UMP) -

l'effet de mode est retombé. "On ne peut pas dire que le lieu soit tendance", rouspète le gérant de la Rhumerie Beach. Pourtant, si la hype s'est trouvée de nouveaux spots où s'activer, l'Escale Borély s'est solidement ancrée dans les habitudes des Marseillais. "On a commencé à 18 commerces et on en a désormais 22. Des enseignes très variées, des bars, restaurants, des boutiques de vêtements...", se félicite Emmanuel Gensollen, président de l'association des commerçants.

"L'été, l'espace est noir de monde, avec des pics de fréquentation à 8 000 personnes par jour. Et au niveau de l'image, selon une étude publiée l'année dernière, nous arrivons dans le quart de tête des lieux prisés par les Marseillais derrière la Dôme Mère, les calanques et le Vélodrome. Je crois que ceux qui ont fait le pari de l'Escale ne le regrettent pas"... Avec, tou-

"On ne peut pas vraiment dire que le lieu soit tendance."

LE GÉRANT DE LA RHUMERIE

tefois, des fortunes diverses. "Certains sont là depuis le début et marchent du feu de Dieu, relève Emmanuel Gensollen, d'autres ont moins investi et ont changé plusieurs fois de main."

Dans la première catégorie, un homme se frotte les yeux, Jonathan Montangon, le gérant de la brasserie l'Équinoxe: "On a commencé comme une petite affaire et on a connu un boom exceptionnel, s'enflamme-t-il, désormais, nous sommes un des établisse-

ments les plus fréquentés du département". Un succès qu'il assure devoir, pour partie, à la situation géographique "exceptionnelle" du site. "On peut dire ce qu'on veut mais ici, c'est idéal pour les familles. Les parents peuvent tranquillement siroter un verre tandis que les enfants ont un vaste espace pour s'amuser. Nous avons une clientèle qui va du gamin de 15 ans au pépé de 75 ans. Tout le monde trouve son compte."

À quelques mètres, s'il n'affiche pas le même enthousiasme, le responsable de Patacrépe s'avoue également "globalement satisfait" de son installation. "Au point qu'on est depuis devenu une franchise qui a ouvert quinze autres crêperies du genre dans toute la France", relève Juan. Avec un bémol: "Au fil des ans, l'Escale est devenue une station uniquement saisonnière. L'été, c'est le feu. Mais l'hiver, on souffre beaucoup."

Une affluence en dent de scie également soulignée par Xavier Eck, jeune patron de la Rhumerie Beach. "Ces derniers mois, ça a été terriblement dur, se désole-t-il, et là, on attend que le soleil se pose durablement". Au-delà de ces variations climatiques, l'homme déplore que l'Escale Borély soit "si mal desservie par les transports" et que la "bonne" clientèle, celle des "fétards", soit délaissée au profit d'un public "très plan-plan qui sort peu et ne consomme pas".

Un profil qui pourrait changer avec la dérogation accordée par les autorités aux lieux désireux de diffuser de la musique amplifiée cet été (lire ci-dessous). Problème: les riverains ne l'entendent pas exactement de cette oreille. "Je trouve déjà que, comparé à il y a 20 ans, la population a changé, grâce Thierry, voisin de l'Escale. Désormais, on a des gamins très fatigués et peu respectueux, qui passent leurs soirées à boire des bières sur la plage et à faire du raffut." Des rapports de voisinage parfois

compliqués relevés par Eric Solheim, le président du CIO Bonneveine. "On peut difficilement nier les problèmes de circulation, de pollution et parfois de délinquance causés par l'afflux de population qui a entraîné la création de l'Escale Borély, pose-t-il. D'ailleurs, pas mal de gens du coin ont préféré déménager pour retrouver un peu de tranquillité." Et de nuancer: "Mais d'un autre côté, avant il n'y avait rien ici. Ça a créé des emplois, de l'animation... C'est donc un bilan mitigé." Mais aussi, un avenir incertain.

C'est que la Sogima s'est entrée dans une phase de négociation avec la ville et l'État pour le renouvellement de sa concession. Des discussions, qui, à en croire certains commerçants, "plangent la modernisation de l'esplanade". Prêférant rester anonyme, un fin connaisseur du périmètre cogne sèche-

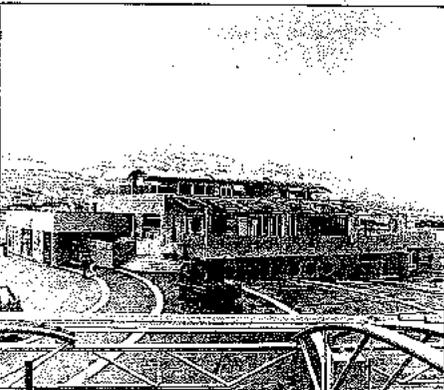
"Sans renouvellement du bail, la Sogima ne fera plus de vrais investissements."

UN COMMERÇANT

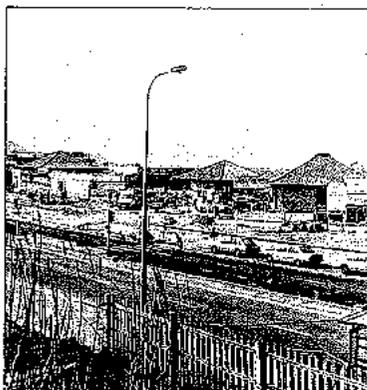
ment: "En 20 ans d'existence, l'Escale qui était une construction moderne à l'époque a mal vieilli. Il y a un côté has been. Il faudrait un rafraîchissement, des éclairages, une nouvelle dynamique architecturale. Mais la Sogima rétorque systématiquement que, tant qu'ils n'ont pas la certitude d'un nouveau bail, ils ne feront que le minimum."

Du côté de la mairie, qui n'est pas seule l'arbitre sur ce périmètre qui appartient au domaine maritime, donc à l'État, on annonce énigmatiquement que des "annonces importantes vont prochainement intervenir sur l'avenir du site".

Laurent D'ARCONA



À gauche, quelques jours à peine avant l'inauguration officielle de l'Escale Borély, le 5 juin 1992 précisément. À droite, l'aménagement des plages de Bonneveine touche à sa fin en ce 23 avril 1992.



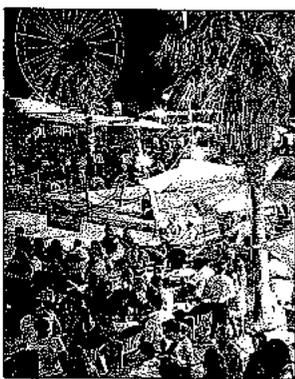
PHOTOS ARCHIVES LA PROVENCE

Cet été, les établissements vont pouvoir monter le son

C'est la fin d'une époque. Celle où le SportBeach, tête d'affiche de l'Escale Borély avec ses soirées autour de la piscine, fut le bouc émissaire d'une nuit marseillaise trop bruyante pour certains. L'établissement est toujours en plein bras de fer d'ailleurs: "Mais aucune plainte n'a été déposée au commissariat", lance Dominique Penciolleli, patron du lieu créé en 1998. "Donc on a fait appel puisque sans plainte, sans nuisance sonore, pourquoi nous a-t-on obligés à fermer?"

500 emplois à la clé

L'avertissement en 2010 avec contrôle puis la fermeture administrative en février 2011 ont en effet failli mettre sur les genoux cet établissement phare du bord de mer. Malgré les soirées, passées à l'intérieur, ou celles en "piéd de nez" avec le casque sur les oreilles. "On a dû licencier dans la foulée dix personnes. Tout s'est écroulé alors qu'on venait de changer de chef, qu'on avait engagé de lourds travaux d'extension et de rénovation."



Ouf, voilà donc le retour des fêtes du SportBeach... Après une fermeture coup de théâtre. PHOTO OR

Le décret préfectoral de 2000 et son "interdiction de sonorisation extérieure" fait donc de lourds dommages collatéraux. Et le SportBeach n'est pas le seul concerné (lire ci-contre). "L'Escale, c'est environ 500 emplois avec l'été 70 000 personnes qui passent. Pourtant l'établissement joue le jeu à coups de mesures acoustiques et de limiteurs. "Si on gênait vraiment, les habitants de la Réserve ou les clients du Pullman se plaindraient non?"

C'est donc de l'histoire ancienne. Il y a neuf mois, c'est le revirement de la part des pouvoirs publics qui décident de s'emparer du sujet des nuits marseillaises car jusqu'au centre-ville, les organisateurs d'événements s'attachent les cheveux à cause de la réglementation. Un virage à 180° que l'on doit sûrement à Marseille Provence 2013. À venir donc un arrêté municipal dérogatoire réglementant la diffusion de musique sur l'Escale. Et le retour des soirées en plein air. Et des emplois aussi.

Agathe WESTENDORP

LE COMMENTAIRE d'Emmanuel GENSOULEN

Une autorisation... à renouveler!

"Huit commerçants ont fait une demande en tout pour avoir le droit de mettre de la musique", explique Emmanuel Gensollen, franchisé à la tête du Quick et président de l'association qui regroupe 21 commerces. "Mais seul le SportBeach a une demande particulière car pour les autres comme l'Équinoxe, c'est surtout de la musique d'ambiance." En revanche, rien n'est vraiment prévu pour fêter les vingt ans de l'Escale Borély, pari en soi à l'époque où seule la Pointe-Rouge avait le monopole des restos les pieds dans le sable ou presque.

"La Sogima qui est propriétaire a prévu un feu d'artifice à la fin du mois de juin." En même temps le budget pour de belles animations était difficile à trouver selon le président. "Nous avons pu réunir 170 000€ pour les trois feux d'artifices et la fête de la musique." Et pourtant, rien que la réouverture du SportBeach, "une locomotive le soi" est à marquer d'une pierre blanche: "La fermeture de 2011 a eu comme conséquence directe une baisse d'activité pour tous de 10 à 15%. C'est pour cela qu'en tant que président j'ai demandé l'autorisation au nom de tous les commerçants et une réunion de concertation."

Car le plus étonnant, c'est que l'autorisation ne concerne que le périmètre de l'Escale Borély et les autorisations ne sont valables qu'une seule année! "Chaque année, chaque établissement doit refaire une demande. C'est très lourd administrativement mais c'est déjà bien de l'avoir." L'histoire du verre à moitié vide... pour trinquer à un drôle d'anniversaire.

A.W.

VIII. – LA CULTURE

- ✓ 1. LE LIFTING DE LA BONNE-MERE CONTINUE
La Provence – 04.03.2012

- ✓ 2. LE DOCK DES SUDS VOIT LA VIE EN VERSION ELECTRO
Marseille l'Hebdo – 08.02.2012

- ✓ 3. CESAR S'ATTAQUE A PARIS
La Provence – 09.03.2012

- ✓ 4. « AU VIEUX PANIER », LES ARTISTES ONT REFAIT LE MUR
La Provence – 11.03.2012

- ✓ 5. CREATEURS DE SOIREES DECALEES
Marseille l'Hebdo – 21.03.2012

- ✓ 6. LES BONNES AFFAIRES DU BABEL MED
La Provence – 29.03.2012

- ✓ 7. L'ART POUSSE DANS... LES VIGNES
Marseille l'Hebdo – 23.05.2012

- ✓ 8. 2013 : TROIS THEATRES, UNE ANNEE
La Provence – 09.06.2012

Le lifting de la Bonne-Mère continue

Le chantier du futur musée avance à grands pas. La boutique et le restaurant vont bientôt pouvoir rouvrir au public

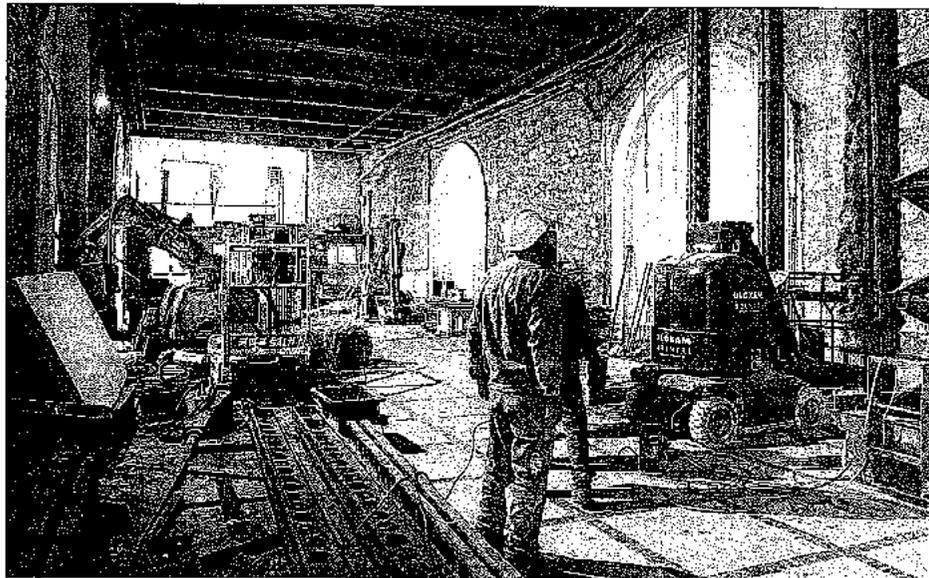
En chantier depuis bientôt deux mois, le bâtiment d'accueil de Notre-Dame de la Garde subit en ce moment sa plus lourde transformation depuis sa construction, au début des années 50.

Prévus pour durer un an, les travaux actuellement conduits par une vingtaine d'entreprises vont complètement métamorphoser cet ensemble imposant et austère, qui abritait jusque-là les guichets d'accueil, les sanitaires, le grand escalier, le restaurant, la boutique, quelques vitrines et l'unique ascenseur qui permettait aux pèlerins d'accéder sans effort au parvis de la basilique. En mars 2013, quand le bâtiment relooké sera inauguré, toutes ces fonctions seront maintenues et améliorées, avec une nouveauté de taille : le musée du sanctuaire, qui offrira aux visiteurs un point de vue inédit et spectaculaire sur l'histoire, l'architecture, la symbolique et les trésors de la basilique.

À un an de l'échéance, les travaux battent son plein sur le site, dont le visage a déjà considérablement évolué, à l'abri des regards. Du hall d'accueil original, ne subsiste ainsi que l'unique ascenseur - encore accessible au public depuis le rez-de-chaussée - et le grand escalier à double volée, qui vit toutefois ses dernières heures. "Avant de le détruire complètement, explique Xavier David, l'architecte du projet, il va nous falloir placer de très grosses poutres métalliques provisoires au niveau du 1^{er} étage actuel, pour soutenir les cloisons et les planchers situés au-dessus, le temps de reconstruire les piliers en bé-

ton qui assureront la solidité du nouvel ensemble". Une opération d'autant plus complexe qu'elle inclut le rehaussement du plancher du 1^{er} étage, qui sera aligné avec celui du restaurant, plus d'un mètre au-dessus de son niveau actuel. Pour le reste, même le plus assidu des pèlerins aurait du mal à se retrouver sur le chantier. Dans l'ancienne salle d'exposition, les ouvriers ont abattu les fausses voûtes, libérant un volume de 8 m de haut qui sera bientôt divisé par un nouveau plancher. Au rez-de-chaussée, on trouvera le futur "espace découverte" destiné aux enfants et, au 1^{er} étage, le tout nouveau musée du sanctuaire, qui embrassera en 9 séquences les quelque 800 ans d'histoire de la colline de la Garde, depuis la construction de la toute première chapelle, en 1214, jusqu'aux restaurations entreprises au début des années 2000 pour conforter la basilique, réhabiliter ses fameux ex-voto et restituer ses somptueuses mosaïques dans leur splendeur originelle.

Parmi les surprises que réserve ce musée, signalons la mise en valeur d'un fragment très significatif du mur de l'ancien fort, édifié au XVII^e siècle sur ordre de François I^{er} et caché aux yeux du public depuis la construction du bâtiment. Il y a tout juste 60 ans. Signalons également la création d'un second ascenseur dont l'emprise - en cours de creusement - sera gagnée sur le rocher, entre le rez-de-chaussée et le 1^{er} étage, ainsi que le percement d'un tunnel entre le bâtiment d'accueil et la crypte de la basilique, afin



Prévus pour durer un an, les travaux vont complètement métamorphoser le bâtiment d'accueil de Notre-Dame de la Garde. / PHOTOB. SOULIARD

Mars, le mois des réouvertures

Permes depuis début janvier, le restaurant et la boutique de Notre-Dame de la Garde ne vont pas tarder à rouvrir leurs portes. Dès la fin de la première semaine de mars pour la boutique, qui a gagné une dizaine de mètres carrés depuis sa fermeture, avec l'annexion de l'ancienne chapelle; la nouvelle devant être installée à l'entrée de la crypte. Quant au restaurant, il devrait reprendre du service au plus tard le 31 mars. Entre-temps, les cuisines auront été refaites et les salles réajustées. À terme, il sera accessible aux personnes handicapées, y compris en ascenseur.

que les personnes à mobilité réduite puissent enfin y accéder, ce qui était rigoureusement impossible jusque-là. "À chaque fois que je parle de ce tunnel à des pèlerins en fauteuil roulant, se réjouit le père Jacques Bouchet, recteur de la basilique, je vois une grande joie naître sur leur visage."

Ces nouveautés vont certes consommer de l'espace, mais les habitudes du sanctuaire ne de-

vraient pas pour autant se sentir à l'étroit, la plupart des nouveaux espaces ayant été gagnés sur des volumes inutilisés ou qui n'existaient pas. Et tous les équipements existants seront reconduits en version modernisée, y compris la salle polyvalente au rez-de-chaussée, qui perdra un peu de mètres carrés mais gagnera beaucoup en fonctionnalités.

Hervé VAUDOIT

Les Marseillais toujours généreux, pas les entreprises

Après les 12 millions d'euros dépensés pour la réhabilitation de la basilique entre 2001 et 2008, les responsables du sanctuaire espéraient que le projet de musée et la restauration du bâtiment d'accueil mobiliseraient les donateurs avec la même efficacité qu'il y a dix ans. Hélas, presque un an après l'annonce de ce nouveau projet, les crédits nécessaires à sa réalisation ne sont pas encore totalement rassemblés. Sur les 5,4 millions d'euros estimés pour conduire l'opération à terme, il manque encore entre 1,5 et 2 millions, soit peu ou prou ce que la direction de Notre-Dame de la Garde espérait obtenir des entreprises de la région, sur la base des efforts qu'elles avaient consentis à l'occasion des deux premières phases de réhabilitation.

À l'époque, un tiers du budget avait été rassemblé sur les fonds propres du sanctuaire, un deuxième tiers par les donateurs individuels et le dernier tiers par les entreprises, qui avaient ainsi contribué à hauteur de 4 millions d'euros au sauvetage de la Bonne-Mère.

Dix ans plus tard, leur participation à la réfection du bâtiment d'accueil et à la création du musée est proche de... zéro. Il faut dire qu'entre-temps, la crise économique et financière a touché les ardeurs de nombreux mécènes potentiels, soudain plus préoccupés par la survie de leur business que par le confort des pèlerins et l'attractivité touristique de Notre-Dame de



Une fois les travaux réalisés, le visiteur abordera de façon plus précise l'aspect historique du site. / PHOTO DR

la Garde. Tous sont également sur-sollicités par l'organisation de toutes les manifestations d'ampleur prévues au cours des prochains mois: Marseille Capitale européenne de la Culture, pour laquelle un club des partenaires (payants) a été créé; le congrès mondial des aires marines protégées, qui peine à trouver des appuis sonnants et trebuchants dans le monde économique local

"Si les chèques continuent d'arriver au même rythme, nous pouvons espérer atteindre les 600 000 € de dons privés en mars 2013", pronostique le père Bouchet, espérant que dans l'intervalle, les entreprises en bonne santé auront quelque peu desserré les cordons de la bourse. L'espérance reste une valeur forte du christianisme.

M.V.

MARSEILLAIS DONNONS VIE À NOTRE HISTOIRE

www.lesamisdelabonnemere.com

Pour le projet
MUSÉE-ACCUEIL
de Notre-Dame de la Garde,
FAITES UN DON

Le Dock des Suds voit la vie en version electro

DANCEFLOOR

Le 11 février, le Dock des Suds accueille une énorme soirée electro, la soirée Vision organisée par Johann Berez et l'association Kobalt 909. Des DJs comme s'il en pleuvait, et une fête sonore et visuelle jusqu'au petit matin.

Depuis deux ans, le Dock des Suds accueille régulièrement de gros rendez-vous dance ou electro (les spécialistes affineront le vocabulaire). A l'instigation de ces soirées, comme la "Nuit Rouge", ou la soirée Vision du 11 février, Johann Berez explique: "Vision, c'est un projet qui mélange art numérique et musique électronique. On fait venir notamment un DJ allemand, Oliver Huntemann, qui crée un show live basé sur une interface avec des cubes qui créent une animation sonore et visuelle". Une quinzaine d'autres artistes sonores sont déjà annoncés, comme Anja Schneider,

Cora Novoa, Felix Kröcher, Spiky The Machinist ou encore N'to Live ou Manu le Malin. Pour accueillir tout ce monde, la soirée se déroulera sur trois scènes dressées dans le Dock, et elle se poursuivra jusqu'au petit matin. "Les événements précédents que nous avons organisés ont rassemblé entre 7000 et 13 000 personnes", conclut Johann Berez. Autant dire qu'il en espère autant cette fois-ci. ■

P.CB

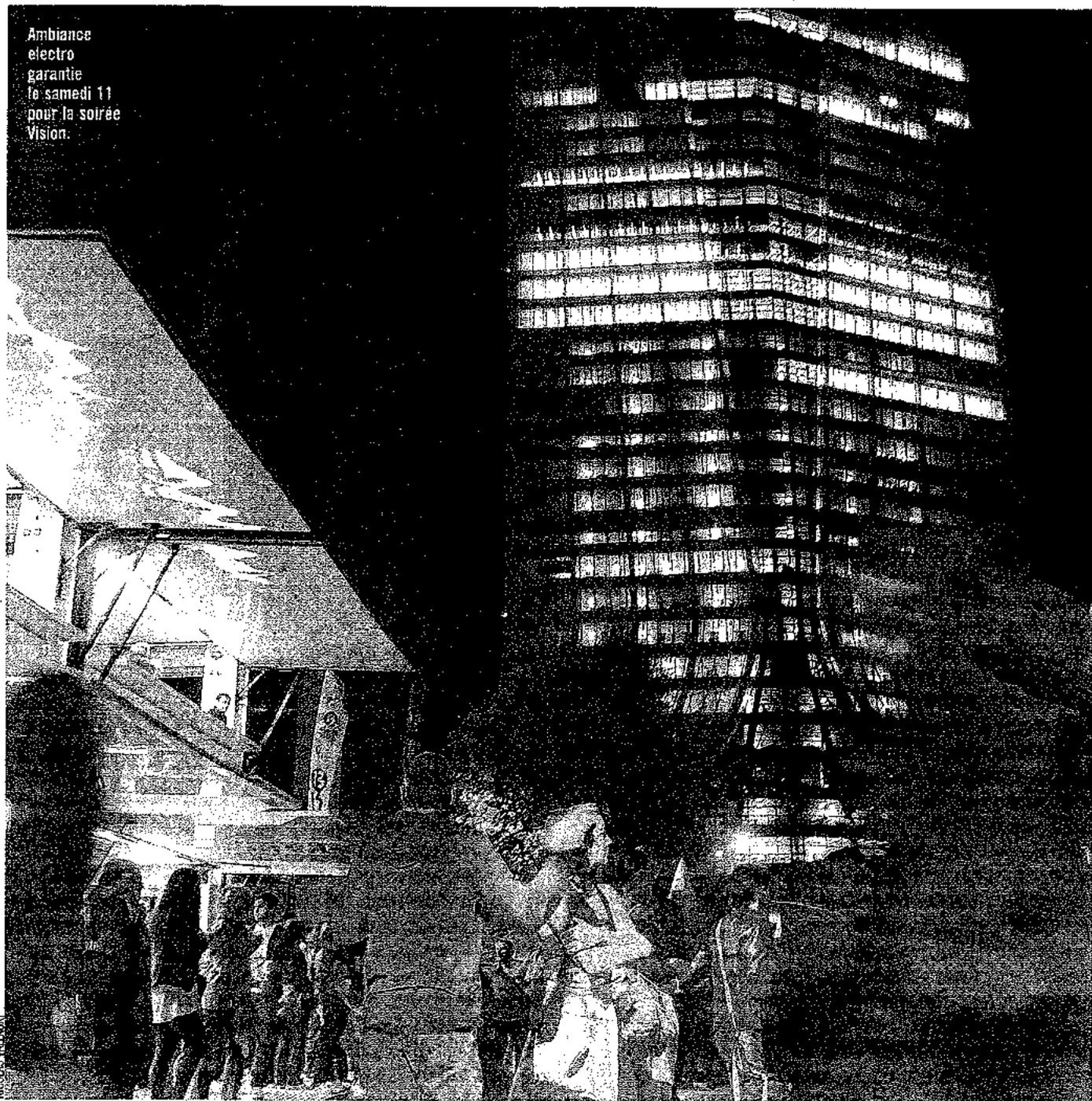
Vision "Electronic Music Event"
le samedi 11 février vers 23h
au Dock des Suds, rue Urbain-V (2°).
infos et réservations : ☎07 77 05 40 28.

Bernard Aubert : "Le Dock est un des rares endroits qui peut accueillir ce genre de soirées"

Pour le responsable du Dock des Suds, Bernard Aubert, ouvrir le lieu à la musique electro participe d'une vraie logique. "On fait ce genre de soirées depuis deux ans, constate-t-il, et cela fait partie de notre évolution, il est intéressant pour nous de nous appuyer à la fois sur les musiques du monde, en y incluant désormais le jazz, et sur la musique electro. Au prochain Babel Med, au mois de mars, il y aura d'ailleurs un Babel Jazz et un Babel Electro dans la programmation. Il y a une grosse scène electro à Marseille et dans la région, qui n'est pas assez valorisée, tout comme celle des musiques du monde, ça me paraît intéressant de pouvoir les rap-

procher". Poursuivant la réflexion et le travail dans cette direction, Aubert évoque le projet electro auquel il participe pour 2013: "On va investir la gare, avec 3 DJs, Imhotep, DJ Oil et Jack de Marseille, chacun avec ses invités, pour la soirée d'ouverture". Disposant de scènes et de salles vastes, où l'on peut faire de la musique tard sans trop déranger le voisinage, avec un parking, le Dock des Suds est aussi, se réjouit Bernard Aubert, "un des rares lieux à Marseille où l'on peut accueillir ce type de manifestation". Des manifestations qui attirent un public très nombreux : "le 11, ils attendent de 6000 à 8000 personnes !" ■

Ambiance
electro
garantie
le samedi 11
pour la soirée
Vision.



NICOLAS VALLAUR

DJ OIL, UN DJ MARSEILLAIS À L'INTERNATIONAL

L'ex-Troublemaker, le Marseillais DJ Oil, est devenu un des 3 ou 4 DJs les plus en vue de notre ville (avec Jack de Marseille notamment) et sa carrière se décline beaucoup plus à l'international que dans la région. "A Marseille, les propositions sont souvent pour des lieux aux scènes trop réduites, des endroits qui

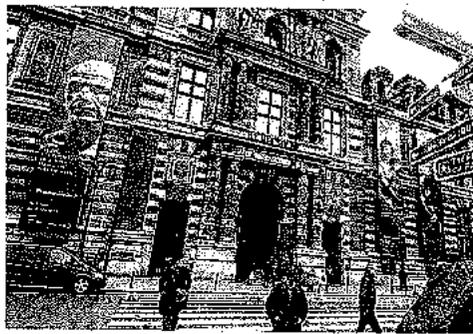
font du travail, comme Oogie ou La Dame Noire, mais qui ne suffisent pas hélas pour permettre un vrai développement de la scène électronique".

Flirtant davantage avec les tendances hip hop et house qu'avec l'electro proposée par la programmation de Vision, DJ Oil, s'il est absent de

ce rendez-vous, se réjouit cependant que le Dock ouvre ses portes à ce type de programme. "Au Dock, ils ont un vrai sound-system, une bonne sono, il ne faut pas oublier que la musique électronique a été composée pour des sound-systems, et pas pour être jouée dans des bars". ■

"Ah, ben voilà Auguste! Tu te rends compte? C'est très beau."

RATÉ POUR CETTE DAME D'UNE CINQUANTAINE D'ANNÉES VENUE POUR L'INAUGURATION DE L'EXPOSITION, MERCREDI SOIR, ET QUI DÉCOUVRAIT EN FAIT LE BUSTE DE... CÉSAR



Une énorme exposition et un débat autour d'un buste exceptionnel

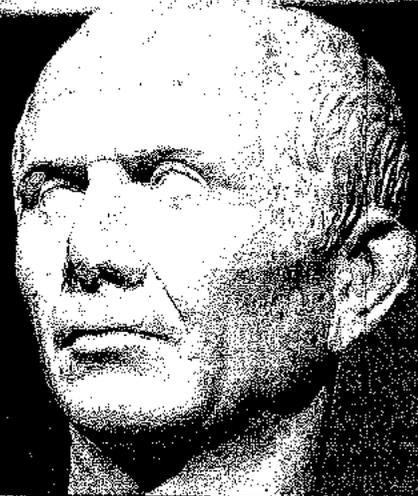
Toutes les pièces les plus spectaculaires remontées du Rhône y figurent. L'exposition "Arles, les fouilles du Rhône, un fleuve pour mémoire", présentée au musée du Louvre dès aujourd'hui et jusqu'au 25 juin, reprend les grandes lignes de celle montée au musée départemental Arles antique entre octobre 2009 et janvier 2011. "César, le Rhône pour mémoire, 20 ans de fouilles archéologiques dans le fleuve à Arles". Une reconnaissance pour le travail du Musée bleu, encore enrichi par le Louvre, qui a fait venir de Turin le seul buste de César authentifié jusqu'aux découvertes de Luc Long, archéologue au Drassm (Département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines) et directeur des fouilles. Histoire de nourrir le débat qui existe encore - un peu - est-ce bien César qui a été sorti du fleuve en 2007?

62

Le nombre d'objets sélectionnés par le Louvre pour cette exposition. Une cinquantaine provient du Musée départemental Arles antique. Le musée parisien a lui-même sorti une dizaine de ses pièces de son département des antiquités grecques, étrusques et romaines. Le musée Calvet d'Avignon, le musée des Beaux-Arts de Vienne et le Museo d'Antichità di Turin ont également prêté certaines œuvres.

César s'attaque à Paris

Le Louvre a monté une exposition, visible dès aujourd'hui, autour du célèbre buste découvert dans le Rhône en 2007



Le César d'Arles (à gauche) face au César de Turin, le seul identifié comme tel jusqu'en 2007, année des fabuleuses découvertes dans le Rhône: le musée du Louvre a dû l'idée de confronter les deux bustes.

REPORTAGE PHOTO DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE VALÉRIE FARINE

Christophe VIAL
Envoyé spécial à Paris
vial@lapresse.com

À peine gravies les dernières marches pour accéder à la salle d'exposition, il s'impose au visiteur. Pourtant, le buste de César, pièce maîtresse de l'exposition "Arles, les fouilles du Rhône, un fleuve pour mémoire", qui ouvre ses portes aujourd'hui au musée du Louvre, est encore loin, installé tout au fond de la salle. Mais il est magnifiquement mis en valeur. Tout est question de scénographie, et celle-là est "louvreuse", selon les termes d'un des conservateurs du Musée départemental Arles antique, l'habituel écrivain de la célèbre sculpture.

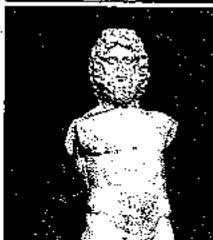
Faut-il s'en approcher tout de suite ou suivre le parcours de l'exposition, qui nous amène, à travers ses différentes sections,

à comprendre l'Arelate romaine et admirer tous les objets découverts au fil du fleuve? Le choix est libre, mais on ne pourra de toute façon pas faire l'impasse sur d'autres pièces somptueuses comme le Neptune (médaillon du bas), le Captif en bronze, la victoire d'Arles en bronze doré, ou l'Hercule, une petite statue en bronze que personne n'avait encore jamais vue (médaillon du haut). "C'est une plongée, quelque chose qui connaît les objets d'art, qui l'a trouvé au large des Saintes-Maries-de-la-Mer, et qui l'a déclaré l'an dernier au Drassm (Département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines, Ndlr), raconte Alain Charron, conservateur en chef et directeur adjoint du Musée bleu. Le Louvre qui vient de la restaurer. L'expose en avant-première, et cet objet rejoindra ensuite Arles."

Et à toutes ses œuvres

s'ajoute un buste de César prêté par le musée de Turin, le seul identifié comme tel jusqu'à ce que celui d'Arles soit mis au jour. Une confrontation qui fait aussi le sel de cette exposition où des centaines de milliers de visiteurs sont attendus. Car le débat autour du buste d'Arles (César ou pas César) existe encore.

"L'énorme qualité de cette sculpture, c'est toutes les questions qu'elle pose, par sa technique, son style", souligne Jean-Claude Martinez, directeur du département des antiquités grecques, étrusques et romaines au Louvre et commissaire de l'exposition. Le propos n'est pas de dire si c'est César ou pas, c'est de dire comment on date un portrait, de présenter des hypothèses. "Même si le spécialiste a bien sa petite idée. "C'est une pièce exceptionnelle et moi je crois bien que c'est César", conclut-il.



L'ÉCLAIRAGE de J.-C. Martinez musée du Louvre

"Une des plus belles collections romaines"

Pourquoi cette exposition au Louvre?

Premièrement parce que nous ne sommes pas un musée parisien, nous avons la prétention d'être un musée national, et nous avons beaucoup de plaisir à travailler avec nos collègues en région, d'autant que le musée d'Arles est d'un niveau international, et qu'il a une des plus belles collections romaines de France. Ensuite parce qu'ici, nous sommes à la tête d'une collection historique ancienne. Avec cette exposition, on s'approche de l'actualité de l'archéologie, qui n'est pas une discipline figée. Car toutes ces découvertes ont amené des choses nouvelles.

Vous avez voulu vous saisir du débat autour du César d'Arles?

Le rôle d'un musée n'est pas seulement de montrer de belles choses, c'est aussi d'être un lieu où l'on confronte les idées. On repose donc la question, est-ce que c'est César ou pas? Mais le simple fait qu'on propose cette hypothèse à notre tour, ça permet de placer le débat à un niveau international. Je rappelle qu'il y a des spécialistes qui ont jugé le portrait d'Arles seulement à travers des photos. Ce n'est pas très sérieux...

LUC LONG EST "L'INVENTEUR" DU BUSTE DE CÉSAR "C'est une consécration"

"Le premier choc, c'était dans le métro, où j'ai vu deux gros portraits de lui. Le deuxième, c'est la bannière sur la façade du Louvre. Cette exposition, c'est une consécration pour ce portrait." Luc Long, conservateur en chef du patrimoine et directeur de fouilles au Drassm (Département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines), l'homme qui a sorti des eaux le César et nombre des pièces exposées au Louvre, était présent lors de l'inauguration, mercredi soir. "On est dans le musée des musées, savourez-le. Je pensais que les Parisiens le regardaient un peu de haut ce César..."

Erreur, le Louvre lui a réservé un triomphe. Mais pour le plongeur-archéologue, ce n'est pas une finalité. "En 2007, je bossais déjà depuis 20 ans, et j'espère en faire presque autant, indique-t-il. Pour moi, ce n'est pas fini, il y a encore d'énormes poten-



Luc Long devant la victoire d'Arles en bronze doré. Il était présent à l'inauguration de l'exposition, mercredi soir.

tialités dans le Rhône. Dieu sait ce que nous réserve encore ce fleuve. L'avant-port maritime aux Saintes-Maries et le port fluvial d'Arles, c'est une seule et même histoire." Une histoire accumulée en désordre au fond du Rhône

et qu'il cherche à remettre dans le bon sens. A condition qu'on lui en laisse l'opportunité. Car paradoxalement, même pour lui, cela reste un problème d'avoir les financements et les autorisations pour plonger...

GRÂCE À UN ÉTROIT PARTENARIAT ENTRE LE LOUVRE ET LE MUSÉE BLEU Arles va revoir sa "Vénus"

Les échanges, ça marche dans les deux sens. Si les Arlésiens - et les Provençaux - sont privés de César jusqu'en juillet, en contrepartie, ils pourront bientôt admirer la "Vénus d'Arles". Découverte dans le théâtre antique et offerte par les Arlésiens à Louis XIV pour Versailles, elle quittera le Louvre pour la première fois pour intégrer une exposition qui, à n'en pas douter, va attirer les foules en 2013, pour un des temps forts de Marseille-Provence capitale européenne de la culture. D'avril à juillet, "Rodin et l'antique" mettra en parallèle certaines des œuvres les plus connues de l'artiste, comme "Le penseur" ou "L'homme qui marche", mais aussi son travail sur le nu et le demi-nu, avec des sculptures de l'époque grecque et romaine. "C'est l'occasion d'étudier le rapport d'un des plus grands sculpteurs à l'antiquité, c'est quelque chose d'extraordinaire", estime Jean-Claude Martinez, directeur du département des antiquités grecques, étrusques et romaines au Louvre. "Ce n'est pas le musée d'Arles qui profite du Louvre ou l'inverse, nous avons une convention qui permet ces prêts exceptionnels, note Alain Charron, directeur adjoint du musée arlésien. Le Louvre est facilement prêt, il va déserrer une salle pour qu'on puisse monter notre expo, puisqu'il nous prêterait aussi la Vénus d'Esquiline et la Vénus de Vienne." On a hâte d'y être.



La Vénus d'Arles quittera le Louvre pour la première fois pour être exposée en 2013 dans sa ville d'origine.

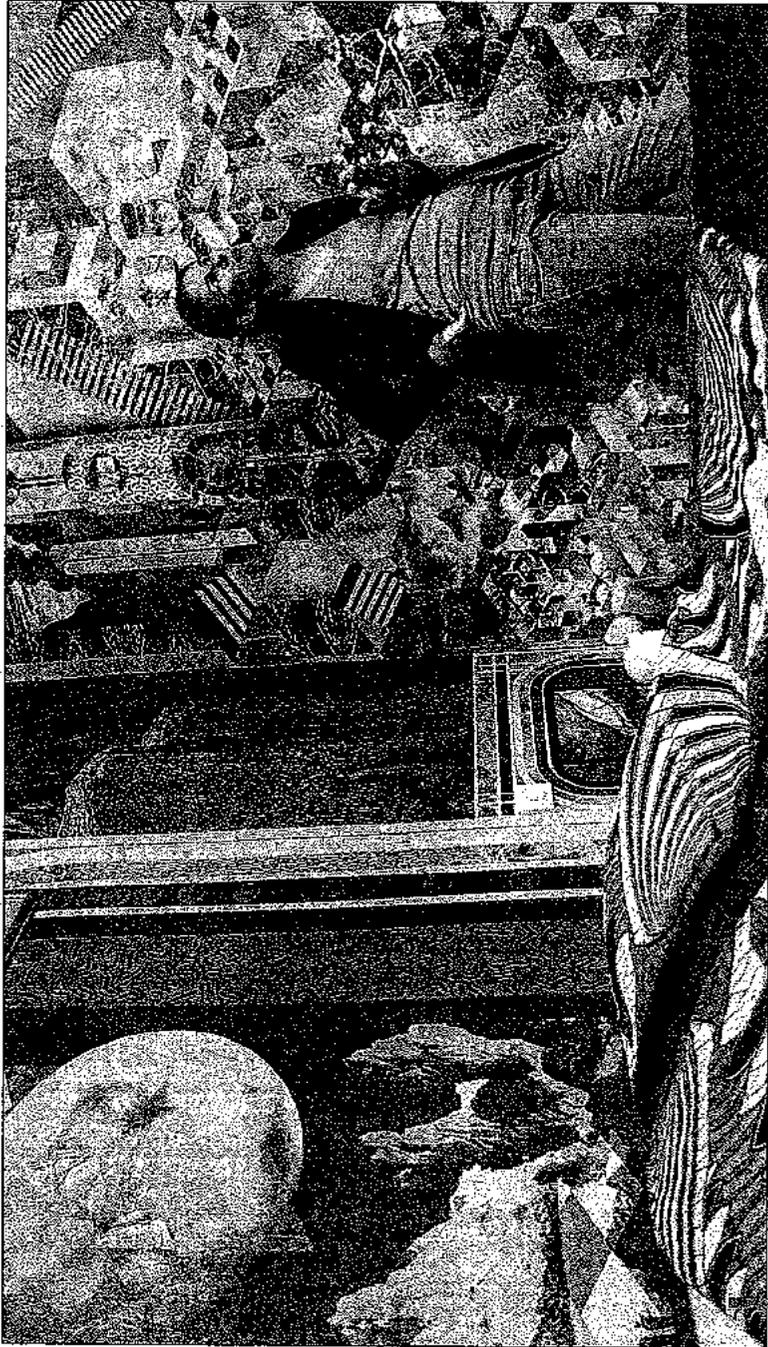
FARINI

'Au Vieux Panier', les artistes ont refait le mur

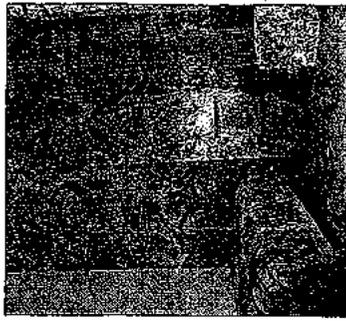
Ça change de l'échantillon de shampooing. "Au Vieux Panier", les clients peuvent rentrer avec une toile, une photo, un milieu d'œuvres à vendre-réaliser par certains des meilleurs jeunes artistes français actuels. Dans cet hôtel installé dans une bâtisse du XVII^e siècle, la déco des six chambres est confiée, tous les semestres, à six nouveaux artistes.

La "saison 3" de l'établissement lancé il y a moins de deux ans par la jeune Jessica Venediger se découvre depuis une semaine et elle est, une fois encore, spectaculaire, poétique. Étonnante: "J'ai lancé un nouvel appel à projets auquel près de 80 artistes ont répondu, explique la jeune femme. C'était très, très qualitatif, il a été difficile de faire un choix!" Car si les clients se pressent pour essayer cet hébergement différent, les artistes sont aussi friands de ce super terrain de jeu: "Sortir ainsi l'art des galeries, je trouve ça formidable", salue Mourad Messoubeur, l'un des lauréats de l'édition 2012.

Porté par une presse internationale ultra-élogieuse, l'hôtel accueille désormais aussi bien des bobos que des rappers ou... des ambassadeurs de passage. "La clientèle monte en gamme", note Jessica. La notoriété de ses invités créateurs booste aussi son audience: "Quand le graffeur Tilt a mis en ligne des photos de sa réalisation chez nous, en une journée, on a eu 8000 visiteurs sur notre site!" Il faut dire que sa *Panic Room* est un rêve pour tout fan de street



Barré, psychédélique, le travail numérique du duo Mass Confusion est l'une des chambres les plus spectaculaires de l'hôtel. / PHOTOS DITA



Tilt, graffeur déjà star, a exposé au Palais de Tokyo et imaginé la "Panic Room" du Vieux Panier.



Eugénie Bergeon a créé une chambre douce et onirique où l'on est invité à consigner ses rêves.



Ciel végétal, nuages au stylo, la chambre de Mourad Messoubeur invite à la rêverie.

Le ciel végétal de Messoubeur

En avril, il exposera à la Cité des sciences de la Villette, à Paris. Ce projet s'appelle *Art et science* et on ne saurait mieux qualifier le travail de Mourad Messoubeur, en équilibre révérend entre les deux disciplines. Le petit garçon qui, hier, *collectionnait les petites bêtes dans des boîtes* et les bonnes notes en sciences nat' met dans son art une vraie curiosité pour la nature, ses infinies transformations. Il a d'ailleurs rencontré des chercheurs pour peaufiner sa technique, qui consiste à réaliser des milieux de cultures végétales, puis à en fixer la décomposition sous un vernis naturel et un film transparent. "C'est en voyant, par hasard, des pommes se décomposer que je suis parti dans cette voie: j'étais émerveillé", sourit Mourad. "Au Vieux Panier", ses expérimentations forment un incroyable faux plafond, façon constellations, à contempler, béat, comme une voie lactée. Aux murs, il compose avec de petits tableaux réalisés à l'agar (gelifiant alimentaire) des fragments célestes auxquels répondent des dessins de nuages. DTA

art. Les photos électriques de Mathias Olmeta, la délicatesse des installations d'Eugénie Bergeon, le délire psyché-spatial de Mass Confusion ou la suite bleue de Philippe Baudelocque invitent aussi à la découverte. Le seul souci, c'est de choisir: on aurait envie de toutes les tester, ces chambres-galeries!

Delphine TANGUY

Au Vieux Panier, 13 Rue du Panier, 13002 Marseille. ☎ 06 32 19 90 05 et www.auxvieuxpanier.com

Créateurs de soirées décalées

Lieux atypiques, musique en live... les soirées Borderline ou Live en aparté cultivent le décalage et prouvent que l'on sait faire la fête à Marseille. Des soirées appelées à se développer avec de nouveaux projets.

ANTI-CLUBBING

Une villa avec piscine, un bus à impériale, le petit train, un loft, un bateau pour les Calanques... des lieux différents, de la musique live, des cocktails, des tapas, il n'en suffit pas plus pour attirer 200 à 400 trentenaires lassés des clubs et discothèques à Marseille.

"Tout a commencé par une soirée dans un cabanon à la Gineste, raconte Christian Mellon qui revient sur la première soirée Borderline organisée en 2009. Laurent Amar m'avait demandé de jouer avec Ysaé, mon groupe de hip-hop. Ses amis sont venus, les miens aussi. On a fini à 200, on a fait une super-teuf".

Après, c'est toute une histoire. Christian, musicien, acteur et... alors facteur à Mazargues, est devenu organisateur de soirées décalées, hors normes dans des lieux insolites qui font des Marseillais des touristes dans leur propre ville, qui les étonnent eux-mêmes. *"Après, on a cherché un armateur pour monter une soirée sur un bateau".* C'est ainsi que les Apéros du bateau, des sorties vers le Frioul au coucher du soleil, sont nés en juin 2010. Puis en août, c'était au tour du festival. *"On a choisi de l'appeler Borderline, parce qu'on est à la limite".*

Le décalage, c'est l'identité de ce collectif devenu une SARL. *"On ne program-*

me que des coups de cœur, des lieux atypiques repérés grâce à un réseau d'amis. J'en ai certains qui font des repérages pour le cinéma. C'est beaucoup de prospection. Mais on n'est pas pressés, les rendez-vous Borderline ne sont pas régulier à date fixe, on prend le temps de trouver. Puis, on programme des artistes qui correspondent aux

"Le collectif a choisi de s'appeler Borderline, parce qu'on est à la limite".

Christian Mellon,
border-programmateur-responsable

lieux, des artistes underground, du bon son". Le bouche-à-oreille joue à fond. *"On ne cherche pas à attirer plus que notre jauge de 200 à 400 personnes par soirée, on ne veut pas de subvention".*

L'avenir se prépare déjà. La nouveauté: deux soirées sont programmées à Paris au Café A et au New Morning "où l'on pourra entendre notre équipe de DJs". Prochaines dates à Marseille: le printemps de Borderline du 25 au 31 mars (lire ci-contre). Cet été, les dimanches du 3 juin au 2 septembre, c'est le retour des Apéros du bateau; du 30 août au 2 septembre, le festival Borderline, 3^e édition. ■

Audrey Desanto

Le printemps Borderline

- Le dimanche 25 mars à 18h30: Pop-rock avec I'm from Barcelona (21,80 €) au cinéma Le Prado.
- Le vendredi 30 mars à 20h: Electro avec Kid Koala, star de l'abstract hip hop (16,80 €) à la Bergerie, 10, rue Xavier-Progin (4).
- Le samedi 31 mars à 20h: Soul et funk avec Mayer Hawthorne + Benny Sings (16,80 €) au Cabaret aléatoire, 41, rue Jobin (3).
www.borderliner.fr

Les dates Plaisir events

- Le vendredi 30 mars à 18h30: apéro show case blues d'Olivier Gotti au Ryad, 16, rue Sénac (1^{er}) 11,50 €.
- Le samedi 7 avril à 19h30: live en aparté avec David Le Deunff, le guitariste d'Hocus Pocus, dans un appartement privé. A partir de 14 €.
Page plaisir events sur facebook



Soirée borderline
sur un bus
à impériale
qui traverse la ville.

Les plaisirs du Live en aparté et d'autres parties

"Tu prends du bon son, un lieu étonnant, tu mixes le tout et tu obtiens ça", peut-on lire sur son facebook. Ça, ce sont les Lives en aparté de Laurent Amar qui a quitté le collectif Borderline pour cette autre aventure de soirées atypiques. L'idée de cet ancien fonctionnaire de la Défense nationale, reconverti dans les ceintures en cuir et l'organisation de soirées, ce sont des lives intimistes à proximité de l'artiste "comme si on avait des amis musiciens qui font un boeuf à la maison". "C'est une occasion de rencontrer des amis, de danser avec l'artiste, de mélanger les genres". Le premier live en aparté a été lancé en novembre 2011.

Le bon son est important. "On aime programmer des talents émergents, des coups de cœur, on a eu la chanteuse folk parisienne Swann qui est passée à Taratata, on a eu le duo des *Andromakers*", souligne Julie Bon, ancienne salariée d'EMI à Paris, qui a rejoint Laurent Amar dans

l'association Plaisir Events. N'hésitez pas à proposer votre appart' surtout s'il a du caractère. "Il faut une pièce d'au moins 30 m². On s'occupe de tout, du contrat de location qui inclut une assurance, de la sécurité pour déranger le moins possible le voisinage. On vide un peu la pièce mais on garde la déco de l'appart. On s'occupe du nettoyage après le live". Laurent et Julie ont plein d'envies, pleins de projets, d'aller plus loin dans l'organisation de soirée, plus loin au-delà de cette organisation en développant le booking et le management pour devenir une boîte de production.

En attendant, la programmation des Lives en aparté se poursuit. Prochaine date, le 7 avril avec David Le Deunff, le guitariste d'Hocus Pocus. A ces Lives s'ajoutent d'autres concepts de soirées. Comme les *apéros show cases* prévus plus tôt dans la soirée à l'image de celui du 30 mars avec le bluesman Olivier Gotti à l'hôtel Ryad.

Comme les *galeries parties* dont le *Swinging Poules Party* avec le concert de Gaïo à galerie Art-Cade, d'anciens bains douches, le 10 mars dernier qui devrait être renouvelée le 21 juillet dans une formule plus estivale avec barbecue. Comme aussi les *Secrets show parties* à partir de mai. "On ne connaîtra le lieu que deux heures à l'avance. Seule la programmation fera le buzz", précise Julie.

La bonne idée à retenir : le 3 juin, une kermesse pour les 7 à 77 ans dans une ancienne école avec jeux, tartes à la crème, concerts...

Et enfin, pour l'été à partir de mai, des sorties dans un beau bateau pour profiter du soleil, de la mer, d'une ambiance DJ, d'apéros au coucher de soleil. "Ces sorties s'adressent aussi bien aux Marseillais qu'aux touristes. Ce sera pour 70 personnes maximum". Alors n'oubliez pas votre maillot pour vous baigner. Là où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir... ■

A.D.

Les bonnes affaires du Babel Med

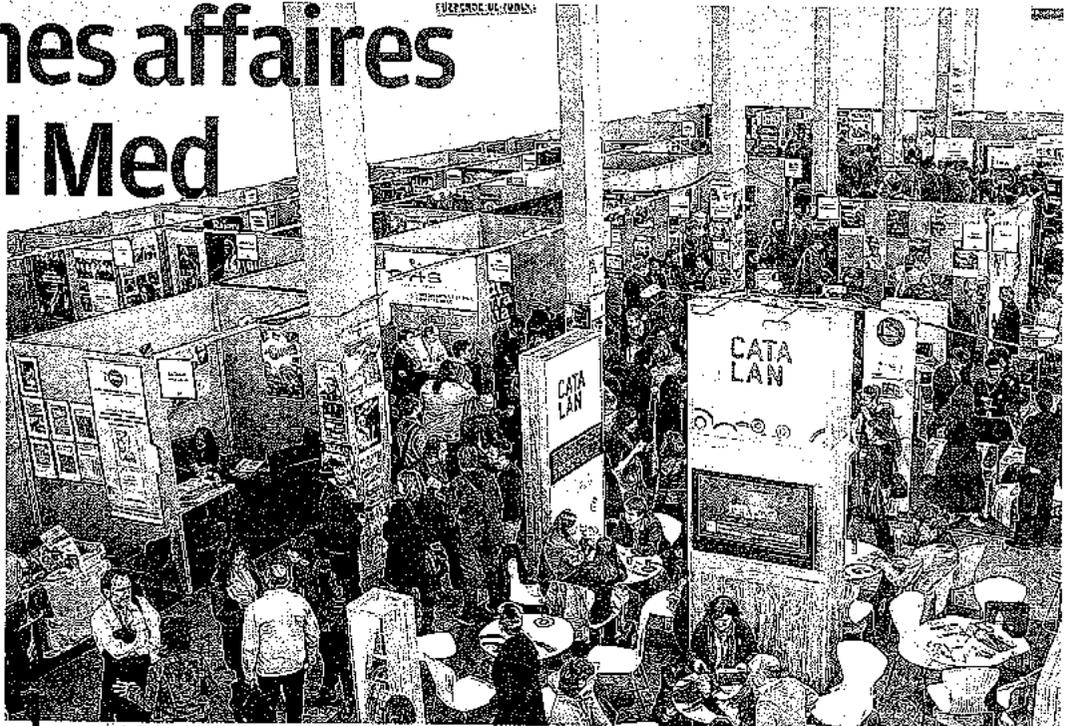
Tous les acteurs de la filière musicale, venus du monde entier, sont à Marseille pendant trois jours

On connaît bien la face émergée du Babel Med Music: trois nuits de concerts réunissant 32 formations dans un Dock des Suds engouffrant sous son chapiteau, dans ses allées et ses différentes scènes intérieures, au moins 15 000 spectateurs ivres de musiques du bout du monde. Cette année, pour la 9^e édition, on embarquera pour ce voyage chaloupé au long cours, dès ce soir et jusqu'à samedi (*lire ci-dessous*). Ce qu'en revanche, le public sait moins c'est que ce festival aux sonorités inédites, méconnues, parfois oubliées, est aussi et surtout un marché ouvert, en journée, aux professionnels de la musique. Qui sont-ils? Qu'y trouvent-ils? Qu'échangent-ils? En tout cas, aucune monnaie mais beaucoup de poignées de mains et de cartes de visite qui peuvent rapporter gros.

Producteurs de spectacles, diffuseurs, organisateurs de concerts et de festivals, représentants de labels... ils sont environ 2 500 à déambuler, pendant ces mêmes trois jours, de 10h à 19h, dans les 2 000 m² aménagés en forum dans l'ancien bâtiment portuaire devenu lieu culturel. Cette année, 260 structures y tiennent 163 stands où croulent disques, posters, brochures et catalogues d'artistes, où des casques audio diffusent en boucle les musiques de ceux que l'on retrouvera demain sur toutes les scènes du globe.

Brahim El Mazned est l'un d'entre eux. Il est le directeur artistique d'un des plus gros festivals d'Afrique, le Timitar à Agadir. Cet événement créé en 2004, qui se déroule sur quatre jours à la fin du mois de juin, rassemble, en effet, un demi-million de spectateurs dans le Sud du Maroc autour des musiques berbères et du monde. Depuis le début, l'homme arpente les couloirs du Babel, un passage obligé quand on dirige un festival. "Le Babel Med est une plate-forme importante, surtout pour nous qui venons du Sud, pour être dans l'actualité, savoir ce qu'il se passe dans notre secteur, tant d'un point de vue musical qu'environnemental".

Brahim El Mazned exploite, en effet, les deux facettes de la manifestation marseillaise puisque la partie forum est l'occasion de "discussions formelles et informelles" entre confrères, au détour d'un stand, de réunions, de conférences et de débats; et puisque la partie festival permet de "faire son marché". Le directeur artistique reste, en effet, le soir pour découvrir ceux qui feront sa programmation ou concrétiser des engagements. Cette année, il sera particulièrement attentif à un concert de Mory Kanté qui va sortir un nouveau disque et qu'il veut accueillir à Agadir. "Par le passé, j'ai programmé beaucoup d'artistes que j'avais vus au Babel, comme Justement les Morsallais de la Cie Rassegna ou Manu Théron. J'ai aussi présen-



Plus de 2 500 professionnels sont rassemblés pendant 3 jours dans les 2 000 m² de la partie "marché" du Babel Med Music au Dock des Suds. / PHOTO JEAN DE PÉRA

...té une production de mon festival, 3 MA réunissant trois artistes du Mali, du Maroc et de Madagascar, qui, à la suite du passage au Babel, a été jouée une centaine de fois ailleurs. Les concerts restent donc le socle de ma venue à Marseille".

Corinne Serres attend aussi beaucoup de la performance de son poulain, le Cap-verdien Tcheka. Le chanteur et guitariste qui explore les recoins musicaux, sociaux et océaniques de son archipel, fait partie de l'écurie de Mad Minute Music, un des plus importants producteurs de

2500 professionnels arpentent pendant trois jours les allées du forum qui regroupe 260 structures sur 163 stands dans 2000m².

spectacles en France qui assure aussi le développement de carrière de ses artistes. La structure qui existe depuis 20 ans, fait figure de pionnière dans le secteur des musiques du monde. Aujourd'hui, elle compte dans ses rangs Tumi & The Volume, Ismaël Lo, Lenine... "Il y a souvent des retombées à la suite des show-cases du soir, surtout quand le concert est bon", explique Corinne Serres qui se souvient, il y a deux ans, du passage au Babel d'une autre de ses artistes, la Norvégienne Kristin Asbjørnsen. "C'est sûr que grâce au Babel, on a pu décrocher des concerts en France". La responsable de l'agence artistique tiendra égale-

ment un stand au forum pour prendre ses rendez-vous et diffuser les informations relatives à ses nombreuses autres casquettes, dont le réseau Live Boutique regroupant 25 producteurs indépendants.

Plus particuliers, enfin, sont les liens qui unissent le Babel Med Music avec La Réunion et notamment Jérôme Galabert. L'homme est le directeur artistique du Sakifo, "Le festival de l'île qui attire de 30 à 35 000 personnes pendant trois jours (cette année, les 1^{er}, 2 et 3 juin) autour de ses six scènes et de ses concerts gratuits. Il est aussi à la tête de Sakifo Records, un label sur lequel sont signés des artistes comme Success, Tumi & The Volume, Bazbaz ou encore True Live. Il est également le président de l'association du Pôle régional des musiques actuelles de La Réunion. En toutes ces qualités, l'homme se rend depuis pratiquement le début au Babel Med, pour y trouver des artistes et défendre les siens. Il présente, par exemple ces jours-ci, l'artiste émergent de La Réunion qui a décroché le Prix Alain Peters (décédé pendant le Sakifo): Tyerl Abmon. Mais cette année, l'enjeu de sa venue est un peu différent. Il vient représenter le premier marché de musiques de l'océan Indien, l'OMIMA qu'il a initié l'an dernier, en marge du Sakifo (du 29 au 31 mai), "sous l'œil bienveillant de l'équipe du Babel Med". "Depuis 6-7 ans, des rencontres entre professionnels ont lieu pendant le Sakifo. Et l'équipe du Babel y a toujours participé. Elle a ainsi fait partie d'un comité de réflexion sur la création de ce marché des musiques dans l'océan Indien". Quand le Babel Med fait des "petits"... Annabelle KEMPF

L'AVENIR

Le Babel en 2013

Pour la Capitale européenne de la culture, Babel Med Music accueillera, sur une scène supplémentaire, le rendu des résidences menées dans la perspective de 2013 en Égypte, au Maroc et en Tunisie, avec des artistes de musiques actuelles de part et d'autre de la Méditerranée. L'Affranchi et le Nomad Café sont également impliqués dans cette démarche qui fait partie du projet watt! Pour info, les deux structures organisent pendant le Babel 2012 une conférence réservée aux professionnels sur "la place et le rôle de la musique pendant et au lendemain des Printemps arabes". Une sorte d'avant-goût à ce qu'il se passera en 2013. "Sans perdre sa base qui sont les musiques du monde, le Babel Med Music confirme en 2013 son ouverture sur les musiques actuelles, avec cette scène supplémentaire dont on complètera la programmation, et une partie du forum qui sera consacrée à cette esthétique-là", précise Bernard Aubert.

PRATIQUE

Concerts ce soir à 19h30, demain et samedi à 18h30 au Dock des Suds, 12 rue Urbain V (2^e). Tarif 15€, pass 3 jours 35€ prévente Fnac. 04 91 99 00 00

32 concerts et autant d'invitations au voyage

La programmation du Babel Med Music est concoctée à la suite d'un appel à candidature international. Parmi les 950 dossiers reçus, les deux programmeurs Sami Sadak et Bernard Aubert, ainsi qu'un comité de sélection constitué de professionnels et de journalistes, ont retenu trente-deux groupes qui rendront compte des vibrations qui parcourent actuellement le globe. Celles-ci révèlent combien les musiques du monde et les musiques actuelles se confondent et combien les artistes explorent leurs origines de plus en plus entremêlées. L'identité devient alors une source inépuisable d'inspiration. Ce soir, par exemple, on écouterait la chanteuse Anitra, originaire de Sarajevo, qui, avec le soutien du pianiste de jazz franco-serbe Bojan Z, fait à nouveau entendre la sevdah, cette musique traditionnelle de l'actuelle Bosnie-Herzégovine; l'Israélien Dudu Tassa qui explore, au gré de son "Iraq'n'roll", son double héritage arabe et hébreu; tout comme la Sud-africaine installée à Marseille Sibongile Mibambo qui livre dans sa langue natale, le xhosa, des compositions rythmées par les traditions d'Afrique australe; ou encore le Yiddish Twist Orchestra, basé à Londres, qui mêle le répertoire yiddish au calypso des Caraïbes, par le biais de son chanteur Natty Bo de Ska Cubano.

Vendredi, on ne ratera pas le souk méditerranéen de Boogie Balagan, le duo déjanté qui a réalisé la BO du *Chat du rabbin*, César du meilleur film étranger; ainsi que le retour du Guinéen Mory Kanté, pionnier de la sono-mondiale, premier artiste africain à avoir vendu plus d'un million d'albums avec son *Yéké Yéké* en 1998; et ce, au côté du joueur de kora, Ba Cissoko, qui triote depuis des années des liens redoutables entre la musique africaine et le rock, la salsa, le reggae, le funk; ou encore du Malais Bo Houss qui, au travers de son groove urbain, s'interroge sur l'identité de son île à l'aube de sa départementalisation.

Enfin, samedi, le Babel reçoit une autre figure d'Afrique,



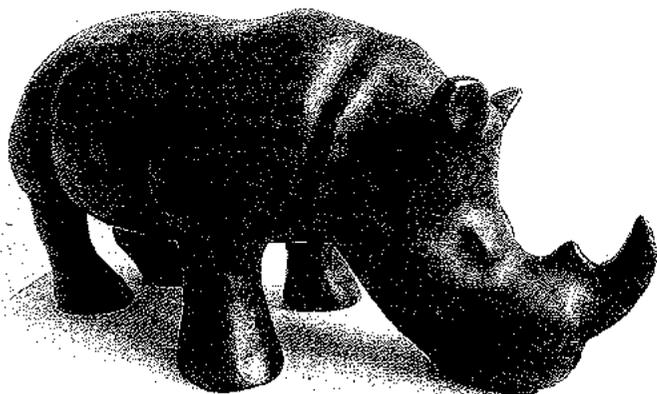
Boogie Balagan (à gauche), Bonga (au centre), Mory Kanté (en haut à droite) et Imhotep (en bas à droite) sont quelques-uns des artistes programmés pour cette 9^e édition.

/ PHOTOS TERRASSON, RITA CAMO, MARC REES ET ABDELLAH EL KORCH

Bonga, référence musicale de l'Angola moderne (auteur de *Sodade* de Cesária Évora) très engagée politiquement; Imhotep qui revient avec un nouvel album d'ethno-transes, 13 ans après son premier album solo; ou King Kapsi, imposant néo-zélandais qui défend par son flow incisif et vitaminé l'identité des îles Samoa.



Pour la 4^e année "L'art en vigne" fait découvrir les vignobles aixois sous un nouvel angle. Dégustation et visites artistiques vont de paire.



DÉGUSTATION. Savoir apprécier le vin et l'art, tout un programme dans les vignes aixoises.

L'art pousse dans... les vignes

L'art visuel, c'est mon dada depuis toute petite. Je n'ai pas spécialement d'attache pour la danse ni pour la musique, mais l'art à toujours eu une importance particulière pour moi", explique Pascale Ponson, créatrice de l'agence de communication artistique Rose Béton. Cette passion l'amène donc à mettre en place il y a quatre ans maintenant l'événement "L'art en vigne" dans l'arrière-pays aixois. "Mon idée de départ, c'est faire sortir les artistes du ghetto des galeries d'art! J'ai toujours pensé qu'il y avait un véritable problème de diffusion et de distribution de l'art et que les galeries étaient sou-

vent bien trop élitistes", poursuit-elle. Alors, naît l'idée de rencontres chaleureuses, de rendre l'art accessible en l'associant à un autre terrain de création, celui du vignoble. Elle convainc un, puis deux et trois domaines aixois

de tenter l'aventure artistique et de créer une sorte de parcours de l'art. L'alchimie se fait entre la simplicité et la convivialité des vigneronnes et l'univers décalé des œuvres choisies par Pascale Ponson. La scénographie fonction-

ne bien dans les chais où l'on retrouve essentiellement des matériaux comme le béton, le bois, l'aluminium ou le métal, des grands volumes qui favorise la mise en valeur des travaux des artistes et des extérieurs très graphi-

ques dans les vignes. Des points communs apparaissent très vite entre l'univers du vigneron et celui de l'artiste, comme le plaisir des sens. "Le goût, la vue et la découverte sont trois axes importants sur lesquels je m'appuie", confie l'instigatrice de ces rendez-vous. Les métaphores, on en retrouve encore notamment dans le choix des artistes. "On a à l'esprit l'image du vin qui vieillit et celle du jeune talent qui a un potentiel à exploiter." C'est en effet l'autre point fort de cet événement, le mariage des œuvres avec les domaines sélectionnés, le mélange des genres artistiques et des âges. ■

Aurélie Bégni

D'un domaine à l'autre

Photographie, peinture, sculpture, la diversité ne manque pas. Pour cette 4^e édition, trois domaines sont mis en avant, Château Paradis, Château du Seuil et L'Olibaou et une dizaine d'artistes. Vous pourrez découvrir ou redécouvrir les œuvres d'Alastair Magnaldo, Jean-José Martinez, Deev Vanorbeek, Arnaud Franc, Kristian Desailly, Géraldine Chapelle, José Nicolas, ou encore Aude Silve. Une grande diversité et qualité et des coups de cœur comme Nolwenn Samson, Virginie Tarrazi et Mona Gird. ■

Vernissages: samedi 26 mai au Domaine Paradis, Le Puy-Sainte-Réparate ☎ 04 42 54 09 43, au Domaine du Seuil, Puyricard ☎ 04 42 92 15 99 et le dimanche 27 à L'Olibaou, Venelles ☎ 04 42 54 28 91. De 16 h à 19 h.

2013: trois théâtres, une année

Dominique Bluzet a dévoilé hier à Marseille le programme du Gymnase, du Jeu de Paume et du GTP. Intense

Grandiose et festif, sympa et déambulateur, un peu comme ces soirées de la Fiesta qui s'étaient et poussent à l'échange autour d'un verre.

Hier soir au Dock des Suds à Marseille, Dominique Bluzet présentait non pas la saison mais l'année des trois théâtres qu'il dirige. Un solo rythmé qui témoignait de la richesse de sa programmation, de son engagement dans le projet de 2013, de sa foi en ce territoire, comme il le précise facilement. Des artistes l'ont rejoint sur scène, à l'applaudimètre, les grands gagnants sont Bartabas et Fellag.

► UNE ANNÉE

Pour coller au calendrier de l'Année Capitale européenne de la Culture (tout démarre sur le territoire le 12 janvier), la programmation des théâtres du Gymnase, à Marseille, du Jeu de Paume et du Grand Théâtre de Provence est donc bâtie sur l'année civile: "Elle commencera le 5 janvier 2013 et se terminera le 25 décembre", détaillait Dominique Bluzet face à une salle attentive, où on annonçait quelque 4000 personnes.

► PLATEAUX LIBRES

Que va-t-il se passer avant? De septembre à décembre 2012, les plateaux et les équipes des trois théâtres seront mis à la disposition des compagnies d'ici. Le but: leur donner les moyens de préparer un spectacle pour 2013.

► LES GRANDS THÈMES

Pas de hors sujet: les grands

8

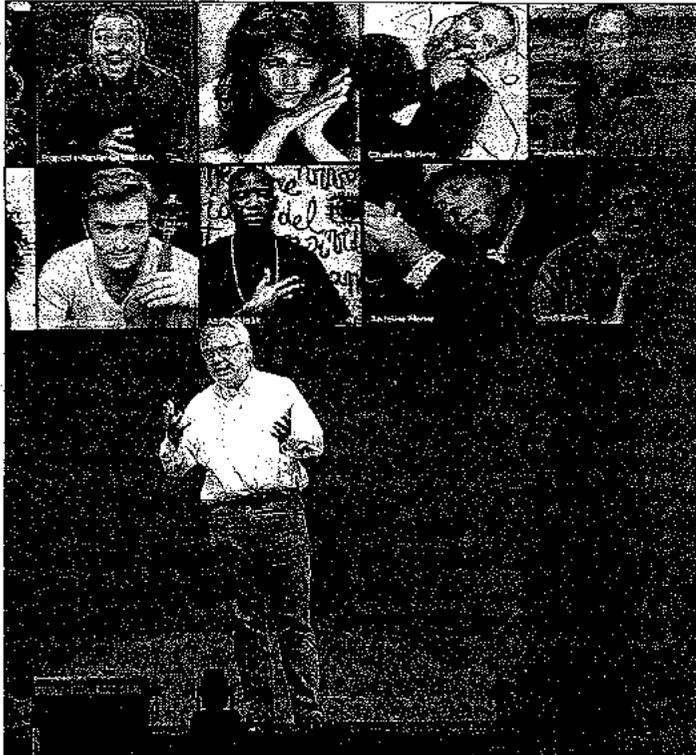
pages spéciales sur la programmation Gymnase-Jeu de Paume-GTP le 15 juin avec La Provence.

thèmes de la Capitale sont là, présentés dans la diversité des formes et des artistes: Camus (avec Abd al Malik, *L'étranger* d'Emilio Greco, *Caligula* avec Bruno Putzulu, *Retour à Tipasa* et *La Peste* avec l'orchestre philharmonique de Radio France), la Méditerranée (le travail d'Aurélien Bory avec les Acrobates de Tanger, *Le voci di dentro* du Napolitain Toni Servillo, *El Djoudour* d'Abou Lagrâa, *Rituel pour une métamorphose* mis en scène par Sulayman Al-Bassam...), les *Mille et une nuits* (vues par Charles Tordjman, Angelin Preljocaj, Louise Moaty).

► ABONNEMENT

On choisit sans contraintes ses spectacles dans l'ensemble de la programmation des Théâtres du Gymnase, du Jeu de Paume et du Grand Théâtre de Provence, avec un numéro de téléphone unique: 08 2013 2013, ou sur le site Internet: www.les-theatres.net. Les réservations sont ouvertes aujourd'hui à partir de 11 heures pour les abonnements.

O.B. et M.-E. B.



Dominique Bluzet hier soir au Dock des Suds: "Mes équipes et moi, nous avons travaillé pendant quatre ans pour vous offrir quelque chose de formidable en 2013".

/ PHOTO NICOLAS VALLAURI

EXPRESS

► AU GTP

Festivals. De Pâques, une création, avec la soprano Sonya Yoncheva, Alfred Brendel pour une conférence, Hélène Grimaud; (26 mars-7 avril). La 23^e édition du festival *Présences* de Radio France, s'installera au GTP, à Aix, du 23 au 27 janvier: 9 concerts, 16 créations, 30 œuvres et 400 artistes.

► AU GYMNASÉ

Variété. Joyeuse, la programmation du Gymnase avec: François-Xavier Demaison (15-19 octobre 2013), l'humour espagnol d'Olé (7-9 novembre 2013), Barthes Café (22-30 novembre 2013), Gaspard Proust (26-30 mars), Fellag (9-13 juillet), Les Boniments (28 juin-6 juillet)...

► AU JEU DE PAUME

Création, théâtre. Les marionnettes de Matej Forman et la créativité du metteur en scène Charles Tordjman unies pour raconter *Un beau matin Aladin* et plonger au cœur des récits des *Mille et une nuits* (18-26 octobre 2013). Dans *J'avais un beau ballon rouge*, Romane et Richard Bohringer raconteront l'Italie des Brigades rouges; (5-9 février 2013). Peter Brook nous fait essayer *Le costume*, tragi-comédie musicale (19-23 mars). Avec Yvan Attal, on voyageera au cœur de la justice américaine avec *Race* (19-23 mars).

DANSE, THÉÂTRE, MUSIQUE...



«Sulayman Al-Bassam créera au Gymnase "Rituel pour une métamorphose", premier texte en langue arabe qui va entrer au répertoire de la Comédie Française. (du 29 avril au 7 mai 2013).
«Abd al Malik dira avec un spectacle musical *Comment sa relation avec Albert Camus a toujours été intime et fraternelle*. Au GTP, à Aix, du 12 au 16 mars 2013. *Décidément Diva*, plus que jamais latine, Arielle Dombasle sera au Gymnase du 14 au 18 mai.
▼ Le retour de Bartabas avec "Le centaure et l'animal", ce sera au GTP, à Aix, du 31 octobre au 6 novembre.
Jean-Pierre Vincent présentera "Iphis et tante" d'Isaac de Ben-Sera au Gymnase (15-19 janvier) et "Les suppliantes" ▼ d'Eschyle avec un chœur amateur (11-13 juin).

/ PHOTOS DR



IX. – MARSEILLE VUE PAR LES INROCKUPTIBLES

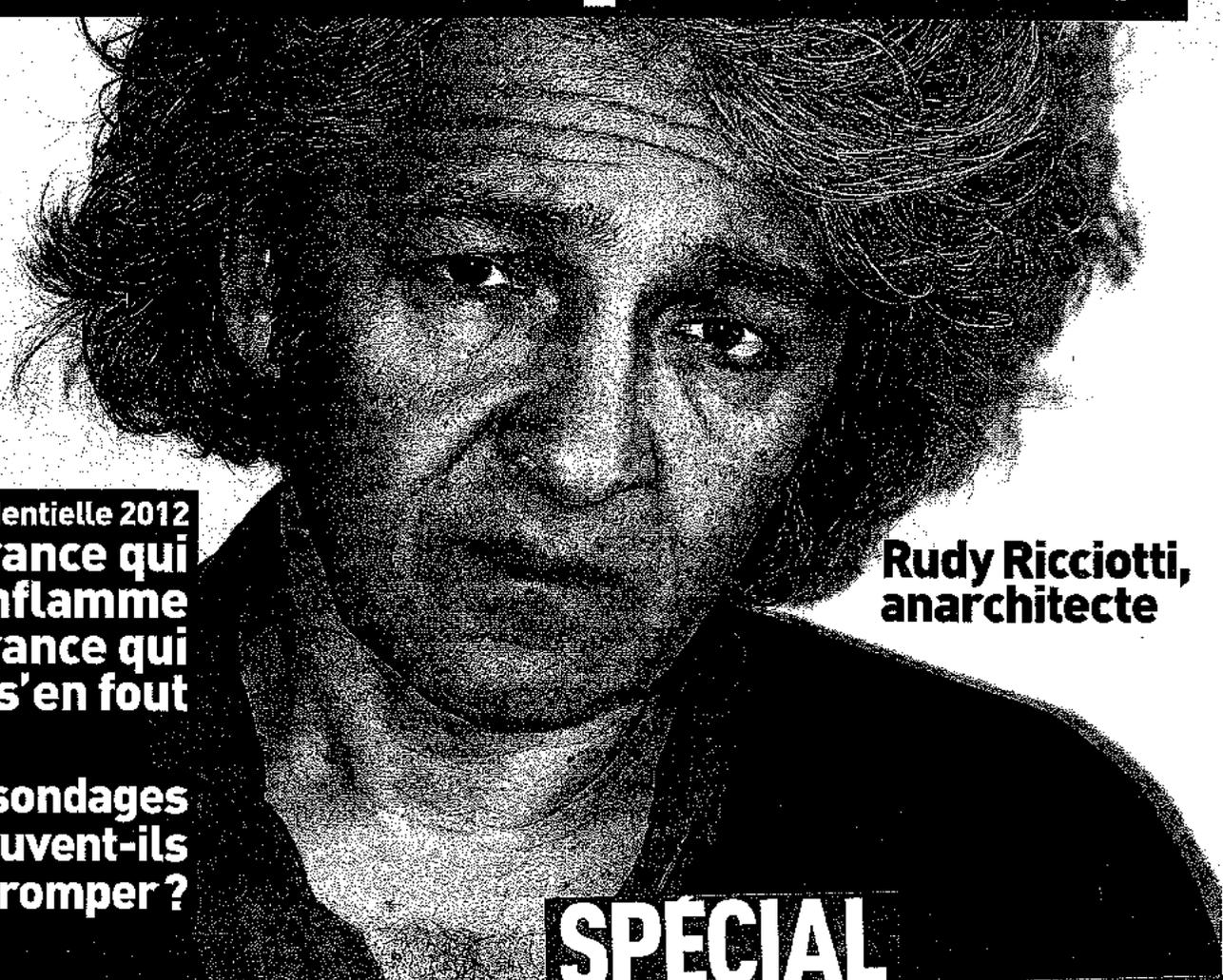
✓ DOSSIER

Les Inrockuptibles n°855 – Du 18 au 24.04.2012

No.855 du 18 au 24 avril 2012

www.lesinrocks.com

les inRockuptibles



présidentielle 2012
la France qui
s'enflamme
la France qui
s'en fout

Rudy Ricciotti,
anarchitecte

les sondages
peuvent-ils
se tromper ?

SPECIAL

MARSEILLE

DOSSIER 16 PAGES

M 04704 - 855 - F: 3,40 €



103.6

ce que nous savons de Marseille

Les Inrocks poursuivent leur exploration des régions et des métropoles. Cette semaine, Marseille. Capitale européenne de la culture en 2013, la ville et sa région préparent activement cette échéance.

sommaire

II Marseille, en capitale

avec 498 projets, la ville célèbre la culture à sa façon - inimitable -, avec sa faconde et son atavisme frondeur

IV portrait

Rudy Ricciotti, architecte du musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée

VI culture

Montévidéo, centre sous pression

VIII édition

de George Orwell à Rosa Luxemburg, le fil rouge d'Agone

X festivals

quand Mimi rencontre Marsatac, qu'est-ce qu'ils se racontent ?

XII documentaires

Le Festival international du documentaire transcende les frontières du genre

XIV répertoire

les bonnes adresses

coordination Alain Dreyfus

Cette photo ainsi que celles des pages III et VIII, sont extraites de l'album de l'artiste marseillais Geoffroy Mathieu, *Dos à la mer*, Filigranes Editions (2009) et de *Marseille, ville sauvage* (avec Baptiste Lanaspèze), Actes-Sud (2012)



103.6

L'édito

tant qu'il y aura l'OM

A la veille de 2013, alors qu'elle fera pour un an capitale européenne de la culture, quelle image Marseille donnera au monde si l'OM végète toujours dans le ventre mou de la Ligue 1 ? Mauvaise passe : dès que l'équipe retrouvera la pelouse du stade Vélodrome rénové par Bouygues pour un coût de 273 millions d'euros, les blasonnés "Droit au but" vont retrouver la tête du championnat. Pour la culture, les budgets sont moindres, mais il reste de quoi faire. Marseille 2013 prévoit 498 projets pour l'occasion, avec apparemment peu de manifestations spectaculaires sauf l'inauguration du musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (Mucem) et, dès janvier, du vieux port revisité par le Britannique Norman Foster. Mais la ville – sœur d'Alger, de Carthage, d'Alexandrie, de Beyrouth et de quelques autres qui préfèrent garder l'anonymat –, ne se visite pas en autocar cityrama. Des artistes aménagent des dispositifs de plongée entre les mailles d'un tissu urbain disparate et mouvant. En perpétuel chantier, la ville s'étend dans l'un des plus beaux sites maritimes au monde, dont l'anarchie immobilière, la déshérence industrielle et la misère des cités en plein centre contribuent bizarrement à la beauté. Ici, tout bruit d'une atmosphère d'autant plus précieuse qu'elle est incontrôlable. Pour inciter, c'est vous qui voyez, qui à la sieste et à la pétanque, qui à l'insurrection.

Les Inrockuptibles

Il les inrockuptibles 18.04.2012

Marseille, voyelle et capitale

Patchwork urbain complexe et attachant, Marseille la rebelle se prépare pour honorer, en 2013, son titre de **capitale européenne de la culture**. Cette opération d'envergure verra-t-elle la cité rayonner ?

Qu'est-ce qu'une "capitale" ? Qu'est-ce que "l'Europe" ? Qu'est-ce que la "culture" ? Ce sont à ces questions qui recouvrent des concepts de plus en plus complexes que Marseille doit donner réponse. Ce pour un an, à partir de janvier prochain, – une gageure pour une ville tout aussi difficile à saisir – car c'est au tour de la cité phocéenne, comme disent les commentateurs de foot, de se coltiner le titre envié de "capitale européenne de la culture".

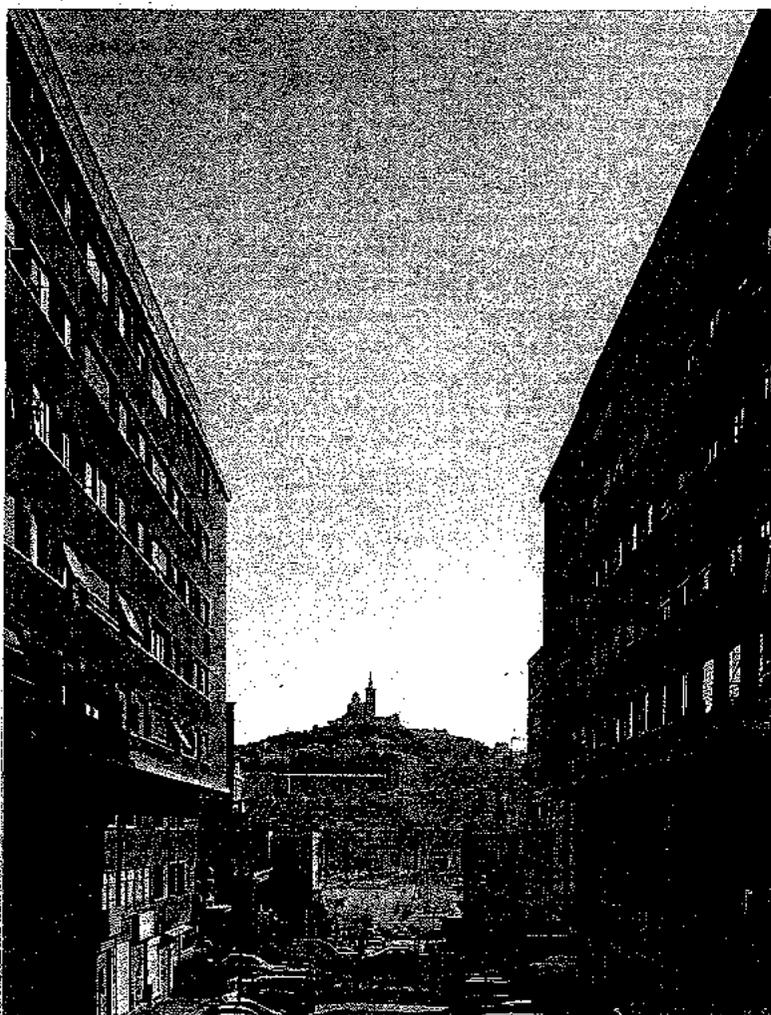
Marseille est fidèle à son mythe de "voyelle" (féminin de voyou) : quand on la cherche, on la trouve. Au point qu'on se demande si l'inconscient collectif qui plane sur la Canebière ne serait pas, bien plus que les agences de com, à l'origine du gimmick en exergue de toutes les brochures labellisées 2013 : "La culture a trouvé sa capitale". D'autant que pour le béotien qui débarque, ça ne saute pas aux yeux : circulation infernale avec des chantiers partout, des bouts d'autoroute qui déboulent en ville et, surtout, un réseau de transports en commun aberrant. Qui donc a pensé à refaire un tramway dont la ligne recouvre exactement celles du métro ? Qui a jugé sensé de laisser des pans entiers de la ville, mal ou pas desservis ?

Bref, quelle pensée (ou quelle arrière-pensée) a présidé à l'élaboration d'un réseau qui n'excelle que par ses tarifs, puisqu'il est le plus cher de France ? Un exemple de parcours du combattant : pour atteindre la Friche de la Belle de mai (où l'architecte Mathieu Poitevin concocte une extension), haut lieu de la musique et des arts plastiques,

pas de ligne directe, mais un autobus brinquebalant et l'obligation, pour ceux qui de guerre lasse choisissent la marche, de traverser un tunnel en courbe où les bagnoles ne sont pas pressées de ralentir. La Friche est à peu d'encablures de la cité de la Belle de mai, la plus pauvre de Marseille et, parce qu'ici on aime la compète, championne de France toutes catégories (Insee dixit) de la misère.

Marseille 2013 s'appuie-t-elle au moins sur des objets architecturaux propres à faire la nique au Guggenheim de Bilbao ? Oui, mais non. Le printemps prochain verra bien l'inauguration du Mucem, le musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, joyau de lumière et de sensualité ouvert sur la mer à l'entrée du vieux port (lire page IV). Mais si les organisateurs de Marseille-Provence 2013 ont su user de ce bâtiment-argument pour emporter le titre de capitale européenne, ni la mairie ni le conseil général et encore moins le conseil régional n'ont mis un centime dans son financement, entièrement pris en charge par l'Etat. Mais il est juste aussi de dire que sans Marseille-Provence 2013, le Mucem n'aurait pas vu le jour. Dans le rayon appropriation, ces mêmes organisateurs ont joué sur du velours en mettant à leur catalogue, puisque l'opération s'étend sur toute la région, les festivals d'Aix-en-Provence et d'Arles qui, dans leurs domaines (opéra et photo), disposent déjà d'une aura planétaire.

Mais arrêtons là ce flingage en règle. Le désordre et l'aléatoire, c'est peut-être ça, la culture. Et pas ces espaces aseptisés avec autocars attendant



**Ici, la laideur côtoie le sublime,
la dèche la fraternité et la grossièreté
usuelle une infinie délicatesse**

la dèche la fraternité et la grossièreté usuelle une infinie délicatesse. Ce sont dans ces paradoxes et les mailles de ce fabuleux tissu urbain, que se sont faufilees une myriade de propositions qu'on a hâte d'accepter. Toutes prennent comme terrain le grouillement marseillais pour y travailler le vif. Sous le label des Ateliers de l'Euroméditerranée, une cinquantaine d'artistes prend racine dans des lieux qui n'ont rien à voir avec l'art mais qui se sont de bon cœur prêtés au jeu.

Quelques exemples : une savonnerie, un bataillon de sapeurs-pompiers, un club immobilier, une bijouterie et un laboratoire en astrophysique ou la Maison de l'avocat. On y croise des noms connus tels Gilles Clément, Jean-Michel Bruyère... et d'autres beaucoup moins. L'artiste Gilles Desplanques s'apprête à déplier façon origami des façades d'immeubles et la chorégraphe Kitsou Dubois va imposer ses propres figures aux pilotes acrobates de la Patrouille de France. Quant à Anne-Valérie Gasc, ancienne élève de l'ENS (École normale supérieure), saisie par le démon de la création, elle a pris ses aises dans une entreprise de démolition (Ginger CEBTP) pour faire vivre à ceux qui se prêteront à cette expérience périlleuse une explosion vue et ressentie depuis son épicerie.

Une expérience courte et intense, quelques fractions de seconde, mais dont l'onde de choc résonnera longtemps dans le souvenir des (nombreux) survivants. Marseille, ville rebelle, fait rimer culture et explosifs. **Alain Dreyfus**
photo **Geoffroy Mathieu**

sagement que les troupes de touristes abrutis par leurs audioguides aient fini leurs emplettes de produits dérivés, histoire de conserver un souvenir inoubliable d'une expo deux-en-un, style Murakami et Léonard de Vinci. Pas de risque ici, où l'on avait plutôt caressé le projet – plus réjouissant – de mettre Notre-Dame-de-la-Garde sous cloche, façon boule à neige.

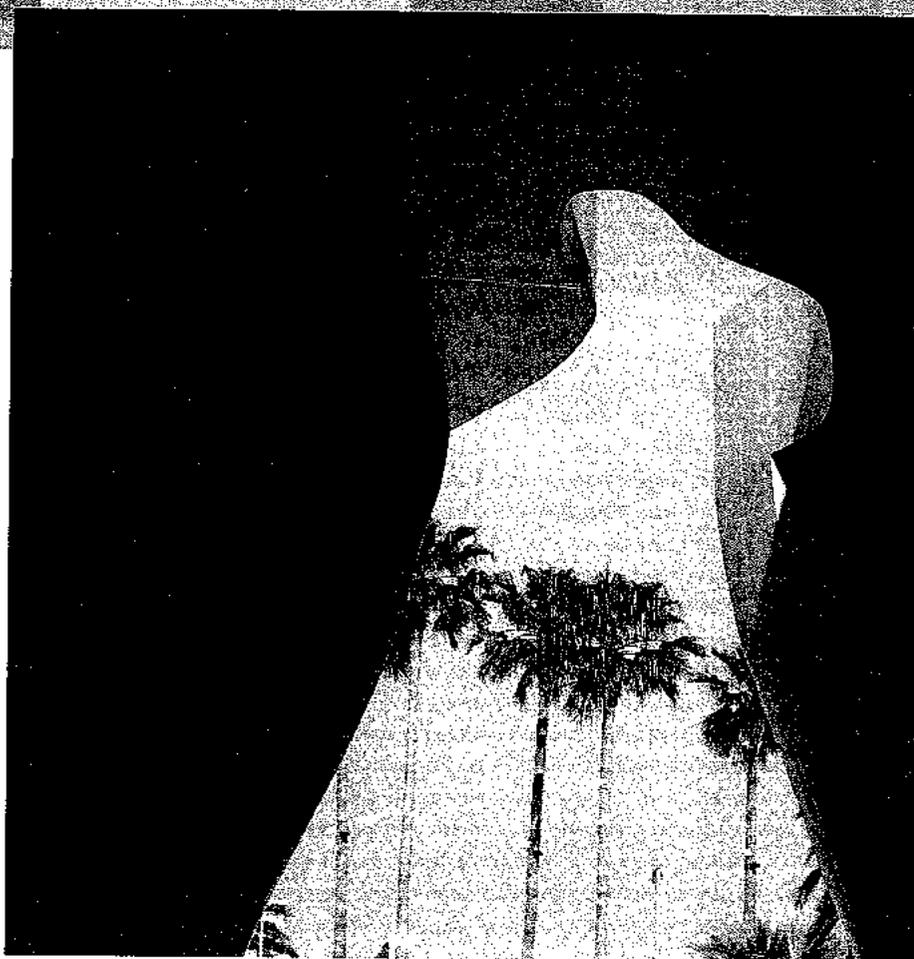
Le budget de Marseille-Provence 2013 s'élève à 100 millions d'euros et le nombre d'événements liés à l'opération à près de 500. On passera vite sur les têtes de gondole – un week-end d'ouverture en janvier avec discours des édiles et feux d'artifice pour allumer un vieux port fosterisé (par Norman Foster) de frais, l'inauguration d'un Frac (Fonds régional d'art contemporain) flambant neuf et multimédia peu après – pour nous

intéresser à des expériences plus discrètes mais bien plus excitantes. Il existe depuis des siècles dans cette ville ouverte à tous les vents et tous les peuples une tradition d'artistes marcheurs. Leurs descendants vont proposer d'arpenter un circuit à présent balisé comme un sentier de grande randonnée, un GR urbain, le premier du genre, qui permettra à ceux qui le désirent de sillonner durant quinze jours les méandres inconnus d'un territoire dessiné en forme de huit. Qui sait, par exemple, que l'étang de Berre, la plus grande mer intérieure française avec sa surface de 55 kilomètres carrés, offre, lorsque l'on s'éloigne des enfers du raffinage pétrolier, des coins de paradis à faire pâlir les Antilles ?

Ainsi, à Marseille, l'enfer côtoie sans cesse le paradis, la laideur le sublime,

la muse, la mer et l'architecte

Avec sa grande gueule et sa Porsche cabossée, **Rudy Ricciotti** pourrait horripiler, mais on pardonne beaucoup à l'archi-poète qui, avec le Mucem, offre un joyau au Vieux-Port.



Le Marseillais danse avec sa ville. La ville pousse et résiste aux doctrines de planification, elle reste sauvage et ne sera jamais la banlieue de Paris. Le complot de la luzerne, la terreur

de la pelouse ne sont jamais arrivés ici chez nous. Un bout de trottoir en béton, un fragment de goudron, un morceau de pneu sous la pression du vent violent demeurent encore jusqu'à l'absurde : lumineux, pleins et goûteux." Quand il ne dessine pas des bâtiments suffocants de beauté, Rudy Ricciotti aime taquiner soit le goujon, soit la muse. Il a d'ailleurs sauvé du naufrage une petite maison de poésie dont l'enseigne répond à ses goûts

littéraires et culinaires, teintés du rouge de l'italianité : les éditions Al Dante. Pas pour y publier sa prose, mais celle de quelques irréductibles qui cherchent, sans se laisser intimider par l'espace vierge de la page blanche, "à mettre en faillite l'intellectualisme pédant comme l'abrutissement de masse".

Ses poèmes à lui, Rudy Ricciotti les écrit direct dans le paysage. A l'image du Mucem, le presque achevé musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, planté à l'entrée du vieux port à équidistance de la Major, une cathédrale à rayures comme on en voit en Toscane, et des murs d'enceinte du fort Saint-Jean. Ces murs où, en

1790, une armée de poissonnières un rien exaspérées réduisirent en charpie le major Beausset, et parcoururent la ville en promenant ses boyaux encore fumants au bout d'un bâton, criant "Cu vou de frechallah ?" ("qui veut de la tripe ?" en français pointu).

Rudy Ricciotti ne parle pas pointu, arpente d'un bon pas le chantier, prend langue avec les casqués qui mettent la main à la pâte dans cet espace presque achevé où seul le sol reste encore de béton brut. Le reste ? Du verre et des colonnes de béton, trois salles d'expo plus une terrasse où déboule une rampe d'accès effilée comme un sous-marin nucléaire. Les colonnes ressemblent à des arbres

ou, pour les obsédés, à des jambes de créatures de rêve et laissent toute latitude au regard pour un formidable tour d'horizon en promenant ses boyaux

encore fumants au bout d'un bâton, criant "Cu vou de frechallah ?" ("qui veut de la tripe ?" en français pointu). "Arbres ? Guibolles de gonzesses ? Ah ouais... t'es un poète, toi, rectifie Ricciotti. Moi, je trouve plutôt que ça ressemble à des os de poulet. Je suis le premier architecte à avoir inventé la colonne en os de poulet."

Le Mucem sera le clou de Marseille 2013, au prix d'une opération gagnant-gagnant. En effet, même si, ni la ville ni la région n'ont financé ce lieu, pris en charge à 100% par l'Etat, nul doute que sans l'obtention du label "capitale européenne", ledit Mucem serait resté le projet "que j'ai dessiné tel quel il y a déjà dix ans"

L'une des nombreuses réalisations signées Ricciotti : les tentacules du musée Cocteau, à Menton

"tu klaxonnes pas, tu fais pas d'appels de phares, juste tu passes, tu t'imposes"

Les Ricciotti

dit celui qui n'aime pas taquiner que le goujon mais aussi l'ego des élus. Rudy Ricciotti a une grande gueule comme on les aime ici.

Ses postures de matamore seraient insupportables si elles ne s'accompagnaient pas d'une imagination et d'un prodigieux savoir-faire. Quelques extraits de son CV. Les réalisations d'abord : le Stadium de Vitrolles, un bunker rock construit en 1994 que le Front national, alors tout-puissant, a volontairement laissé en déshérence. Dommage, mais il s'est rattrapé depuis avec, entre autres, le Tanzmatten, salle de spectacles de Sélestat non loin de Strasbourg ; et le

fameux Pavillon noir, le centre chorégraphique national d'Aix-en-Provence ; avant de jeter tout récemment les tentacules du musée Cocteau sur la grande place de Menton. Les médailles en chocolat, ensuite : il a été couronné en 2006 du Grand Prix national de l'Architecture, mais ne porte pas à la boutonnière son ruban rouge de chevalier de la Légion d'honneur, à moins que ce voyou ne se le soit tatoué directement sur la peau, on ne sait pas, on n'a pas vu.

Comme son ami Jean Nouvel, Ricciotti aime se faire des frayeurs au volant de bolides de marque allemande. Mais si on connaissait les Mercedes de Manouche

qui tractent d'énormes caravanes, on ignorait encore le concept de Porsche de Manouche. La sienne a des gnons partout et le rétro extérieur tient avec du Scotch. Ce qui ne l'empêche pas d'exprimer la puissance de ses 300 cv. Pas fier avec l'ouvrier et pas plus fier avec le journaliste, il lui confie volontiers le volant de son engin après quelques conseils : "Sur l'autoroute, si ça bouconne, tu passes à droite, au milieu, à gauche, où tu veux. Tu klaxonnes pas, tu fais pas d'appels de phares, juste tu passes, tu t'imposes." OK, alors. Heureusement qu'après le déjeuner, les radars d'ici sont comme tout le monde. Ils se font une petite sieste. A. D.



FESTIVAL

MIMI

6 > 8 juil. 2012

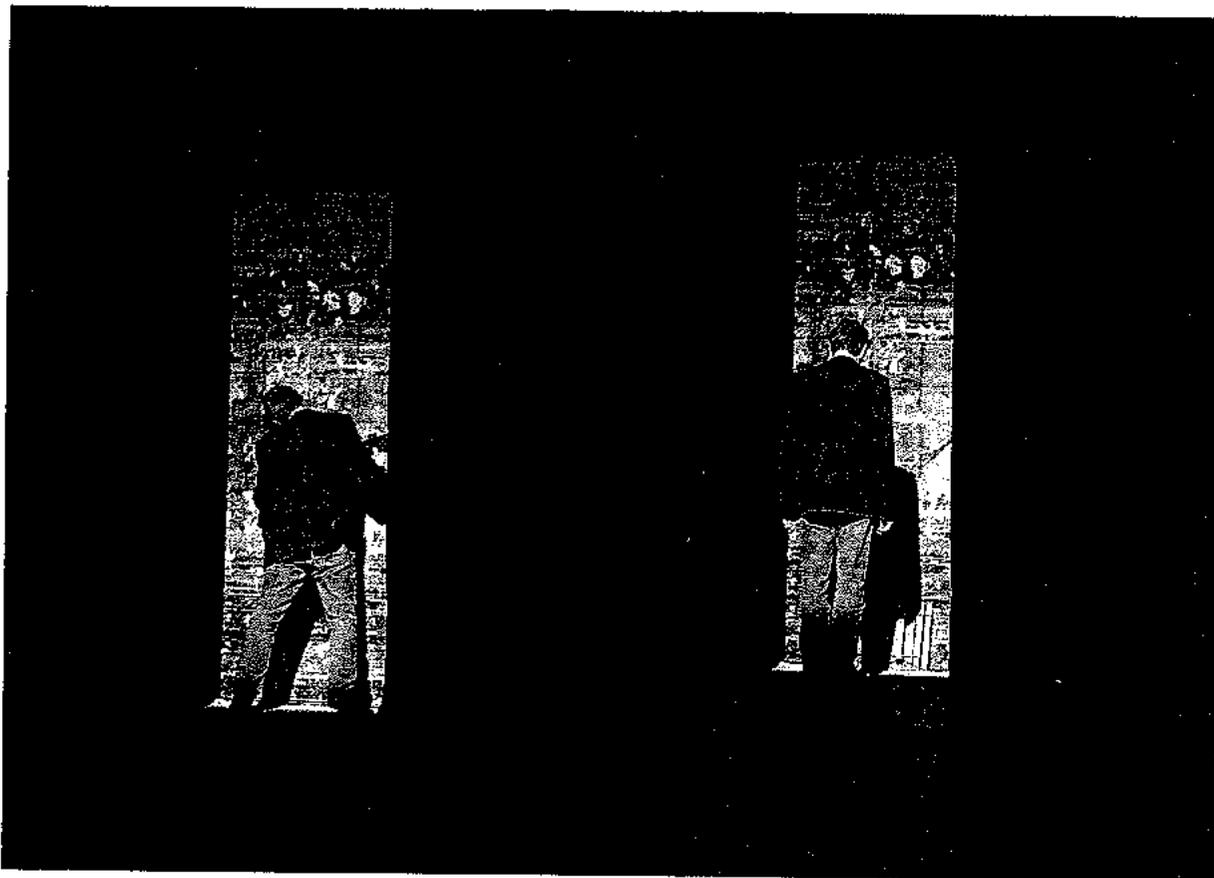
Îles du Frioul / Marseille
27^e édition

Atonor (Allemagne) • Das Simple (Marseille) • Blurt (Gb) • Quadrat:sch Extended featuring Zeena Parkins (Autriche) • Orchestra of Spheres (Nz) • Peirua String Band (Vanuatu) • Glenn Branca Ensemble (Usa)



www.amicentre.biz
+33 (0)4 95 04 95 50

www.amicentre.biz



contre vents et mairie

Lieu phare de la création, **Montévidéo** rame pour faire entendre les voix de l'écriture contemporaine et des musiques improvisées.

Le théâtre est dans une impasse. Au coin de la rue de Breteuil, au fond justement de l'impasse Montévidéo, du nom de la perle de l'Uruguay où naquit Isidore Ducasse, comte de Lautréamont, noir génie des *Chants de Maldoror* sanctifiés par les surréalistes, par leurs enfants et leurs petits-enfants.

Depuis 1998, l'auteur-metteur en scène Hubert Colas y chapeaute les travaux d'écriture et de mise en plateau, tandis que DJ Jean-Marc Montera organise des cérémonies avec de grands sorciers de la musique. Ce centre, une belle datcha avec dépendances, scènes, salles de répètes, archives et open bar, s'enroule en pente douce autour

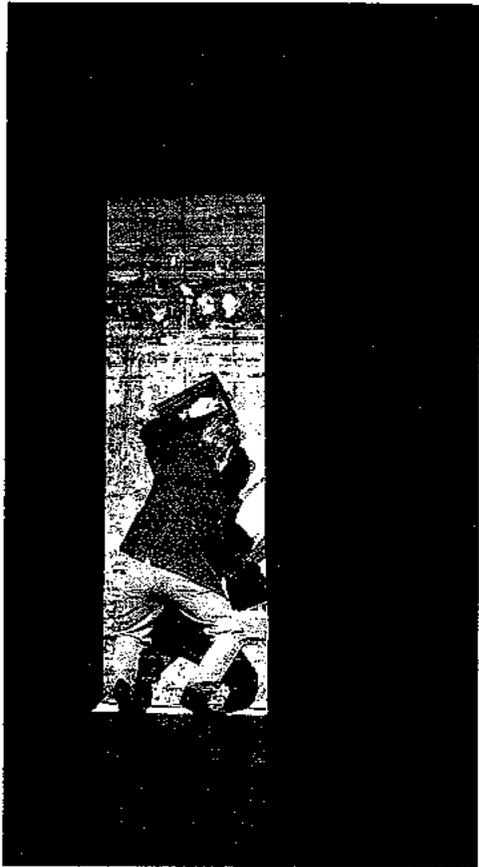
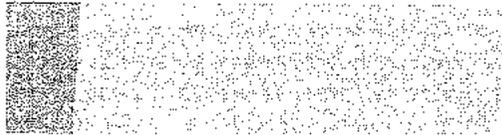
de sa cour où il fait bon, pour les artistes en résidence comme pour les passants, traîner au soleil. Un endroit propice aux avancées créatives : l'écriture s'y incarne live à peine pondue et s'accompagne aussi parfois de BO gravées dans des galettes de vinyle.

Montévidéo, c'est aussi chaque année, fin septembre début octobre, un labo effervescent : actOral. Pendant dix jours, pour la joie d'aficionados venus de partout et dont c'est la grande fêria d'automne, on enquille non-stop créationsthéâtrales, lectures, concerts et tchathe à n'en plus finir. Qui vient là ? Vous prendrez bien une goutte de *name-dropping* : parmi les pensionnaires ou invités récents dans le désordre d'entrée en scène :

Yves-Noël Genod, Jean-Charles Massera, Nathalie Quintane, Charles Pennequin, Dennis Cooper, Gisèle Vienne, Célia Houdard, Eugène Savitzkaya, Julien Blaine, le regretté Raymond Federman – on en passe et des brouettes.

Ce festival, formidable révélateur, a même servi de *must* aux organisateurs pour booster la candidature de Marseille-Provence 2013 auprès

créations théâtrales,
lectures, concerts
et tchathe
à n'en plus finir



Deep Œdipus,
de et par Arnaud
Labelle-Rojoux,
lors de l'édition 2010
du festival actOral

Jacques Coumert

des décideurs. Tout va donc pour le mieux dans le meilleur des mondes ? Pas précisément puisqu'on est à Marseille et qu'avant le grand saut dans le monde merveilleux des "capitales européennes de la culture", Montévidéo est menacé dans son existence même. Tiens, pourquoi et pourquoi maintenant ?

Montévidéo n'est pas un Centre dramatique national (CDN) qui attend chaque année à heure fixe son pactole de subsistances. Association 1901, Montévidéo reçoit des subventions de la ville, du conseil général, de la région et du ministère de la Culture, mais au coup par coup, et même si un accident est vite arrivé, il est rare que le coup parte tout seul. Le bâti appartient

à un propriétaire qui vient de renouveler le bail jusqu'en 2016. Mais les normes de sécurité et de mise en conformité pour l'accès aux handicapés établies par la Commission européenne, qui voit tout, sait tout, et décide pour notre bien de tout, imposent des travaux à hauteur de 500 000 euros. En attendant, la jauge maximum de la salle de spectacles est limitée à 50 personnes. Un chiffre ridicule, notamment pendant actOral où Montévidéo accueille, tous événements compris, dix fois plus de monde.

Marseille 2013 oblige, actOral aura bien lieu cette année et l'année suivante, mais essentiellement hors les murs. La Criée et surtout les Bernardines, une scène de même mouvance et de même exigence, prêteront les leurs. La situation prend donc mathématiquement un tour inextricable. Donnée de l'équation : le propriétaire est légalement en droit de reprendre ses billes à l'issue du bail qui vient d'être signé. Vaut-il la peine d'entamer une tranche de travaux coûteuse pour un lieu à la situation si précaire ? Même si, à la ville, on ne lésine pas sur les dépenses inutiles, les édiles semblent cette fois plus tatillons et se cantonnent jusqu'alors dans un attentisme prudent. Au risque de voir disparaître, peu après la fin des festivités culturelles, ce lieu mythique et chargé.

Comparaison n'est pas raison, mais la rénovation du stade Vélodrome, dont le chantier (Bouygues) a débuté, est estimée à 273 millions d'euros. La mairie, le conseil général et la région ont trouvé les fonds nécessaires pour que les supporters de l'OM, en cas de match au sommet, puissent continuer à chanter "Paris on t'encule !", les pieds et la tête au sec, qu'il pleuve, qu'il vente ou qu'il neige. **A. D.**

Montévidéo au 3, impasse Montévidéo,
tél. 04 91 37 97 35, montevideo-marseille.com

18.04.2012 les inrockuptibles VII



PRÉSENTE



**QUANTIC & ALICE RUSSELL
ET LE COMBO BARBARO**
26 AVRIL - ESPACE JULIEN



KAP BAMBINO
24 MAI - CABARET ALÉATOIRE



M83
10 JUIN - DOCK DES SUDS



**2 MANY DJ'S + BRODINSKI
+ GESAFFELSTEIN**
28 JUIN - NICE - THÉÂTRE DE VERDURE



SEBASTIEN TELLIER
18 OCTOBRE - ESPACE JULIEN

A VENIR : FESTIVAL DES INROCKS 2012
ANDY MC KEE . REVOLVER . AUGUST BURNS RED

LA SAS
22, RUE ROBERT - 13007 MARSEILLE
RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS : 04 96 17 57 26
CONTACT : FABIEN.SAS@GMAIL.COM
FACEBOOK.COM/LASASCONCERT

spécial Marseille



Geoffrey Halperin

direct du gauche

Agone réédite les œuvres oubliées des grands de la pensée critique, de George Orwell à Rosa Luxemburg en passant par Mark Twain. Un travail de salut public.

De Mark Twain, on ne connaît guère ici que les aventures – pour la plupart édulcorées et pour enfants – de Tom Sawyer et d'Huckleberry Finn. Ceux qui ont voulu pousser plus loin leurs investigations ont lu ses récits de pilote de *steamer* (bateau à vapeur) sur le Mississippi. Mais qui savait que ce géant des lettres américaines avait aussi la fibre politique, qu'il avait déployé, avec un humour et une virulence inouïs, ses talents de pamphlétaire et de journaliste contre les horreurs du capitalisme naissant au mitan du XIX^e siècle ? Personne, avant que les éditions Agone ouvrent, avec

la contribution du fin traducteur Bernard Hoepffner, un chantier qui se poursuivra sous peu par la publication de l'autobiographie de l'auteur américain. Sise à Marseille, cette maison d'édition née en 1998 est issue de la revue du même nom créée, elle, en 1990. En grec ancien, "agon" signifie lutte ou compétition et qualifie ceux qui discutaient avec vivacité sur l'agora athénienne, quitte à en venir aux mains. On l'aura compris, Agone est un outil de combat que l'on placerait difficilement à droite sur l'échiquier politique. Parmi les premiers volumes publiés, telle une série de directs du gauche,

figurent le texte mythique de Paul Nizan, *Les Chiens de garde* (1932), des écrits de l'iconoclaste Noam Chomsky et d'un autre, plus ancien mais d'une fraîcheur intacte, Denis Diderot. Depuis, leur catalogue s'est sérieusement enrichi, contrairement à eux – l'équipe de six permanents se rétribue également au smic, fidèle en cela aux principes démocratiques qui font le fil rouge de leurs publications. Si l'on retrouve des noms connus (George Orwell, Alfred Döblin), ce sont pour des textes qui le sont beaucoup moins. Les écrits politiques de l'auteur de 1984 sont patiemment traduits et annotés par des équipes

éditoriales féruées de bel ouvrage. Idem pour Döblin, dont l'œuvre ne se limite pas à *L'Assassinat d'une renouclée* et *Berlin Alexanderplatz*, mais se compose également d'un roman chinois (*Les Trois Bonds* de Wang Lun) et d'une fresque qui court de novembre 1918 à la fin sanglante de la république de Weimar, en quatre tomes, dont le dernier a pour titre *Karl et Rosa* (pour Liebknecht et Luxemburg). Agone a d'ailleurs entrepris de publier l'intégralité des écrits de Rosa Luxemburg au cours des dix prochaines années, et l'abondante correspondance d'Orwell en 2013.

Le travail d'Agone ne se limite pas à exhumer des classiques de la littérature au ras du réel (Karl Kraus, Oskar Panizza, Stig Dagerman...), même si les écrits à résonance politique et social sont une condition *sine qua non* pour franchir la barrière du comité éditorial. Le catalogue compte aussi des textes contemporains, tels ceux du philosophe Jacques Bouveresse, spécialiste de Wittgenstein et de Jean-Marc Rouillon, ancien d'Action directe, salarié d'Agone, en semi-liberté et toujours porteur, après vingt-trois ans de réclusion, d'un bracelet électronique.

**l'équipe de six permanents se rétribue
également au smic, fidèle en cela
aux principes démocratiques qui
font le fil rouge de leurs publications**

Un autre contemporain est en quelque sorte le régional de l'étape, même si de nationalité italienne. Il s'agit d'Alèssi Dell'Umbria, auteur d'*Histoire universelle de Marseille*². Qui s'intéresse à la ville y trouvera, de l'an mil à nos jours, l'épopée d'une cité oscillant entre dynamique et déliquescence, dont les traits fondamentaux trouvent racine dans le haut Moyen Age et

sont, à la veille des festivités de 2013, toujours aussi saillants. Pour ne rien gâcher, l'érudition de Dell'Umbria s'accompagne d'un sens du récit dont il est quasi impossible de lâcher le fil.

Les livres publiés par Agone ne sont pas des best-sellers. Sauf un : *Histoire populaire des Etats-Unis*, d'Howard Zinn, s'est écoulé à plus de 50 000 exemplaires.

Cette somme, elle aussi d'une lecture aussi facile que passionnante, est devenue en peu de temps un ouvrage de fond qui renverse les perspectives et met à bas les idées toutes faites sur la démocratie américaine. Les gens d'Agone seraient-ils des donneurs de leçons ? Pas vraiment. Ils refusent les écrits d'une avant-garde révolutionnaire et préfèrent faire confiance

à leurs lecteurs en mettant à leur disposition des outils de réflexion. Libre à eux, par la suite, du passé de faire table rase. A. D.

1. *La Prodigieuse Procession & autres charges de Mark Twain* (Agone), avant-propos et traduction de l'anglais (Etats-Unis) par Bernard Hœpffner, 352 pages, 23 €

2. *Histoire universelle de Marseille - De l'an mil à l'an deux mille* (Agone) d'Alèssi Dell'Umbria, 792 pages, 28 €

"la politique culturelle n'est pas incarnée"

Complémentaires et salvateurs, **les festivals Mimi et Marsatac** figurent parmi les plus excitants de l'Hexagone. Rencontre avec leurs programmateurs respectifs, Ferdinand Richard et Dro Kilndjian, qui déplorent la passivité des élus.

Le premier événement, Mimi, fait vrombir ses basses expérimentales au large de Marseille, sur les îles du Frioul, et sa précédente édition a enregistré un record d'affluence inédit. Le second, l'ovni Marsatac, armé d'une solide proposition artistique, a fait un carton plein en 2011 (28 000 spectateurs entre la Friche la Belle de Mai et le parc Longchamp), même s'il peine toujours à trouver un solide terrain d'atterrissage phocéén. Les deux festivals, qui comptent quelques détracteurs, naviguent ainsi entre ombre et lumière. Entretien croisé avec leurs directeurs artistiques, pas encore prophètes en leur pays.

Entre la programmation de Mimi qui lorgne vers la noise, l'impro et les sonorités expérimentales et celle de Marsatac, largement teintée de hip-hop et d'electro-rock, on obtient une photographie plutôt fidèle de l'esthétique musicale phocéenne. En quoi vos affiches sont-elles complémentaires ?

Dro Kilndjian (Marsatac) – Nos formats sont très différents mais nos publics se croisent très souvent. Même si Marsatac est un festival qui table en partie sur du volume, avec des festivaliers dont la tranche d'âge varie peu d'une année sur l'autre.

C'est l'éternelle jeunesse donc ?

Dro Kilndjian – Un peu, oui. Et nous en sommes plutôt satisfaits puisque la jeunesse, c'est un peu la crème des musiques actuelles. Fédérer un public jeune est toujours un bon signe.

Ferdinand Richard (Mimi) – Sur Mimi, on accueille



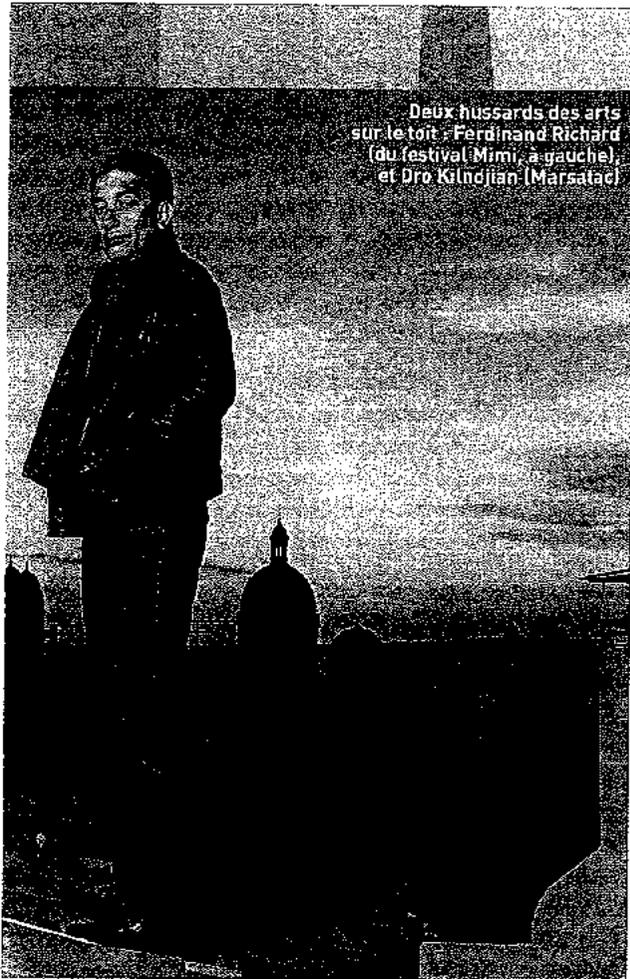
des festivaliers très différents et de plus en plus issus d'autres horizons culturels, comme la danse ou les arts visuels. La scène marseillaise porte en elle le transgenre depuis toujours, mais je trouve aujourd'hui cette pluridisciplinarité extrêmement vivace. Aujourd'hui, à Marseille, les jeunes plasticiens ou les théâtraux vont parler aux activistes musicaux. Le problème tient dans le fait que les opérateurs culturels comme nous doivent pouvoir continuer à accueillir, soutenir et accompagner ces artistes. Leur donner un cadre favorable à l'émergence.

Un cadre encore à construire à Marseille...

Dro Kilndjian – Les compétences sont fortes mais pas agrégées. A Marseille, il est encore complexe de trouver des interlocuteurs institutionnels. La politique culturelle n'est pas incarnée.

Ferdinand Richard – Pourtant, c'est à eux d'imprimer une direction, de mettre en ordre de marche toutes ces énergies. Très souvent, on a le sentiment que les responsables politiques phocéens subissent les élans culturels. L'exemple de Marsatac est criant... Il n'est pas pensable qu'un événement d'une telle ampleur soit si peu reconnu et considéré par la ville. Si ce festival était aujourd'hui installé dans une ville comme Nantes ou Lyon, Dro n'aurait pas les problèmes qu'il a.

Dro Kilndjian – Le dossier Marsatac n'est pas envisagé sur le long terme. En conséquence, il est traité tous les ans dans l'urgence, on plâtre sur des jambes de bois en permanence... Imaginons des accompagnements durables ! Chaque année, les élus doivent se dire : "Ah merde y a le problème Marsatac,



Deux hussards des arts sur le toit : Ferdinand Richard (du festival Mimi, à gauche), et Dro Kilndjian (Marsatac)

“avec une meilleure visibilité, nous pourrions aller beaucoup plus loin dans la création” Dro Kilndjian

ils ont fait venir 30 000 personnes en 2011, où est-ce que l'on va pouvoir les mettre cette année ?” Je grossis un peu le trait mais on n'est pas très loin de la vérité, même si nos rapports avec la ville s'améliorent avec le temps. Le cas de notre événement n'est que la partie visible de l'iceberg. Disons qu'il renseigne sur le niveau de dialogue entre le terrain culturel et Marseille. Nous sommes des professionnels, on ne fait pas la charité et, pourtant, nous ne sommes toujours pas entendus comme de véritables partenaires par nos élus. Avec une meilleure visibilité, nous pourrions aller beaucoup plus loin dans la création ou les résidences.

Ferdinand Richard - Tout n'est pas formidable à Nantes, mais je pense qu'Ayrault (*le député-maire socialiste de Nantes - ndr*) a su mobiliser les bons savoir-faire autour de projets de longue haleine. A Marseille, nous n'avons pas encore passé la barre, nous n'avons pas encore structuré notre vision territoriale autour d'un projet fort, d'une consultation collective avec sa propre identité... Et qui pourrait être regardée par le monde entier. A nous d'imposer notre manière de faire, notre marque, nos artistes.

Toutes ces problématiques ne favorisent pas la montée en puissance d'une scène artistique locale.

Ferdinand Richard - Elle est quand même hyper vivace ! Elle se pointe là où on ne l'attend jamais.

Du côté des sonorités ou des ateliers d'écriture slam, on a récemment détecté une grosse énergie.

Dro Kilndjian - Il n'y a pas si longtemps, on n'avait pas de Nasser à Marseille (*formation electro-rock née en 2008 - ndr*). Désormais le groupe est bien installé et fait ses 100 dates par an. Chinese Man (*collectif de trip-hop créé en 2004 - ndr*) est aussi dans la boucle.

Ferdinand Richard - Au-delà d'être champions du monde de beatbox, les Under Kontrol sont des gens brillants, artistiquement et humainement !

Dro Kilndjian - La scène marseillaise est composée de groupes qui avancent humblement, des gens comme Oh! Tiger Mountain ou Kid Francescoli continuent de participer à cet essor. L'esthétique de Nevchehirlan (*qui slame du Prévert - ndr*) est loin d'être accessible et pourtant son dernier album rencontre un grand succès d'estime et public ! Tous ces projets sont très nobles et intègres, ces mecs-là sont dans une création honnête et, malheureusement, ils sont vraiment sous-exposés. Je dirais même qu'ils pâtissent de l'image de Marseille, qui n'est pas encore assez porteuse sur le plan culturel.

Ferdinand Richard - Je vois ce que veut dire Dro et à la fois si tu prends un peu de recul, tu te rends compte qu'à l'étranger, en Afrique ou au Moyen-Orient, par exemple, Marseille véhicule encore un parfum d'avant-garde et de creuset musical, c'est ce mélange qu'il faut préserver !

Qu'attendez-vous du chantier Marseille-Provence 2013, capitale européenne de la culture ?

Dro Kilndjian - J'ai évidemment beaucoup d'incertitudes par rapport à l'année prochaine... Après, je critique parce que je suis perfectionniste. J'espère profondément que Marseille pourra être cette ville-là. Le principal, c'est d'être toujours présent. C'est difficile, mais on existe.

Ferdinand Richard - Que cet événement donne de la culture pour tous ! Sans scission entre le centre-ville et les quartiers Nord.

recueilli par Théophile Pillaut photo David Valteau

festival Mimi (27^e édition), du 5 au 8 juillet
www.myspace.com/festivalmimi

festival Marsatac (14^e édition), du 27 au 29 septembre
www.marsatac.com



what's up, doc ?

Depuis 1989, le **Festival international du documentaire** a su imposer sa griffe auprès d'un large public. Au programme, expérimentation et découverte.

Si, en juillet prochain, quelque vingt mille âmes hanteront les cinémas phocéens, si les films de Weerasethakul n'en finissent pas de faire le tour du monde, si le documentaire trouve son public hors du carcan télévisuel, c'est dû à l'ébullition printanière qui règne dans les coquets bureaux du Festival international du documentaire (FID). C'est l'heure de tous les enjeux : à bientôt deux mois des festivités, la petite équipe rentre dans le vif du sujet. Elle glane parmi une foule d'œuvres les quelques dizaines qui feront le programme 2012. Depuis janvier, 2 500 films occupent les quatre membres du comité de sélection qui, chose rare, cohabitent pendant plusieurs mois à Marseille pour visionner les titres

candidats, et échanger leurs vues ; les organisateurs montent les "écrans parallèles", sections thématiques présentant les productions en marge des trente films présentés lors des compétitions nationale et internationale.

Leurs critères ? "Nous n'avons pas de ligne trop préétablie, nous faisons confiance à la cohérence qui se dessinera à mesure que les films sont rassemblés", assure la coordinatrice de programmation, Fabienne Moris. Ce qui prime, ce sont les qualités d'écriture, l'audace des regards, mais aussi la générosité : selon le délégué général du festival Jean-Pierre Rehm, enseignant et critique passé par les *Cahiers du cinéma*, le FID s'adresse au plus grand nombre, pourvu que

ce plus grand nombre se montre curieux. "Le FID croit que le cinéma n'est pas qu'un outil, mais aussi un art au service d'une meilleure compréhension de ce qui se passe aujourd'hui. Et cette compréhension passe nécessairement, comme l'apprentissage de langues étrangères, par la découverte de formes inédites, inconnues. Des films ouverts, ambitieux : c'est ce que notre public vient chercher, je crois."

C'est sans doute vrai, et il vient le chercher en masse : le festival a assis son statut d'événement populaire - la billetterie enregistre en moyenne vingt mille billets vendus chaque année, toutes séances confondues. Si le public du FID est en majorité marseillais, on vient en nombre de l'étranger, et pas

Depuis 2000, Apichatpong Weerasethakul est présent au FID. Ici, *A Letter to Uncle Boonmee*, qui précéda sa Palme d'or en 2010

seulement des milieux du documentaire (même si ses fidèles, professionnels, auteurs ou étudiants, en ont fait un rendez-vous crucial). Les collectivités soutiennent largement la manifestation, d'autant qu'elle sollicite plusieurs pôles culturels de la ville. Les projections se jouent à travers une dizaine de lieux, dont le théâtre de la Criée, le cinéma des Variétés, la bibliothèque municipale de l'Alcazar, ou même en plein air dans le quartier de la Corniche. Tables rondes, conférences et agoras jalonnent la programmation. De quoi donner susciter la réflexion.

Pourtant, la ligne des organisateurs défend une exigence qu'on pourrait juger a priori déroutante pour le grand public : de la rétro Werner Herzog à celle de Glauber Rocha, le FID déploie une diversité qui éclate la conception, encore vivace malgré tout, du documentaire comme médium cantonné aux sujets sociopolitiques et anthropologiques. Une tendance se dégage au fil des ans : il semble que le festival aime à entretenir une hésitation entre réel et fiction, faisant la part belle aux œuvres dont l'écriture travaille une hybridité entre témoignage et imagination (on songe à Wang Bing, dont le récent *Fengming* reflète cet entre-deux). "Je pense qu'il s'agit d'affirmer plus que d'hésiter, explicite Jean-Pierre Rehm. Affirmer qu'il existe des films documentaires aussi passionnants, construits, complexes, beaux que des fictions. Affirmer que certaines fictions nous enseignent autant qu'un documentaire sur le monde contemporain. Et affirmer enfin que certains films créent une zone intermédiaire, riche eux aussi de multiples lectures et approches."

L'affirmation en question ne tombe pas dans l'oreille d'un sourd, et le mélange des genres combat l'idée d'un cinéma du réel figé dans les

préoccupations sociétales, considéré comme un peu moins que du septième art. "On peut s'attrister de certains dogmatismes, fondés sur l'oubli et particulièrement intolérants qui s'entêtent à vouloir définir le genre documentaire et à être les seuls à en détenir la bonne formule. Pour ma part, la force, non seulement très évidente mais aussi très contemporaine, du documentaire, est justement sa liberté : son absence de définition a priori."

Mais le festival n'encourage pas qu'un regard sur le documentaire, il participe aussi à son développement.

La plate-forme FIDLab, en marge du festival depuis 2009, aménage un espace de rencontres entre producteurs et documentaristes. Les entremetteurs du FID sélectionnent dix projets alléchants, à divers stades (scénario, repérages, post-production), et invitent des décideurs susceptibles de se laisser charmer. Quelques-uns, en 2011, étaient même des premiers films. "C'est un moment qu'on essaie de rendre le plus doux possible, parce que porter un projet est encore plus délicat que de présenter un film fini dans un festival. On veut en faire un échange et éviter le côté 'grand oral' que peut avoir un rendez-vous avec un producteur", explique Fabienne Moris.

De cette médiation ont éclos des films promus à de beaux destins : l'opération a notamment attiré les regards sur des valeurs montantes comme Nicolás Pereda ou Ben Russell, les conduisant parfois vers d'autres festivals largement exposés (Clément Cogitore et son *Bielutin*, dans le jardin du temps a été projeté à la dernière Quinzaine des réalisateurs).

C'est là sans doute que doit se chercher la fameuse ligne que les organisateurs se défendent d'avoir préétablie : aller au-delà de la seule célébration, et tenter d'élargir la façon dont on conçoit, fabrique et promeut le documentaire à travers le monde. Tout ça en quelques journées de festivités cinéphiles, qui plus est, à l'abri du cagnard provençal. Yal Sadat

"des films ouverts, ambitieux : c'est ce que notre public vient chercher"

Jean-Pierre Rehm,
délégué général

Fid Marseille du 4 au 9 juillet
www.fidmarseille.org

spécial Marseille

adroites adresses

Les bons plans,
les bonnes adresses.

musées

Centre de la Vieille Charité

Bâti au XVII^e par l'architecte Pierre Puget, il abrite différentes structures culturelles : le Centre international de poésie Marseille (CIPM), le musée d'Archéologie, les collections d'art africain, océanien et amérindien. Également des expositions temporaires, du 27 avril au 9 septembre 2012 : Hundertwasser
2, rue de la Charité, 11^e
tél. 04 91 14 53 80
vieuille-charite-marseille.org/

Mac

Dédié aux collections contemporaines des musées de Marseille, il propose en ce moment une exposition dédiée à la création en Méditerranée : The Mediterranean Approach.
69, avenue d'Haïfa, VIII^e
tél. 04 91 25 01 07
www.marseille.fr

galeries

Atelier de Visu

Cette galerie dédiée à la photographie contemporaine propose également des workshops et des résidences d'artistes. En ce moment, on peut découvrir les regards croisés de la Finlandaise Arja Hyytiäinen et du Turc Ali Tapik.
19, rue des Trois-Rois, VI^e
tél. 04 91 47 60 07
www.atelierdevisu.fr

Galerie Of Marseille

Sous la houlette du Bureau des compétences et desirs (association d'aide à la production créée en 1994). La galerie prolonge son travail et accompagne ses artistes sur le marché de l'art : Michelangelo Pistolotto, Bouchra Khalili, Ymane Fakhir...
Expo en cours : Ymane Fakhir.
8, rue du Chevalier-Roze, II^e
tél. 04 91 62 43 06
www.galerieofmarseille.com

VidéoChroniques

Association créée en 1989 à Marseille et initialement consacrée à la promotion de l'art vidéo, VidéoChroniques s'est ouvert aux différents champs de l'art contemporain dans son écrin de 400 m² au cœur du Panier. Actuellement : *Duty Free* de Katia Kameli
1, place de Lorette, II^e, tél. 09 60 44 25 58
www.videochroniques.org

salle de concerts

Embobineuse

Une salle hors norme située à la Belle de Mai. Ici la musique sort des sentiers battus et se joue des genres : musique d'ameublement, acid-post-punk, noise-funk. Ici on embarque pour des découvertes
11, bd Bouès, III^e, tél. 04 91 50 66 09
www.embobineuse.biz/

librairies

L'Odeur du temps

A deux pas de la Canebière et une brassée du vieux port, cette officine en duplex propose à sa clientèle et sans faire l'article de précieux conseils qui invitent à faire son choix dans un stock constitué d'ouvrages de fonds en tout domaines : littérature, histoire, sciences humaines, poésie, beaux-arts, BD et on en oublie. L'équipe organise fréquemment des rencontres débouchant sur des débats passionnants. Ceux qui cherchent une dédicace de Marc Levy ou de Paul Loup Sulitzer seront déçus, pour le plaisir des autres.
35, rue Pavillon, I^{er}
tél. 04 91 54 81 56
www.odeurdutemps.fr

Histoire de l'œil

Non, ce n'est pas une librairie érotique, même si elle vit sa vie à l'enseigne du roman le plus chaud de Georges Bataille. Si le fonds, consistant, n'est



Philippe Paillet

pas aussi impressionnant qu'à L'Odeur du temps, on peut en revanche bouquiner à son aise dans l'arrière-salle (un jardin, en fait), en sirotant une boisson chaude. Ou froide.
25, rue Fontange, VI^e, tél. 04 91 48 29 92
www.histoiredeloeil.com

La Réserve à bulles

Spécialisée en bandes dessinées, l'accueil et les conseils y sont toujours de bon ton pour les néophytes comme pour les amateurs. Elle propose également une petite sélection d'albums jeunesse.
76, rue des Trois-Frères-Barthélemy, VI^e
tél. 04 91 53 28 91
www.reserveabulles.com

bistrots

Longchamp Palace

Dans un décor Art Déco avec comptoir en zinc et mosaïques, on s'arrête au Longchamp Palace pour déjeuner et profiter

du patio ou boire l'apéro en fin de journée.
22 bd Longchamp, I^{er}
tél. 04 91 50 76 13

Les Buvards

Petit bar à vin à deux pas du vieux port. Sur l'ardoise : plat du jour, tapas, et les incontournables andouillette/purée, caillette/salade. Une sélection de vins pour tous budgets.
34, Grand-Rue, II^e
tél. 04 91 90 69 98
www.myspace.com/les_buvards

hébergement

Hôtel du Nord

A l'initiative de Marseille 2013 et pour une somme modique, les touristes peuvent plonger en immersion chez l'habitant, plutôt dans les cités et les coins paumés qui font le vrai charme de la ville. Il est indispensable de réserver et conseillé de ne pas rester sur sa réserve.
<http://hoteldunord.coop>

Pop up House,
le bâtiment
origami
de Gilles
Desplanques

LEFOODING.COM

trois adresses du Guide Fooding 2012 à Marseille

Pour découvrir d'autres bons plans à Marseille et partout en France, téléchargez l'appli Fooding 2012 (2,99 €)

Le Grain de sel

39, rue de la Paix/Marcel Proust
tel. 04 21 97 47 30
De midi à 13 h 30 et de 20 h à 24 h 00 (fermé dimanche et lundi)
Un risotto de pâtes longues d'oiseau avec des truffes en copeaux dedans, dessus, dessous. De la vraie truffe, de la bonne! Avec une grosse cuillère de crème de parmesan, montée en mousse pour couronner le tout. Tu plonges une première fourchette et illico, tu te dis que dans le genre tendre et plein d'amour, ça va être difficile de trouver mieux. Alors, tu replonges la fourchette et là, l'évidence: adieu le riz carnaroli! Désormais, on ne jurera plus que par les pâtes. En gros, pour 22 €, Pierre Giannetti l'infiltre dans le caisson un tourbillon de bonheur. Mais avant ça, au fait, il faisait quoi, le Pierre? Chhuit. Rien, juste que comme le pain ou la liqueur de verveine, les travaux aussi sont maison. Et que Le Grain de sel est un beau bistrot, avec comptoir, muren ardaise, sets en kraft et cuisine ouverte. A midi, topissime menu à 17 €, escabeche de moules et crevettes dans un jus de persil, roquette due à souhait retournée par une pointe d'agrumes, franchement délicieux. Cabillaud vapeur, cuisson parfaite, repose sur une crème de poireaux, servi avec des rattes et du jambon serrano comme des rondons. Et pour finir, charisli aux élementines. Oh se pince! Sans oublier les truffes au chocolat, le café et la liouise du patron. Et comme une bonne nouvelle n'arrive jamais seule, voici l'autre: Pierre a un potager de 600 m² à Martigues, pour ravitailler le restaurant! Evidemment, réservation très, très recommandée.
Verre de Bourdic blanc, vin de pays du Gard, 2,50 €
Formule de 16 à 17 € (midi), carte 30-40 €
J. S.

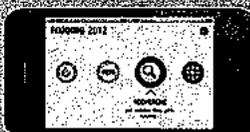
Boudiou

13, boulevard Salvator Vici, tel. 04 91 33 97 01
De 11 h à 18 h 30, apéros, vendredi soir, brunch le samedi. Fermé dimanche.
Les Marseillais en revaient, Florent Joyaud, ex-mécano-indus, l'a fait! Un truc comme la capitale, où la tarte salée est bonne, pleine de bon jambon cru, de fromage, de courge

ou les salades font réver, en rose radis, en jaune carotte, en vert persil. Ou le gâteau au chocolat fait rebondir les papilles jusqu'à la Rose Bakery parisienne. Vert pré sur les murs, bois brut, tables de ferme, vitrine réfrigérée, c'est sûr, on a déjà vu ça quelque part. Mais on s'en fiche tellement le sandwich au pain bio croustillant des Accales, jambon blanc et beurre de cornichons, les extra tellement Florent, casquette de gentleman-farmer, et tablier bleu-baril, sélectionne soigneusement ses sources d'approvisionnement bio (les noms des producteurs figurent sur la grande ardoise de l'entrée) et cuisine lentement toute la matinee.
Menus de 8,50 à 29 €
J. S.

Les Buvards

14, Grande Rue, Tel. 04 91 94 69 98
De midi à 14 h 00 et de 18 h à 21 h (taps de 16 h 30 à 17 h), sauf samedi et dimanche.
Au fond, ils aillent bac à vins ultra-naturels. Dans la petite salle de bistrot (tapissée de bouteilles, on se tortille le cou pour lire leurs noms marrants). Mais on se remet dans le bon sens quand débarque l'assiette, en formule du jour, un tartan de boeuf au couteau presque naturel, aux succulentes rattes rôties. Et un verre de Prout (sic!) de la Ferme au bout du chemin, du rouge ardechois (30 €). Fred la puce avec le boudin noir sans peau, elle est au beurre! Ou l'Éta la crème (et, comme vien pas pour faire régime, ventilation avec l'andouillette AAAAA et un verre de finca espartal catalan (Domaine L'adreano Serres, 18 €, la bouteille heeette fois, tellement broq, il ne peut pas faire de mal non plus au tiramisu maison!).
Menus de 14 à 35 €, Formule plat + verre de vin 13 €, taps 2-6 €, assiettes 10-15 €, plats 10-16 €, desserts 4 €. Droit de bouchon 6 €
M-A-B



Le Guide Fooding 2012 est disponible en version électronique sur l'App Store et Samsung Apps.

X. – LES COMMUNAUTÉS

✓ 1. L'INCROYABLE DESTIN DES PIEDS NOIRS A MARSEILLE

Le Nouvel Observateur n°2475 – 12.04.2012

✓ 2. PIEDS NOIRS. CE QUE LEUR ARRIVÉE A CHANGE A MARSEILLE

Marseille l'Hebdo n°590 – Du 2 au 08.05.2012

✓ 3. MARSEILLE. LE VRAI POUVOIR DES CORSES

L'express n°3177 – 23.05.2012

Le nouvel
Observateur



**L'INCROYABLE DESTIN
DES PIEDS-NOIRS À
*Marseille***



De la ville maudite au port d'accueil

A la fin du mois de juin prochain, sur la corniche Kennedy, le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, dévoilera une plaque en bronze fraîchement apposée sur le socle de « l'hélice de César », le monument élevé en 1971 par la ville de Marseille en hommage aux rapatriés d'Algérie. On commémorera alors l'arrivée de 450 000 pieds-noirs dans le port phocéén. Un cinquantième anniversaire doublement amer pour les rapatriés échoués à Marseille : à la douleur d'un exode précipité et de la perte irrémédiable de la terre natale était venu s'ajouter l'accueil hostile des Marseillais, débordés par une marée humaine dont nul n'avait anticipé l'ampleur.

Depuis cette triste année 1962, les relations entre la ville et ses pieds-noirs se sont heureusement réchauffées. Gaston Deferre, le maire des Trente Glorieuses, fut le premier à donner l'exemple, en choyant, après avoir voulu les chasser, ces nouveaux Marseillais, travailleurs et dynamiques. De leur côté, les quelque 120 000 pieds-noirs qui choisirent de rester dans la ville pour y entamer une nouvelle vie ne le regrettèrent généralement pas. Les success stories ne manquent pas : celles des industriels de l'Algérie française, qui, depuis leurs nouvelles usines marseillaises, surent vendre leurs produits aux rapatriés, comme les Limiñana avec leur anisette, voire à tous les Français, comme les

Beton avec l'Orangina ; celles encore des rapatriés partis de rien, tel Jean-Pierre Koubi, arrivé d'Oran sans un sou, qui, après avoir commencé par vendre des meubles à crédit aux pieds-noirs marseillais qui en manquaient, finit par créer des enseignes nationales, Meublana et L'Univers du Sommeil. Et le barreau marseillais, de même que la presse, l'enseignement ou la fonction publique, surent aussi employer les talents venus de l'autre rive de la Méditerranée.

Après des débuts difficiles, l'intégration des pieds-noirs marseillais s'est réalisée avec une étonnante facilité. C'est ainsi que Marseille a su absorber, pour son plus grand profit, une grande part de l'un des plus importants flux migratoires jamais enregistrés en Méditerranée. Cinquante ans après cet exode, l'identité pied-noire a-t-elle pour autant disparu ? Les rencontres que nous avons faites à Marseille ont tendance à nous faire penser le contraire. Car au-delà de la réussite économique et sociale, reste souvent une souffrance moins quantifiable, car toute psychologique. La « nostalgie », expliquent beaucoup de rapatriés, est une maladie qui ne se soigne pas.

Pour toutes ces raisons, nous avons voulu raconter l'étonnante saga des pieds-noirs marseillais. Et brosser par petites touches, de récits historiques en reportages contemporains, le portrait d'une communauté fière mais blessée, intégrée mais attachée à ses souvenirs, en voie de disparition mais toujours aussi solidaire.

DE MARSEILLE, CHARLES GIOL



« L'hélice de César », monument élevé en 1971 par la ville de Marseille en hommage aux rapatriés d'Algérie

Marseille, 1962 : le cauchemar des rapatriés d'Algérie

Sur les 700 000 pieds-noirs qui gagnent la métropole cette année-là, 450 000 débarquent à Marseille. Cette marée humaine, réduisant les pouvoirs publics à l'improvisation, se heurte à l'hostilité de la population. Récit d'un exode



Une foule de rapatriés d'Algérie, massés sur le « Ville d'Oran », s'apprêtent à débarquer à Marseille le 25 mai 1962

Qu'ils aillent se réadapter ailleurs. » Cette phrase, prononcée en juillet 1962 par Gaston Defferre à propos des rapatriés d'Algérie, les pieds-noirs ne l'ont pas oubliée. Cinquante ans plus tard, ils continuent de vouer une rancune tenace à l'ancien maire de Marseille. Extraite d'une interview donnée à « Paris-Presse », puis reprise en une du quotidien local « Le Méridional », cette déclaration peut surprendre aujourd'hui par sa virulence. Mais, en cet été qui voit transiter par sa ville plusieurs centaines de milliers de Français d'Al-



Gaston Defferre, maire socialiste de Marseille, en 1969

gérie, Gaston Defferre ne fait que relayer l'opinion de la plupart de ses administrés. Car, depuis le mois de juin 1962, le port phocéén étouffe littéralement sous l'afflux des rapatriés d'Algérie. Au point d'en oublier sa tradition d'accueil, qui, au fil du siècle, avait notamment permis l'intégration des émigrés arméniens, puis des rapatriés d'Indochine, enfin de ceux du Maroc et de Tunisie.

En 1962, les enjeux démographiques sont, il est vrai, d'une tout autre ampleur : principal point d'arrivée sur le territoire métropolitain pour les Français d'Algérie,

qui débarquent à la Joliette ou atterrissent à Marignane, Marseille n'a pas anticipé l'ampleur de l'exode. Après la signature, le 18 mars, des accords d'Evian mettant fin à la guerre d'Algérie, le gouvernement français lui-même n'a-t-il pas prédit tout au plus 100 000 arrivées au cours de l'année ? Au printemps, la grande peur des Français d'Algérie, dont la sécurité est violemment remise en cause sur leur terre natale en dépit des clauses d'Evian, aura vite raison de ces prévisions. Ce sont finalement 700 000 « pieds-noirs » – le surnom méprisant que leur donnent les métropolitains depuis le déclenchement de la guerre d'Algérie – qui gagneront la métropole au cours de l'année 1962 ; parmi eux, 450 000 environ arrivent à Marseille. Face à cette marée humaine, les pouvoirs publics sont réduits à l'improvisation, pour ne pas dire l'impuissance.

Des autorités dépassées

Début juin, alors que, chaque jour, plusieurs paquebots – quand ce ne sont pas des cargos, des pinardiers ou des chalutiers – débarquent des milliers de réfugiés, le centre d'accueil établi à leur intention ne compte ainsi que huit employés. Devant ses locaux, d'abord installés rue Breteuil avant d'être déménagés dans un immeuble réquisitionné sur le cours Pierre-Puget, les files d'attente finissent très vite par bloquer la circulation. La délégation régionale des rapatriés de Marseille, dépendant du secrétariat d'Etat des Rapatriés alors dirigé par Robert Boulin, n'a par ailleurs prévu, au tout dernier moment, que deux centres de transit : l'hôtel Bompard, à Endoume, et la cité HLM de la Rouguière, réquisitionnée alors que sa construction n'est pas entièrement achevée. Dans les appartements qui n'ont pas encore de portes, sur des lits de camp fournis par ●●●

●●● l'armée, on ne pourra cependant entasser plus de 3 000 personnes à la fois.

« Au total, seuls 90 000 rapatriés, sur les 450 000 qui ont débarqué à Marseille en 1962, ont pu être pris en charge par les autorités, souligne l'historien marseillais Jean-Jacques Jordi, qui est le meilleur spécialiste de l'histoire des rapatriés d'Algérie (lire p. IX). Les autres ont été contraints de se débrouiller par eux-mêmes, et d'aller à l'hôtel, même si certains ont aussi pu compter sur la solidarité des associations. »

Pour suppléer des autorités débordées, a en effet été créé, dès le mois de mars 1962, un « Comité de liaison des organismes participant à l'aide aux Français rapatriés d'outre-mer », présidé par un ancien président de la chambre de commerce de Marseille, Emile Régis. Réunissant notamment des bénévoles du Secours catholique, de l'Accueil protestant ou du Fonds social juif unifié, et coordonnant les aides spontanées des Marseillais, il propose au moins autant



Robert Boulin, secrétaire d'Etat aux Rapatriés, s'entretient avec un groupe de réfugiés au centre de transit de la Rouguière, le 12 juin 1962

de lits que la délégation régionale, soit 3 000 environ, répartis entre une quarantaine de centres ; le Secours catholique gère également une pouponnière sur le port, ainsi qu'une garderie à la gare Saint-Charles.

L'hostilité des dockers, des chauffeurs de taxi...

Certains Marseillais témoignent donc leur solidarité aux rapatriés. Mais ils restent minoritaires. Au sein du Comité de liaison, les syndicats brillent ainsi par leur absence. Et notamment la CGT, alors toute-puissante à Marseille. « Les communistes ont d'emblée affi-

Les volte-face de Gaston Defferre

Le 22 juin 1962, le maire de Marseille déclare au « Monde » qu'« il faut faire à ceux qui arrivent d'Algérie la démonstration de notre amitié ». Le 26 juillet, devant la détérioration du climat dans sa ville, Gaston Defferre a révisé son opinion et déclare donc, dans une interview à « Paris-Presse » : « Qu'ils quittent Marseille en vitesse, qu'ils essaient de se réadapter ailleurs et tout ira pour le mieux. » A en croire l'historien Jean-Jacques Jordi, qui a fouillé en vain dans les archives, le maire de Marseille n'aurait cependant jamais déclaré : « Il faut les jeter à la mer », comme le disent de nombreux pieds-noirs marseillais.

Dès la fin de l'année 1962, Gaston Defferre, conscient de l'importance de cette nouvelle population sur le plan électoral, revint d'ailleurs à de bien meilleurs sentiments à son égard. Il s'attacha dès lors à lui faire attribuer des logements locatifs et à faire construire de nouveaux établissements scolaires pour ses enfants. Et dans la liste Defferre pour les municipales de 1965 figurent opportunément deux figures de la communauté pied-noire marseillaise, MM. Barsotti et Amsellem, dirigeants des deux principales associations locales de rapatriés. Lors des municipales suivantes, en 1971, la liste Defferre comptera cinq rapatriés.

ché une forte hostilité à l'égard des rapatriés d'Algérie, collectivement accusés d'être autant de gros capitalistes, de racistes qui avaient fait "suer le burnous", et méritaient ce qui leur arrivait », explique Jean-Jacques Jordi. Sur le port, à l'été 1962, les dockers, tous encartés CGT, ont ainsi peint sur des banderoles des messages de bienvenue tels que « Pieds-noirs, rentrez chez vous » ou « Les pieds-noirs à la mer ». Débarquant des milliers de caisses contenant du mobilier et d'autres biens en provenance d'Algérie, les employés du port en dérobent près du quart, et laissent pourrir dans l'eau une bonne partie du reste, détruisant ce qui constitue à leurs yeux une opulence bien mal acquise.

Mais les militants communistes n'ont pas le monopole des mauvai-

ses pratiques enregistrées à l'encontre des rapatriés en cette année 1962. Les taxis, qui se pressent aux abords du port et de l'aéroport, augmentent ainsi leurs tarifs de façon abusive. C'est aussi le cas de nombreux hôteliers, dont les établissements ne désemplissent pas : fin juillet, il ne reste à Marseille qu'une cinquantaine de chambres disponibles, sur les 12 500 que compte alors la ville. Pour les pieds-noirs, qui en occupent la plupart, les tarifs ont souvent doublé, voire triplé, par rapport aux mois précédents. De même, bien des agences immobilières augmentent les prix des locations ; certaines vont jusqu'à faire payer le pas-de-porte aux nouveaux arrivants, quand elles ne refusent pas tout simplement de louer aux pieds-noirs.



Des réfugiés d'Algérie patientent devant la délégation régionale des rapatriés, le 23 mai 1962

Face à cet accueil plus qu'hostile, ces derniers tentent de s'organiser : chaque jour, des centaines d'entre eux se retrouvent place de la Bourse – devenue en 1970 la place du Général-de-Gaulle –, où deux bars sont alors tenus par des rapatriés d'Algérie. On échange des informations, on trouve parfois un emploi, un logement. Du matin au soir, la place ne désertait pas, et des heurts intervenaient à l'occasion avec des chauffeurs de taxi, qui estiment qu'on les empêche de circuler et de travailler. Le 18 juillet, dans la soirée, ce QG improvisé de la communauté rapatriée fait même l'objet d'un vaste coup de filet policier : des centaines de pieds-noirs présents sur la place sont interpellés par les forces de l'ordre, et emmenés à l'hôtel de police pour une vérification d'identité, avant d'être rapidement relâchés.

La police marseillaise elle-même a en effet fini par développer des sentiments peu amicaux à l'encontre des rapatriés d'Algérie. Il faut dire qu'avec leur arrivée, la criminalité a explosé dans la ville. Au cours de l'été, plusieurs fusillades opposent les forces de l'ordre à des « gangsters » venus d'Algérie, rapporte la presse ; dans la seule journée du 28 juin, huit hold-up ont lieu à Marseille, les malfaiteurs se réclamant systématiquement de l'OAS. En réalité, il s'agit d'autant de vols purement crapuleux, dus aux membres de la pègre d'Alger et d'Oran, elle aussi rapatriée à Marseille. Mais le



Une femme et ses enfants viennent de débarquer du « Ville d'Oran », le 26 mai 1962

climat se prête aux amalgames : déjà « racistes » et « profiteurs », les pieds-noirs deviennent aussi des « voleurs ».

20% des rapatriés restent à Marseille

Ces épisodes constituent le point culminant des tensions entre Marseillais et rapatriés d'Algérie : dès la fin de l'été, la situation commence à s'apaiser. Car, à cette date, et à l'approche de la rentrée scolaire, beaucoup de rapatriés, soucieux que leurs enfants puissent reprendre une scolarité normale, ont quitté Marseille, dont les écoles n'ont pas assez de places à offrir, pour d'autres villes et villages de

France. Ils y sont fortement encouragés par les autorités, qui les poussent à s'installer dans la moitié nord du pays, où les perspectives d'emploi et de logement sont alors plus favorables que sur le littoral méditerranéen. Mais, pour rester au bord de cette mer qui les relie symboliquement à leur pays perdu, un cinquième des Français d'Algérie débarqués au cours de l'année 1962 restent à Marseille, où ils s'installeront durablement. Soit plus de 120 000 personnes, qui vont contribuer à modifier profondément le visage de la ville. En s'intégrant bien plus vite que leur arrivée chaotique ne le laissait présager.

« Dès 1965, le problème du logement des pieds-noirs et celui de la scolarisation de leurs enfants est à peu près réglé, détaille Jean-Jacques Jordi. Et avant la fin des années 1960, leur intégration professionnelle, assez exceptionnelle, contribue fortement au renouveau économique que connaît alors Marseille. »

A ses nouveaux citoyens, prodigues après avoir été tellement craints, la ville finit même, en 1971, par élever un monument sur la corniche Kennedy. Une reconnaissance tardive qui n'a pas suffi à effacer, chez beaucoup de pieds-noirs marseillais, les souvenirs douloureux d'une arrivée chaotique...

CHARLES GIOL

Les chiffres de l'exode

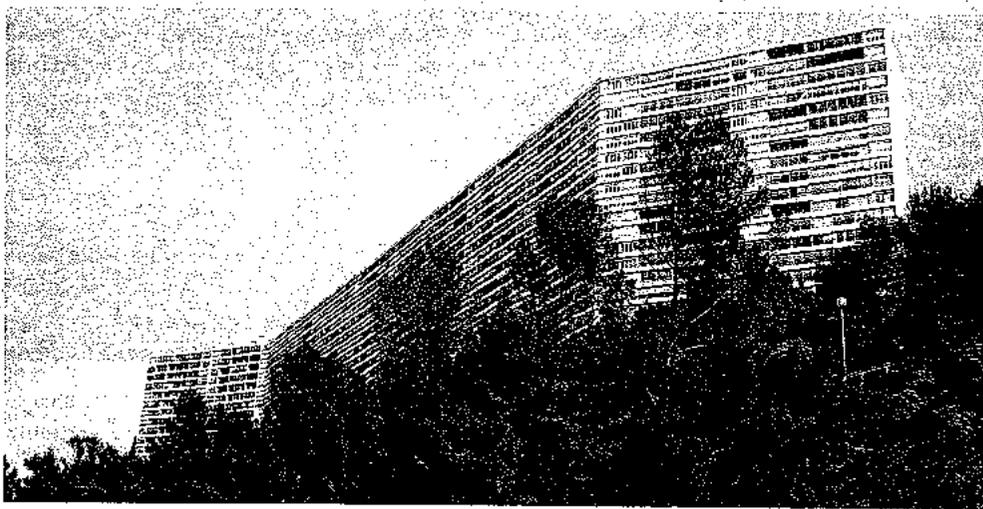
- Sur les 450 000 rapatriés d'Algérie débarquant à Marseille au cours de l'année 1962, 350 000 arrivent entre le mois de mai et le mois d'août.
- En juin 1962, le port de Marseille voit débarquer 105 000 rapatriés, tandis que 87 000 atterrissent à l'aéroport de Marignane.
- Lors de la seule journée du 25 juin, 7 bateaux débarquent plus de 10 000 rapatriés.
- Au cours de l'été 1962, les employés du bureau SNCF de la Joliette traitent 12 tonnes de colis et de bagages par jour.

- Durant l'été 1962, Marseille devient provisoirement, pour la seule fois de son histoire, millionnaire en habitants.
- 120 000 rapatriés d'Algérie s'installeront durablement à Marseille (pour 2 000 rapatriés d'Indochine, autant venus d'Egypte en 1957, et 40 000 rapatriés du Maroc et de Tunisie).
- Ces arrivées contribuent à faire passer la population marseillaise de 773 000 à 891 000 habitants entre 1962 et 1968.

Source : Jean-Jacques Jordi, « De l'exode à l'exil : rapatriés et pieds-noirs en France, l'exemple marseillais, 1954-1992 » (L'Harmattan, 1999).

La Rouvière, dernier bastion pied-noir

Si l'intégration des rapatriés dans la société marseillaise a mis fin à leur ségrégation géographique originelle, un quartier continue de faire exception



où vivent les pieds-noirs marseillais ? Si une question aussi ouverte peut aujourd'hui paraître absurde, elle avait davantage de sens dans les années qui ont suivi leur arrivée. Ainsi, en 1968, selon le recensement effectué cette année-là, on comptait moins de 5% de rapatriés dans la population des sept premiers arrondissements ; à l'inverse, ils représentaient au moins 30% des habitants des 8^e, 9^e, 10^e, 13^e, 14^e et 15^e arrondissements. Au sein de ces quartiers périphériques, au sud et au nord du centre-ville, la concentration des rapatriés d'Algérie pouvait même dépasser 50% dans des secteurs comme Sainte-Marguerite, la Panouse ou la Rose. Autant de quartiers où venaient de sortir de terre d'imposantes cités, dont les pouvoirs publics avaient décidé de réserver 30% des logements HLM aux pieds-noirs.

Or, dès les années 1970, la réussite d'une bonne partie des rapatriés a eu raison de cette ségrégation géographique, et les familles pied-noires se sont peu à peu diluées dans l'espace urbain, en même temps

qu'elles s'intégraient à la société marseillaise. Une tendance à laquelle un quartier continue toutefois de faire exception : aux marges de la ville, posées à flanc de colline, les imposantes barres de la Rouvière abritent toujours une importante colonie pied-noire.

Ce « ghetto » de rapatriés est, il faut le dire, plus qu'accueillant. Avec ses parterres manucurés, son centre commercial, ses terrains de sport, son école et sa poste, cette petite ville de 8 000 habitants n'a rien d'une cité laissée pour compte. Les habitants sont d'autant plus soucieux de leur environnement qu'ils sont pour la plupart propriétaires, ce qui fait de la Rouvière l'une des plus grandes copropriétés d'Europe. Parmi eux, certains rapatriés y vivent depuis la livraison de la première tranche, en 1963 : ils avaient acheté leur appartement sur plans deux ans plus tôt, depuis l'Algérie, après avoir été séduits par les prospectus que les promoteurs, les frères Cravero, flairant le vent de l'histoire, avaient opportunément expédiés de l'autre côté de la Méditerranée. La vue imprenable sur cette mer reliant

l'Algérie à Marseille apparaissait comme une légère consolation de l'inévitable exode à venir.

Une petite Algérie de substitution

Danièle Sanchez, pour sa part, habite La Rouvière depuis bientôt 48 ans. Cette Algéroise, jeune fonctionnaire au ministère de l'Intérieur au moment de son rapatriement, en juin 1962, ne supporta pas le climat de Paris, où elle fut alors nommée. En 1964, elle démissionne donc et rejoint ses parents dans leur appartement du grand ensemble marseillais. Deux ans plus tard, après s'être mariée avec Fernand, lui aussi natif d'Alger, elle s'installe avec lui, toujours à la Rouvière. Le couple ne déménagera, en 1977, que pour aller habiter à Super Rouvière, l'extension des années 1970, qui surplombe le reste du quartier. Dans leur appartement, les murs sont couverts de peintures et de photographies représentant Bab El Oued, le quartier de l'enfance de Danièle ; à l'apéritif, impossible de refuser un verre d'anisette. « On invitait souvent des métropolitains du quartier à venir prendre l'apéritif et des kemias (les « tapas » pieds-noirs traditionnels), se souvient M^{me} Sanchez. Ils appréciaient notre hospitalité, mais n'y étaient pas habitués, et finissaient par nous demander "On vous doit combien ?", sans nous inviter en retour. Finalement, nous avons surtout fréquenté des pieds-noirs. »

Avec le temps, la communauté soudée des rapatriés de la Rouvière s'amenuise peu à peu. Même si elle enregistre encore à l'occasion quelques arrivées : en 2003, Roger Bisquert, également originaire d'Alger, après une carrière de cadre chez Citroën achevée en région parisienne, a décidé avec son épouse de venir passer sa retraite dans le quartier, rejoignant sa belle-famille pied-noire. Très impliqué dans la gestion du syndicat de copropriétaires, il est loin de regretter d'avoir rallié cette petite Algérie de substitution, qui inspire à Danièle Sanchez cette formule : « J'ai déjà dû quitter l'Algérie. Jamais on ne me fera quitter la Rouvière ! »

CHARLES GIOL

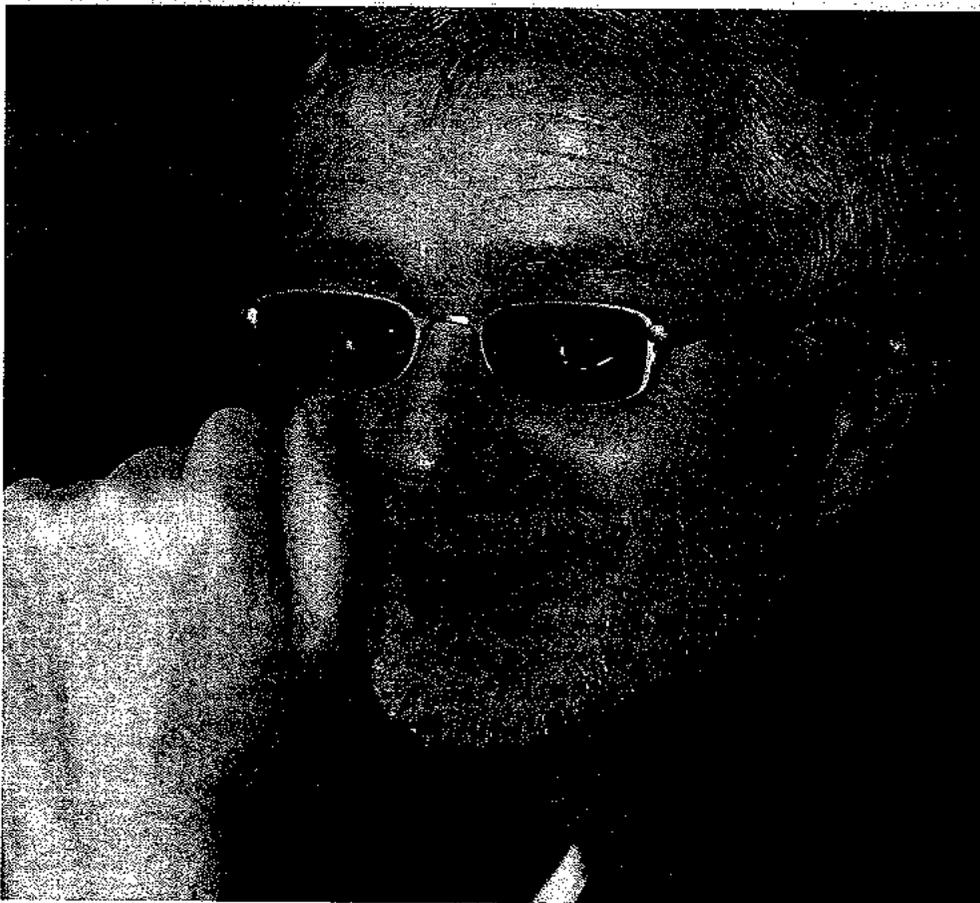
Les plus anciens résidents ont acheté leur appartement sur plans, depuis l'Algérie, en 1961

De la grande histoire à l'histoire personnelle

Un musicien engagé citant Frantz Fanon, le chantre de la décolonisation ; un historien étudiant sa communauté sans parti-pris ; un président d'association nostalgique de son Oranie natale... Trois visages de la riche communauté pied-noire marseillaise

PASCAL PEREZ, ALIAS IMHOTEP, MEMBRE DU GROUPE IAM

Le goût de l'Algérie, pas la nostalgie



La cinquantaine est loin de l'avoir atteint : les traits juvéniles, la brosse à peine grisonnante, Imhotep arbore toujours au quotidien la panoplie des débuts d'IAM, veste Adidas, jeans et baskets. Surtout, sa soif d'apprendre et de découvrir est toujours vivace. Après avoir exploré et remixé la musique nord-africaine traditionnelle dans son premier album solo, « Blue Print », enregistré à Essaouira en 1998, « l'ar-

chitecte musical d'IAM », selon son titre officiel, a ces derniers temps élargi ses horizons : sonorités et rythmes ethniques venus d'Afrique noire, du Brésil ou encore du Japon, sur lesquels il a posé boîtes à rythme et sons synthétiques, composent notamment le canevas de « Kheper », son second album personnel, qui sera disponible sur toutes les plateformes de téléchargement légal à partir du 28 mai.

Mais cette curiosité est loin de se cantonner à la musique. On se doutait qu'Imhotep était aussi féru d'histoire, lui dont le pseudonyme rend hommage à un autre architecte, l'un des plus grands de l'Égypte ancienne. L'intéressé confirme, précisant qu'il a récemment profité de la commémoration des accords d'Evian pour dévorer tout ce qui lui tombait sous la main, livres, films, documentaires, afin de mieux comprendre l'histoire de l'Algérie coloniale. Une histoire qu'il connaissait assez mal, regrette-t-il, alors qu'elle est en partie la sienne.

Culture méditerranéenne

Car Pascal Perez, l'homme qui se cache sous le nom d'Imhotep, est né à Alger en 1960. Il avait deux ans quand sa famille a dû traverser la Méditerranée. « Et pourtant, je garde beaucoup de souvenirs inconscients de l'Algérie, explique-t-il. Des sons, des odeurs... sans parler, durant ma jeunesse en métropole, de la cuisine méditerranéenne que faisait ma mère. J'ai toujours été imprégné de cette culture, mais je ne l'ai réalisé qu'assez tard. » Son père a en effet toujours eu beaucoup de mal à parler de l'Algérie ; « et même avec mes oncles, le sujet était tabou, jusqu'à très récemment ».

La quête de ses origines a donc été pour Imhotep un long chemin, dont son arrivée à Marseille a constitué une première étape. Après avoir grandi entre Perpignan, la banlieue parisienne, puis Nantes, où il tâte de la guitare électrique dans un groupe « rock reggae », Ticket, Pascal Perez, au moment d'entamer sa vie professionnelle, choisit de filer plein sud,

en quête de soleil. Une fois diplômé de l'école normale d'Aix-en-Provence, en 1987, il fait l'institut dans les quartiers nord de Marseille durant la journée, avant, la nuit, de produire ses nouveaux amis d'IAM. Le succès de « Je danse le mia » lui permettra assez vite de se consacrer à la musique. Et notamment aux sonorités méditerranéennes : « A Marseille, j'ai rencontré des rappeurs d'origine maghrébine, raconte-t-il. Puis j'ai fait venir des groupes de rap algériens, comme Intik, quand j'ai organisé le festival Logique Hip Hop, en 1996. » Bientôt, des liens se tissent aussi avec des musiciens gnaouas du Maroc, des guitaristes touaregs... Autant d'expériences qui l'amènent peu à peu à renouer avec son histoire. Loin de toute nostalgie.

« Il est possible de vivre ensemble »

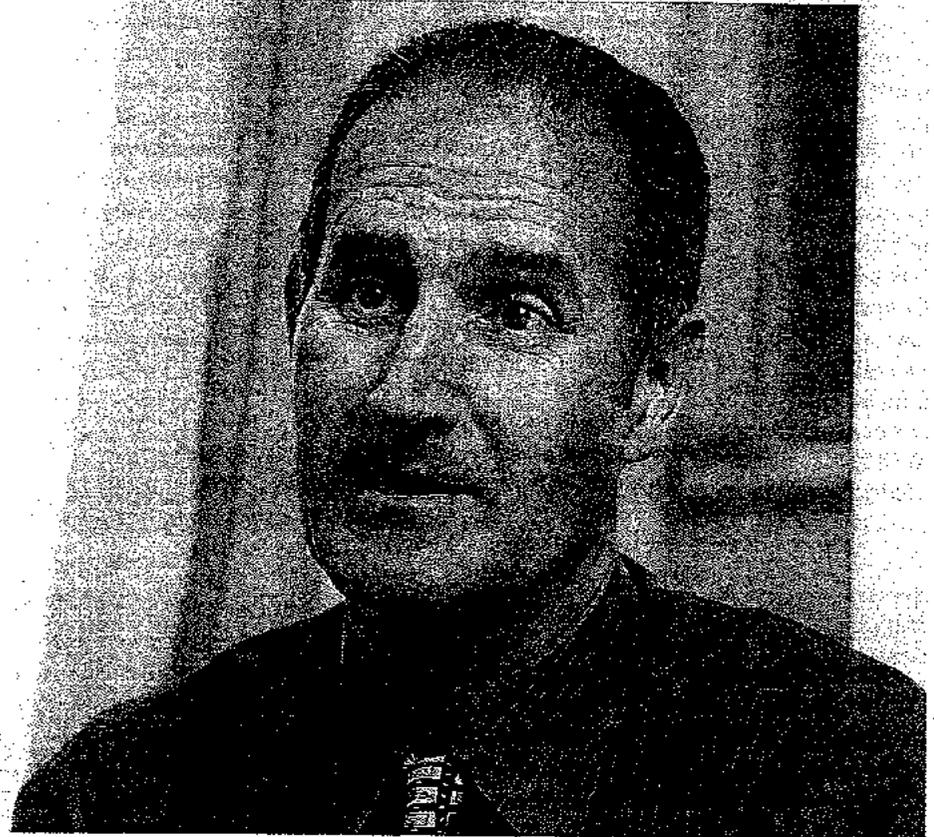
Car pour Pascal Perez, les chantres de l'Algérie française « sont des autistes, des gens murés dans leur souffrance ». L'artiste, en lutte contre tous les fascismes, par fidélité à un grand-père anarchiste espagnol proscrit dans son pays jusqu'à la mort de Franco, assume tout aussi fièrement l'héritage de sa famille maternelle, redécouvert plus tardivement : à Alger, son autre grand-père, qui possédait la librairie Riveill, l'une des plus grandes de la ville, vendait notamment des ouvrages écrits en arabe. Cela vaudra à son établissement d'être plastiqué à deux reprises par l'OAS, en 1961 et 1962. Au cours des années précédentes, la moitié des dix oncles et tantes maternels d'Imhotep s'étaient mariés avec des Algériens, arabes, kabyles ou juifs. Beaucoup d'entre eux resteront en Algérie bien après l'indépendance.

Fort de cette identité, à rebrousse-poil de tous les clichés sur les pieds-noirs, Pascal Perez estime que les rapatriés d'Algérie « ne doivent pas se faire voler leur histoire par l'extrême droite, et ses a priori racistes et colonialistes ». Le travail des historiens, espère-t-il, finira par apaiser les relations franco-algériennes. « Dans ma famille, j'ai constaté qu'il était possible de vivre ensemble. »

CHARLES GIOL

JEAN-JACQUES JORDI, HISTORIEN

« La mémoire n'est pas l'histoire »



Depuis le début de l'année, il est sur tous les fronts médiatiques. D'émissions de radios en articles de journaux, Jean-Jacques Jordi est LE spécialiste de l'histoire des pieds-noirs que s'arrachent tous les journalistes planchant sur le cinquantième anniversaire de leur rapatriement. Lesquels réfrènt rarement leur étonnement quand ils finissent par apprendre que ce très bon client est lui-même un rapatrié d'Algérie. Cela ne mettrait-il pas en péril l'objectivité de l'historien ? « Bien au contraire, sourit Jean-Jacques Jordi. *Faire partie de la tribu et maîtriser ses codes m'a fait gagner beaucoup de temps quand j'ai commencé à étudier la communauté. Le tout est naturellement de savoir prendre du recul.* »

Or l'historien n'en manque pas. Il suffit pour s'en convaincre de l'écouter raconter son propre exode : « Je n'avais pas tout à fait sept ans à l'été 1962, et pour moi, ce voyage sur un grand bateau a d'abord constitué une belle aven-

« Beaucoup de pieds-noirs, qui ont la nostalgie de leur Algérie, celle des côtes, ignorent tout de la seconde Algérie coloniale, celle de l'intérieur, peuplée à 99% de musulmans qui vivaient dans des conditions misérables. »

Jean-Jacques Jordi

ture. » Sans se départir d'un sourire plein de tendresse, il évoque ensuite les difficultés de son père, coiffeur à Cap Matifou, un village de la baie d'Alger, pour retrouver un emploi en France. Ainsi que l'odyssée de la famille en métropole, des logements de fortune partagés avec d'autres rapatriés jusqu'à l'installation à Marseille, où la famille Jordi finira par obtenir un logement dans la cité HLM de Saint-Thys. La plupart des voisins sont également pieds-noirs. Aussi, quand, devenu étudiant en histoire à l'université d'Aix-Marseille, le jeune rapatrié cherche un sujet de mémoire, ses professeurs lui suggèrent-ils d'étudier cette communauté qu'il connaît déjà si bien.

Parallèlement à une carrière durant laquelle il a dirigé les formations de l'IUFM d'Aix-Marseille avant d'intégrer la mairie de Marseille, où il est chargé de mission pour les affaires culturelles, les publications sur les pieds-noirs et l'Algérie n'ont depuis cessé de s'enchaîner : paru à l'automne ●●●

●●● dernier, son dernier livre en date, « Un silence d'Etat » (Editions Soteca), évoque les disparus européens de la guerre d'Algérie. Il a valu à l'historien, accusé de minimiser l'ampleur du phénomène, quelques ennuis avec les plus radicales des associations pied-noires.

« Certains me considèrent comme un traître, parce que j'assène des vérités historiques qui ne cadrent pas avec leur image de l'Algérie française », déplore l'historien. Or tout le problème vient de ce que la mémoire de certains pieds-noirs est à la fois mythifiée et partielle, car elle n'englobe pas toutes les réalités de l'Algérie coloniale, qui furent très douloureuses pour une grande partie des musulmans. » C. G.

ROLAND SOLER, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION NATIONALE DES RAPATRIÉS D'ORANIE

Le miraculé d'Oran

Il reçoit à la Cité des Rapatriés, au bout de la rue Paradis, dans l'ancien consulat du Gabon qui est aujourd'hui l'ambassade marseillaise des Français d'Algérie. Un lieu animé par une dizaine d'associations, dont celle qu'il dirige depuis 2007, l'Association nationale des rapatriés d'Oranie, est l'une des plus actives. Un espace dont les murs retentissent des colères de Roland Soler, lequel n'a pas digéré, cinquante ans après, le sort réservé par la France aux pieds-noirs.

Car le natif de Saint-Denis-du-Sig, un petit village dans l'arrière-pays d'Oran, ne comprend toujours pas « le retournement de veste de De Gaulle », pas plus que la signature des accords d'Evian, qui a fait des Français d'Algérie « les dindons de la farce d'un poker truqué », sans assurer leur sécurité. Lui qui a débarqué à Marseille le 12 août 1962, à 16 ans, déplore aussi l'accueil très froid des Marseillais et l'attitude « odieuse » de leur maire, Gaston Defferre. La famille Soler poussera finalement jusqu'à l'Yonne. Et Roland, qui s'apprenait à entamer une formation de kiné-

« On oublie trop souvent qu'au sein de l'Armée d'Afrique, beaucoup de pieds-noirs, dont mon père faisait partie, ont libéré Marseille et la Provence en 1944. »

Roland Soler

sithérapeute au moment du rapatriement, sera un temps apprenti dans un magasin de radiotélévision à Chablais. Deux ans d'une vie précaire, jusqu'à ce qu'en 1964, il rejoigne sa sœur et son beau-frère, installés à Marseille.

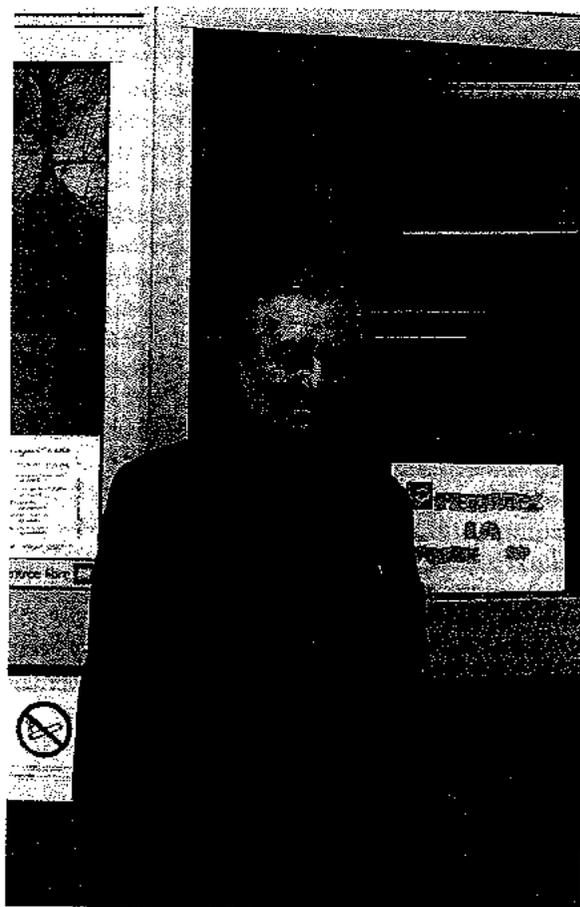
Depuis, Roland Soler n'a pas quitté cette ville qui lui rappelle Oran, dominée par Notre-Dame-de-la-Garde comme Notre-Dame-de-Santa-Cruz surplombait la grande ville de l'ouest algérien. Une ville où, après un passage par l'école de commerce, il a pu construire une belle carrière de cadre commercial, achevée au sein du trust chimique néerlandais AkzoNobel. Marseille, dont la douceur de vivre n'a cependant pas suffi à apaiser les traumatismes du passé.

Recherché par le FLN

Car cette seconde vie en métropole, Roland Soler n'aurait pas dû la connaître : le pied-noir reste hanté par la journée du 5 juillet 1962, qui a failli lui être fatale, comme elle l'a été pour de nombreux Européens d'Oran. Ce jour-

là, Roland, qui vient de finir sa seconde, se trouve à l'hôtel-restaurant de ses parents, sur la corniche, à l'écart de la ville. Vers 11 heures, alors que, dans le centre, le massacre de centaines de pieds-noirs par des éléments radicaux du FLN a commencé, un camion de combattants indépendantistes s'arrête devant l'établissement. En descendent deux officiers qui disent venir arrêter le jeune Roland. Son nom figure en effet sur les listes des membres et sympathisants de l'OAS. « Pourtant, je n'avais fait que distribuer des tracts pro-Algérie française dans les rues d'Oran, et je n'avais jamais touché une arme, ni eu le moindre contact avec l'OAS », souligne Roland Soler. Ce qui n'empêche que j'aurais dû être enlevé, et faire partie des 3000 Européens disparus ce jour-là, comme plusieurs de mes copains de classe. » Mais une coïncidence le sauve : le commissaire politique du FLN descendu du camion se trouve être contremaître dans l'usine d'un cousin, de visite ce jour-là. Après un rapide échange entre les deux hommes, le véhicule repartira sans Roland, qui passera le mois suivant enfermé chez ses parents, jusqu'au départ pour la France.

Conscient de sa bonne fortune, le jeune homme, une fois installé à Marseille, a très vite ressenti l'obligation morale de s'engager pour sa communauté. Lui qui, à Oran, secourait les pauvres au sein de la conférence Saint-Vincent-de-Paul, se convertit à l'action associative : dès 1967, il fonde Les Amis de Notre-Dame de Santa Cruz, puis anime divers mouvements avant de créer, il y a cinq ans, l'Association nationale des rapatriés d'Oranie, qui regroupe aujourd'hui près de 1000 familles. Le militantisme des débuts, qui l'a notamment vu s'investir dans les comités Tixier-Vignancour pour obtenir l'annulation des anciens de l'OAS, a au fil du temps cédé du terrain à la nostalgie et au plaisir de se retrouver entre Oranais. Roland Soler s'occupe aussi des siens, dont beaucoup commencent à accuser le poids des ans. Fidèle à sa promesse de ne jamais oublier. C. G.



A la recherche du vote pied-noir

Les rapatriés ont la réputation de voter massivement pour le Front national. Fantasme ou réalité ?

Depuis les dernières élections municipales, en mars 2008, la ville de Marseille ne compte plus d'adjoint aux rapatriés. Jean-Claude Gaudin a ainsi mis fin à une tradition instaurée dès la fin de l'année 1962 par Gaston Defferre, qui chargea alors l'un de ses bras droits, M. Louchon, de s'occuper de cette nouvelle clientèle politique. Ce dernier s'appliqua dès lors à faire attribuer aux pieds-noirs des logements sociaux et des emplois municipaux, sans compter une aide médicale gratuite et des paniers alimentaires pour les plus nécessiteux. Et les bénéfices électoraux de cette politique se firent assez vite sentir : dans le quatrième secteur de la ville, regroupant les 8^e et 9^e arrondissements, dont la population était alors constituée de plus d'un tiers de rapatriés, le vote Defferre progressa nettement des municipales de 1965 à celles de 1971, passant au premier tour de 33,86% à 47,29%.

Mais ces temps durant lesquels le clientélisme municipal ciblait la population pied-noire semblent bien révolus. Ainsi, en enterrant en 2006 le projet municipal d'un mémorial de la France d'outre-mer, M. Gaudin n'a pas craint de mécontenter les associations de rapatriés, qui restent fort marries de cette décision. Serait-ce parce que le vote pied-noir, longtemps réputé très homogène et fortement marqué à droite, voire à l'extrême droite, aurait perdu de son importance et de sa cohérence, du fait de la disparition des plus vieux rapatriés et de l'intégration de leurs descendants ? L'historien Jean-Jacques Jordi va même plus loin : « L'idée d'un vote pied-noir homogène est une invention des politologues, car il a toujours



Jean-Marie et Marine Le Pen lors d'un meeting à Marseille, le 4 mars dernier.

existé des pieds-noirs de toutes tendances politiques, estime-t-il. Et c'est encore plus illusoire aujourd'hui, maintenant que la communauté n'existe plus vraiment en tant que telle, par le jeu des mariages mixtes. »

« Les pieds-noirs les plus âgés votent toujours en fonction du passé. »
Emmanuelle Comtat, politologue, spécialiste du vote pied-noir

L'Élysée ne semble pourtant pas de cet avis qui, en octobre dernier, et en prévision de la campagne présidentielle, a justement commandé à l'IFOP un sondage sur... le vote pied-noir. Or l'institut a conclu que Marine Le Pen arrivait en tête des intentions de vote des rapatriés d'Algérie pour le premier tour de la présidentielle 2012 (28%), devant Nicolas Sarkozy et François Hollande (26% chacun); même chez leurs descendants, enfants et petits-enfants de pieds-noirs, la candidate frontiste obtiendrait nettement plus d'intentions de vote, à 24%, que dans la moyenne de l'électorat.

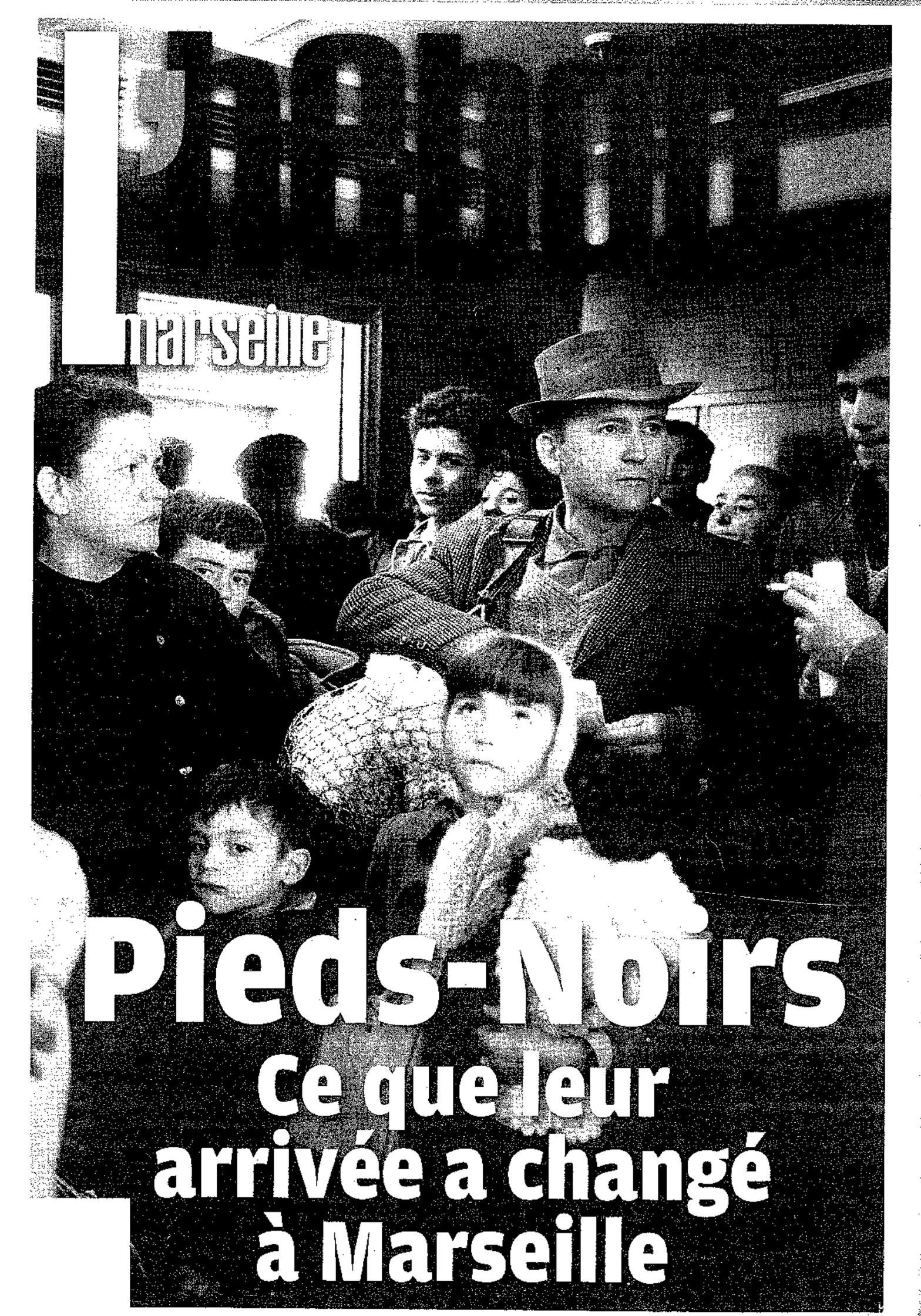
Le comportement politique des pieds-noirs aurait-il donc si peu changé depuis leur arrivée en

métropole ? Tout au long des années 1960, les rapatriés d'Algérie ont massivement voté contre le « traître » de Gaulle, portant notamment leurs suffrages sur l'extrême droite. Au premier tour de la présidentielle de 1965, son candidat, Jean-Louis Tixier-Vignancour, ancien avocat de plusieurs responsables de l'OAS, a ainsi obtenu 12,47% des suffrages dans les Bouches-du-Rhône, contre 5,2% sur l'ensemble du territoire. Or, selon la politologue Emmanuelle Comtat, chercheuse associée à l'IEP Grenoble, et auteur des « Pieds-noirs et la politique, quarante ans après le retour » (Presses de Sciences Po, 2009), « les pieds-noirs les plus âgés votent toujours en fonction du passé. A ce titre, il existe chez eux un fort rejet des partis de gouvernement, accusés de ne jamais avoir rien fait pour leur communauté, et aussi bien, d'ailleurs, de la droite que de la gauche, associée au PC qui a soutenu le FLN durant la guerre d'Algérie ».

Un large dégoût du « système UMPS »

Il est vrai que, pour se faire percutantes et synthétiques, les analyses des experts en comportements politiques maltraitent parfois la complexité de la réalité. Reste qu'au cours de notre reportage, beaucoup de pieds-noirs marseillais ont spontanément évoqué l'imminente élection présidentielle. A chaque fois pour nous dire leur dégoût du « système UMPS ». Au détour d'une conversation, une rapatriée nous a même confié : « Depuis que, pendant la guerre d'Algérie, Jean-Marie Le Pen a abandonné son siège de député pour venir nous défendre, je me suis juré que je voterais toujours pour lui. Je l'ai fait, et maintenant je vote pour sa fille. Mes enfants font comme moi : je n'accepterais pas qu'ils votent pour un autre parti que le FN. »

CHARLES GIOL



Marseille

Pieds-Noirs

Ce que leur
arrivée a changé
à Marseille



Comment les Pieds-Noirs ont changé Marseille

UN DOSSIER DE BERNADETTE SPAGNOLI

Ils s'appellent "Ville d'Alger", "Kairouan", "El Mansour" ou encore "Ville de Marseille" dès le printemps 1962, moment des accords d'Évian, ces navires vont transporter entre l'Algérie et Marseille des milliers de rapatriés, des "Pieds-Noirs" comme on appelle ces Français de l'autre rive de la Méditerranée.

Durant l'été, le mouvement va s'accélérer et les tragiques événements du 5 juillet 1962 à Oran, où la fête de la proclamation de l'indépendance va tourner au massacre - on parle de 2 000 morts européens - ont ouvert la porte à un exode massif.

Un million de personnes vont transiter par le port de Marseille ou l'aéroport de Marignane, quelque 440 000 d'entre elles prendront la décision de s'installer sur les bords de la Méditerranée, entre Perpignan et Menton, 180 000 choisiront les Bouches-du-Rhône et quelque 120 000 la cité phocéenne.

L'exode est familial. Ce sont souvent trois générations, parents, enfants et grands-parents qui ont quitté l'Algérie, beaucoup n'ont jamais mis les pieds en France, sur place ils ont, pour la plupart, laissé tout ce qu'ils possédaient ou presque.

"La grande masse des Pieds-Noirs étaient des petits blancs, les gros colons

"Ceux qui faisaient, comme on dit, suer le burnous ne représentaient que 5 % des Pieds-Noirs".

Jean-Jacques Jordi, historien de la communauté.

ceux qui exploitaient des superficies de terre gigantesques et qui faisaient comme on dit "suer le burnous" ne représentaient que 5 % d'un peu plus d'un million de personnes", explique Jean-Jacques Jordi, historien de la communauté. Et de poursuivre : "En règle générale, les personnes d'origine européenne et les Algériens s'entendaient bien, il n'y avait pas de conflits majeurs". Lui-même a quitté l'Algérie avec sa famille à l'âge de 7 ans. Il se souvient : "Mon père qui avait un tout petit salon de coiffure est rentré le soir à la maison et nous a annoncé que nous partions le lendemain. Nous étions le 30 juin 1962". Depuis il est retourné trois fois en Algérie, non pas sur les traces d'une enfance à jamais perdue, mais pour y effectuer son travail d'historien.

La France n'est pas prête à faire face à cet afflux de population même si depuis le milieu des années 1950 elle a vu arriver les rapatriés d'Indochine

puis du Maroc, de Tunisie et même d'Égypte, après la nationalisation du canal de Suez. Si la France n'est pas prête, Marseille l'est encore moins et l'accueil est plutôt glacial tant du côté de Gaston Defferre, le premier magistrat, que de certains représentants de l'État et des autochtones. Un sondage Ifop de 1962 révèle que 62 % des Français de métropole refusent toute idée de sacrifices à l'égard des Pieds-Noirs.

Avec l'indépendance, le gouvernement avait tablé sur l'arrivée de 100 000 Français d'Algérie ils seront plus de 650 000 en cette seule année 1962.

Les Pieds-Noirs sont le symbole de la défaite, de la perte d'un des joyaux de l'empire colonial français, on les rend responsables de cette guerre qui pendant longtemps n'a pas dit son nom. On les assimile aussi à l'OAS et à l'extrême droite.

Dans son mémoire de thèse de doctorat en sciences politiques de l'université Paris I, Marie Muyl écrit : "L'accueil des Français d'Algérie sur la terre métropolitaine ne fut pas à la hauteur de leurs attentes. De détails blessants en paroles insultantes, ils comprennent rapidement à quel point cette France leur est hostile, et, du même coup, que loin d'être entendus et supportés, leur drame et la souffrance qui en découle, paraissent niés dans leur réalité même, et dans

Les grands départs d'Algérie ont débuté au printemps 1962 après la signature des accords d'Évian.

Ils se sont accélérés en juillet.

Les attentes dans les ports pouvaient durer plusieurs jours.

leur légitimité à être exprimés". D'abord, l'accueil sera le plus souvent laissé à l'initiative des associations. Les premiers temps en métropole seront difficiles. "Aucun service ne fonctionne... personne ne peut donner les renseignements indispensables sur un hébergement provisoire ou une direction future", écrit Jean-Jacques Jordi dans "1962: l'arrivée des Pieds-Noirs". L'écrivain Jules Romains est le président du "Mouvement d'entraide et de solidarité pour les Français d'Outre-Mer". Dans un appel aux hommes de bonne volonté daté du 18 juin (!) 1962, il s'exprime ainsi : "Ce sont nos frères. Ils ont choisi la mère patrie, Français de souche méditerranéenne ou musulmane francisée, ils ont droit à notre sollicitude agissante". Celle-ci n'interviendra que progressivement pour les Français d'Algérie alors que les "musulmans francisés" autrement dits les harkis auront à souffrir du mépris général et des déclarations de bonnes intentions.

En quatre ans, Marseille va passer de 700 000 à plus de 800 000 habitants. Or, elle est mal équipée en logements.

Pourtant, dans les années suivant leur arrivée, les Pieds-Noirs vont contribuer à transformer le paysage urbain de Marseille. La population de la ville va gagner l'équivalent de quatre générations en quatre ans, Marseille va passer de 700 000 à plus de 800 000 habitants. Or, elle est mal équipée en logements, en réseau d'égouts, en réseau d'eau potable.

Avec l'appel de l'abbé Pierre en 1954, on a certes entamé un programme de résorption des logements insalubres et des bidonvilles pour construire les premiers "grands ensembles". Avec l'afflux massif des rapatriés, le mouvement va s'accélérer.

Il faudra aussi augmenter le nombre d'écoles, transformer les hôpitaux, améliorer les accès routiers urbains et périurbains, les équipements sanitaires, téléphoniques...

Ainsi les Pieds-Noirs vont apporter du nouveau dans des domaines comme l'alimentation ou le mode de vie. Ils dynamiseront aussi l'économie.

Certes, depuis cinquante ans, on peut affirmer qu'ils ont réussi leur intégration mais, pour les plus anciens et malgré le temps la nostalgie de l'Algérie n'a jamais totalement disparu.

ILS ONT DIT

● **Gaston Defferre, maire de Marseille dans "l'Intransigeant" du 26 juillet 1962 :**

"Marseille a 150 000 habitants de trop. Que les Pieds-Noirs aillent se réadapter ailleurs"

● **Le même jour dans le journal "Le Figaro", à la question :**

"Voyez-vous une solution au problème des rapatriés de Marseille?", **Gaston Defferre** lançait :

"Oui, qu'ils quittent Marseille en vitesse"

● **Le journal "L'Humanité" du 6 janvier 1962**

écrivait : "Ils ont une drôle d'allure, ces passagers en provenance d'Algérie"

● **François Billoux, député communiste** disait dans "L'Humanité" du 5 juin 1962 :

"Ne laissons pas les repliés d'Algérie devenir une réserve du fascisme"

● **Rapporté par Alain Peyrefitte dans son ouvrage "C'était De Gaulle", Louis Joxe, ministre des affaires algériennes,** au conseil des ministres du 18 juillet 1962 :

"Les Pieds-Noirs vont inoculer le fascisme en France."

● **Georges Pompidou, 1^{er} ministre le même jour :**

"Pourquoi ne pas demander aux affaires étrangères de proposer des immigrants aux pays d'Amérique du Sud? Ils représenteraient la France et la culture française."

● **Ce à quoi le président Charles De Gaulle** rétorquait :

"Mais non ! Plutôt en Nouvelle Calédonie ou en Guyane qui est sous-peuplée et où on demande des défricheurs et des pionniers."

● **Peu de temps avant, au conseil des ministres du 30 mai 1962, Robert Boulin, secrétaire d'Etat aux rapatriés** avait dit :

"Ce sont des vacanciers, il n'y a pas d'exode, contrairement à ce que dit la presse"

Cités et grands ensembles

Un nouveau mode de logement

L'exode massif de 1962 va mettre l'accent sur la nécessité de construire plus vite et mieux grands ensembles et cités vont remodeler le paysage urbain.

En 1951, dans la seule ville de Marseille, 36 000 familles sont en attente de logement, des milliers d'autres vivent dans des conditions d'insalubrité criantes et on ne recense pas moins de 26 bidonvilles du nord au sud de la métropole. Ils ne disparaîtront réellement que dans les années 1970 (pour réapparaître de nos jours) mais dès l'appel de l'abbé Pierre en 1954, la municipalité à l'image du pays entier se lance, en urgence, dans la construction de logements neufs "souvent de très mauvaise qualité", souligne Thierry Durosseau, architecte-urbaniste. L'arrivée des rapatriés d'Indochine, du Maroc ou de Tunisie, ne donnera lieu à aucun programme de logements. Il faudra attendre l'exode massif des Français d'Algérie de 1962 pour que des terrains soient réquisitionnés et qu'une vaste opération de construction de cités et grands ensembles soit menée. Si l'on en croit Jean-Jacques Jordi, spécialiste de l'histoire des Pieds-Noirs, "l'essentiel de ce

programme spécial est achevé". Il n'aura fallu que quatre ans pour que Marseille change complètement de visage. Là où les terrains étaient vierges, hormis quelques bastides, ont poussé immeubles et ensembles. "Des terrains seront réquisitionnés à Consolet, Campagne Lévêque au Ruisseau Mirabeau, à Saint Barthélémy, Bon Secours ou



Le paysage urbain de Marseille, transformé par les grands ensembles et cités.

encore au Merlan ou à Saint-Loup et Saint-Thys " précise Thierry Durosseau.

30 % des HLM seront réservées pour les rapatriés d'Algérie, on construira de nombreux immeubles en copropriété et Marseille sera précurseur dans les domaines des VEFA (Vente en état de futur achèvement). Ainsi, de nombreux appartements de la cité Bellevue à Saint-Mauront (3^e), du parc Sévigné à Sainte-Marguerite (9^e) ou du parc Kallisté (15^e) seront achetés sur plan par des Français d'Algérie au moment de l'indépendance.

On est loin de la réservation, en 1961, de 80 logements à la Rougrière, pour des rapatriés de Tunisie présents à Marseille depuis plusieurs années.

L'un des plus grands ensemble HLM construit à l'arrivée des Français d'Algérie sera Frais-Vallon avec quelque 1 500 logements, la plus grosse copropriété qui compte encore aujourd'hui de nombreux Pieds-Noirs est la Rouvière avec 2 000 appartements.

"L'implantation des Pieds-Noirs montre une ligne géoconcentrique qui enserre le Vieux-Port et l'hypercentre à six ou sept kilomètres", dit Jean-Jacques Jordi. Et de préciser : "Cette ligne, en partant du nord de la ville relierait entre eux les quartiers de la Calade, Notre-Dame-Limite, les

"Leur implantation montre une ligne géoconcentrique qui enserre le Vieux-Port et l'hypercentre à 6 ou 7 km".

Jean-Jacques Jordi

Ayagalades, Bon-Secours, Saint-Bathélémy, le Merlan, Saint-Just, Malpassé, la Rose, Montolivet, les Caillols, Saint-Barnabé, la Pomme, Saint-Loup, Saint-Tronc, Sainte-Marguerite, la Panouse, Saint-Giniez, Sainte-Anne et la Pointe-Rouge".



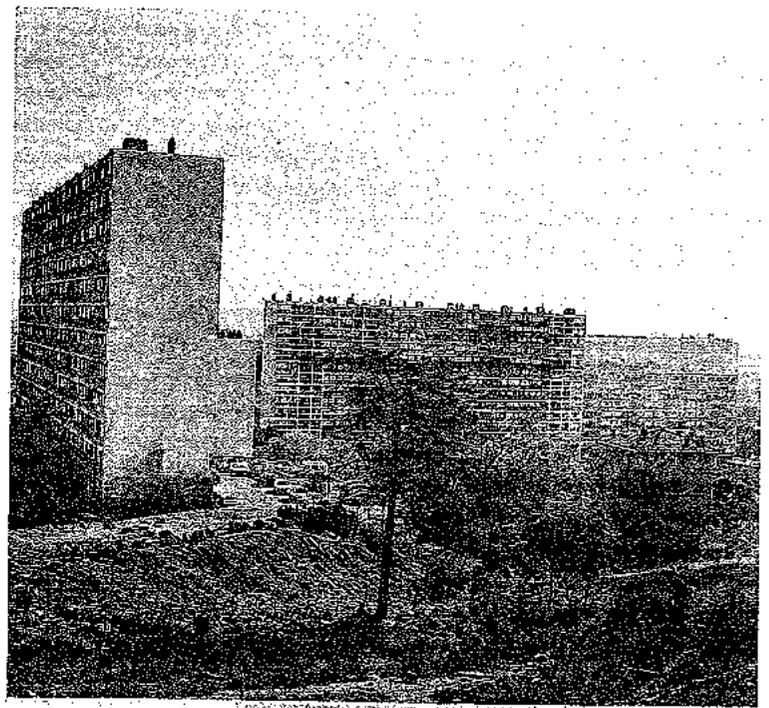
Ces vingt quartiers réunissent plus de la moitié des rapatriés d'Algérie et la plupart d'entre eux abritent les cités qui entourent le centre-ville.

À partir de 1970, les rapatriés des quartiers Nord se déplaceront vers le Sud et l'Est de la ville (8^e, 9^e et 10^e), ils seront remplacés dans les cités populaires par les populations immigrées. Les Pieds-Noirs contribueront à faire changer la typologie du logement urbain et à faire intégrer le modèle de grand ensemble et ce même par les classes supérieures. "On va passer du trois fenêtres marseillais au grand ensemble, aujourd'hui la moitié des Marseillais habitent dans des barres d'immeubles ou des tours"; dit encore Thierry Durosseau. ■

Sources : "De l'exode à l'exil, rapatriés et Pieds-Noirs en France, l'exemple marseillais". Jean-Jacques Jordi, l'Harmattan 1994 Paris.

"Ensembles et résidences à Marseille 1955-1975" Éditions Bik et Book, 2009 Marseille.

La cité la Rougrière (page de gauche) a servi de centre de transit pour les rapatriés d'Algérie. Certains avaient acheté sur plan ou au parc Sévigné dans le 9^e (en haut à droite) et au parc Kallisté dans le 15^e (en bas).





EQUIPEMENT collectif. Ecoles, hôpitaux, cliniques... L'offre a dû s'étoffer.

Une nécessaire modernisation

Lorsqu'une ville voit sa population s'accroître de 11% en quelques mois comme cela est arrivé à Marseille en 1962, elle doit pouvoir répondre à l'ensemble de ses besoins. En logements bien sûr mais aussi en équipements collectifs.

Ecoles et lycées

Dès septembre 1962, il aurait fallu créer 440 classes pour accueillir les enfants de rapatriés. Seules 84 classes primaires et maternelles ont été accordées à la ville, Marseille va installer des préfabriqués dans les cours d'école et les instituteurs pieds-noirs y enseigneront. Ces préfabriqués suivront l'évolution des enfants et viendront renforcer les collèges en attendant que de nouveaux établissements soient construits dans ou à proximité des cités d'habitation. En 1964, le lycée Daumier (8^e) sera inauguré puis le lycée Marcel Pagnol (10^e) en 1967.

Santé

La révision du plan d'hospitalisation à Marseille a été inévitable. Les hôpitaux de La Timone et Nord ont été agrandis et la clinique la Rési-

dence du Parc a été créée par un Pied-Noir. En 1961, le Dr Pol quitte Alger pour Marseille. En 1963, il décide de créer une clinique de 160 lits. Il sera aidé financièrement par l'ancien maire d'Oran, M. Fouque-Duparc qui est aussi directeur général d'une compagnie d'assurances. Pendant longtemps le personnel sera en majorité d'origine pied-noir.

Réseaux et économie

Les réseaux d'eau potable, d'assainissement, de transport urbain et de téléphonie seront aussi modernisés. L'économie sera dynamisée avec la création d'entreprises, généralement des entreprises artisanales, les dépôts de fonds dans les banques et les caisses d'épargne augmenteront, l'industrie alimentaire connaîtra un nouvel essor (fabrication de couscous, maison de la dattte, raviolis Patoni). Avec ces nouveaux mets, le mode de vie pied-noir va progressivement pénétrer celui de la métropole. ■

Sources : Abdelmalek Sayad, Jean-Jacques Joré, Émile Témine "Migrance. Histoires des migrations à Marseille" tome IV, Edisud.

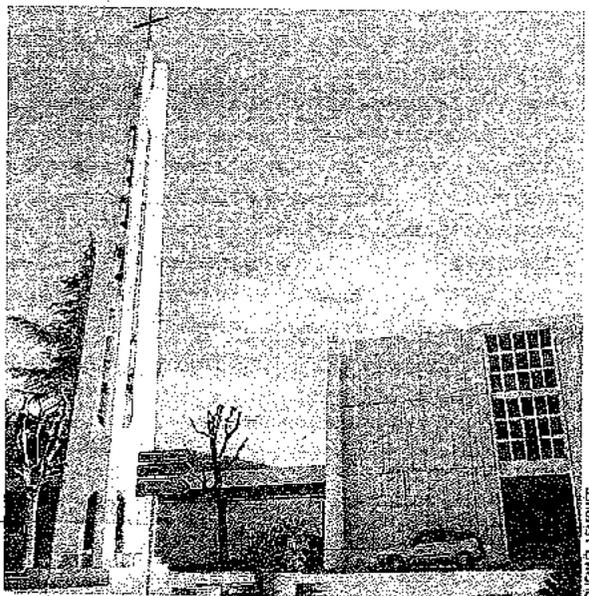
L'arrivée en masse des rapatriés a nécessité l'agrandissement de l'hôpital Nord.

Le village, fondé par des rapatriés et devenu commune le 26 août 1966, apparaît comme un substitut à l'Algérie perdue, avec pour ambition de reconstituer la vie de "là-bas".

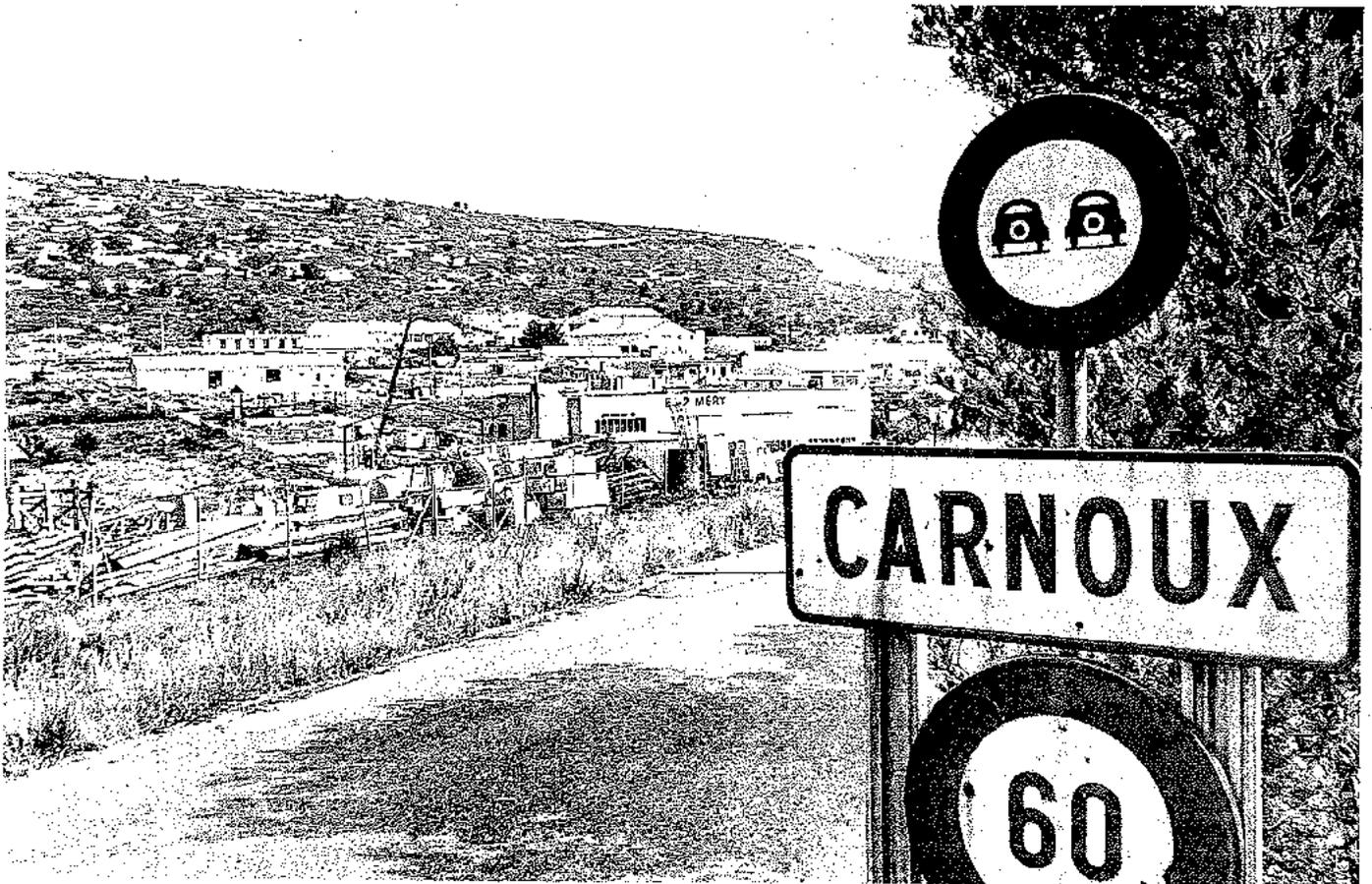
L'histoire de Carnoux est unique en France, cette commune a vu le jour le 26 août 1966, née d'une garrigue de 270 hectares située entre Cassis et Aubagne et faisant partie, à l'origine, de Roquefort-la-Bédoule. Cette terre provençale avait été achetée en 1957, au prix de 45 millions par un groupe de colons marocains afin d'y construire un ensemble pour un millier de rapatriés désireux de rester entre eux. Une coopérative immobilière sera créée en 1957 à Casablanca afin de mener à terme ce projet. En 1958 les travaux débutent, une première tranche de 45 villas est construite, suivront 250 autres maisons en 1962. Et de nombreuses difficultés d'autant plus que la préfecture a accordé les permis de construire avant que le terrain soit viabilisé. Petit à petit la coopérative

bat de l'aile. Les rapatriés d'Algérie vont trouver là un lieu pour reconstituer leur pays perdu. En 1966 Carnoux comptera 1 300 habitants, la communauté sera divisée en deux: les promoteurs et les nouveaux arrivants. Un administrateur sera délégué pour mettre de l'ordre dans la gestion de Carnoux mais le statut de son rattachement administratif reste posé, finalement La Bédoule et Aubagne donneront du terrain supplémentaire, 140 hectares pour la première et 25 pour l'autre, et Carnoux deviendra une commune à part entière avec son église Notre-Dame d'Afrique, ses écoles, son collège et son cimetière dominant la mer et orienté vers l'Algérie. Tout rapatrié natif de ce pays pouvait s'y faire inhumer jusqu'en 2000. Aujourd'hui, Carnoux compte 7 000 habitants. ■

L'église Notre-Dame d'Afrique - en référence à l'édifice religieux du même nom à Alger - a été construite en 1964.



Carnoux comme une petite Algérie



Fin 1959, on compte une dizaine d'habitants. Au recensement de 1962, 242 habitants sont dénombrés. Fin 1964, ils sont 948 habitants. En 1966, on compte 1300 Carnussiens au moment où Carnoux-en-Provence devient la 119^e commune des Bouches-du-Rhône, par détachement de Roquefort-la-Bédoule.

Dans l'église Notre-Dame-d'Afrique, la Vierge noire est une réplique de la basilique Notre-Dame d'Afrique d'Alger. Elle est l'objet d'un pèlerinage chaque 15 août à l'occasion de l'Assomption.

TÉMOIGNAGE (1)

"On ne peut pas tourner la page"



PHOTO: J. M. MARIANI

Pour Jocelyne Quessada tant que les non-dits sur l'Algérie, ne seront pas clarifiés, le mot fin ne pourra pas s'écrire.

Présidente de l'association des Oraniens de Marseille, Jocelyne Quessada affirme haut et fort *"la page de la guerre d'Algérie ne peut pas être tournée parce qu'elle n'a pas été lue jusqu'au bout"*. Pour elle les non-dits sont encore trop nombreux pour que le mot "fin" s'écrive. Elle avait 21 ans et venait de terminer sa formation d'institutrice lorsque les sanglants événements du 5 juillet 1962 l'ont décidé à quitter Oran. *"Ma famille aussi bien paternelle que maternelle était en Algérie depuis quatre générations, lorsqu'on nous a dit que ce n'était pas notre pays nous étions tous surpris nous avions largement droit au sol"*, dit-elle. L'histoire en a voulu autrement, le 10 juillet 1962 elle embarquait dans un avion direction Marignane. *"Un parent nous avait trouvé un appartement qui est devenu le lieu de transit de tous ceux que nous*

connaissons". Le 1^{er} septembre de l'année de l'exode elle épousera Roger, son fiancé oranais comme elle, et en novembre aura son premier poste d'institutrice dans le quartier de la Rose où elle fera toute sa carrière.

Chez Jocelyne, la blessure algérienne ne se refermera jamais. *"Souvent, le matin j'ouvrais les volets le plus tard possible, je me disais lorsque je les ouvrirais je serais de nouveau à Oran. Ce sont mes enfants qui m'ont sauvée de la dépression. J'ai voulu faire d'eux de vrais Marseillais, faire en sorte qu'ils se sentent ici chez eux"*.

"Avec mon mari, nous sommes retournés en Algérie, pour la première fois en 1982, nous y sommes allés avec nos trois enfants pour reconstruire la chaîne".

Et de conclure : *"J'ai l'impression d'avoir vécu une vie qui n'aurait pas dû être la mienne. Je suis de là-bas et pas d'ailleurs"*. ■

D'Algérie et pas d'ailleurs

Plusieurs associations réunies dans le collectif Anfanoma (association nationale des Français d'Afrique du Nord d'Outre-Mer et leurs amis) sont organisatrices de la première journée de commémoration du cinquantenaire de l'exode. Celle-ci aura lieu le samedi 12 mai et revêt un caractère plus spirituel que politique. Les cérémonies débuteront à 14h30 par un départ, depuis le Vieux-Port, de plusieurs bateaux vers le monument aux morts d'Orient pour un jeté de gerbe en mer. Dès le retour des bateaux au quai du Port à 15 h 30, débarquement des statues de Notre Dame d'Afrique, de Notre-Dame de Santa-Cruz (sainte patronne des Oranais) et de saint Augustin rejointes par celle de saint Michel de La Ciotat pour partir en procession vers l'église Saint-Laurent puis la cathédrale de La Major où une messe solennelle est présidée par Mgr Jean- Pierre Eitut. Cette journée s'achèvera par la cérémonie de "transmission de la mémoire". Les anciens remettront aux plus jeunes une médaille, en échange, ces derniers s'engageront à perpétuer l'histoire.

Plus officielle puisque la Ville de Mar-

seille et l'Etat via la préfecture y sont associés, la seconde commémoration de l'exode des Pieds-Noirs se déroulera sur trois jours les jeudi 28, vendredi 29 et samedi 30 juin à l'initiative de l'association Marseille, 50 ans après.

Tout débutera le jeudi 28 à 17h30 à Maison Blanche, la mairie des 9^e et 10^e arrondissements, par un concert de musique militaire donné par la formation de la légion étrangère. Cinquante-cinq légionnaires musiciens seront réunis sur scène. Le lendemain, le vendredi 29 juin à 16 h 30, une plaque en bronze, œuvre du sculpteur Gérard Vie sera apposée sur le monument aux rapatriés dit monument de l'hélice. Jean-Claude Gaudin, sénateur-maire de Marseille et Hugues Parant, préfet des Bouches-du-Rhône devraient présider la cérémonie.

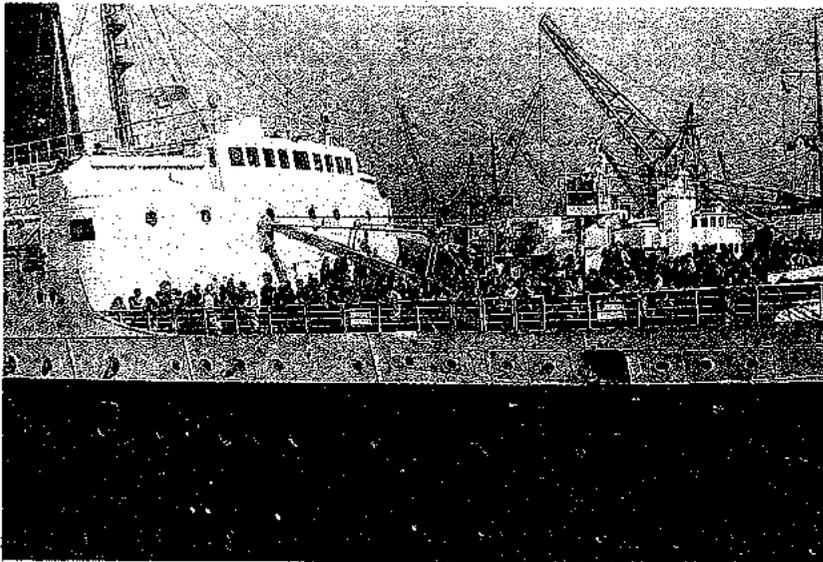
Le samedi 30 juin à partir de 9 h, à l'auditorium du Pharo, la journée débutera en fanfare par des musiques militaires. Elles donneront le "la" aux tables rondes, débats, expositions qui marqueront cette journée animée par des écrivains, historiens, journalistes... La projection du film de Charly Cassan *La valise ou le cer-cueil* servira de base au débat. ■

Un mémorial tombé dans l'oubli...

Le projet avait une trentaine d'années, il était sur le point d'aboutir lorsque la Ville de Marseille a fait machine arrière et depuis plus rien. Le mémorial de la France d'Outre-Mer semble être tombé dans l'oubli. En 1996, Guy Forzi, délégué interministériel aux rapatriés était sur le point de conclure la réalisation d'un mémorial de la France d'Outre-Mer au fort Saint-Jean, il disposait même d'un budget de 90 millions de francs. En 2000, Jean-Claude Gaudin décide de créer un mémorial municipal compte tenu de la position portuaire de Marseille et de ses relations commerciales avec l'ancien empire colonial

français et du nombre de rapatriés qui ont choisi de s'y installer. En 2003, Jean-Pierre Raffarin, alors premier ministre, annonce que l'Etat s'associera à ce projet. Un lieu avait été trouvé, boulevard Rabatau (8^e), derrière le parc Chanot, Jean-Pierre Lott, architecte avait été choisi pour aménager les 3 750 m² du mémorial pour un budget de 7 à 11 millions d'euros et Jean-Jacques Jordi, historien spécialiste de l'Algérie, devait en assurer la direction. Le projet a créé la polémique, certains disant qu'il s'agissait de glorifier la colonisation. Les travaux auraient dû commencer en 2005, le projet a été abandonné en 2006. ■

Par des cérémonies religieuses ou des manifestations plus officielles, les associations de Pieds-Noirs ont à cœur de marquer le cinquantième anniversaire de l'exode.



Au départ d'Algérie les bateaux étaient pleins à craquer et à l'arrivée les conditions de vie parfois sommaires comme ici à l'hôtel Bompard.



TÉMOIGNAGE (2)

"L'image de mon départ d'Alger me hante"



Cinquante ans plus tard, André Ordines ne peut pas encore se résoudre à revoir l'Algérie.

Il ne se passe pas un jour depuis 50 ans où André Ordines ne pense à l'Alger de son enfance, à son quartier, son immeuble. Là, où deux de ses beaux-frères ont été enlevés, le 27 juillet 1962, pour ne plus revenir, là où son père a failli subir le même sort. Lui avait été dans l'obligation de quitter l'Algérie, début juin 1962, emporté par le plan Simoun qui consistait à éloigner du djebel les jeunes de 19 à 20 ans, même sursitaires. "J'ai été poussé vers le Nord, je me suis retrouvé à Cambrai. Je ne connaissais aucun des jeunes qui étaient avec moi". Il restera plusieurs semaines sans nouvelles des siens. "Je savais qu'il se passait des choses mais que mes parents vivaient". Ce fut ainsi pendant six mois, moment de sa première permission. Entretemps, sa mère et sa plus jeune sœur étaient venues en France, en région parisienne, son père qui travaillait

aux Transports Algérois, était resté sur place, le temps de pouvoir prendre sa retraite.

André Ordines a retrouvé sa famille au Petit-Clamart en région parisienne et retrouvait aussi Michèle, une jeune fille de son immeuble dont il était le confident. C'est pour la rejoindre qu'il vint à Marseille, elle logeait au square Michélet. Ils se sont mariés ont longtemps vécu avec leur fils, à la cité La Citadelle au Merlan avant de s'installer dans le quartier de la Capelette.

Quand il évoque l'Algérie ses yeux se remplissent de larmes, il n'a jamais pu y retourner lui qui préside l'amicale des Algérois de Provence. "La dernière image que j'ai gardé d'Alger c'est le quartier du port, animé, illuminé et les drapeaux tricolores sur les bâtiments publics. Je ne peux me résoudre à revoir ma ville autrement". Sauf à travers ses souvenirs. ■

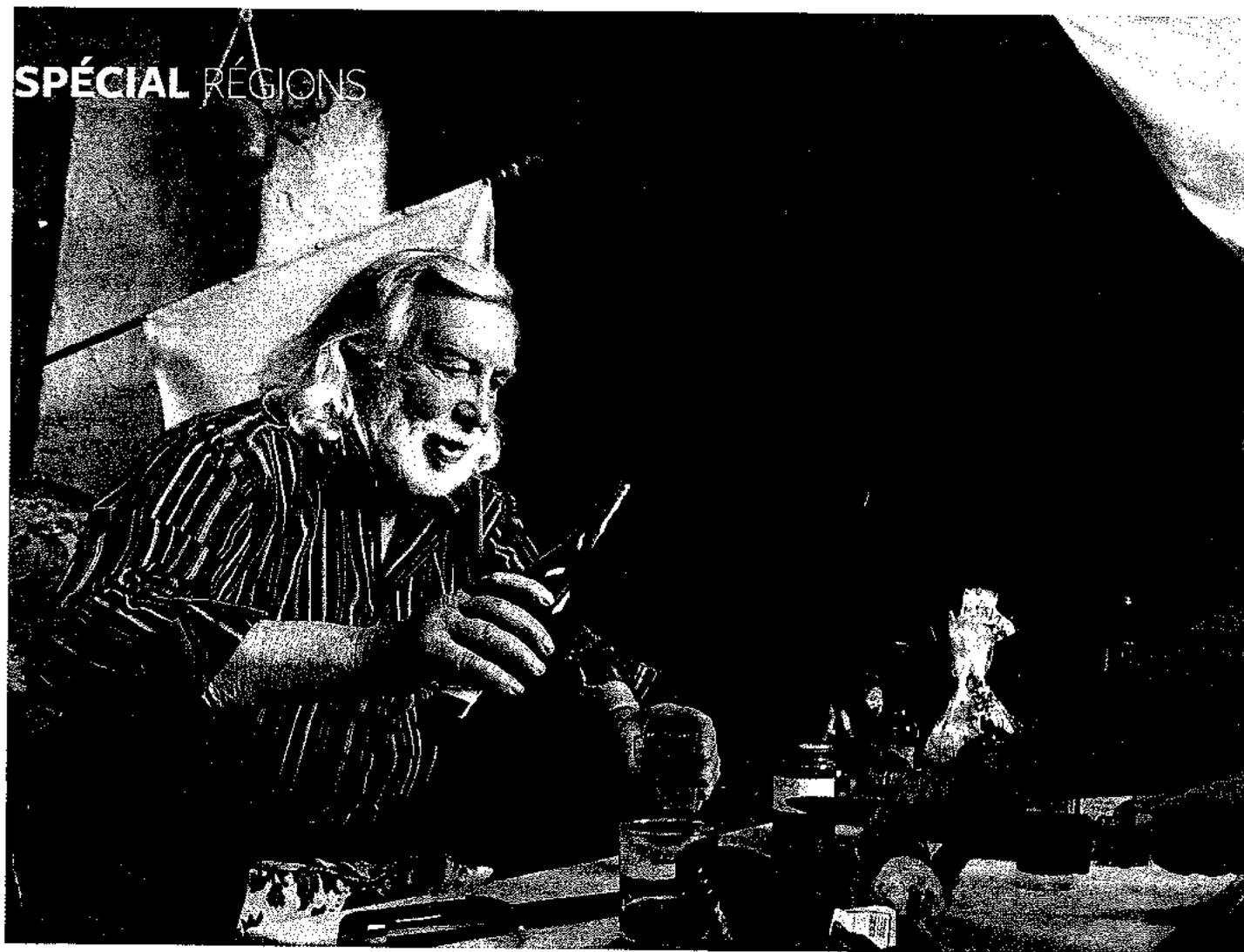
L'EXPRESS

MARSEILLE

Le vrai pouvoir
des Corses



DOSSIER RÉALISÉ PAR HELENE CONSTANTY
REPORTAGE PHOTO: ROMAIN LAFABREGUE/ALPACA/ANDIA POUR L'EXPRESS
REDACTEUR EN CHEF: MICHEL FELTIN-PALAS



Une appartenance à double tranchant

Si les Corses sont moins nombreux à Marseille qu'on ne l'imagine souvent, leur influence est bien réelle dans certains domaines, comme la médecine, la justice... et bien sûr la politique.

HÉLÈNE CONSTANTY

Dans son petit bureau du pavillon Daviel, derrière l'hôtel de ville, José Alligrini s'interroge à haute voix. « Être corse, ça veut dire quoi ? Nous sommes dissous dans la population marseillaise. Seuls quelques-uns cultivent la légende de notre

influence. » Avant de finir sa phrase, l'adjoint (UMP) de Jean-Claude Gaudin, originaire de Belgodère, en Balagne, est interrompu par un coup de fil : « Allô... Une chambre seule ? Elle a été opérée par qui ? Je vais voir ce que je peux faire. » Tous les jours, il répond à des sollicitations de ce type de la part de... compatriotes, qui pour trouver une chambre individuelle



CONVIVIALITÉ

Henri Parsi, président de Presenza Corsa, et son ami Didier Bianchi, auteur des *Couteaux corses*.

S'ils occupent dans l'imaginaire marseillais une place incontestable, c'est avant tout parce qu'ils forment une communauté soudée

à l'hôpital, qui pour réclamer un stage pour un neveu.

Si l'on s'en tenait aux seuls chiffres officiels, José Allegrini aurait raison. Les Corses auraient joué un rôle majeur dans l'histoire de Marseille (voir aussi page XVIII), mais leur présence serait de moins en moins visible à mesure que la ville grandit. Selon l'Insee, les habitants de Marseille nés dans l'île ne sont que 7 000. Une aiguille dans une botte de 850 000 personnes ! Mais ce chiffre ne dit pas



FIGURE

Jean-Noël Guérini, sénateur et président (PS) du conseil général des Bouches-du-Rhône, s'estime victime d'un « racisme anti-corse ».

tout. Le lieu de naissance étant la seule donnée chiffrable, il est impossible de savoir qui est né à Marseille de parents ou de grands-parents eux-mêmes nés dans l'île. Or, on peut être marseillais depuis plusieurs générations et retourner chaque été au « paese », entretenir le tombeau familial et inscrire ses enfants à l'option langue corse au baccalauréat. Avec cette définition large de la communauté, les estimations, au « doigt mouillé », atteignent environ 100 000 personnes.

« Je revendique ma culture », affirme à L'Express Jean-Noël Guérini. Le président du conseil général des Bouches-du-Rhône, qui n'aime rien tant que partager une pizza en sortant du « paquebot bleu » (l'hôtel du département) avec ses amis insulaires et terminer la soirée en chantant des « paghielle », est pourtant bien placé pour savoir ce que ses origines peuvent avoir de péjoratif aux yeux de certains. « J'ai toujours senti un racisme anticorse. On est montré du doigt. Avec le nom que je porte, je ne vous dis pas ! » précise-t-il. Jean-Noël Guérini, arrivé à Marseille à l'âge de cinq ans, est né dans le même village, Calenzana, que les frères Guérini, célèbres caïds de l'après-guerre (voir aussi page XIV), bien qu'il ne partage aucun lien de famille avec eux. Depuis sa mise en examen, en septembre 2011, pour prise illégale d'intérêt, trafic d'influence et association de malfaiteurs, le patron du département sent plus que jamais le poids de son nom. Au pied de la Bonne Mère, l'appartenance insulaire a toujours été à double tranchant, à la fois un atout et un handicap...

La même épopée familiale

Si les Corses occupent, dans l'imaginaire marseillais, une place incontestable, c'est avant tout parce qu'ils forment une communauté soudée. Tous les notables racontent, peu ou prou, la même épopée familiale, une his-

toire d'ascension sociale dans laquelle on trouve toujours un compatriote pour donner le coup de pouce décisif au moment opportun. « J'ai débarqué pieds nus. Chez nous, on ne mangeait pas de la viande tous les jours », se souvient Jean-Noël Guérini. « Je ne parlais pas un mot de français lorsque je suis entré à l'école primaire, à Calacuccia », renchérit Antoine Versini, ténor du barreau de Marseille, dont l'érudition et l'éloquence colorent depuis quarante ans les audiences criminelles du palais de justice. « A mon arrivée à la fac d'Aix, poursuit-il, je ne connaissais personne. En 1969, je déchargeais les bananes sur le port pour financer mes études. C'est un avocat corse qui m'a pris en stage. » Les fils de bonne famille de Bastia et d'Ajaccio n'avaient, eux, pas besoin de s'exiler pour entrer au barreau.

Des hommes qui ont marqué la médecine de leur empreinte

De nombreux jeunes insulaires, débarqués sur le continent dans les années 1960, ont mené de brillantes carrières dans deux filières, la justice et la médecine, très valorisées aux yeux de la famille restée au pays. « Il y a quelques années, lorsqu'on pénétrait dans le hall de l'hôpital de la Timone, on était frappé par le nombre de noms en "i" affichés sur le tableau des chefs de service », se souvient Jean Tomasini, vice-président de la Maison de la Corse, qui, lui, a tracé son sillon dans l'administration de la Sécurité sociale. Parmi ces grands noms de la médecine publique figurent le Pr Charles Mattei, le neurochirurgien François Grisoli, fils de Jean, lui-même chirurgien et célèbre professeur d'anatomie, le cancérologue Xavier Serafino... Des hommes qui ont marqué la médecine de leur empreinte et qui se sont aussi fortement impliqués dans la vie publique de leur profession. Aujourd'hui encore, les Corses occupent les postes clefs au conseil de l'ordre des médecins : le président, ●●●

●●● Henry Zattara, le secrétaire général, Marc-André Distanti, le vice-président, Ange-François Vincentelli... Ils « tiennent » également la faculté de médecine, avec le doyen Georges Leonetti.

Plusieurs robes noires originaires de l'île de Beauté

Ce goût pour le pouvoir se manifeste avec encore plus d'éclat chez les avocats. L'actuel bâtonnier du barreau de Marseille n'est pas corse, mais il a succédé à Dominique Mattei (2009-2010) et aura pour successeur Erick Campana, élu dauphin en novembre 2011. Les 1 500 avocats inscrits au barreau, parmi lesquels on ne dénombre pourtant qu'une cinquantaine de Corses, ont élu depuis les années 1990 plusieurs robes noires originaires de l'île de Beauté : José Allegrini, Sixte Ugolini, Pierre Paolacci... « On nous surnomme les bâtonniers figatelli », plaisante José Allegrini.

Compte tenu de cet appétit des Corses pour le jeu politique, rien d'étonnant à ce qu'ils soient particulièrement bien représentés parmi les élus. Rien qu'à la mairie de Marseille, ils sont nombreux parmi les adjoints : Bernard Susini, Jacques Rocca Serra, Solange Biaggi, José Allegrini,

LE CERCLE DES NAGEURS, QG CORSE

Bien sûr, il n'est pas nécessaire d'être corse pour entrer au Cercle des nageurs... mais cela aide.

Pour devenir membre de ce centre de natation historique, fondé en 1921 dans l'anse des Catalans, et obtenir le privilège rare de nager dans sa piscine d'eau de mer découverte, avec vue sur les îles du Frioul, il ne suffit pas de payer 1 600 euros de droit d'entrée et 1 290 euros de cotisation annuelle. Il faut d'abord être parrainé par deux sociétaires et montrer une lettre de recommandation justifiant de sa bonne moralité. Les Corses influents de Marseille adorent s'y retrouver, autant pour enchaîner des longueurs dans la piscine olympique que pour déjeuner entre eux au restaurant du cercle, sous le regard bienveillant de Paul Leccia, président de ce lieu mythique depuis 1990. Parent de feu le sénateur Bastien Leccia, un fidèle de Gaston Defferre qui a contribué à structurer les réseaux corses de Marseille, cet homme affable à la crinière blanche, dont la famille est originaire de Conca, au nord de Porto-Vecchio, connaît le gratin de la ville. A la fois catholique et franc-maçon (Grand Loge de France), il s'efforce d'accueillir toutes les sensibilités dans son domaine perché sur le rocher, qui bénéficie de subventions de la mairie aussi bien que du conseil général. Mais cela tient parfois de la mission impossible, comme en témoigne cette altercation, en mars 2010, entre Renaud Muselier et Alexandre Guérini, relatée par Marsactu : le frère du président du conseil général, passant devant le restaurant en sortant de l'eau, s'en était vivement pris au député UMP, qu'il soupçonnait d'être à l'origine de ses démêlés avec la justice. Paul Leccia refuse de commenter l'incident, précisant que les statuts du cercle prévoient qu'on n'y parle « ni religion ni politique ». Autant demander à un Corse de cesser de respirer... ●



Patrick Padovani... (voir aussi page VIII).

Même chez ceux qui n'ont gardé avec leur terre ancestrale qu'un lien distendu, l'appartenance à

la communauté est souvent brandie en étendard. Le club de Quenza, créé il y a cinq ans par Marc Pietri, l'un des principaux bâtisseurs d'Euroméditerranée, en offre un exemple frappant. Tous les étés, ce promoteur réunit une poignée d'amis d'origine insulaire pour une prière dans la chapelle familiale de Quenza, suivie d'un banquet chez Félicien Balesi, au restaurant Sole e Monti. Rien que du beau monde, de l'avocat pénaliste parisien Jean-Pierre Versini-Campinchi au PDG d'Air France-KLM Jean-Cyril Spinetta... « Nous sommes surtout festifs et paillard », affirme Marc Pietri, qui adore toutefois « jouer au jeu du mythe » et se délecte des commentaires sur le pouvoir prêté à son petit cercle. Cela fait pourtant cent quarante ans que la famille Pietri a quitté l'île pour le continent. Mais l'influence corse n'a pas fini de faire fantasmer. ● H. C.

LES CHOUCROUS DE LA SNCM

Le tuyau se refile de bouche à oreille : la compagnie maritime historique ferait bénéficier les Corses de tarifs préférentiels sur les traversées entre le continent et l'île !

Une ristourne de 20 à 40 %, sous réserve de posséder un code secret que l'on donne en achetant son billet sur Internet ou par téléphone...

Rien de très mystérieux, en réalité. En 2012, et pour la quatrième saison consécutive, la SNCM a signé un accord avec les trois principales fédérations d'associations corses (Comité de coordination des Corses de l'extérieur, Fédération des groupements corses de Marseille et des Bouches-du-Rhône et Fédération régionale des associations culturelles corses).

Ces institutions concurrentes (lire le détail de leurs chamailleries page VI) ont obtenu pour leurs membres des avantages similaires à ceux des comités d'entreprise. Pour en profiter, il faut obligatoirement être adhérent d'une association corse et présenter sa carte au moment de monter à bord. « En 2011, environ 2 000 personnes en ont bénéficié », précise Pierre Marcy, directeur des ventes de la SNCM, pour qui il s'agit d'une opération gagnant-gagnant.

La compagnie, soumise à la concurrence des bateaux jaunes de Corsica Ferries, fidélise ainsi des clients réguliers, qui se rendent souvent en Corse. Les responsables associatifs, eux, y voient un moyen facile de gonfler le nombre de leurs adhérents.

Ils sont d'autant plus dévoués à la SNCM que celle-ci prend aussi souvent en charge le transport des musiciens ou des écrivains insulaires invités à Marseille.

Zizanie à la Maison de la Corse

Rien ne va plus rue Sylvabelle. Les présidents d'associations corses de Marseille se disputent le privilège de représenter la diaspora.

Ils ont beau avoir les cheveux blancs, les dirigeants des associations corses de Marseille se chamaillent comme des petits garçons dans une cour de récréation. En jeu : le contrôle de la Maison de la Corse, un bel hôtel particulier du VI^e arrondissement prêté par la mairie, où les insulaires, rassemblés au sein de la Fédération des groupements corses de Marseille et des Bouches-du-Rhône, ont l'habitude de se rassembler depuis plus de cinquante ans.

Au départ, cette fédération avait clairement une vocation politique. Créée en 1959 par le socialiste Bastien Leccia (qui sera élu plus tard député puis sénateur), elle avait pour but de solidifier la communauté autour du maire, Gaston Defferre. Depuis 1999 et le remplacement de Bastien Leccia par Jean Grazi, la couleur rose semblait s'être estompée. L'actuel président, ancien proviseur du lycée Saint-Exupéry, affirmait haut et fort son apolitisme, jusqu'à ce qu'il se fasse remettre les insignes de chevalier de la Légion d'honneur par le maire (UMP) Jean-Claude Gaudin en personne, le 26 octobre 2007. A partir de ce jour, tout a dérapé : jalousies, rivalités, accusations réciproques de récupération politique pendant la campagne des municipales de 2008... Jusqu'à la scission de 2009. Plusieurs responsables associatifs, menés par Henri Parsi, 70 ans, actuel président de *Prezenza Corsa*, ont quitté le toit de la Maison de la Corse pour fonder un mouvement concurrent, la Fédération régionale des associations culturelles corses, dont la présidence a été confiée à Jacques Pantaloni, 75 ans, professeur émérite des universités et ancien

recteur de l'académie de Corse.

Jusqu'alors, la Maison de la Corse était nourrie de subventions généreuses, à la fois de la mairie de Marseille (22 000 euros par an), du conseil régional (3 000 euros) et du conseil général des Bouches-du-Rhône (15 000 euros). Les dissensions ont conduit Jean-Noël Guérini à lui couper les vivres en 2009. A 72 ans, Jean Grazi, que même ses fidèles qualifient d'« autocrate », s'accroche néanmoins à son fauteuil. Sous l'œil goguenard de l'adjoint au maire (UMP) José Allegrini : « Gaudin lui a remis la Légion d'honneur en reconnaissance de ses mérites passés, pas pour qu'il reste. Il faut toujours se lever de table avec un peu d'appétit. » ● H. C.



LES PRINCIPALES ASSOCIATIONS

INSTITUT CORSE-MÉDITERRANÉE

Organise des conférences, des expositions et des voyages

- 600 adhérents
- Président : Jean-Baptiste Renucci
- 5, place Sadi-Carnot, 13002 Marseille
- 04 91 90 03 45
- <http://icmcorse.org>
- icmcorse@gmail.com

COMITÉ DE COORDINATION DES CORSES DE L'EXTÉRIEUR

Lien entre la Corse et la diaspora, en France et à l'étranger

- 580 adhérents
- Président : Jean Grazi
- Maison de la Corse, 69, rue Sylvabelle, 13006 Marseille
- 04 91 13 48 50
- corsesdelextérieur@gmail.com

RECHERCHE SUR L'HISTOIRE DES FAMILLES CORSES

Recherches généalogiques

- 420 adhérents

- Présidente : Christiane Padovani
- Maison de la Corse, 69, rue Sylvabelle, 13006 Marseille
- http://association_rhfc_genealogie.pagesperso-orange.fr
- 04 91 53 44 97
- rhfc.corsica@gmail.com

KALLISTÉ

Organise chaque année depuis vingt-huit ans les Journées culturelles corses à Aubagne

- 300 adhérents
- Président : Jean-Claude Cesari
- Maison de la Corse, 69, rue Sylvabelle, 13006 Marseille
- 04 91 13 48 50
- jeanclaudecesari@wanadoo.fr

AMICALE CORSE DE LA RÉGIE DES TRANSPORTS DE MARSEILLE

- 250 adhérents
- Président : Michel Orsini
- Maison de la Corse, 69, rue Sylvabelle, 13006 Marseille
- 06 83 71 64 76

SCOLA CORSA

Enseignement de la langue corse

- 150 élèves et 6 professeurs
- Présidente : Simone Tramoni
- Maison de la Corse, 69, rue Sylvabelle, 13006 Marseille
- 04 91 13 48 50

PRESENZA CORSA

L'une des plus anciennes, fondée en 1972

- 150 adhérents
- Président : Henri Parsi
- 19, bv Fifi-Turin, 13010 Marseille
- 06 11 56 33 61
- aigleimperiale@wanadoo.fr

AMICALE DES CHIRURGIENS-DENTISTES CORSES DES BOUCHES-DU-RHÔNE

- 120 adhérents
- Président : Alain Mondoloni
- 2, rue Sainte-Victoire, 13006 Marseille
- 04 91 37 47 87
- mondolonia@neuf.fr

Le vote corse, un enjeu marseillais

A Marseille, le vote insulaire est toujours recherché. Les prochaines législatives le prouvent : dans le centre-ville, une candidate accompagnée d'un suppléant corse en affronte une autre 100 % corse...

Les élections législatives des 10 et 17 juin prochains vont donner lieu à une bataille passionnante dans le centre-ville.

La 4^e circonscription, dont le redécoupage avantage clairement la gauche, voit s'affronter plusieurs candidats qui font les yeux doux à l'électorat corse, en particulier au nord du Vieux-Port (Panier, Joliette), le quartier historique de l'immigration insulaire. A gauche, Lisette Narducci, maire des II^e et III^e arrondissements, d'origine italienne, a démissionné du PS afin de se présenter contre le candidat investi par son parti, Patrick Mennucci, maire des I^{er} et VII^e arrondissements, lui aussi petit-fils d'immigrés italiens. A droite, l'UMP a désigné une Corse, Solange Biaggi (« J'ai la tare à 100 % », blague-t-elle), conseillère générale du canton de Notre-Dame-du-Mont et adjointe de Jean-Claude Gaudin à la mairie.

Les deux femmes se disputent âprement le vote corse. Lisette Narducci, une fidèle de Jean-Noël Guérini, a choisi comme suppléant Jean-Baptiste Renucci, novice en politique mais très connu au sein de sa communauté. Né au Panier dans une famille originaire du haut Taravo, cet ophtalmologiste, installé rue de la République depuis 1974, est engagé de longue date dans le monde associatif. Président de l'institut Corse-Méditerranée, un centre à vocation culturelle qu'il a créé en 1999 et qui revendique 600 adhérents, ce cousin du maire d'Ajaccio est aussi un pilier du milieu catholique. Il

s'occupe, depuis vingt ans, du Comité des vocations sacerdotales pour la Corse, fondé en 1934 par le professeur de médecine Charles Mattei afin d'aider le diocèse insulaire à attirer de jeunes prêtres. Une fois par an, le Dr Renucci organise une grande messe à la cathédrale de la Major, présidée par l'évêque de Corse, où résonnent les chants polyphoniques des confréries et où se présentent pas moins de 2 000 personnes. Lui-même prier de la confrérie Saint-Antoine-Abbé de Piana, il se rend une fois par mois dans l'île. Jean-Baptiste Renucci est également responsable régional de la délégation du Souvenir napoléonien, une institution au rayonnement international.

« Elle est la candidate d'un clan », raille le candidat du PS

Dans le camp d'en face, l'UMP Solange Biaggi va tenter, elle aussi, de faire vibrer la fibre corse, mais dans un autre registre. Cette grande bourgeoise plantureuse, dont la villa blanche se dresse fièrement dans l'anse des Catalans, face au Cercle des nageurs, est bien connue au centre-ville pour avoir tenu une pharmacie pendant vingt et un ans sur le cours Lieutaud. Le parcours de ses ancêtres est emblématique de la réussite sociale des Capcorsins entrepreneurs du début du xx^e siècle : son grand-père Biaggi a fait fortune dans le commerce du café à Porto Rico, tandis que son grand-père Calizi bâtissait un empire dans le ravitaillement maritime sur le port



^ À DROITE... Solange Biaggi, candidate UMP, en campagne pour les législatives.

de Marseille, à l'époque où le commerce avec les colonies était florissant.

Face à ces deux femmes, la partie risque de ne pas être facile pour Patrick Mennucci, qui pensait emporter la circonscription sans coup férir avant que Lisette Narducci ne se dresse sur son chemin. « Elle est la candidate d'un clan », raille le candidat officiel du PS, agacé de voir le ban et l'arrière-ban de la communauté aux côtés de sa rivale. Le 31 mars, lors de l'inauguration du local de campagne de la dissidente, rue Caisserie, ils étaient tous là : le vieil avocat Marcel Paoli, président de son comité de soutien, ex-adjoint à la culture de Gaston Defferre, le Dr François Franceschi, chirurgien ophtalmologiste et candidat (sans étiquette) aux législatives dans la 5^e circonscription (IV^e, V^e et VI^e arrondissements), face au député sortant, l'UMP Renaud Muselier...

Cette élection ne fait pas exception : la communauté corse a toujours joué un rôle important dans le jeu politique marseillais. Les fils de Pascal Paoli, il est vrai, manifestent un appétit supérieur à la moyenne pour le débat public et se délectent des manœuvres électorales, qualifiées dans l'île de « pulitichella ». Ils ont été particulièrement choyés pendant le règne de Gaston Defferre, dont l'adjoint Bastien Leccia avait fondé

Un appétit supérieur à la moyenne pour le débat public



la Maison de la Corse (voir aussi page VI). Jean-Noël Guérini, qui a appris à faire de la politique dans le quartier du Panier, en est aujourd'hui le représentant le plus emblématique. Lorsqu'il a débarqué à Marseille, il a été couvé par son oncle paternel, Jean-François,

^... ET À GAUCHE : Lisette Narducci, candidate PS, et son suppléant, le Dr Jean-Baptiste Renucci.

conseiller général SFIO de ce canton. Celui-ci lui a dégoté un emploi à l'office HLM départemental et lui a mis le pied à l'étrier, en favorisant son élection comme conseiller municipal du Panier, dès 1977, sur la liste de Gaston Defferre. Nourri au biberon du

clientélisme, à une époque où il était naturel de procurer emplois et logements à ses compatriotes, il refuse de condamner ces méthodes qui lui ont merveilleusement réussi... jusqu'à ces derniers mois. « Oui, j'ai aidé des gens à se loger. Mais à quoi sert la politique si on n'est pas à la disposition de ses concitoyens ? » argumente-t-il. « S'il a poussé le communautarisme jusqu'à son paroxysme, c'est qu'il a le culte de la relation humaine », plaide son avocat, Dominique Mattei. « Il n'y a plus de vote corse, tranche l'ancien député Philippe San Marco, qui a quitté le PS pour dénoncer les pratiques de la fédération des Bouches-du-Rhône. Mais l'entretien des identités, fussent-elles imaginaires, n'est pas inutile. » Le résultat des urnes dans la 4^e circonscription donnera un signe fort de l'acceptation ou du rejet de ce système. ■ H. C.

Leurs têtes d'affiche

DOMINIQUE MATTEI ▾

Le « ribellu »

Deux grandes toiles ornent le bureau de Dominique Mattei, à deux pas du palais de justice : une tête de Maure stylisée, évocatrice du drapeau corse, et une scène de guerre dans la jungle d'Indochine, en mémoire de son père, le lieutenant-colonel Antoine Mattei, héros de la Légion étrangère. L'ex-bâtonnier du barreau de Marseille, qui a quitté son île natale à l'âge de 3 ans pour suivre son père dans ses pérégrinations, ne compte qu'un tiers d'insulaires dans sa clientèle, mais la « corsitude » colore sa carrière. Ce fumeur de cigares à la voix enveloppante est l'avocat des Corses qui font la Une, notables et voyous mélangés : Jean-Noël Guérini, Ange-Toussaint Federici (condamné à vingt-huit ans de prison pour sa participation au triple assassinat du bar des Marronniers, en 2006, dont le procès en appel devrait se tenir prochainement), feu Marie-Jeanne Bozzi (ex-maire de Grosseto-Prugna, assassinée en Corse en avril 2011)...

« L'éloquence, le courage et le culte de la relation humaine » expliquent, selon lui, la brillante carrière de nombreux avocats corses au barreau de Marseille. Auxquels il ajoute, le concernant, une « défiance vis-à-vis des institutions ».

JEAN-JACQUES CAMPANA >

Le confident des caïds

Les épais dossiers cartonnés entassés sur son bureau portent plus souvent des noms à consonance arabe que terminés par « i ». « J'ai une clientèle traditionnelle et nos prisons sont remplies à 60 % de Maghrébins », reconnaît Jean-Jacques Campana. Cet avocat pénaliste à l'ancienne, au sourire généreux, défend aussi de célèbres voyous corses, comme Gérald et Michel Campanella (voir page XIV) ou Patrick Boudemaghe, un acteur clef de l'affaire Guérini, mis en examen dans deux dossiers de marchés publics présumés frauduleux passés par les conseils généraux des Bouches-du-Rhône et de Haute-Corse. Né à Vivario, Jean-Jacques Campana est arrivé sur le continent après son bac,



Jean-Jacques Campana, avocat pénaliste.

comme tous ceux de sa génération désireux de poursuivre des études supérieures. « J'hésitais entre la blouse blanche et la robe noire », se souvient-il. Le noir a gagné. Après ses études à la faculté d'Aix, il est entré au cabinet de Camille Giudicelli, la « papesse » des avocats marseillais, à la grande époque des procès de la French Connection. Il n'a plus jamais quitté, depuis, les abords du palais de justice, où ses compatriotes règnent en seigneurs. Sans regret pour la blouse blanche.

MARC PIETRI >

L'Américain

Il est né au Maroc et son épouse est originaire du Queyras. Il n'empêche : Marc Pietri n'a rien perdu de sa fibre corse. Ni avocat, ni flic, ni médecin, c'est dans l'immobilier que cet homme carré, à la barbe poivre et sel, a tracé sa route atypique. Entré dans le groupe Constructa il y a quarante ans, il en a progressivement pris le contrôle, ce qui lui vaut d'être l'un des rares Marseillais à figurer au classement des 500 plus grandes fortunes françaises de *Challenges* (333^e rang en 2011, avec 110 millions d'euros). Toujours vêtu d'un tee-shirt noir sous une veste de même couleur, à la mode des architectes, Marc Pietri adore raconter les « missions commandos »



Marc Pietri, promoteur immobilier.

à l'étranger qui ont fait sa réputation et sa fortune. Pendant vingt ans, à partir du début des années 1980, il a beaucoup travaillé aux Etats-Unis, au Brésil ou au Mexique, au secours des grands investisseurs français en difficulté dans des opérations immobilières, puis à son tour en tant que promoteur. C'est lui qui a réalisé, par exemple, l'hôtel Sofitel de New York, rendu célèbre par l'affaire DSK. Depuis dix ans, on le voit beaucoup à Marseille, au cœur du projet Euroméditerranée. Il a réalisé la rénovation des docks et construit maintenant les quatre grands immeubles des quais d'Arenc.



Dominique Mattei, ténor du barreau, avocat des Corses qui font la Une.

SPÉCIAL RÉGIONS

HENRI PARSİ >

Le collectionneur

Le grenier aux antiquités d'Henri Parsi, dans le quartier populaire de la Capelette, est une vraie caverne d'Ali Baba. Cet ancien policier à la barbe blanche, né au Maroc dans une famille originaire de Castifao, fut garde du corps du général de Gaulle dans les années 1960, puis affecté à Marseille au service des étrangers, avant de se reconverter dans la brocante en 1981. Au premier étage de son entrepôt de 1 000 mètres carrés, ce passionné d'armes anciennes, inconditionnel de Napoléon, conserve les trésors de sa collection corse personnelle : livres rares, tableaux, stylets, monnaies, gourdes sculptées confectionnées avec des courges... Très actif dans le milieu associatif, Henri Parsi a pris en 2012 la présidence de *Presenza Corsa*, créée au début des années 1970 pour aider à l'insertion des étudiants insulaires de la faculté de médecine. Proche de Bernard Squarcini, le patron de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), il est au courant de tout ce qui touche de près ou de loin à sa communauté dans les Bouches-du-Rhône.



Henri Parsi, brocanteur

ALAIN MONDOLONI >

L'amical

Alain Mondoloni avait 9 ans lorsqu'il a mis pour la première fois le pied sur le sol continental. C'était en décembre 1962, au milieu des rapatriés d'Algérie. Elevé à Alger, dans la nostalgie de l'île où sa mère avait passé son enfance et que son père n'avait jamais connue, le jeune homme s'est vite senti chez lui au lycée Thiers, puis à l'université d'Aix-Marseille, où les étudiants insulaires étaient très actifs. Installé comme dentiste rue Sainte-Victoire, il a ressenti le besoin de créer une Amicale des chirurgiens-dentistes corses des Bouches-du-Rhône, en 1994.

L'association s'est inspirée des amicales de médecins et de pharmaciens existantes, mais à l'activité déclinante. Alain Mondoloni, lui, a de l'énergie à revendre pour réveiller les réseaux. Passionné d'histoire et de patrimoine, il organise régulièrement des soirées culturelles au Cercle des nageurs. Dans la guéguerre qui oppose la Maison de la Corse et son président, Jean Grazi, à la nouvelle Fédération des associations corses de Marseille, constituée en 2007 autour de Jacques Pantaloni (voir page VI), il a clairement pris le parti des sécessionnistes.

ANGE-FRANÇOIS

VINCENTELLI >

Le docteur

Un pied à Marseille et l'autre en Balagne, Ange-François Vincentelli est à la fois neurochirurgien à l'hôpital privé Clairval, vice-président du conseil de l'ordre des médecins des Bouches-du-Rhône, maire (sans étiquette) de Santa-Reparata-di-Balagna et producteur d'huile d'olive ! Né à Casablanca et arrivé dans la cité phocéenne à l'âge de 10 ans, il y a suivi ses études de médecine avec « l'envie de manger le monde ». C'est naturellement un compatriote qui lui a mis le pied à l'étrier. En 1975, le jeune Dr Vincentelli venait de réussir son internat lorsqu'il s'est rendu à la salle Vallier pour une



Ange-François Vincentelli, neuro-chirurgien

réunion de soutien à Edmond Simeoni, incarcéré à la suite de la tragédie d'Aléria, l'occupation d'une cave viticole qui s'était terminée par la mort de deux policiers, événement fondateur de l'histoire du nationalisme corse. « On m'a présenté ce soir-là au neurochirurgien François Grisoli. Dès le lendemain, il me prenait dans son équipe à la Timone. » Au conseil de l'ordre des médecins, Ange-François Vincentelli fait la « police politique » au service du président Zattara : « J'ai horreur du vote à bulletin secret. Je veux savoir qui sont les amis et les ennemis », explique-t-il avec un doux sourire qui masque une détermination sans faille. ● H. C.



Alain Mondoloni, dentiste, fondateur de l'Amicale des chirurgiens-dentistes corses des Bouches-du-Rhône

De l'exil à l'intégration

Arrivés dans une première vague à Marseille au XVI^e siècle, les Corses s'y sont installés en masse entre 1880 et 1970. Ils ont donné à la ville des héros et des voyous.

On a beau chercher, rien dans le paysage urbain n'évoque cette île qui a donné à Marseille tant de ses fils et de ses filles. Ni monument ni statue, à peine quelques devantures de bars ornées d'une tête de Maure... Rien n'indique, par exemple, que le lycée Montgrand abrite, dans l'un de ses bâtiments, un hôtel particulier construit au XVIII^e siècle par un riche armateur originaire de Centuri, Georges Roux de Corse, de son vrai nom Rossi. Les Corses ont pourtant joué un rôle majeur dans ce brassage perpétuel qui fait l'âme de la Cité phocéenne.

La grande époque de l'immigration corse se situe entre 1880 et 1970. On n'ose parler d'âge d'or, tant la vie était rude pour ces cultivateurs chassés de l'île par la misère, qui débarquaient en parlant à peine français, munis de l'adresse d'un parent griffonnée sur un bout de papier. Neuf fois sur dix, les nouveaux arrivants s'installaient dans le Panier, ce quartier perché, aux ruelles étroites, dans lequel ils retrouvaient la chaleur d'une communauté. « J'ai dénombré jusqu'à 80 associations de clochers, qui réunissaient les arrivants village par village », explique l'historienne Marie-Françoise Attard-Maraninchi, auteur du *Panier, village corse à Marseille* (Autrement, 1997).

Le XX^e siècle marque l'apogée de la présence corse
 Cette grande période migratoire a culminé entre les deux guerres. En 1920, le maire Siméon Flaisnières chiffre à 100 000 le nombre de Corses vivant à Marseille, tandis qu'Ajaccio ne compte alors que 20 000 habitants. Pour cer-

tains, Marseille n'est qu'un lieu de passage : ils repartent vers les colonies, qui offrent de nombreux débouchés. Ceux qui restent se débrouillent pour trouver des emplois, principalement sur le port et dans les administrations. D'autres encore font carrière dans un monde parallèle, celui du grand banditisme. Entre les deux guerres, Simon Sabiani, né à Casamaccioli, règne sur la ville, avec ses amis gangsters Paul Carbone et François Spirito. Elu conseiller général

pendant deux siècles, entre 1533 et 1787, et lui ont donné des générations d'échevins », précise l'historien Michel Vergé-Franceschi, qui s'apprête à publier un volumineux ouvrage sur Marseille en décembre prochain. Les plus célèbres sont les Linciu (renommés Lenche), originaires de Morosaglia, qui font fortune dans l'exploitation du corail et créent la première colonie sur le littoral nord-africain. Ils ont donné leur nom à l'une des plus anciennes places de Marseille,



IMMIGRATION
 Le quai de la Joliette et les Messageries maritimes, vers 1900. Les Corses ont joué un rôle majeur dans le brassage de population que connaît la cité phocéenne.

en 1925 grâce à des pratiques outrageusement clientélistes et des listes électorales truquées, Sabiani devient, en 1931, premier adjoint du maire Georges Ribot, un personnage falot qui le laisse gouverner Marseille à sa guise. Si le XX^e siècle marque l'apogée de la présence corse, le XVI^e siècle, moins connu, est tout aussi remarquable. Cette première vague d'immigration voit de nombreux marins originaires du cap Corse s'installer comme marchands ou charpentiers de marine. « Ils ont régné sur la ville

dans le Panier, site probable de l'agora à l'époque grecque. Le personnage phare de cette époque s'appelle Pietro Baglione. Natif de Calvi, il a été comblé d'honneurs par Henri IV pour le compte duquel, en 1596, il avait assassiné le « maire » de Marseille, qui prétendait livrer la ville aux Espagnols. « Pour prix de ce meurtre politique, il reçut en cadeau deux galères, 160 000 livres et le gouvernement de la porte royale, c'est-à-dire la maîtrise des remparts », raconte Michel Vergé-Franceschi. Un Corse à découvrir ! ● H. C.

Les bonnes adresses

ERA TEMPU

A la fois cave à vins, restaurant et épicerie fine, c'est l'adresse corse la plus récente de la rue Sainte, ouverte en 2007. On y mange des plats de saison frais et contemporains : migliacci, moelleux à la noisette, burger à la coppa... Ouvert à midi du mardi au vendredi et le soir du jeudi au samedi. Brunch le dimanche. Livraison possible dans le quartier.
Formule à 15 € à midi.
70, rue Sainte, 13007 Marseille ;
04-91-33-45-59.
<http://era-tempu.com>

LE CARIBOU

Une institution depuis... soixante-sept ans. Fondé par Maurice et Jeannette Catoni, ce restaurant en rondins de la place Thiers, aux murs couverts de toiles colorées, est aujourd'hui géré par leur fils Christian. Parmi les plats corses : civet de sanglier, poisson à la myrte, rognons au cap corse... Fermé du 15 juin au 15 septembre, pendant lesquels le Caribou « bis » ouvre à Cagnano, au nord de Bastia.
Menus entre 50 et 65 €.
38, place Thiers, 13001 Marseille ;
06-74-90-57-64.
www.lecaribou-corse.com

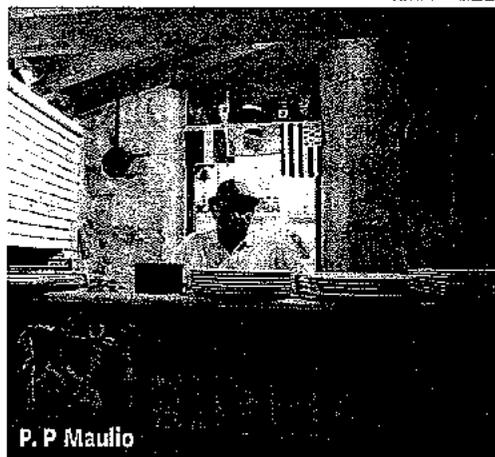
P. P MAULIO

Simplicité et bonne humeur règnent dans cette auberge (« P.P » pour pâtes et pizzas) ouverte en 2004 par Noël Recchi, l'ancien patron du Quai

des pastas. Spécialités : terrine de figatellu, stufatu de sanglier, cannelloni au brocciu...
Repas entre 15 et 30 €.
24, rue Sainte, 13001 Marseille ;
04-91-33-46-13.



Le Caribou



P. P Maulio



U Mio Paese

U MIO PAESE

Épicerie fondée il y a vingt-sept ans par Marie-Paule Furioli, l'épouse du brocanteur Henri Parsi, dans le quartier des Cinq-Avenues. De la bière Pietra aux noisettes de Cervione, on y trouve toutes les spécialités culinaires. La patronne baisse le rideau du 15 juin aux premiers jours d'octobre pour prendre ses quartiers d'été en Corse.
2, rue George, 13004 Marseille ;
04-91-85-07-71.

AU SON DES GUITARES

Le cabaret où les anciens passaient la nuit à écouter des chansonniers insulaires accompagnés à la guitare est devenu l'un des endroits les plus courus de la jeunesse marseillaise, depuis sa reprise par Antoine Cassandri en 2005. Ambiance boîte de nuit avec concerts (souvent des groupes corses) et seau à champagne.
18, rue Corneille, 13001 Marseille ;
04-91-33-11-47.
Ouvert du jeudi au dimanche de 23 h 30 à 4 heures, de fin septembre à mi-juin.
Consommation : 10 €



Le Terroir corse

LE TERROIR CORSE

« Cume in casa » (comme à la maison), vante la carte. L'accueil est familial dans le petit restaurant ouvert par la Cortenaise Marie Senesi il y a quatorze ans. Recettes traditionnelles de la montagne : veau aux olives, tripettes, ravioli au brocciu et aux épinards, figatellu grillé...
Menus à 20 et 30 €.
20, place Notre-Dame-du-Mont, 13006 Marseille ;
04-96-12-07-26.
<http://leterroircorse.online.fr>



Au son des guitares

XI. – LE CLUB IMMOBILIER MARSEILLE PROVENCE

✓ 1. LA NEWS

4EME RENCONTRE AVEC UN HOMME REMARQUABLE... PAUL DUBRULE

Mars 2012

✓ 2. UN CONCOURS ETUDIANT QUI DEBOUCHE SUR DES EMPLOIS

La Provence – 20.04.2012

✓ 3. LA NEWS

MICA... BUSINESS GAME 2EME EDITION

Avril 2012

✓ 4. LA SOIREE DE L'IMMO C'EST DEMAIN AU SILO

La Provence – 06.06.2012

✓ 5. LE CLUB DE L'IMMOBILIERS A MIS LE CAP SUR LES GRANDS PROJETS DE MARSEILLE 2013

Nouvelles Publications n°9692 – Du 16 au 22.06.12

✓ 6. EN CHANTIER

Marseille l'Hebdo – 20.06.2012

✓ 7. LA NEWS

LA JOURNEE ET LA NUIT DE L'IMMOBILIER

Juin 2012

club
immobilier...
marseille
provence
... acteur de son territoire

en partenariat avec la Société
Marseillaise de Crédit



4^{eme} rencontre avec un homme remarquable... paul dubrulle



Charmeur, provocateur, Paul Dubrulle, co-fondateur du groupe Accor, cultive au plus haut point l'art du décalage. Affirmant que l'expérience ne sert qu'à brider la créativité, qu'il vaut mieux être tenace qu'intelligent ou que sa préoccupation principale a toujours été le bien-être de ses salariés plutôt que celui de ses clients, il a l'œil qui pétillie quand il parle de son prochain projet de chaîne hôtelière ou de vinification révolutionnaire. **Rencontre avec un curieux insatiable, un optimiste forcené en même temps qu'un investisseur avisé.**

Né en 1934, Paul Dubrulle avait donc 5 ans au début de la Deuxième Guerre Mondiale. *"Ce n'est pas une excuse, mais ça a du jouer un peu quand même : j'étais un très mauvais élève en classe"*. Après avoir passé son Bac 6 fois avant de le réussir (*"je suis plus tenace qu'intelligent !"*), le futur créateur de Novotel arrive tout de même à décrocher HEC à Genève en trois ans. Mais alors qu'il croit pouvoir travailler avec son père qui a créé

une petite entreprise de textile, ce dernier lui refuse l'embauche, l'exhortant à *"inventer quelque chose"*.

Paul Dubrulle part tenter sa chance aux États-Unis en 1959, où il côtoie un homme "hors du commun", Bernardo Trujillo, le théoricien des Méthodes Marchandes Modernes (M.M.M.). Là, Paul Dubrulle côtoie les futurs fondateurs des grandes chaînes Françaises (Carrefour,



Auchan, Go Sport...). Contre toute attente, Trujillo lui déconseille de se lancer dans la distribution : "c'est trop tard, vas voir du côté de l'hôtellerie", lui dit-il. Paul Dubrue adapte donc le concept américain du Motel au marché français. Alors que tous étaient en centre-ville, il construira des hôtels en périphérie, avec des parkings où garer sa voiture facilement, et beaucoup de terrain pour bâtir des terrasses, des piscines et des chambres spacieuses.

Mais les débuts sont difficiles. "Nous sommes en 1963. Je voulais faire de la franchise, mais franchiser sans modèle économique de référence, ça n'avait pas de sens. Et pour faire un modèle, il fallait de l'argent. Quand je trouvais un terrain pour construire un hôtel, je cherchais alors l'argent nécessaire. Et quand enfin je trouvais l'argent, je n'avais plus le terrain". Suivent quatre années de galère. "Je me payais un demi-smic par mois". Mais pour autant, Paul Dubrue ne s'inquiète pas. "Trujillo m'avait dit : tu n'as pas de souci à te faire tant que tu n'es pas handicapé par l'expérience". Pour le futur fondateur du premier groupe hôtelier européen, "c'est une phrase essentielle. Pour réussir, il faut toujours sortir de la norme. Et l'expérience vous enferme dans les habitudes". Son beau-frère avait un consultant, un cadre important d'IBM Europe, Gérard Pélisson. "Nous avons travaillé ensemble le projet d'hôtel mais il nous manquait toujours de l'argent". La mère de Paul Dubrue "tape finalement du poing sur la table" pour que son père amorce le financement du premier hôtel. La société Novotel est créée.

"Nous avons bâti un projet, Pélisson et moi, pour un premier hôtel. Nous cherchions des associés. Personne n'était intéressé. Finalement, nous avons fait le projet de construire 100 hôtels et là, nous avons trouvé l'argent". Le premier est construit "dans un champ de betteraves" à Lesquin, près de l'aéroport de Lille. Marseille Marignane sera le troisième. Et puis, les choses se précipitent. La ville de Bagnolet voulait un hôtel de 1 000 chambres. "La Société Générale a apporté le financement à la condition que Gérard Pélisson rentre dans la société. Depuis ce jour, nous avons toujours été à égalité totale".

Dans les années 70, les deux compères s'aperçoivent qu'ils auront bientôt couvert le territoire français et que le développement va stagner. Ils prennent deux décisions. D'abord, se développer à l'international. "Ça a été une catastrophe. Nous avons perdu énormément d'argent pendant près de quinze ans. Mais si nous n'avions pas fait cela, nous ne serions jamais devenus Accor". La deuxième décision s'est révélée plus pertinente.



"Nous, nous sommes très fiers de recevoir ces hommes remarquables, vous savez la SMC c'est la banque des entrepreneurs, donc recevoir des entrepreneurs on adore ça".
Emmanuel Barthelemy,
Président du Directoire de la Société Marseillaise de Crédit

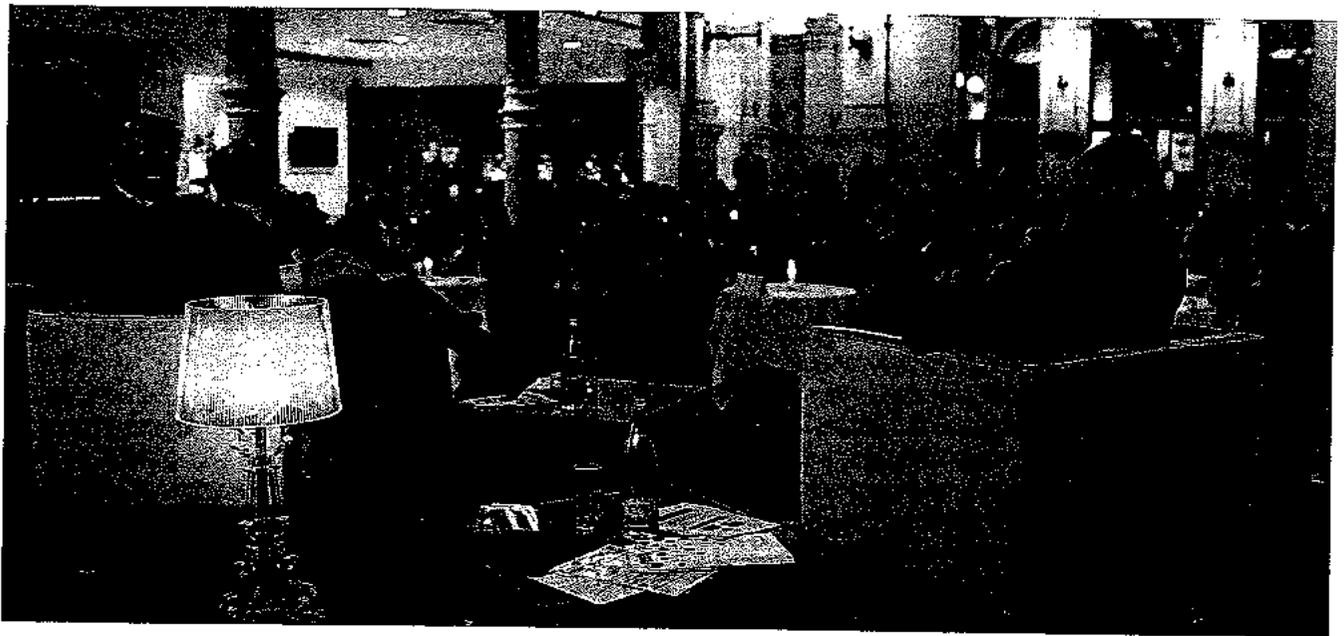
"Nous avons conçu des hôtels moins exigeants, avec des prestations plus basiques. Ibis est né et ça a été un succès. Par la suite, nous avons refait la même chose avec Formule 1. A chaque fois, nous avons ouvert un nouveau marché et augmenté notre chiffre d'affaires".

En 1997, Dubrue et Pélisson acceptent l'entrée de Colony Capital, un fonds d'investissement, dans le groupe Accor. Ils deviennent co-présidents du Conseil de Surveillance. "Nous avons bâti un empire mais c'était un véritable bazar. Les financiers ont mis de l'ordre, assaini les finances. Seulement, ils n'ont pas fait cela dans le but de réinvestir mais de distribuer des dividendes aux actionnaires. J'ai passé ma vie à chercher de l'argent pour bâtir des hôtels mais je ne l'ai jamais rendu aux actionnaires. Et là, tout d'un coup, on ne travaillait plus que pour les dividendes, il n'y avait plus de projets, il n'y avait plus de rêve".

Après une parenthèse dans la vie publique (il a été maire de Fontainebleau de 1992 à 2001 et sénateur de Seine-et-Marne de 1999 à 2004), Paul Dubrue est aujourd'hui revenu au rêve avec deux projets de chaînes d'hôtels. Le premier s'intitule Okko, un concept de 4* en plein cœur des villes pour 120 à 130 euros la nuit, destiné à une clientèle individuelle. "Je développe ce concept en parfaite harmonie avec Accor. Ils sont incapables de faire ça, il n'y a plus aucune créativité chez eux". Le second projet est baptisé Eklo, on y retrouve Gérard Pélisson et il s'agit là d'un low-cost : des chambres très économiques à 20 ou 25 euros, en périphérie des villes mais à proximité immédiate d'un transport en commun.

A 78 ans, Paul Dubrue porte encore des projets...

1967 > 1 salarié - 1 hôtel... 2007 > 150.000 salariés 4000 hôtels dans 100 pays
Ces chiffres résument à eux seuls la formidable aventure du Groupe Accor.



Une soirée avec Paul Dubrulle

Vif, pince-sans-rire, Paul Dubrulle adore se raconter à travers des anecdotes. Du culot souvent, de la chance quelquefois, une énorme confiance constamment, ont façonné sa réussite.

Sur la gestion des ressources humaines. "Quand j'ai construit le premier Novotel, j'ai embauché du personnel mais je ne savais pas vraiment comment m'y

prendre. Au bout d'un mois et demi, le veilleur de nuit partait en boîte et le cuisinier se saoulait dans la cave !!! La première grève est arrivée très vite. J'ai eu une intuition : j'ai donné une promotion au meneur de la grève. Cela a été une réussite totale. Très vite, j'ai compris que si on s'occupe du personnel, les résultats suivent. Dans le groupe Accor, nous avons toujours privilégié le personnel et ensuite le client. Quand je concevais un hôtel, je cherchais en premier lieu à faciliter le travail des femmes de chambre. Et j'ai toujours fait une totale confiance aux salariés. Même avec les quelques échecs, inéluctables, cela coûte toujours moins cher que de mettre en place des systèmes de contrôle à n'en plus finir. C'est une conviction profonde. Et puis, la surveillance à outrance démotive le personnel. Pourquoi punir tous les gens honnêtes pour un seul qui est malhonnête ?".

Sur la TVA à 5,5 %. "On a reproché aux restaurateurs de ne pas répercuter la baisse de TVA sur leurs prix. Et alors ? On s'en fiche ! Ce sont de toute façon des sommes qui sont réparties dans l'économie générale. C'est le principal".

Sur la gouvernance. "Avec Gérard Pélisson, nous avons tout de suite signé un pacte de gouvernance. Toujours tous les deux à égalité. Vis-à-vis du personnel, nous cherchions en permanence à être interchangeable.

"... Quand j'ai démarré, le banquier suivait tout ce qu'on faisait. C'était un accompagnateur, un coach".

"...Tant que l'argent sera si mal employé par l'Etat français, je préfère décider à qui je le donne".

Nous n'avons jamais donné prise à la moindre tentative de faire scission entre nous. Après 20 ans, Gérard a dit un jour : "Aujourd'hui, je sais faire la différence entre un Novotel et un Ibis et Paul sait compter jusqu'à dix". Jusqu'à maintenant, nous continuons à nous vouvoyer. Au tout début, je lui disais "Monsieur". Et puis, cela a été "Monsieur Pélisson". Et puis enfin, "Gérard". Mais toujours le vouvoiement. Un

jour, nous nous sommes demandés pourquoi ne pas nous tutoyer. Mais nous avons estimé que cela nous aurait coupé trop franchement de nos salariés. Il y aurait eu nous d'un côté, et notre tutoiement complice, et les autres, que nous aurions continué de vouvoyer. Nous avons préféré garder le vouvoiement entre nous".

Sur les études de marché. "Toutes ces études qu'on fait maintenant, ces business plan, ces audits, cela ne sert à rien. Il vaut mieux construire un prototype et voir comment ça marche. Cela coûte toujours moins cher que les études".

Sur sa fortune. "Certains ont dit que je n'étais pas un bon citoyen français parce que j'étais un exilé fiscal (il habite en Suisse depuis 2006). Mais je préfère choisir moi-même l'emploi de mon argent. Tant que l'argent sera si mal employé par l'Etat

français, je préfère décider à qui je le donne. Je fais des sortes de prêts d'honneur à des entreprises, je fais aussi des investissements classiques. Je suis dans près de 25 sociétés pour aider des créations d'entreprises".

Sur les banques. "Les banquiers aujourd'hui ne sont plus proches des entreprises. Quand j'ai démarré, le banquier suivait tout ce qu'on faisait. C'était un accompagnateur, un coach".

Sur ses relations avec le monde politique. « Quand nous avons créé Ibis, il fallait réduire au maximum les coûts de construction. Nous voulions supprimer les bidets dans les salles de bains. Mais c'était inscrit dans la norme, il fallait la changer. Je suis allé voir le Ministre du Tourisme de l'époque pour lui en parler. Il me dit "Monsieur, je me lave le cul dans un bidet. Ne comptez pas sur moi pour changer les normes sur les bidets". J'ai dû attendre le ministre suivant, qui n'a pas pu changer la norme mais qui a créé le concept de "Nouvelle Norme". Ibis pouvait se développer, tout de suite concurrencé d'ailleurs, par Campanile ou Climat de France ».

Sur la concurrence. « Il faut à tout prix préserver l'hôtellerie indépendante. Le maillage du territoire est essentiel. Il faut de tout, partout. Pas uniquement dans les grandes villes mais aussi dans les petites, à Aurillac, à Aubenas... Plus il y aura de variétés différentes d'hôtels, mieux ce sera pour le territoire. Les maisons d'hôtes, les gîtes... c'est très bien ».

Sur sa passion actuelle pour le vin. « J'ai commencé par acheter quelques hectares de vigne en Provence. Ça n'a pas rapporté. J'ai augmenté la surface en rachetant d'autres terrains, jusqu'à 60 hectares. J'ai arraché (pour avoir des primes), j'ai replanté (pour avoir d'autres primes) et ça ne rapporte toujours pas ! Aujourd'hui, j'ai un fantastique projet de création de nouvelle cave avec l'architecte Jean-Michel Wilmoite qui a conçu la première. On va voir si ça rapporte... ».



Le mot du club...

Paul Dubrute a été le 4^{ème} invité de nos « Rencontres avec des Hommes Remarquables ». Et à l'instar des précédents, Louis-Gaston Pelloux, Emile Barneoud et Jacques Ribourel, Paul Dubrute a en commun avec eux la passion d'entreprendre ...

L'argent n'est pas leur moteur, c'est la prise de risque et la volonté d'aller au bout de leurs idées qui les animent.

Se retrouver pour une soirée avec des « Hommes Remarquables », cela nous permet bien sûr, de retracer leur parcours, mais aussi et surtout de plonger dans un grand bain d'optimisme !

Nous en ressortons stimulés, galvanisés et enthousiastes pour nos aventures à venir ...

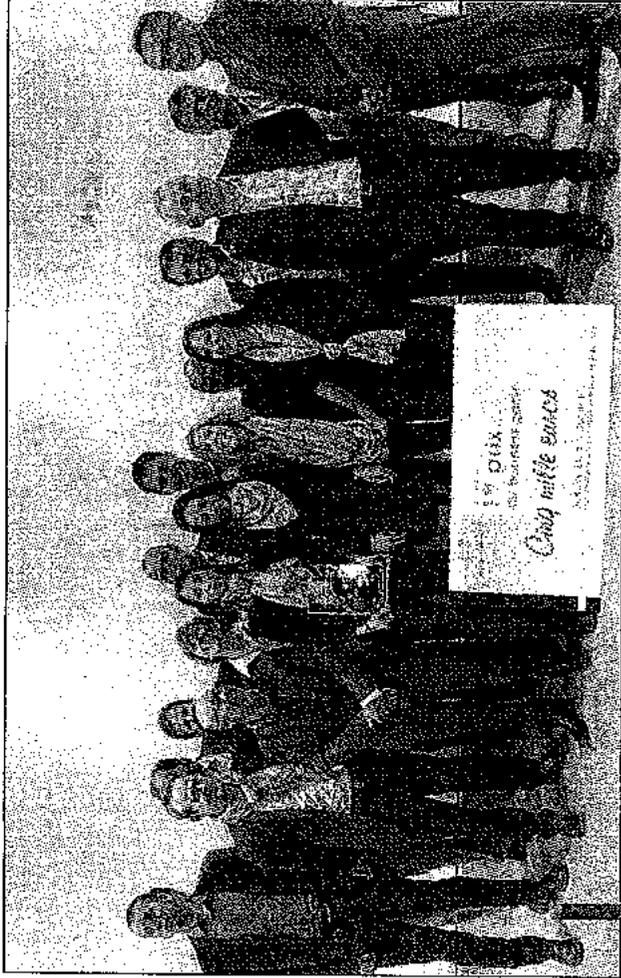


Un concours étudiant qui débouche sur des emplois

Kévin Deprez, Marie Lafine, Laura Tricon-Russo, Mélanie Lebourg et Marie-Pierre Bezaud ont gagné 5 000 euros. Leur exploit ? Avoir remporté la deuxième édition du Business Game. Ces étudiants en deuxième année de Master Immobilier Construction et Aménagement, d'Euromed Management, bénéficient ainsi d'un coup de pouce pour entrer dans le monde professionnel.

"Ce projet est un véritable tremplin pour les étudiants puisqu'il nous insère dans le milieu professionnel et qu'il nous permet d'appliquer nos connaissances théoriques sur le terrain, explique Kévin Deprez, chef de l'équipe lauréate 2012.

Ces étudiants sont amenés à réaliser un projet de A à Z avec pour contrainte la fiabilité et le réalisme de l'opération et pour objectif de faire rêver et d'étonner par un projet fou. Durant 4 mois, ils ont été aidés par leurs professeurs mais également des membres du Club im-



Cinq étudiants d'Euromed Management ont gagné 5 000 €, un coup de pouce pour entrer dans le monde professionnel. / PHOTO DR

mobilier Marseille Provence (CIMP). Cet organisme, en partenariat avec Euromed management, a conçu ce projet de partage entre étudiants et professionnels sur le thème de l'aménagement et de la construction dans l'immobilier.

Ce Business Game a permis à l'ensemble des participants de

la première édition d'être embauchés dans des structures des membres de ce club, comme Manuel Ponzio, membre de l'équipe lauréate de l'année dernière, qui travaille actuellement comme urbaniste en CDI au sein de MAP Architecture, à Marseille.

M.C.

club
immobilier...
marseille
provence
... acteur de son territoire

m i c a ... business game

L'expérience au service des étudiants...



Dans la continuité du succès de la première édition, le Club Immobilier Marseille Provence en collaboration avec Euromed Management, a reçu le mercredi 18 avril 2012 au siège de la Caisse d'Epargne 6 équipes d'étudiants qui ont présenté leurs projets devant un jury composé de professionnels, de membres du Club et de représentants pédagogiques ; et a décerné deux prix de 1 000 et 5 000 euros offerts par Eurlia et Barjane aux équipes lauréates du Business Game de l'Immobilier...

Le Club Immobilier s'engage...

En 2011, le Club Immobilier Marseille Provence a lancé le premier Business Game, un concours pour clôturer les deux années de maîtrise des étudiants du Master en Management Immobilier et Politiques Urbaines d'Euromed Management.

Pendant 4 mois, dans le cadre des **échanges intergénérationnels**, les équipes d'étudiants encadrées par les membres du Club Immobilier Marseille Provence ont travaillé sur **des projets créatifs, innovants et originaux**. Une thématique ouverte, avec pour objectif la fiabilité et le réalisme de l'opération.



Cette démarche faite par le CIMP est en quelque sorte une façon pour les membres, d'aider les jeunes à s'insérer dans ce milieu professionnel, **de transmettre des expériences** et d'assurer la relève.

Les objectifs pédagogiques et professionnels recherchés pour ce jeu étaient de 3 ordres :

- **La capacité innovatrice et créative** du dossier présenté
- **L'approche professionnelle** dans le montage et le suivi du projet présenté
- **La capacité de réaliser, et de présenter un travail d'équipe**



Cette année le nouveau «terrain de jeu» concernait une parcelle de plus de 10Ha, sur la zone du Grand Littoral, sur laquelle doit être intégrée outre des logements sociaux, une plateforme logistique. Notons que les étudiants ont tous fait preuve d'un sens aigu de la compétition, développant au fil des semaines une énergie féroce pour remporter le concours. Au final ce fut un feu d'artifice d'imagination, associé à une prise de conscience des enjeux financiers attachés à la promotion immobilière. Chaque projet a été apprécié selon son originalité, sa créativité, à travers une étude d'impacts sur ses aspects réglementaires, légaux, financiers... Pour conclure, le jury a été unanime, «tous les projets sont de très bons projets qui n'ont pas grand chose à envier à des projets professionnels !».

■ Le master

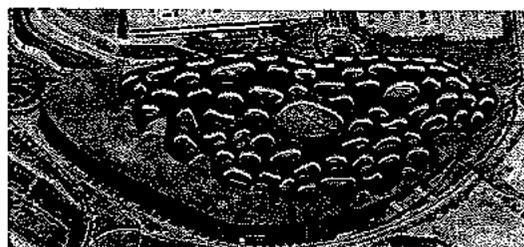
Le programme présente une spécificité unique dans sa conception dans la mesure où il apporte à ses participants **des compétences dans deux domaines complémentaires : l'immobilier et l'urbanisme**, à l'issue de la formation les candidats obtiennent le titre de «Manager en Opérations Urbaines». Euromed Management fait partie des 10 premières écoles de management en France. Notamment par une gouvernance innovante, un positionnement méditerranéen distinctif, un renforcement permanent des équipes pédagogiques et par une véritable couverture à l'international (150 universités partenaires à l'étranger).

■ Le site à aménager

Le projet a été positionné sur trois parcelles faisant partie du périmètre de Grand Littoral. Il s'agissait d'aménager ces parcelles avec pour contrainte de mixer habitations et plateforme logistique.

■ Projet gagnant

Le terrain en terrasse est nivelé par une grande construction qui rassemblerait la zone logistique (multi-drive, entrepôt,...) donnant une grande esplanade sur laquelle viendrait se construire une énorme voûte futuriste parsemée d'ouvertures laissant passer la lumière. Cette voûte abriterait une multitude de logements et un toit panoramique tandis qu'on y trouverait au pied 4 zones dédiées à la vie locale et à diverses activités.



«Nous faire rêver,
nous étonner
par un projet fou !»



L'ÉVÉNEMENT

La soirée de l'immo c'est demain au Silo

Antoine Viallet, président du Club Immobilier Marseille, présente la 6^e journée et nuit de l'Immobilier qui a lieu demain.

■ Quelle est l'originalité du Club de l'immobilier ?

Depuis 1997, il est unique en France ! Car c'est un club transversal qui regroupe tous les métiers de l'immobilier : avocat, notaire, promoteur, géomètre mais aussi tous ses différents secteurs comme les hôtels, les centres commerciaux, l'habitat ou les bureaux. À l'heure actuelle, 46 membres actifs.

■ Quels sont ses objectifs ?

Il s'agit de se former et de s'informer. Nous faisons des formations pour avancer dans nos métiers. On est même partis à l'étranger comme cette année à Varsovie car pour bien appréhender ce qui se passe dans sa ville, c'est important d'aller regarder ce qui se passe ailleurs. Nous voulons être acteur de notre territoire en misant sur le transgénérationnel : on accompagne ainsi les juniors en leur trouvant des jobs et des stages. Et nous proposons des « Rencontres avec des Hommes Remarquables ». Cette année, pour la quatrième édition le CIMP a accueilli une personnalité qui a marqué le secteur de l'hôtellerie en France, M. Paul Dubrulé, co-fondateur du groupe ACCOR.

■ Comment va se dérouler la journée de l'immobilier ?

200 invités privilégiés découvriront en avant-première l'univers Immobilier de Marseille Proven-

ce 2013 Capitale Européenne de la Culture. Nous faisons la promotion du territoire en invitant investisseurs et opérateurs... Ils viennent créer des contacts pour mieux comprendre la ville. Et pour les Marseillais, c'est une autre manière de découvrir la cité. L'architecte Rudy Ricciotti sera là pour présenter le Mucem aux professionnels. Nous irons au Silo pour la soirée (700 personnes sont attendues), un lieu comme un signe fort après une journée où l'on aura montré tous les projets comme les Terrasses du Port. Et puis, le Silo préfigure MP2013 dont nous faisons partie puisque le CIMP a signé un accord avec les Ateliers de la Méditerranée, pour promouvoir un artiste : Gilles Desplanques et sa Pop Up House. Nous officialiserons le lieu, un immeuble du centre ville encore secret, à la rentrée.

■ Quel regard portez-vous sur le marché de l'immobilier en ville ?

On est dans un contexte économique difficile, l'ambiance n'est pas bonne et en même temps il n'y a jamais eu autant d'argent investi comme sur Euromed avec plusieurs centaines de millions d'euros. Il reste ce problème de recours contre les permis. On vit une période un peu ingrate. Et Marseille n'a pas le souci du manque de foncier mais elle a peur de densifier. On veut construire mais chez le voisin. Il va falloir apprendre à trouver des compromis et la jouer collectif...

Recueilli par Agathe WESTENDORP

Pays d'Aix - Les 10es énergies de la Victoire

La dixième édition des Rencontres du Club des énergies de la Victoire se déroulera mardi 3 juillet, de 11h à 14h, au château La Coste - 7 chemin départemental 14, au Puy-Sainte-Reparate en pays d'Aix. Renseignements au 04 42 24 40 26. *Mdb*



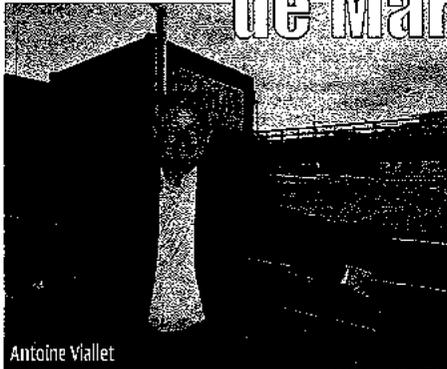
Photos MDebette ©

L'arrivée au Silo

Journée de l'immobilier

Le Club de l'immobilier a mis le cap sur les grands projets

de Marseille 2013



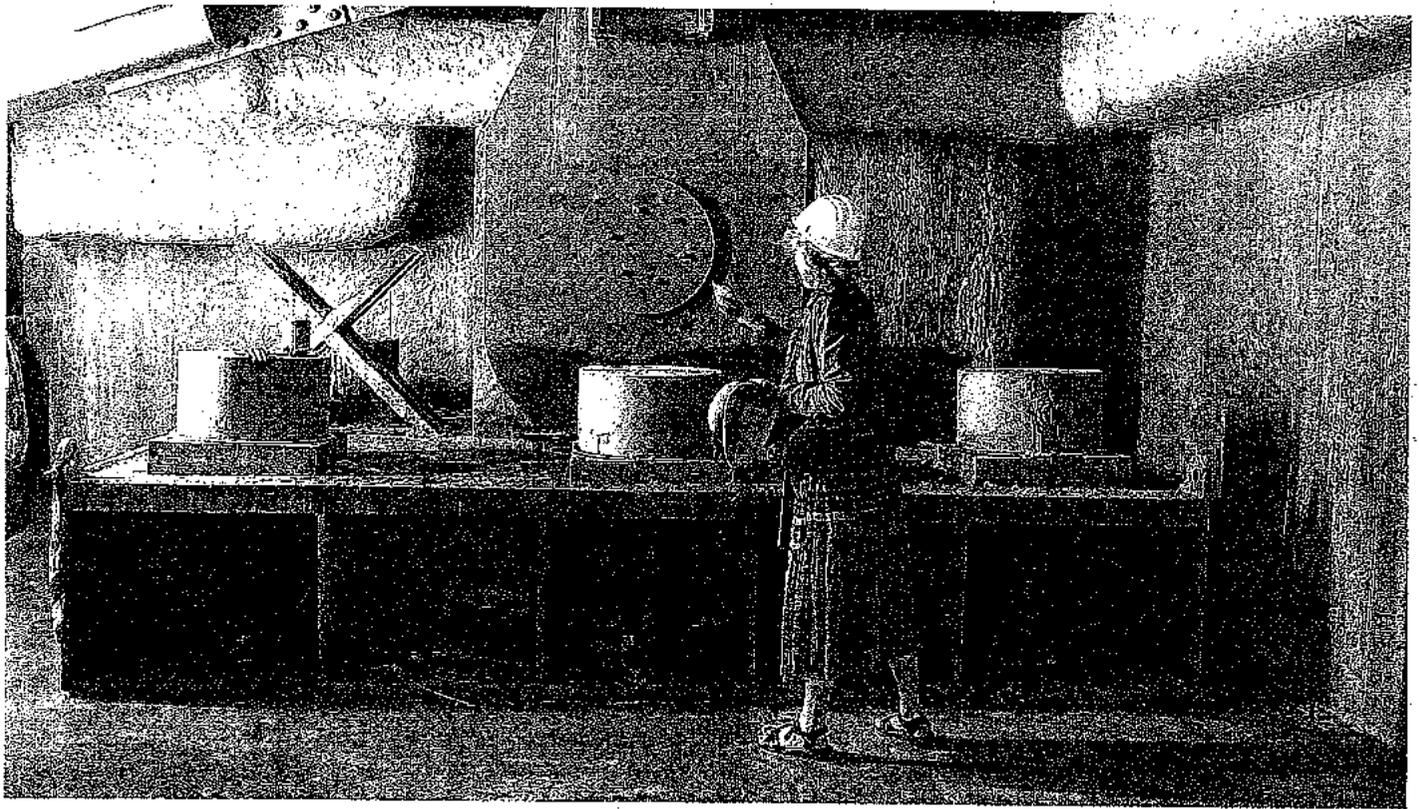
Antoine Viallet

Pour sa sixième journée de l'immobilier, le Club de l'immobilier Marseille-Provence, présidé par Antoine Viallet, a invité quelque 200 décideurs et acteurs de l'immobilier à découvrir en avant-première les grands projets en devenir de Marseille-Provence 2013, capitale européenne de la Culture. Au pro-

gramme : le MuCEM, le CeReM, la Fondation Regards de Provence, les Voûtes de la Major, le Frac et la friche de La Belle de Mai. Un parcours très apprécié des participants qui se sont « régalez », selon leurs propres termes, grâce au contenu et à l'ambiance conviviale de cette rencontre. Dès 19h, la soirée s'est poursuivie par la désormais incontournable « Nuit de l'immobilier » qui a rassemblé pas moins de 700 personnes au Silo ! Une Nuit propice aux rencontres et aux échanges (notamment de cartes de visite) qui s'est terminée, comme à l'accoutumée, par un dance floor. Une belle réussite.

L'année prochaine affichera une connotation un peu spéciale, puisque la Nuit de l'immobilier fêtera ses 10 ans.

Martine Debette

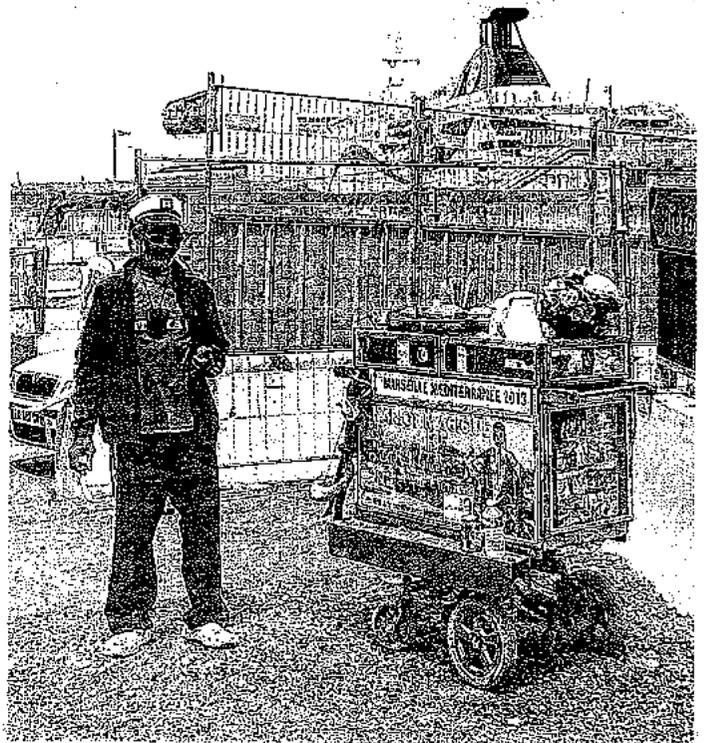


PHOTOGRAPHIES D'ALEXANDRA CEFAL

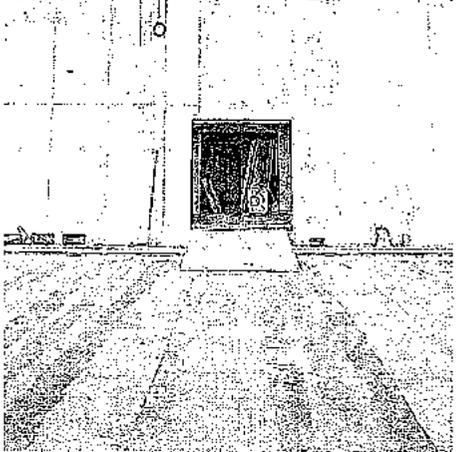
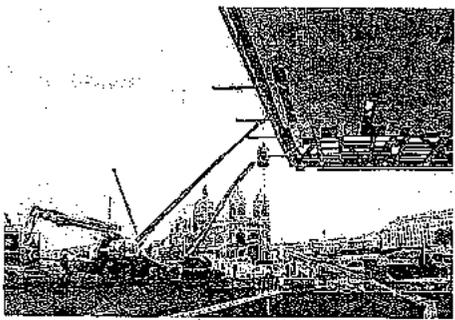
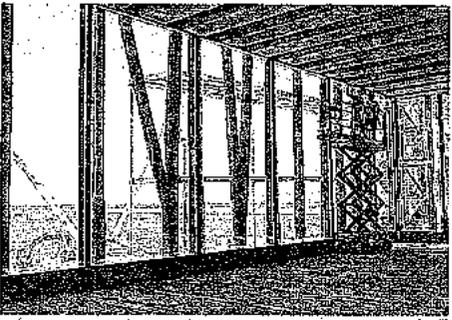
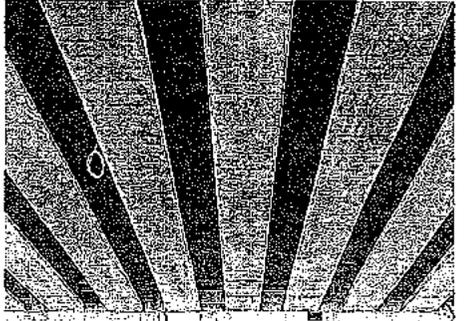
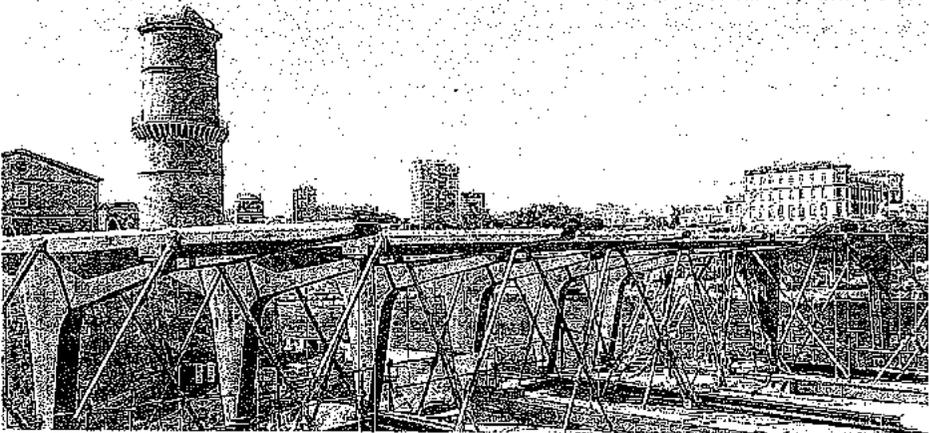
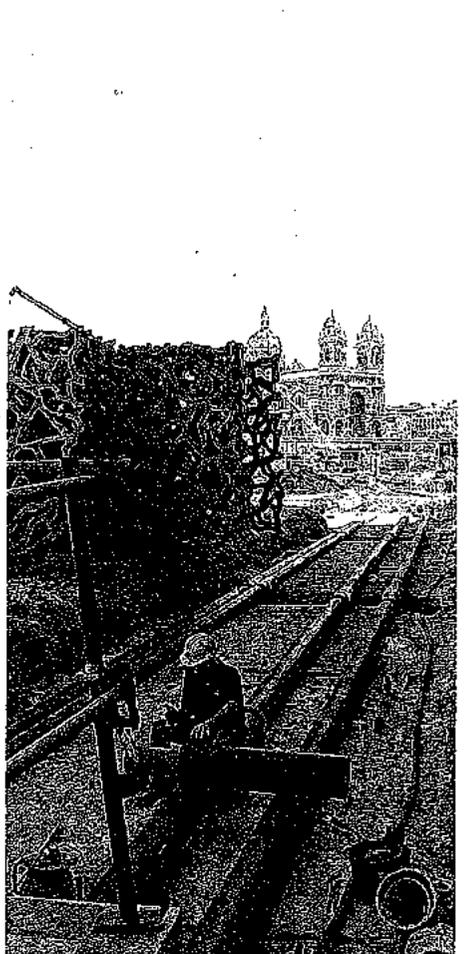
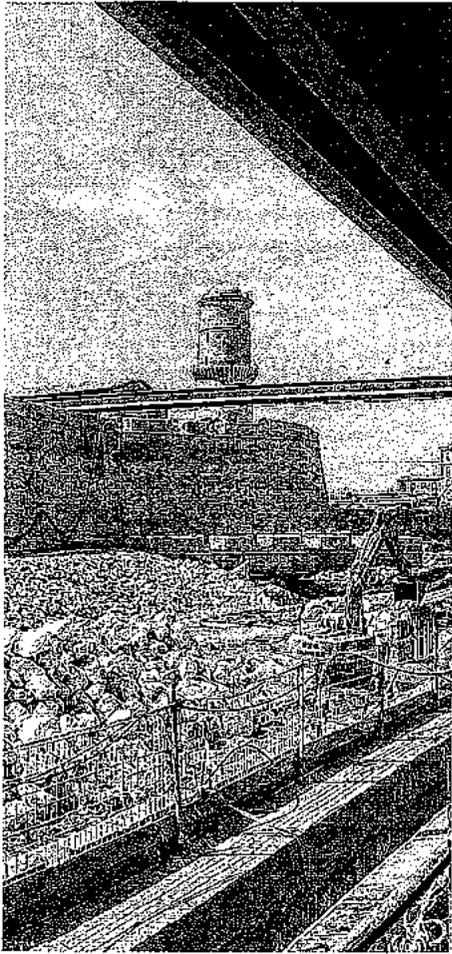
En chantier

Cerem, Mucem, Frac, Friche de la Belle-de-mai, fondation Regards de Provence... sont autant d'outils qui serviront Marseille capitale européenne dans quelques mois.

"Il manquait à Marseille des bâtiments signés par de grands noms de l'architecture. C'est en train d'être corrigé. Un signe fort, d'autant que l'industrie immobilière de la culture représente des millions d'euros et des milliers d'emplois", se félicite Antoine Viallet, président du Club de l'immobilier. Un club unique en France qui regroupe de nombreux acteurs engagés sur le territoire et qui vient d'organiser une tournée de ces grands chantiers qui métamorphosent l'image de Marseille. Cerem, Mucem, Friche de la Belle-de-mai, fondation Regards de Provence, Frac... sont autant d'outils culturels qui serviront Marseille pour cette fameuse année "capitale" européenne, mais bien au-delà de 2013. Reste à savoir si leur livraison sera dans les temps... Les pronostics vont bon train. Il reste un peu plus de 6 mois avant le début des festivités. Pour le chantier des Voûtes de la Major qui démarre dans une poignée de jours, le délai est affiché: les premiers lots ne seront pas livrés avant le printemps prochain. Il faudra encore un peu patienter avant de pouvoir flâner dans un quartier en mutation profonde. ■



A.Ce.



news

L'industrie de l'immobilier culturel ...



Un an avant l'année «Capitale Européenne de la Culture» pour Marseille, le Club Immobilier Marseille Provence a visité les équipements culturels encore en chantier, principalement sur le front de mer, entre Major et Joliette. Ce sont les prémices d'une véritable transformation urbaine en profondeur qu'ont découverte les participants à cette visite. Et l'étonnement a repris de plus belle dans la friche Belle de Mai, qui se restructure de l'intérieur, à tous points de vue...

Pour la 6^{ème} édition de la Journée de l'Immobilier, le Club Immobilier avait choisi de visiter le quartier de la culture, celui qui sera au cœur des manifestations prévues en 2013, année durant laquelle Marseille sera «Capitale Européenne de la Culture». Entre l'ancien môle J4 du Port et la place de la Joliette, les chantiers sont énormes et avancent simultanément. Sur le J4, deux équipements phares sont en train de sortir de terre, à quelques mètres l'un de l'autre : le Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM), le

plus gros investissement de l'Etat en province, près de 200 millions d'euros et le Centre Régional de la Méditerranée (CeReM), voulu et entièrement financé par le Conseil Régional PACA pour 70 millions. Face au J4, de l'autre côté de ce qui va devenir le boulevard du Littoral, la réhabilitation des hangars et des entrepôts sous les Voûtes de la Major (23 millions) et celle du bâtiment de la Station sanitaire maritime construite par Fernand Pouillon (4 millions) en galerie d'art complètent la mutation totale du quartier.



Un MuCEM entièrement ouvert sur le paysage. Sur l'esplanade du J4, les deux bâtiments (MuCEM, CeReM), dont les périmètres de chantiers se touchent, sont quasiment sortis de terre. Tous les poteaux du rez-de-chaussée du MuCEM sont montés, des poteaux de cette couleur gris très foncé qui rappelle le «Pavillon noir» à Aix-en-Provence, autre réalisation de Rudy Ricciotti.

Lorsque l'on pénètre à l'intérieur du hall et de l'immense espace qui accueillera les expositions permanentes (1 600m²), on prend conscience de cette dimension. Le paysage environnant et la mer vous sautent littéralement au visage au travers des gigantesques vitres, qui peuvent atteindre 3m de large sur 6m de haut et pèsent plus de 2 tonnes. Le bâtiment sait se faire oublier et on se sent très léger, comme simplement posé au milieu de la mer.

Performances techniques en série pour le CeReM

La prouesse technique du CeReM est très visible avec le porte-à-faux en métal de 40m de long, déjà mis en place. Marc Pons, Directeur du développement de l'AREA PACA (Agence Régionale d'Équipement et d'Aménagement), maître d'ouvrage délégué du Conseil Régional, précise que la structure pèse près de 4 000 tonnes, la moitié du poids de la Tour Eiffel. Conçu

par l'architecte italien Stefano Boeri, associé à Jean-Pierre Manfredi et Ivan di Poi, le bâtiment est à la fois marin et aérien. Conçu comme un C majuscule, la partie basse sera immergée, sous-marine, et la partie haute jaillira au-dessus de l'eau dans cet immense porte-à-faux. «C'est un bâtiment qui accueille la mer, elle entre à l'intérieur de lui, il l'absorbe», explique Boeri. Il est même dans

le MuCEM est au contraire totalement ouvert vers l'extérieur
Rudy Ricciotti

la mer. Un immense bassin carré de 60m de côté et de 16m de profondeur, plus de 10m au-dessous du niveau de la mer, accueille l'Agora, les salles de séminaires et un amphithéâtre de 410 places, ceinturé par des voiles courbes de béton de près de 10m de haut. L'ouvrage est constitué d'une paroi moulée périphérique assurant une barrière étanche contre les infiltrations d'eau. Cette structure en béton armé supportera la totalité du bâti et reprendra l'ensemble des efforts résultant des charges, du vent, de la poussée des terres et de l'eau.

Elle sera totalement immergée, une fois l'ouvrage terminé, sous 2,50m d'eau de mer. Les deux parties, agora sous-marine et salle d'expositions entre mer et ciel, seront en correspondance grâce à la lumière qui traversera d'immenses hublots, du type de ceux qui équellent les aquariums

le CeReM, un bâtiment qui accueille la mer...
Stefano Boeri

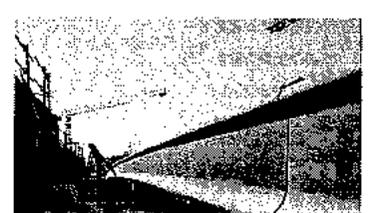
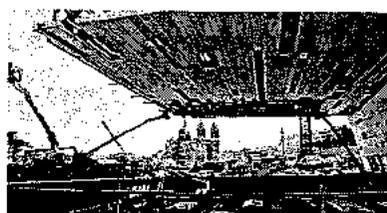
gigants, posés sur le sol du porte-à-faux et au plafond des parties immergées. Le CeReM, sorte de centre de congrès méditerranéen, accueillera des manifestations «vivantes», colloques, séminaires, rencontres entre les deux rives de la «mer du milieu».

Regards de Provence : une destination plus consensuelle pour la Station sanitaire

La Station sanitaire maritime accueillait après la deuxième guerre mondiale les passagers en provenance de pays où sévissait une épidémie. Conçu par Fernand Pouillon et René Egger, il a été abandonné dans les années 70 et labellisé plus tard «Patrimoine du XX^e siècle». Malgré un état de délabrement avancé, il a été décidé de le réhabiliter et c'est la Fondation «Regards de Provence» qui a passé accord avec Euroméditerranée pour y installer un musée privé. Confiée à l'architecte Grand Prix de Rome Guy Daher (Marseille Architecture Partenaires - MAP) associé à

Thierry Durousseau, la transformation du lieu est en cours. Pour l'heure, l'ensemble de la structure a été mis à nu

et les aménagements intérieurs vont commencer. Le projet est ambitieux : regrouper sur ce site les collections de la Fondation, soit près de 900 œuvres de peintres du sud de la France, du XVIII^e siècle à nos jours.



Ainsi va la vie : enfin de grandes signatures à Marseille

« On ne peut pas avoir le beurre et le lait. On ne peut pas avoir le beurre et le lait et le lait et le beurre. On ne peut pas avoir le beurre et le lait et le lait et le beurre. On ne peut pas avoir le beurre et le lait et le lait et le beurre. »

Comment avez-vous choisi le thème des visites de cette année ? Nous avons pensé qu'il n'y avait pas de manifestations de zone relevant du sans de se pencher sur les aménagements immobiliers en France avec la certitude qu'on passerait à côté des investissements. Ils retombent soit très souvent dans plusieurs centaines de millions dans le construction de bâtiments et plusieurs centaines d'emplois directs et indirects. Nous avons visité le quartier sensible qui volontairement oblige la ville de Marseille non seulement pour les personnes de l'extérieur mais aussi pour les marseillais eux-mêmes, qui ne comprennent pas encore vraiment l'ampleur de la révolution urbaine que cela va apporter. Après cela, nous avons découvert un site immobilier la fiche de la Belle de Mai tendue par ses usagers même, regroupés au sein d'une coopérative.

Vous pensez que ces aménagements feront qu'on ne verra plus Marseille, du même œil ? C'est indéniable. La passerelle entre la fontaine de la Mucem est à cet égard emblématique. C'est le lien entre le moyen-âge et le XXI^e siècle. Ce lien, on voudrait venir à Marseille faire ce qu'on appelle aujourd'hui un city break, de 3 jours. C'est les et musées du programme. Les architectes de renommée internationale de ces musées vont modifier l'image de la ville.

Les Voûtes sous la Major :
luxe, calme et volupté

À la grande époque du Port Autonome de Marseille, les voûtes sous le parvis de la Major servaient d'entrepôts pour les marchandises en souffrance. Ces entrepôts renaissent aujourd'hui avec la requalification urbaine du quartier. Situés face à la future promenade piétonne du littoral, sur le passage de la déambulation entre J4, Joliette et Terrasses du Port, ces hangars seront réhabilités en boutiques de luxe grâce à des techniques anciennes appliquées par des entreprises spécialisées dans la restauration de patrimoine. Les pierres des façades sont reprises une à une et recrées à l'identique s'il en est besoin, les volumes intérieurs sont conservés (3,70m de large - 8,20m sous plafond - 19m de profondeur) pour proposer des surfaces de vente allant de 60 à 600m² sur 7000m² au total.

Un FRAC qui fond dans la lumière
Plus loin, sur le boulevard de Dunkerque, en plein cœur d'Euroméditerranée, le nouveau siège du Fonds Régional d'Art Contemporain (FRAC) va donner une nouvelle dimension à cette institution à travers un bâtiment à l'architecture surprenante, élégante et moderne, conçue par l'architecte japonais de renommée internationale, Kengo Kuma. Le parcours du visiteur sera basé sur l'alternance d'espaces intérieurs et extérieurs tout au long de sa circulation dans les salles du musée. L'enveloppe du bâtiment sera composée d'éléments de verre non teinté, avec des degrés d'opacité variables, selon une géométrie verticale qui lui donne un aspect très élancé. «C'est le musée sans murs d'André Malraux, un musée sans musée, un musée mouvant et vivant dans lequel les œuvres seront en mobilité permanente», déclare Kengo Kuma. Il proposera deux espaces modulables d'expositions de 600 et 380m², accueillera des artistes en résidence et offrira aux visiteurs



un jardin de 600m² aménagé sur la toiture-terrasse.

Le projet de
la Friche Belle de Mai

Après un déjeuner convivial dressé par «Les Grandes Tables» de la Friche Belle de Mai, l'après-midi a été consacré à la visite des aménagements de ce lieu culturel qui sera un des phares de l'année 2013. Cet «ovni culturel», selon le mot d'Antoine Viallet, Président du Club Immobilier, est désormais géré par une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC), présidée par l'architecte Patrick Bouchain. Quand la Seita ferme son usine en 1992, un groupe d'artistes investit les lieux et s'installe dans la friche déserte. Plusieurs étages sont rapidement occupés et le «Système Friche

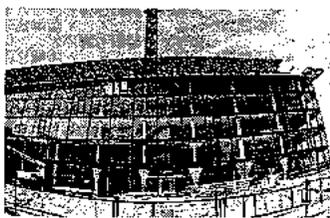
Théâtre» est créé. Présidé au début par Jean Nouvel, il aura pour Président le cinéaste Robert Guédiguian et aujourd'hui l'avocat Marc Bollet. Actuellement, 400 personnes travaillent et créent dans ce lieu, plus de monde qu'à l'époque où la Seita est partie. Alors qu'elles ont eu beaucoup de difficultés dans les premières années à adhérer à l'existence d'un tel «système», les collectivités finissent par l'accepter au milieu des années 2000 et la ville de Marseille favorise en 2007 la création de la SCIC. Reconnue «Service d'Intérêt Économique Général» (SIEG), la coopérative devient maître d'ouvrage et pilote

les travaux d'aménagement du site. Particularité de la structure : les associés sont les habitants du lieu, donc décisionnaires et usagers en même temps, responsables de leur propre utilisation du site. Matthieu Poitevin, l'architecte de la réhabilitation (associé à Pascal Reynaud), a conçu une boîte blanche, sorte de parallélépipède de polycarbonate, qui vient se poser en porte-à-faux sur le toit de ces «Magasins» rendus à la lumière. Cette boîte, le «Panorama», de 30m de long, 11m de haut et 9m de large, accueillera les œuvres

monumentales que produit l'art contemporain. Ce sera le seul équipement de ce genre à Marseille. «Il y a forcément quelque chose d'iconique dans cette boîte, avoue Matthieu Poitevin,

c'est la première chose qu'on voit quand on arrive par le train dans la gare Saint-Charles». Relogés dans les «Magasins», les acteurs de la Friche libèrent la «Tour» de 5 étages de 700m² chacun qui vont être réaménagés pour accueillir des expositions plus classiques. La SCIC a réussi à mobiliser 23 millions d'euros pour l'ensemble de ces travaux dont 18 millions d'argent public, le reste étant amené par des fonds privés et des emprunts. Au-dessus des «Magasins», un espace à la démesure du lieu, une immense terrasse de 10 000m² pourra recevoir près de 4 000 personnes pour toutes sortes de manifestations.

Le FRAC, c'est le musée sans murs d'André Malraux, un musée sans musée, un musée mouvant et vivant dans lequel les œuvres seront en mobilité permanente» Kengo Kuma



les partenaires principaux...

vinet construction france

mozil culture & cogedim

les partenaires... les autres

groupe s&g land & coventry

estime mediterranee... soret

mediterranee... banque medim

maurice... batilone... beaurem

les autres... sabin portois real

esene... bouvardes immobili

bourg... veritas... cabine

rosenfeld avocat... cadme

lunot... est mediterrannee

chaumeil la doc solution... canger

immobilier... epi... compagnie

phocéenne de negociations

edux... de marseille

environnement... elfrage

immobilier mediterrannee... ekos

ingenierie... euro mediterrannee

in am... is... federation

nationale de l'immobilier

forum point p... gindat

goodman... ordi... hammerson

map... marseille architecture

partenaires... novatis imme

groupe o & associes... ogre

redman... sas... clavaieko

sci midi patrimoine... securite

industrielle... septime paca

societe... sportimmo... swaton

recoing... bulletin... vinet

energies... vinet facilities

les partenaires medias...

business immo... e immobilier